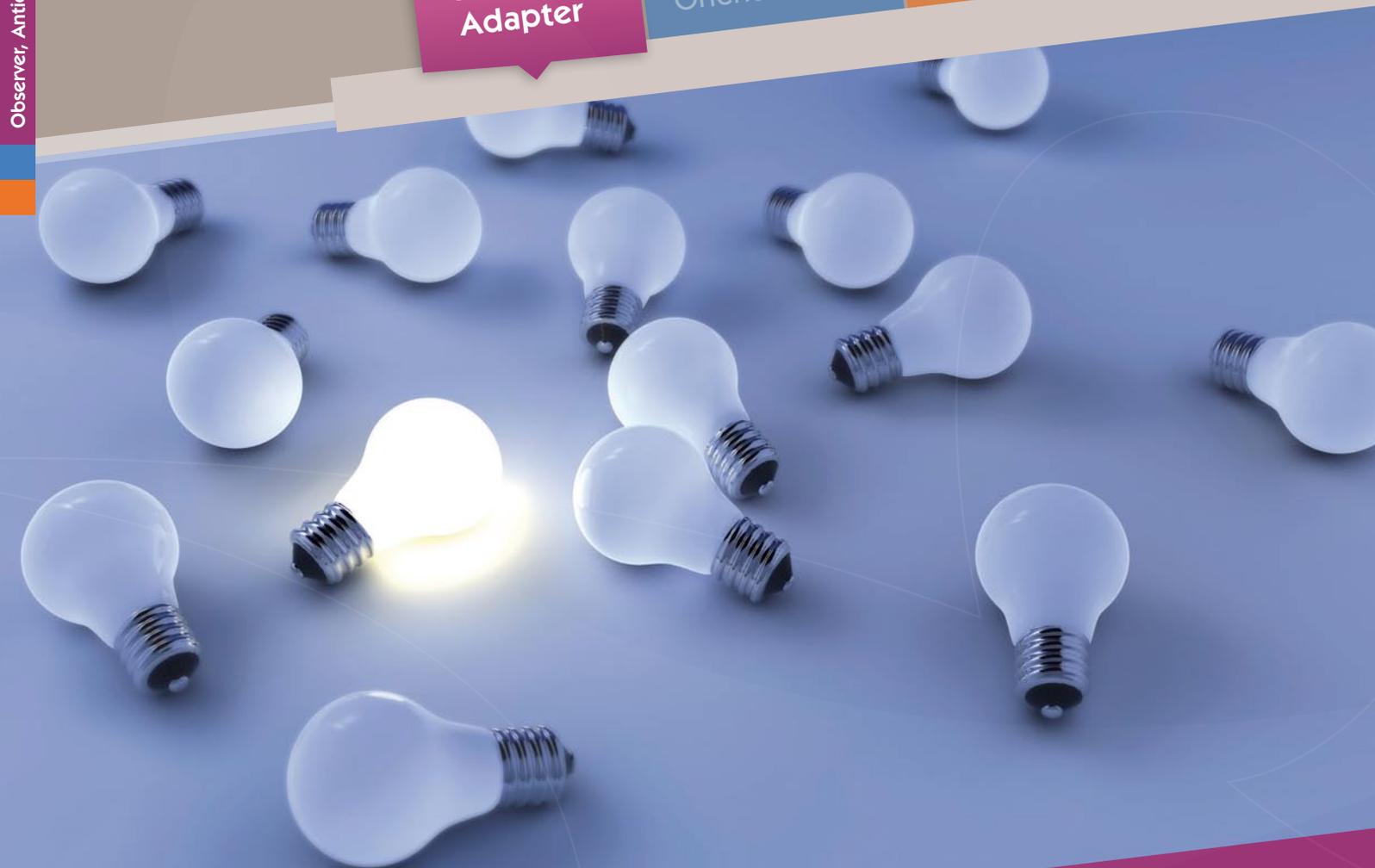


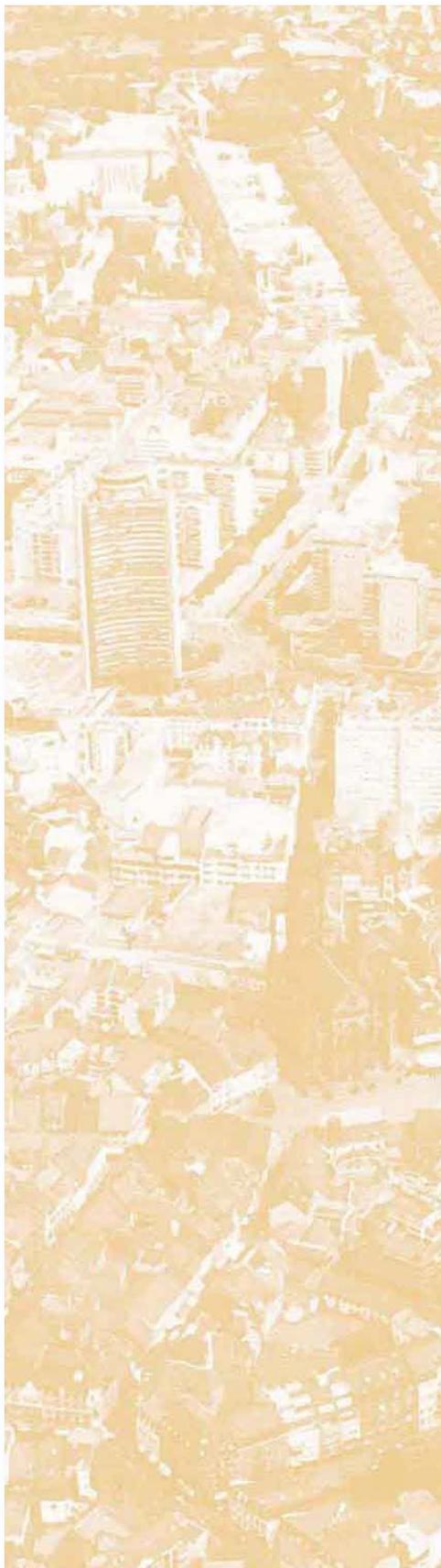
Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



LES INDICATEURS DU PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE



Sommaire

- Thème n°1 : Infrastructures de transports et Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- Thème n°2 : Zones d'activités, offres foncières, support au développement économique
- Thème n°3 : Attractivité du Pays de la région mulhousienne, qualité de vie
- Thème n°4 : Approche sur la richesse du territoire
- Thème n°5 : Innovation / Recherche
- Thème n°6 : Caractéristiques du tissu économique
- Thème n°7 : Les 20 principaux établissements
- Thème n°8 : Mouvements d'établissements : créations, reprises, réactivations
- Thème n°9 : L'emploi total
- Thème n°10 : La demande d'emploi
- Thème n°11 : L'offre et la qualité de l'emploi
- Thème n°12 : L'insertion
- Thème n°13 : Niveau de formation de la population
- Thème n°14 : Formation initiale
- Thème n°15 : Enseignement supérieur
- Thème n°16 : Formation professionnelle continue

Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 1

Infrastructures de transports et Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Le Pays de la région mulhousienne,
un territoire situé au cœur d'un important
carrefour infrastructurel

Cette thématique aborde de façon séparée les indicateurs liés aux transports et ceux liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

1. Éléments de contexte

L'économie mondialisée repose sur les flux de marchandises, de capitaux, de technologie. Les réseaux, pour assurer la connexion entre les différents pôles s'avèrent primordiaux aujourd'hui. Ils sont indispensables aux déplacements des personnes, des biens et de l'information.

2. Infrastructures de transport

Le Pays de la région mulhousienne est un important carrefour infrastructurel : croisement autoroutier et ferroviaire remarquable, réseau fluvial important, présence d'aérodromes et d'un aéroport international.

2.1. Réseaux routiers et autoroutiers très développés

Deux axes internationaux majeurs, les autoroutes A36 et A35 se croisent dans la partie Est du Pays de la région mulhousienne et constituent un point de passage pour les flux à vocation internationale (figure n° 1)

La carte en haut à droite (figure n° 2) montre que le territoire de Mulhouse possède la seule liaison autoroutière directe existante en Alsace avec l'A5 allemande (l'Ha-Fra-Ba: Hamburg, Frankfurt, Basel).

A une échelle plus locale, on remarque sur la carte ci-dessous (figure n° 1) que Pays de la région mulhousienne présente également plusieurs voies importantes comme la RD 430, qui assure la desserte de Guebwiller et la RN 66, qui permet une liaison rapide entre la vallée de la Thur et Mulhouse.

Figure 1 : Le réseau routier dense du Pays de la région mulhousienne

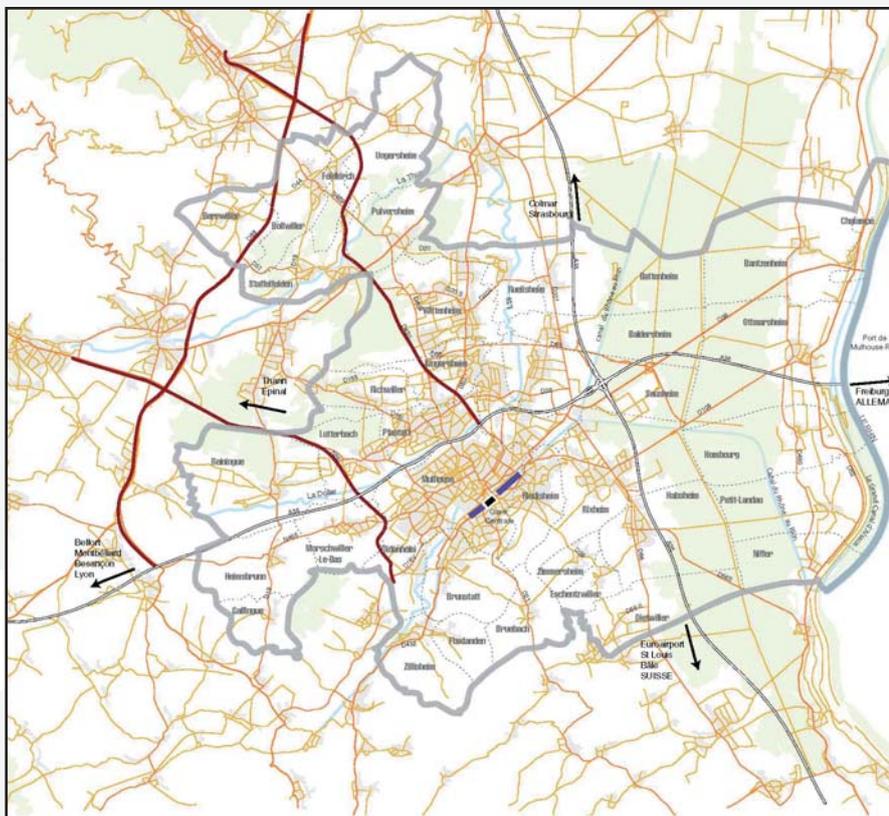
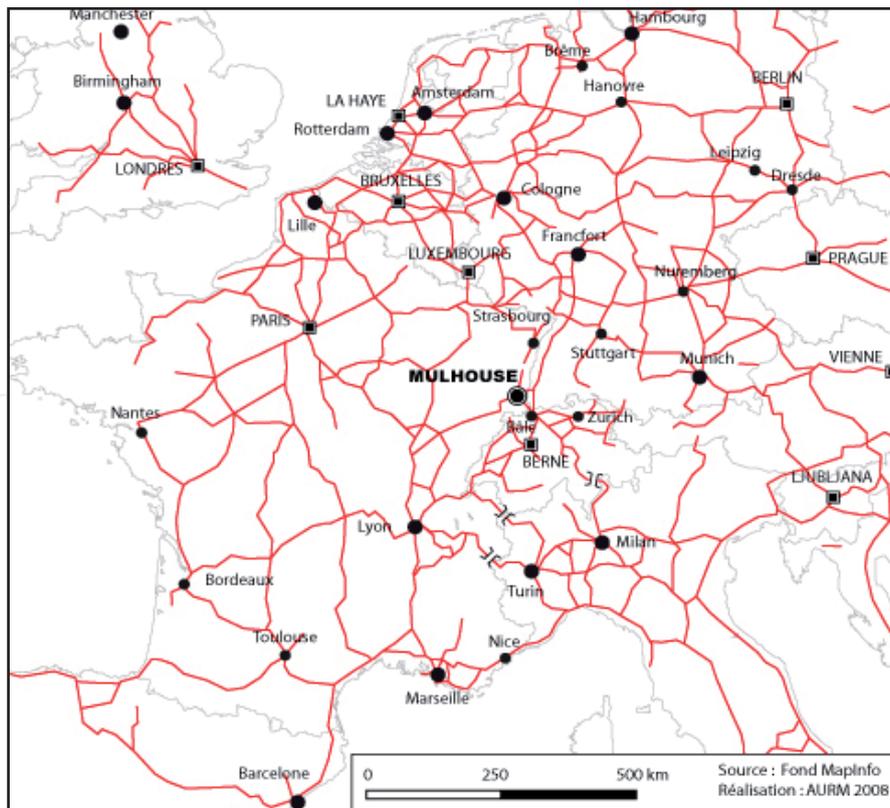


Figure 2 : Mulhouse : une agglomération située au coeur du réseau autoroutier européen



Agglomération :

- 500 000 à 1 million hab.
- plus de 1 million hab.
- Capitale

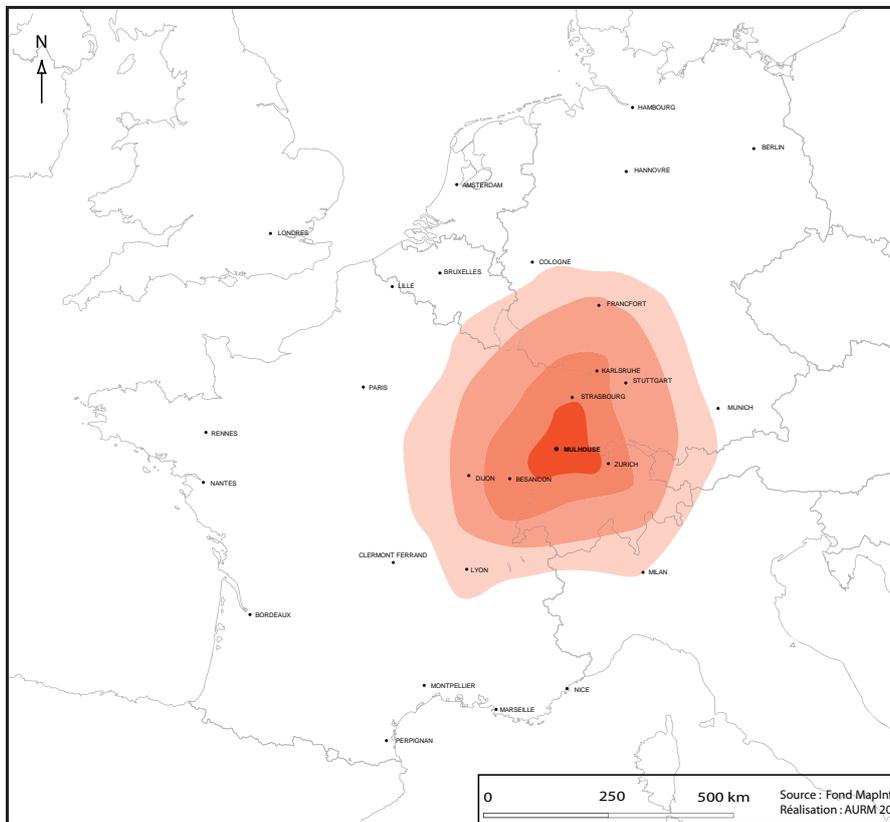
Infrastructures routières:

- Autoroute
- ⌋ Tunnel

Autoroute A 36 à hauteur de Bourtzwiller
(Source : AURM)



Figure 3 : L'accessibilité routière depuis Mulhouse en 2007



Accessibilité :

- < à 1h
- de 1h à 2h
- de 2h à 3h
- de 3h à 4h

Echangeur A 36 / A 35 (source : AURM)



2.2. Réseau ferroviaire : atouts et faiblesses

Le Pays de la région mulhousienne est un carrefour ferroviaire de premier ordre avec des lignes électrifiées à doubles voies orientées vers Strasbourg, vers Bâle et vers Belfort, à voie unique non électrifiée vers la vallée de la Thur et à voie unique électrifiée dédiée au Fret vers Chalampé et l'Allemagne. Mulhouse est l'une des seules agglomérations en France ceinturée par un ring ferroviaire.

Un développement important à moyen et long terme des infrastructures ferroviaires de transport de voyageurs ...

Le TGV Est Européen dessert depuis le 10 juin 2007 le Pays de la région mulhousienne. Il a permis réduire la durée du trajet entre Mulhouse et Paris mais également entre Mulhouse et Zurich.



TGV en gare de Mulhouse (source : AURM)

Le TGV EE constitue une première étape. En effet, l'arrivée du TGV Rhin-Rhône fin 2011 va réduire considérablement les temps de parcours pour rejoindre les villes situées sur l'axe Rhin / Rhône, de Francfort en Allemagne à Barcelone en Espagne.

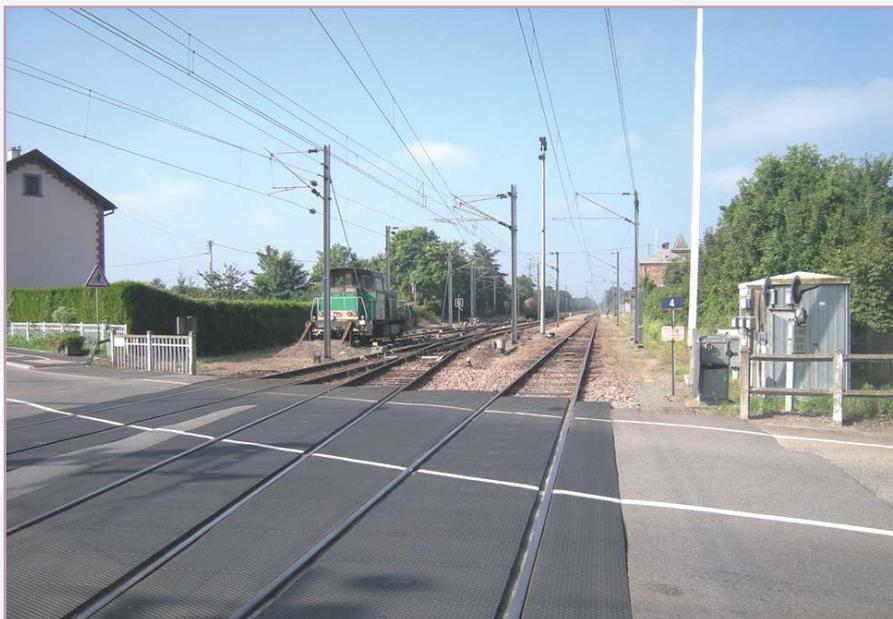
A moyen / long terme, le rail constituera le mode de transport le plus rapide pour la moyenne distance. Les pages 6 et 7 montrent l'importante diminution des temps parcours ferroviaires générée par le TGV.

... mais des contraintes pour le Fret ferroviaire...

Les trains Fret, pour rejoindre le réseau allemand, peuvent emprunter la ligne à voie unique Mulhouse-Chalampé-Neuenburg-Mülheim. A Mülheim, les convois Fret peuvent rejoindre la ligne Karlsruhe / Bâle.

On relève une non continuité du gabarit B1 au Sud de l'agglomération mulhousienne, notamment dans la vallée du Doubs, en raison de la présence de 17 tunnels. Or, le gabarit B1 permet le transit par le fer des conteneurs maritimes de grandes tailles. Dans l'hypothèse de la mise en place d'un ferroutage, il permet également le passage de convois ferroviaires transportant des semi-remorques classiques.

Ligne Mulhouse / Chalampé à hauteur de la gare de Bantzenheim
Source : AURM



... et des difficultés de raccordement au réseau ferroviaire allemand depuis le Pays de la région mulhousienne.

Depuis 2006, la ligne ferroviaire Mulhouse-Mülheim-Freiburg est ouverte, les dimanches d'été, à la circulation des voyageurs. Une correspondance est imposée aux voyageurs en gare de Mülheim entre les trains exploités par la Deutsche Bahn et ceux exploités par la SNCF en raison d'une incompatibilité des systèmes d'exploitation ferroviaire.

Cependant, l'aménagement de la ligne Mulhouse-Chalampé-Mülheim constitue un enjeu important pour le Pays de la région mulhousienne. Cette liaison pourrait permettre de compléter l'étoile ferroviaire de Mulhouse et d'assurer son ouverture sur le réseau ferroviaire allemand. En Alsace, il n'existe que 2 connexions fer avec le réseau allemand : la première au niveau de Lauterbourg en Alsace du Nord et la deuxième au niveau de Strasbourg. Pour rejoindre le réseau ferroviaire allemand depuis Mulhouse, il faut, soit passer par Strasbourg au Nord, soit passer par la Suisse, via Bâle, au Sud.



TER 200 à l'approche de la gare de Domach (source : AURM)

Ligne Mulhouse / Strasbourg / Bâle à hauteur de Bollwiller (source : AURM)

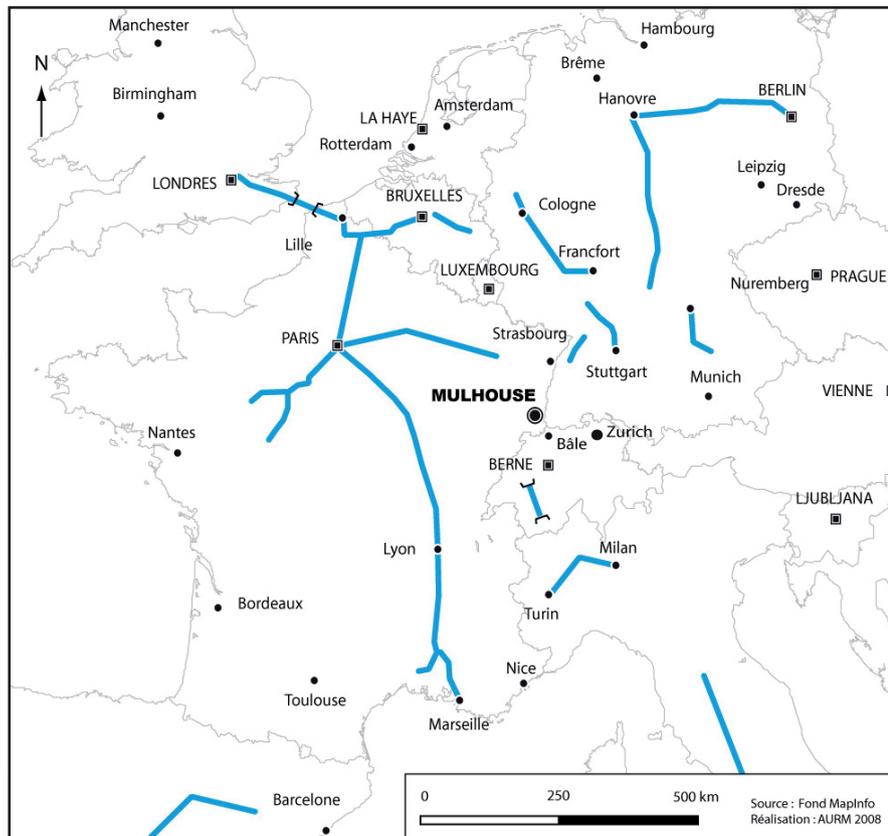


L'arrivée du TGV Rhin-Rhône à Mulhouse, en 2011, offre l'occasion d'optimiser l'interconnexion avec le réseau allemand, en prolongeant depuis Mulhouse, ou en faisant démarrer à Freiburg, certaines circulations de TGV Rhin-Rhône.

Les cartes d'infrastructures TGV et isochrones montrent bien l'importante réduction des temps de parcours que va générer le développement du réseau TGV non seulement en France mais également en Europe.

Sur les cartes d'infrastructures, les Lignes à Grande Vitesse (LGV) figurent en bleues. Les trains peuvent y circuler à 250 km/h et plus. Les cartes isochrones montrent l'accessibilité à 4h.

Figure 4 : L'infrastructure TGV en 2008



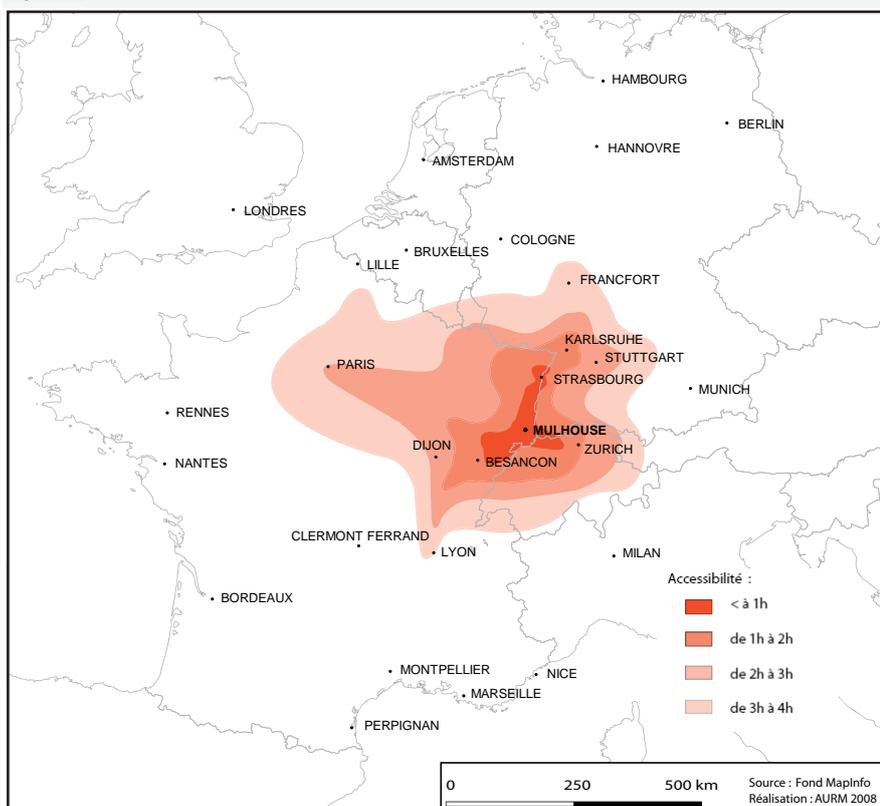
Situation 2008

En France, la première phase du TGV Est Européen a été mise en service le 10 juin 2007. Les TGV peuvent circuler à 320 km/h, sur les 300 km de Ligne à Grande Vitesse (LGV), entre Verres-sur-Marne (Seine et Marne) et Baudrecourt (Moselle). La ligne est déjà calibrée pour permettre dans le futur des circulations à 350 km/h. Les autres LGV françaises sont limitées à 300 km/h.

En Suisse, le tunnel de base du Lötschberg, a été inauguré le 15 juin 2007. Il est long de 34 km et a permis de réduire les temps de parcours à travers les Alpes. Par exemple, en 2008, la liaison Bâle / Milan peut être réalisée en 4h.

Au Royaume-Uni, la LGV Londres Saint-Pancras / tunnel sous la Manche est opérationnelle depuis juillet 2007. Londres est à 2h20 de Paris.

Figure 5 : L'accessibilité ferroviaire à Mulhouse en 2008



Depuis Mulhouse, l'offre TGV EE est orientée soit sur Paris, soit sur Bâle et Zurich en Suisse. Avec le TGV EE, les temps de parcours ont été réduits en passant de 4h21 à 3h00 pour Paris et de 1h40 à 1h20 pour Zurich.

Pour rejoindre les agglomérations de Rennes, Nantes, Bordeaux ou Lille, il faut effectuer une correspondance en gare de Strasbourg pour avoir accès aux liaisons TGV Strasbourg / Province, ou à Paris. Sur ces relations, les temps de parcours ont été modérément réduits en passant de 7h16 à 6h15 pour Rennes et de 8h20 à 7h02 pour Bordeaux.

Les Alpes ralentissent les déplacements ferroviaires, de manière encore plus prononcée que les déplacements routiers.

Figure 6 : L'infrastructure TGV en 2011

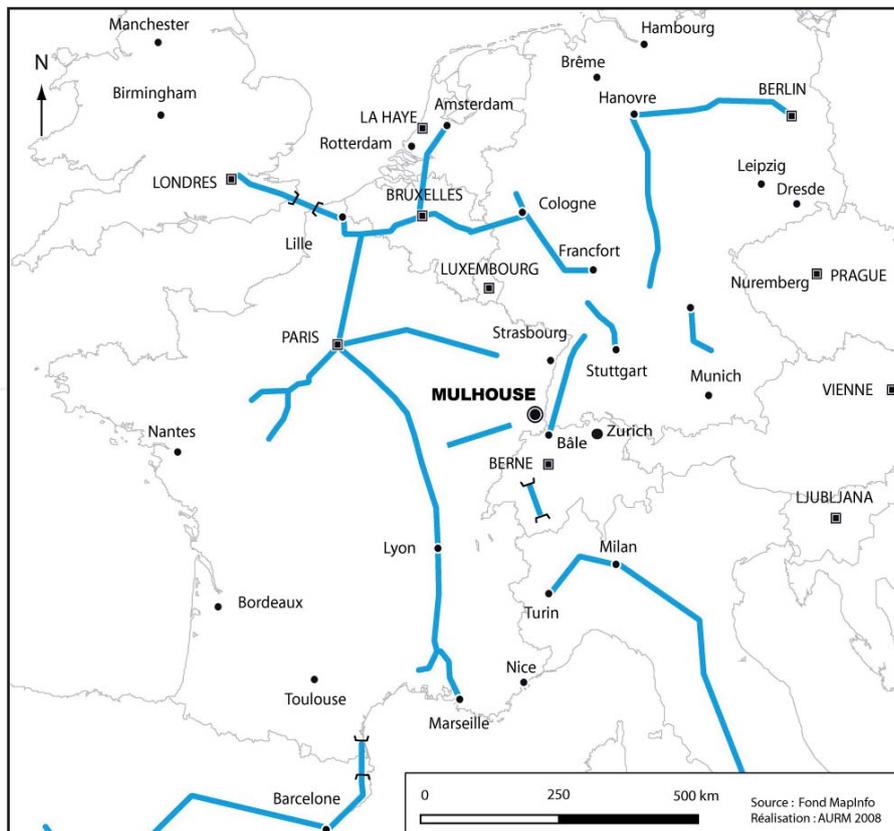
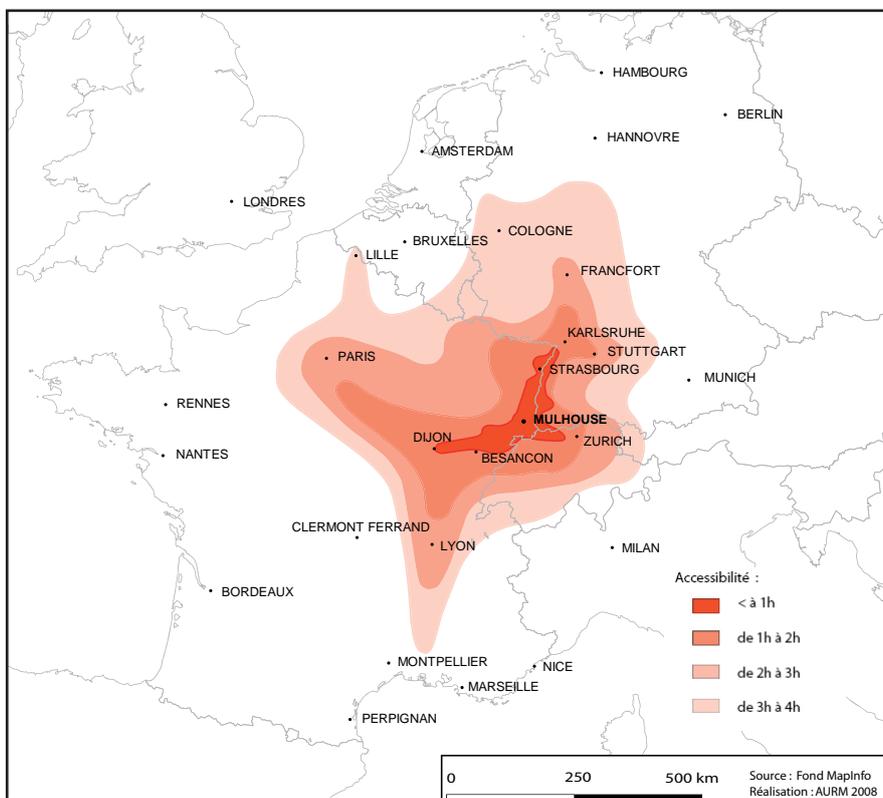


Figure 7 : L'accessibilité ferroviaire à Mulhouse en 2011



Situation 2011

La première phase de la branche Est du TGV Rhin-Rhône va être mise en service en décembre 2011. 140 km de LGV relieront Auxonne (Côte d'Or) à Petit-Croix (Territoire de Belfort). Ce tronçon n'est pas orienté sur Paris : une première en France.

En Allemagne, depuis Baden-Baden, la ligne ICE se prolongera vers le Sud en direction d'Offenbourg, de Fribourg et de Bâle. Le nœud ferroviaire de Bâle sera donc renforcé. Fribourg présentera un attrait particulier pour les dessertes TGV Rhin-Rhône. Une partie d'entre elles pourraient directement s'interconnecter au réseau allemand grande vitesse.

Les lignes TGV seront complétées dans le Benelux, notamment en direction d'Amsterdam et de la frontière allemande.

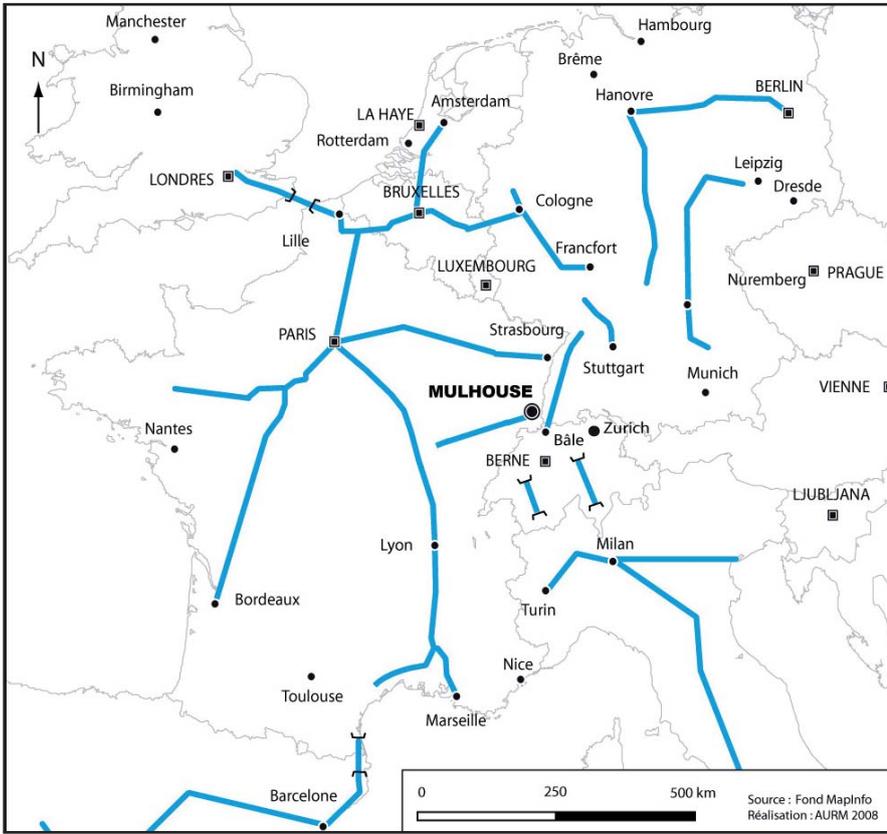
Depuis Mulhouse, l'offre TGV RR sera orientée en direction du Sud de la France (Lyon, Marseille, Montpellier etc.), de Paris et de Lille. Le réseau métropolitain Rhin-Rhône a demandé pour Mulhouse des liaisons directes vers Francfort et l'Ouest de la France (cf. courrier du Président daté du 25 11 08).

Les gains de temps seront conséquents. Ils s'expliquent non seulement par la création d'une LGV de 140 km en Franche-Comté, mais aussi par des dessertes ferroviaires directes, sans correspondance. En 2011, les relations seront directes entre les agglomérations situées sur l'axe Rhin-Rhône.

Les temps de parcours passeront de 3h00 en 2008 (via Strasbourg) à 2h40 (via Dijon) pour Paris et de 3h49 en 2008 à 2h35 pour Lyon.

Le TGV RR arrivera à Paris en gare de Paris-Lyon.

Figure 8 : L'infrastructure TGV en 2020



Situation en 2020

On suppose que les deuxièmes phases des TGV RR et EE sont opérationnelles.

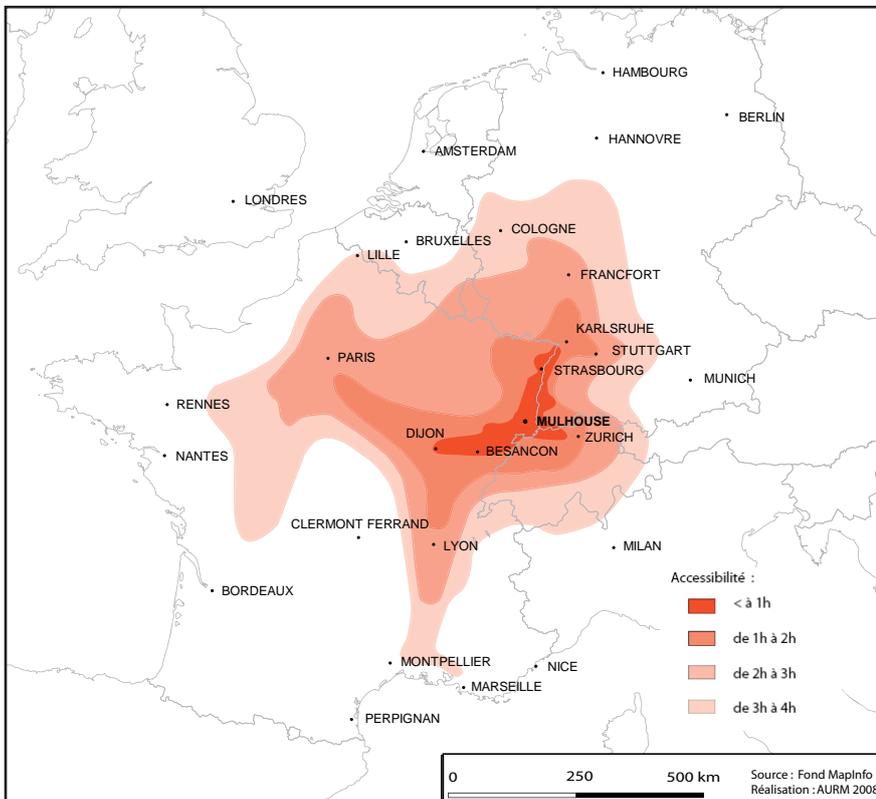
Dans l'Ouest de la France, les LGV seront prolongées en direction de Rennes et de Bordeaux et dans le Sud vers Montpellier.

En Suisse, les trains pourront circuler à des vitesses allant de 200 à 250 km/h dans le tunnel ferroviaire de base du Saint-Gothard. Avec ses 57 km, il sera le plus long tunnel du monde.

De Turin à Venise, le parcours pourra intégralement s'effectuer en LGV grâce à l'ouverture du tronçon Milan / Vérone / Venise.

En Allemagne, les ICE pourront emprunter une nouvelle infrastructure à grande vitesse entre Nuremberg et Leipzig.

Figure 9 : L'accessibilité ferroviaire à Mulhouse en 2020

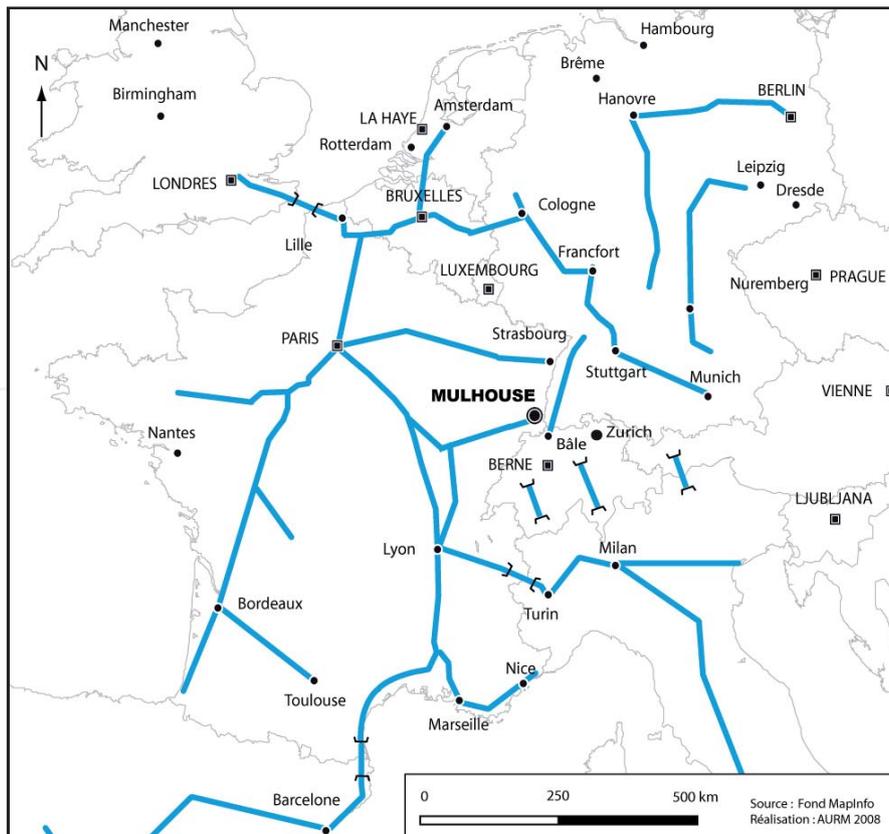


Les deuxièmes phases des TGV alsaciens permettront une réduction supplémentaire des temps de parcours.

Le projet EuroCap Rail prévoit de relier en TGV les 3 capitales européennes, en 3h. Pour rejoindre Luxembourg, les TGV pourront utiliser la LGV entre Strasbourg et Nancy / Metz. La durée du trajet entre Strasbourg et Luxembourg sera ramenée de 2h05 en 2008, à 1h25.

Le tunnel de base du Saint-Gothard raccourcit les temps de parcours d'une heure entre Zurich et Milan.

Figure 10 : L'infrastructure TGV à long terme



Situation à long terme

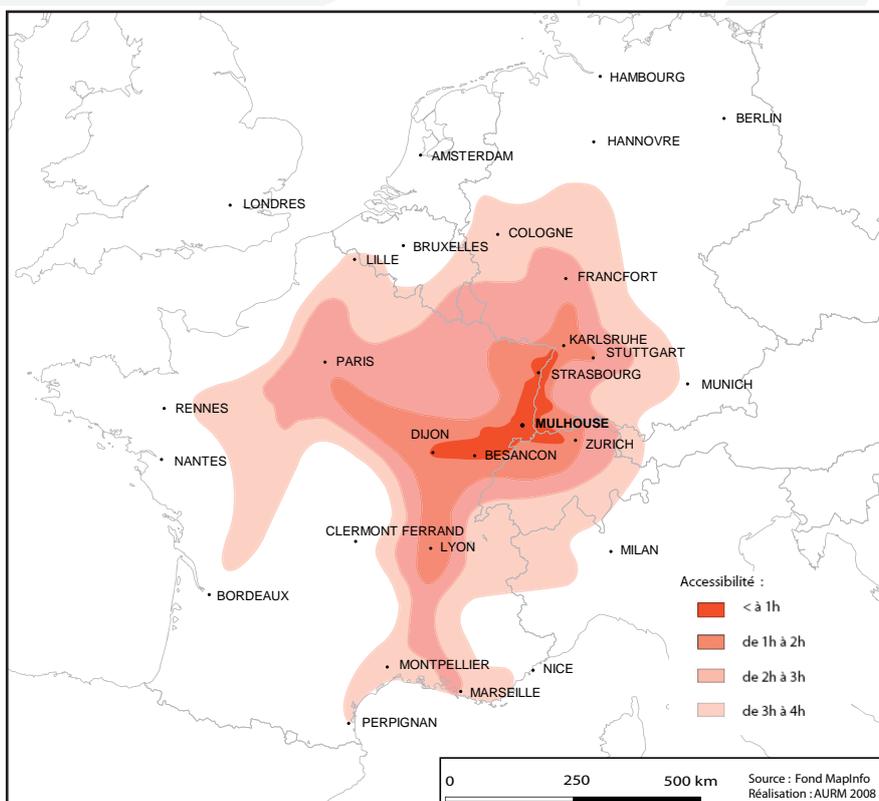
Pour la situation long terme, on suppose que l'ensemble des LGV actuellement projetées en Europe soit en service.

En France, le système TGV Rhin-Rhône est intégralement efficient avec ses 3 branches. Les LGV Poitiers / Limoge, Bordeaux / Toulouse, Bordeaux / frontière espagnole, Montpellier / Perpignan et Provence-Alpes-Côte d'Azur fonctionnent.

Le franchissement des Alpes est amélioré avec le tunnel de base du Mont-Cenis. En complément, une LGV sera aménagée entre Lyon et l'entrée du tunnel via Chambéry.

En Allemagne, la liaison Stuttgart / Munich sera intégralement opérationnelle.

Figure 11 : L'accessibilité ferroviaire à Mulhouse à long terme



Avec la branche Sud du TGV RR, les temps de trajet sont considérablement réduits vers Lyon, Marseille, Nice, Perpignan et Barcelone. L'accessibilité ferroviaire à Mulhouse est excellente sur un axe Rhin / Rhône / Méditerranée.

Malgré la proximité de l'Italie du Nord et la réalisation des tunnels de base à travers les Alpes : Saint-Gothard, Lötschberg, Mont-Cenis, les temps de parcours restent supérieurs à 4h00 pour rejoindre Milan.

Le relèvement de la vitesse des circulations ferroviaires à grande vitesse à 360 km / h permettrait de réduire encore davantage les temps de parcours. Les Autorails Grande Vitesse (AGV) sont déjà aujourd'hui capables d'atteindre de telles vitesses, à condition de disposer d'une voie ferrée adaptée.

2.3. Aérodrômes et aéroport : une présence marquée

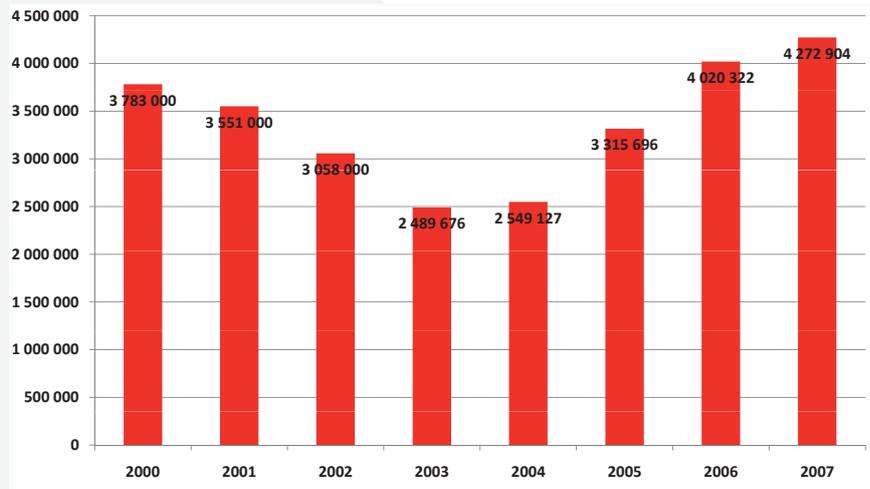
Une proximité avec l'Euro-Airport

L'atout majeur du Pays de la région mulhousienne est sa proximité de l'aéroport international de Bâle-Mulhouse (Euro-Airport), seul aéroport binational au monde. L'Euro-Airport irrigue 3 grandes agglomérations : Mulhouse (France), Bâle (Allemagne) et Fribourg (Allemagne).

Un total de 20 compagnies aériennes y assurent environ 70 vols réguliers par jour vers 50 aéroports situés dans 15 pays différents. Ses infrastructures lui permettent d'accueillir tous types d'avions.

A long terme, une desserte ferroviaire voyageurs de l'Euro-Airport est envisagée. Elle consisterait en la création d'une gare nouvelle en face de l'Euro-Airport pouvant accueillir non seulement les trains TER mais également les TGV. Ainsi la correspondance entre le transport aérien et les transports ferroviaires TER et TGV pourrait s'effectuer dans des conditions d'accueil, de confort et de sécurité optimales.

Figure 19 : Evolution du nombre de passagers / an de l'Euro-Airport (2000-2007)



Sources des données : Euro-Airport

Cet aménagement pourrait contribuer à renforcer l'attractivité de l'Euro-Airport, bien au-delà du simple cadre régional, grâce notamment à la mise en place possible d'une desserte TGV.

Après un recul de sa fréquentation au début des années 2000, le nombre de passagers progresse à nouveau depuis 2004. Suite aux difficultés de la compagnie Swissair, l'Euro-Airport s'est davantage positionné sur le low-cost en ouvrant de nouvelles liaisons, à destination des pays du Sud et de l'Est de l'Europe.

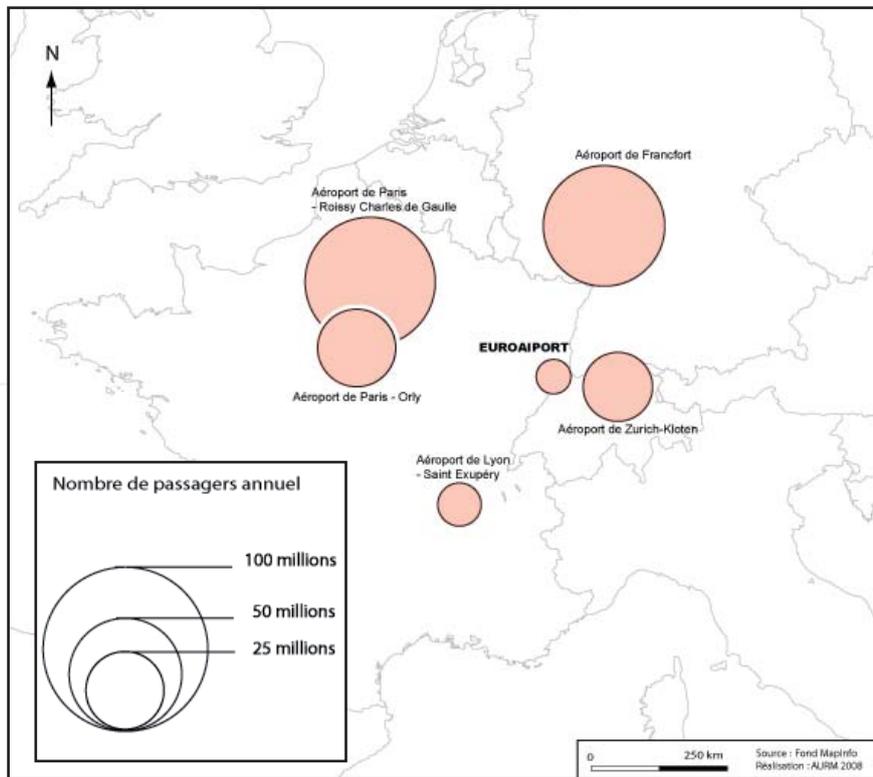
Euro-Airport
(Source : AURM)



L'aérodrome d'Habsheim

Le Pays de la région mulhousienne dispose aussi sur son territoire d'un aérodrome situé sur les bords communaux d'Habsheim et de Rixheim. Un deuxième aérodrome est situé au Nord du Pays de la région mulhousienne et est actuellement utilisé par l'armée de l'air. Aujourd'hui l'armée a plutôt tendance à céder ses bases mixtes (civiles et militaires, c'était le cas de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim). Il est improbable que Meyenheim évolue vers ce statut de base mixte.

Figure 13 : Les grands aéroports situés dans le secteur mulhousien



Une proximité avec les aéroports internationaux d'Europe de l'Ouest :

Mulhouse se situe à proximité d'aéroports internationaux de grande taille proposant des vols longs courriers. On peut citer les aéroports parisiens, de Lyon Saint-Exupéry, de Francfort en Allemagne, de Zurich-Kloten en Suisse.

Exemple de l'accès à l'aéroport de Paris Charles de Gaulle :

L'aéroport Charles de Gaulle est situé au Nord de l'agglomération parisienne. Il donne accès principalement aux vols longs courriers. C'est le premier aéroport français en terme de fréquentation.

Grâce à sa gare TGV, il est facilement accessible depuis les lignes Nord, Sud et Ouest du TGV. Depuis juin 2007, les TGV Est Européen assurant les relations diamétrales Strasbourg / Lille desservent la gare de l'aéroport de Charles de Gaulle.

Avec le TGV Rhin-Rhône, cet aéroport devrait être accessible, sans correspondance, depuis Mulhouse, en 3h environ grâce à des dessertes Mulhouse / Paris CDG / Lille.

Exemple de l'accès à l'aéroport de Francfort :

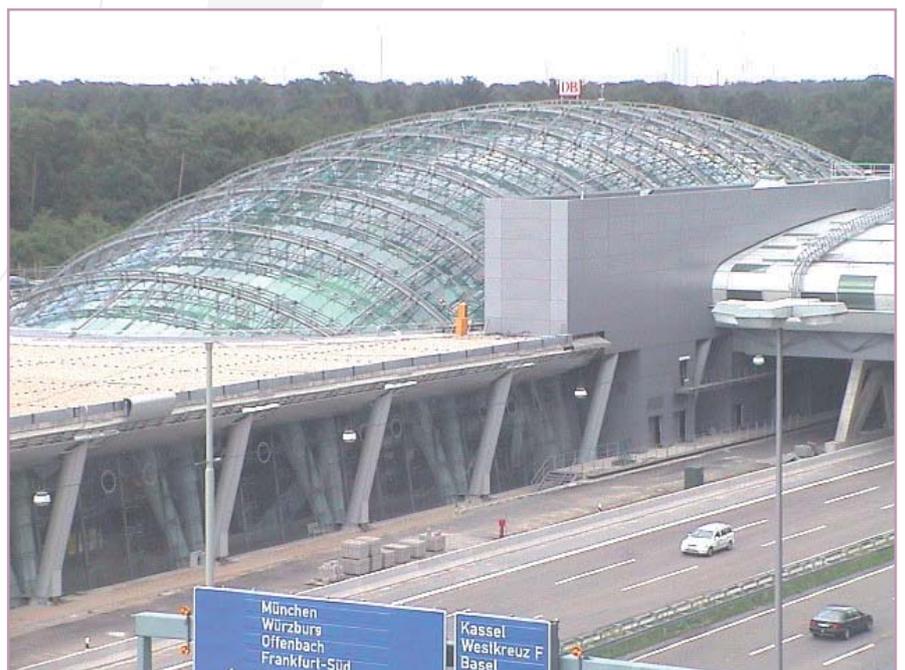
L'aéroport de Francfort, aéroport le plus important d'Allemagne, dispose de deux gares :

- la première est desservie par les trains ICE et IC qui desservent les grandes villes d'Allemagne et des pays limitrophes (Cologne, Stuttgart, Zurich, Basel etc.).
- la seconde est desservie par les trains régionaux, notamment ceux assurant la navette entre la gare centrale de Francfort et l'aéroport.

La gare de l'aéroport de Francfort est la plus grande gare ferroviaire d'aéroport en Allemagne avec environ 20 000 voyageurs par jour.

Si le TGV Rhin-Rhône desservait l'aéroport, ce dernier ne serait plus qu'à 2h55 de Mulhouse (hypothèse temps de parcours Francfort). Le rail serait ainsi le mode de transport le plus confortable. En effet, le voyageur n'aurait pas à effectuer de correspondance.

La gare de l'aéroport de Francfort



2.4. Une accessibilité de plus en plus performante du Pays de la région mulhousienne

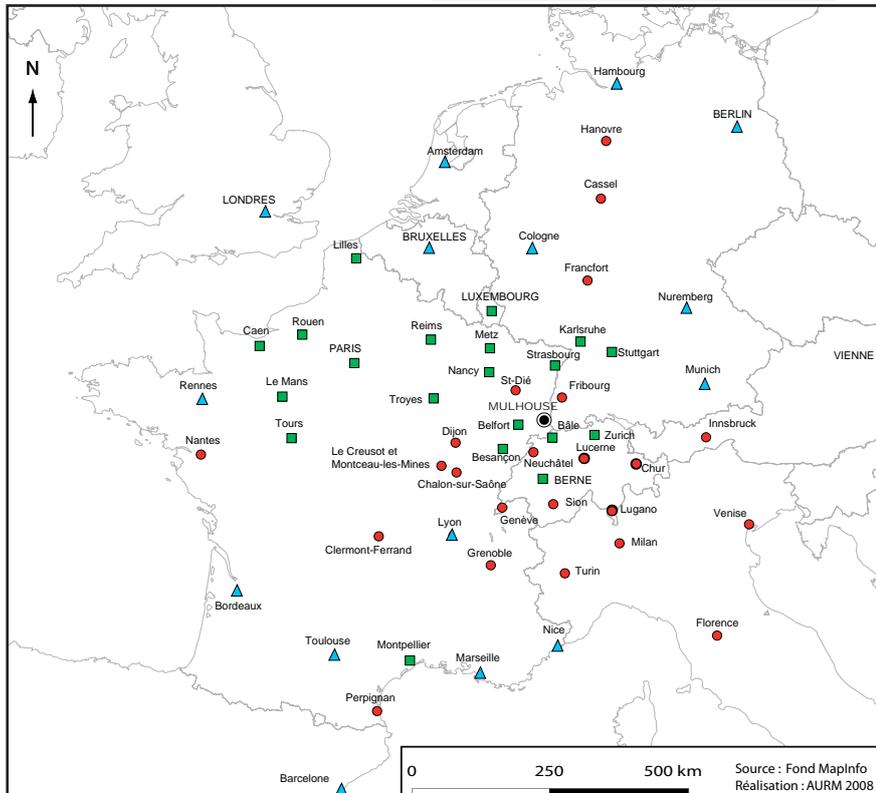


Figure 14 : Modes de transport le plus performant en 2008

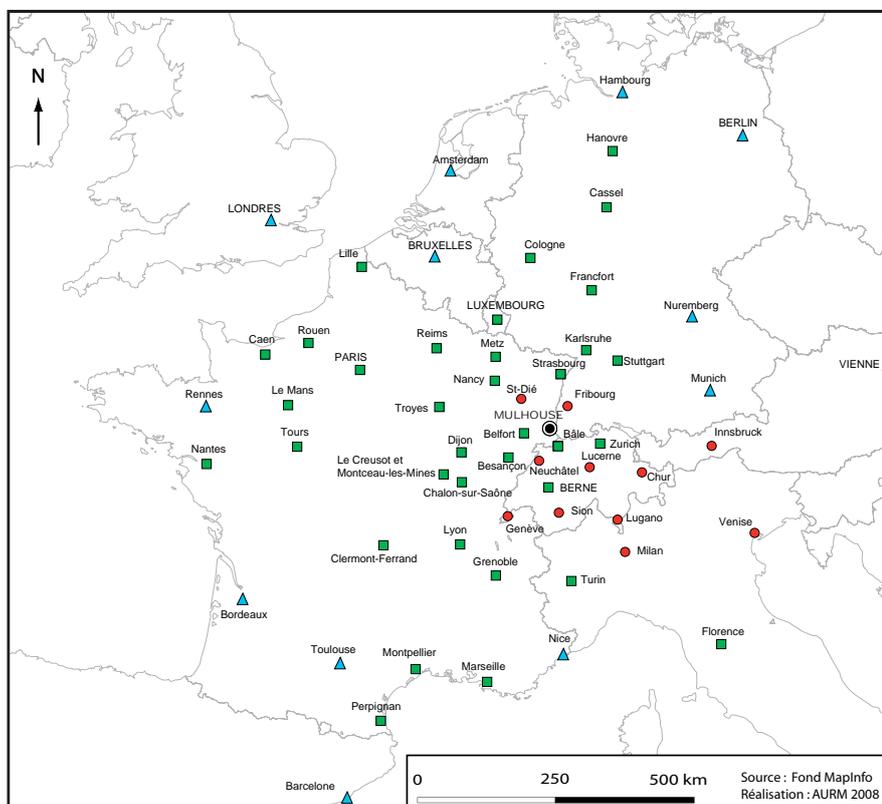
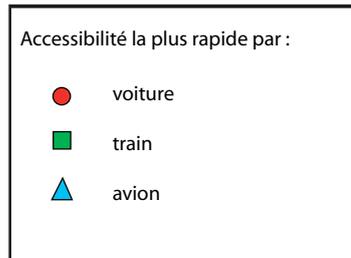


Figure 15 : Modes de transport le plus performant à long terme

C'est le fer qui présentera les gains de temps les plus importants à long terme.

La concurrence entre mode de transports se rééquilibre en faveur du rail notamment pour les villes situées sur l'axe Rhin-Rhône.

Grâce au développement du réseau TGV, davantage de villes seront desservies en moins de 5h.

2.5. Les 3 ports mulhousiens

Mulhouse, un port important...

Le port de Mulhouse se déploie autour de 3 sites portuaires: Ottmarsheim, Huningue et Ile Napoléon, tous accessibles aux péniches de 3000 tonnes ainsi qu'aux convois poussés de 8000 tonnes. Les ports de Mulhouse, bien connectés aux réseaux terrestres, permettent le transbordement des marchandises de la voie d'eau vers le rail ou la route.

Le trafic fluvial a progressé de 18 % entre 1997 et 2007 dans les 3 ports de Mulhouse. Le trafic conteneur est quant à lui beaucoup plus irrégulier. Il a culminé en 2004 avec un trafic de plus de 110 000 EVP. En 2007, il est inférieur à 55 000 EVP.

... mais ne présentant pas de réels débouchés vers Sud

Depuis le Port d'Ile Napoléon, les péniches présentant un gabarit de 3 000 tonnes ou plus ne peuvent pas poursuivre leur parcours vers le Sud car en

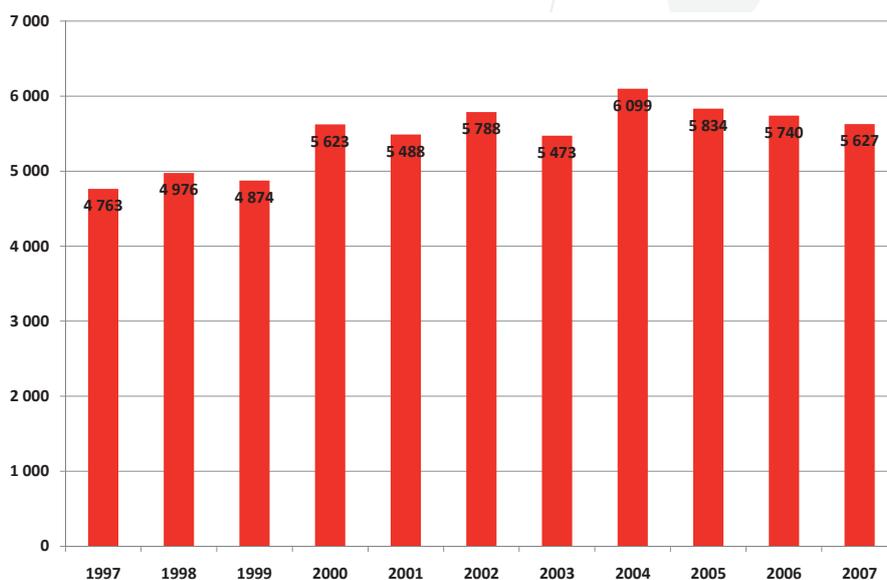


Péniche à la manoeuvre dans le port d'Ile Napoléon
(Source : AURM)

amont du Port d'Ile Napoléon, le canal du Rhône au Rhin est au gabarit Freycinet (300 à 350 tonnes).

Les marchandises en transit doivent donc être transbordées de la voie d'eau vers la route ou le rail pour poursuivre par exemple leur itinéraire en direction du Sud de la France.

Figure 16 : Trafic fluvial des ports de Mulhouse en milliers de tonnes (1997-2007)



Définition EVP

L'équivalent vingt pieds ou EVP (« twenty-foot equivalent unit » ou « TEU » en anglais) est une unité de mesure de conteneur.

Un conteneur d'un EVP mesure 2,591 mètres (8,5 pieds) de haut par 2,438 m de large (8 pieds) et 6,058 m (20 pieds) de long. Un conteneur d'un équivalent vingt pieds représente environ 30 mètres cube, ce qui permet par exemple de déménager le contenu d'une petite maison.

L'économie mondialisée repose sur les flux de marchandises, de capitaux mais aussi d'informations grâce au réseau internet.

3. Couverture en très haut-débit

3.1. Définition du très haut-débit

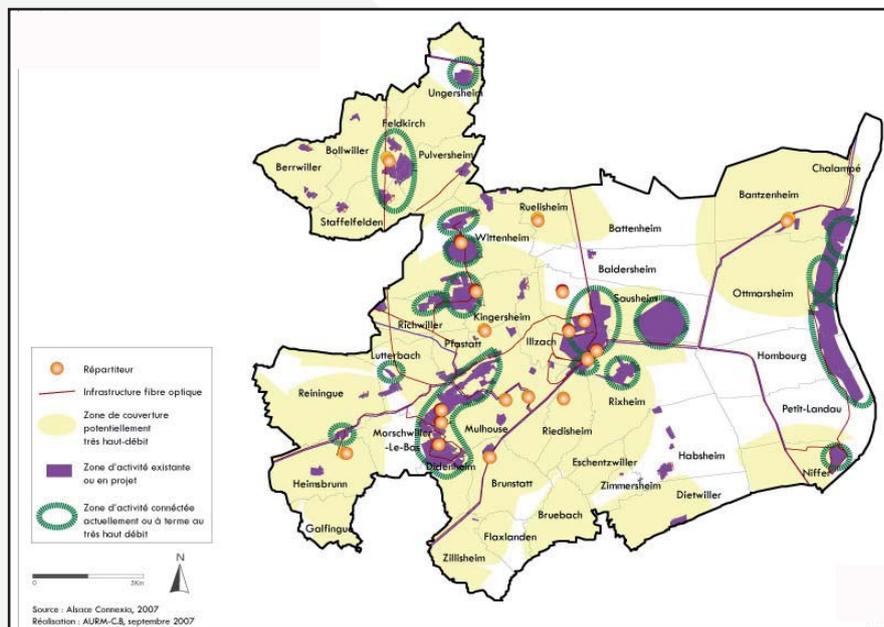
Avec le très haut débit, les entreprises peuvent avoir un accès à un débit égal ou supérieur à 100 mb / s (source ARCEP). Avec un tel débit, les possibilités sont les suivantes :

- favoriser l'enseignement et la formation à distance,
- développer les techniques nécessaires à l'apprentissage du geste médical à distance,
- permettre la sauvegarde en ligne de très grosses bases de données,
- diffuser de la TV haute définition sur un réseau Internet,
- accélérer les process industriels, tout en assurant une excellente qualité de service et en qualifiant le comportement du réseau face à des applications très haut débit.

Le très haut-débit devient stratégique pour les entreprises qui fonctionnent de plus en plus en réseau avec leur siège et avec leurs fournisseurs.

Pour atteindre un débit d'au moins 100 mégabits / seconde pour les entreprises, il faut que la zone industrielle ou l'entreprise soit être directement raccordée sur le réseau fibre optique.

Figure 17 : L'infrastructure très haut-débit dans le Pays de la région



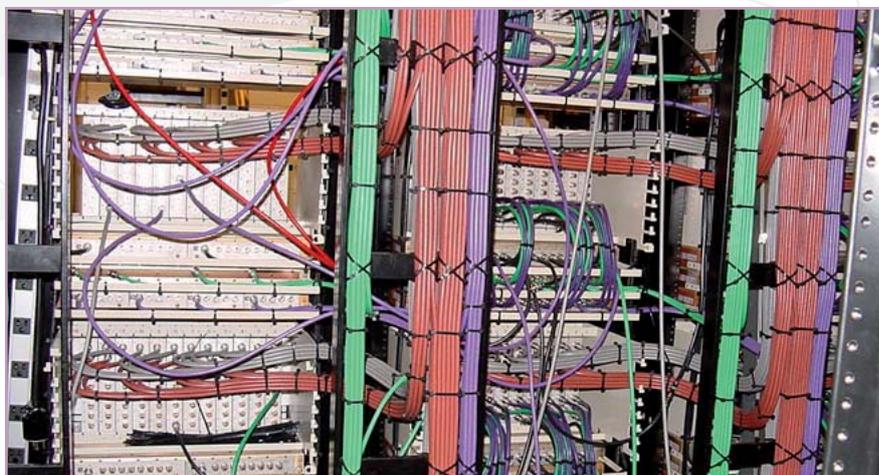
3.2. La proximité avec le réseau fibre optique constitue un atout

Le Pays de la région mulhousienne est sillonné par des fibres optiques. Cela constitue une réelle opportunité pour la connexion des zones d'activités au très haut débit .

L'ensemble des zones d'activités situées à proximité du réseau haut-débit peuvent être potentiellement connectée au réseau très haut-débit.

Dans le cadre de la prochaine actualisation de l'observatoire du foncier à vocation économique du Pays de la région mulhousienne, les champs relatifs à la connexion au haut et très débit seront renseignés pour chacune des zones d'activités présentes dans le Pays.

Centrale réseau



Diagnostic

- Le Pays de la région mulhousienne offre un **important noeud d'infrastructures et présente une accessibilité renforcée entre couloir rhénan et axe Rhin Rhône. Son accessibilité ferroviaire, autoroutière, aérienne et fluviale est excellente.** Ce carrefour présente cependant quelques lacunes : absence de liaison ferroviaire directe avec l'Allemagne, non continuité des gabarits fluviaux et ferroviaires vers le Sud pour le transport des marchandises, temps de parcours importants par le train vers certaines destinations etc..
- Ces lacunes vont être corrigées ces prochaines années. Par exemple, la mise en service du **TGV Rhin-Rhône en 2011** va considérablement réduire les temps de parcours non seulement vers Paris mais également vers Lyon ou Marseille. La réactivation de la ligne Mulhouse / Müllheim facilitera les liaisons ferroviaires vers Fribourg et la connection à l'offre ICE.

Prospective

- Par la bonne qualité et le développement de ses **infrastructures** et par son positionnement géographique stratégique, le Pays de la région mulhousienne est un site propice à l'implantation d'activités logistiques.
- L'arrivée du TGV Rhin-Rhône facilitera la mise en réseau des entreprises. L'installation d'établissements sensibles à la grande vitesse et à haute valeur ajoutée pourra être encouragée en mettant à disposition des entreprises des terrains stratégiques, notamment situés à proximité de la gare centrale de Mulhouse.
- L'accessibilité dans l'agglomération mulhousienne va également **s'améliorer** : prolongement des lignes existantes de tramway et arrivée du tram-train fin 2010. Ce dernier permettra de relier directement les communes de Thann ou Cernay au centre-ville de Mulhouse, sans correspondance entre le TER et le tramway en gare centrale de Mulhouse. En effet, le tram-train sera capable de circuler aussi bien sur le réseau ferroviaire RFF / SNCF que sur le réseau tramway SITRAM / Soléa.
- La **création d'une gare en face de l'Euro-Airport** permettrait de réduire le temps de trajet entre Mulhouse et son aéroport. En 2008, une première étape a été franchie avec la mise en place d'une navette bus entre la gare de Saint-Louis et l'Euro-Airport. L'usage de cette navette combinée à celui du TER entre la gare de Mulhouse et de Saint-Louis permet d'effectuer le parcours Mulhouse / Euro-Airport en une **trentaine de minutes**.



Observer
Anticiper
Adapter

Informier
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 2

Zones d'activités, offres foncières
support au développement
économique

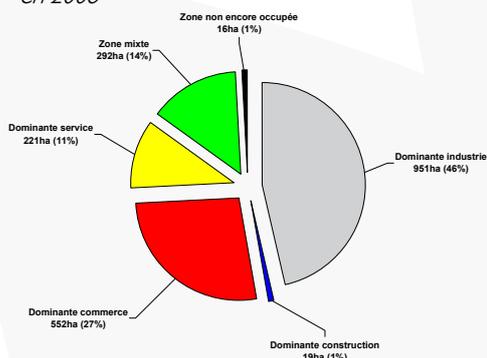
Des possibilités de
développement à mobiliser
de façon cohérente

1. Zones d'activités actuelles

Sources des données : observatoire du foncier à vocation économique du Pays de la région mulhousienne (deuxième édition 2006).

1.1. Des zones d'activités essentiellement destinées et occupées par des établissements industriels et commerciaux ...

Graphique 1 : Répartition des surfaces dans les zones d'activités, par secteur d'activité en 2006



Les zones d'activités sont essentiellement occupées par des activités industrielles et commerciales. La part des surfaces occupées par les services est modeste (11 % de la surface totale des zones d'activités).

En 2006, les zones d'activités au niveau du Pays de la région mulhousienne totalisent une surface de 2051 hectares dont 1903 hectares sont occupés. Le taux moyen d'occupation des zones s'élève donc à 93 %.

1.2. ... situées essentiellement à proximité des axes de communication stratégiques majeurs

La carte page 19 présente les espaces à vocation économique actuels par secteur d'activité dominant. Le secteur industriel se localise essentiellement le long des axes de communication stratégiques : voies d'eau (canal de Niffer, Rhin), voies ferrées et autoroutes. Comme les activités industrielles génèrent de nombreux flux de marchandises, leur positionnement à proximité des axes de communication majeur est déterminant dans leur politique d'implantation.

2. Une densité d'emplois à l'hectare inégale

Calculs de densité réalisés à partir des données de l'observatoire du foncier à vocation économique du Pays de la région mulhousienne (deuxième édition 2006).

Tableau 1 : Nombre de zones d'activités, nombre d'emplois en 2006

| | Nb. de zones | Surfaces totales | Nb. d'emplois | Ratio moyen nb. emploi / ha |
|----------------------------------|--------------|------------------|---------------|-----------------------------|
| Dominante Industrie | 20 | 951 | 20 359 | 21 |
| Dominante construction | 4 | 19 | 824 | 43 |
| Dominante commerce | 16 | 552 | 10 302 | 19 |
| Dominante services | 13 | 221 | 9 152 | 41 |
| Mixtes | 6 | 292 | 9 015 | 31 |
| Zones non encore occupées | 6 | 16 | 0 | 0 |
| Total région mulhousienne | 65 | 2 051 | 49 652 | 24 |

Dans le cadre de l'observatoire, la densité du nombre d'emplois à l'hectare des zones d'activités sera approchée de deux manières.

Première approche : nombre moyen d'emplois / ha

La première approche consiste à calculer un ratio du nombre moyen d'emplois à l'hectare. Cette méthode présente des limites car elle repose sur une moyenne. Les zones ayant une très forte ou une très faible densité d'emplois / ha peuvent altérer le ratio du nombre moyen d'emplois à l'hectare.

En 2006, le nombre moyen d'emplois par hectare sur les 2051 ha de zones d'activités que comptait le Pays de la région mulhousienne s'élève à 24. De fortes disparités sont à relever. Les zones d'activités à dominantes de services concentrent en moyenne 41 emplois par hectare alors que les zones d'activités à dominante commerciale

ne concentrent en moyenne que 19 emplois / ha. Les zones à dominante industrielle présentent des densités de l'ordre de 21 emplois / ha. Suivant les secteurs d'activités, on passe du simple au double. On peut également relever que les zones mixtes concentrent un nombre moyen d'emplois à l'hectare élevé : 41.

Deuxième approche : les quartiles

Le quartile est une mesure de dispersion qui est liée à une mesure centrale : la médiane. La méthodologie mise en oeuvre est décrite à la fin de la note en annexe.

On remarque que les zones d'activité à dominante de service et les zones mixtes ont plus d'emplois à l'hectare (médianes de 33,6 et 32,6 emploi / ha) que les zones d'activité à dominante commerce et industrie (médianes de 16,5 et 19,2 emplois / ha).

Ce sont les zones d'activités à dominante commerciale qui présente la médiane la plus faible. Les résultats se rapprochent de ceux constatés en calculant le ratio moyen d'emplois / ha mais sont certainement plus pertinents en raison de la moindre sensibilité de la médiane aux valeurs extrêmes.

Bien que la distribution soit découpée en 4 intervalles (quartiles) de même effectif (25%), les plages de valeurs de l'emploi à l'hectare ne sont pas égales.

Les quatre distributions sont plus allongées vers les valeurs élevées de l'emploi à l'hectare.

On a donc une dissymétrie vers les grandes valeurs. Pour notre cas, cela correspond à des zones d'activités présentant une forte densité d'emplois / ha. Les résultats peuvent donc être altérés par les valeurs extrêmes. Ce fait est confirmé par le calcul de la moyenne qui est très supérieure à la médiane.



2.1. Densité d'emplois des zones d'activités à dominante industrielle

Les zones d'activités à dominante industrielle présentent un ratio moyen de 21 emplois à l'ha.

Ces chiffres sont à relativiser. Le site P.S.A., avec plus de 327 ha occupés présente un ratio d'environ 35 emplois à l'ha.

Site P.S.A. Mulhouse - Source : AURM

Les zones d'activités situées le long du Rhin présentent un ratio plus faible (moins de 6 emplois/ ha) en raison notamment de la présence de nombreuses industries chimiques (Rhodia, Produit Engrais Chimique = PEC etc.) et d'activités portuaires.

2.2. Densité des zones d'activité à dominante commerciale

Les zones d'activités à vocation commerciale présentent le ratio le plus faible d'emplois à l'hectare: 19 emplois / ha. Cela s'explique en partie par la présence de grands parkings situés à proximité de ces surfaces qui font baisser artificiellement ce ratio.

La présence de grands parkings s'avère nécessaire car ces grands ensembles commerciaux présentent des aires de chalandises très étendues, pour certains d'entre eux, à l'échelle du Sud du département.

Site Décathlon à Wittenheim
Source : AURM



2.3. Densités des zones d'activités à dominante de service

Le ratio pour le secteur des services est élevé : 41 emplois / ha.

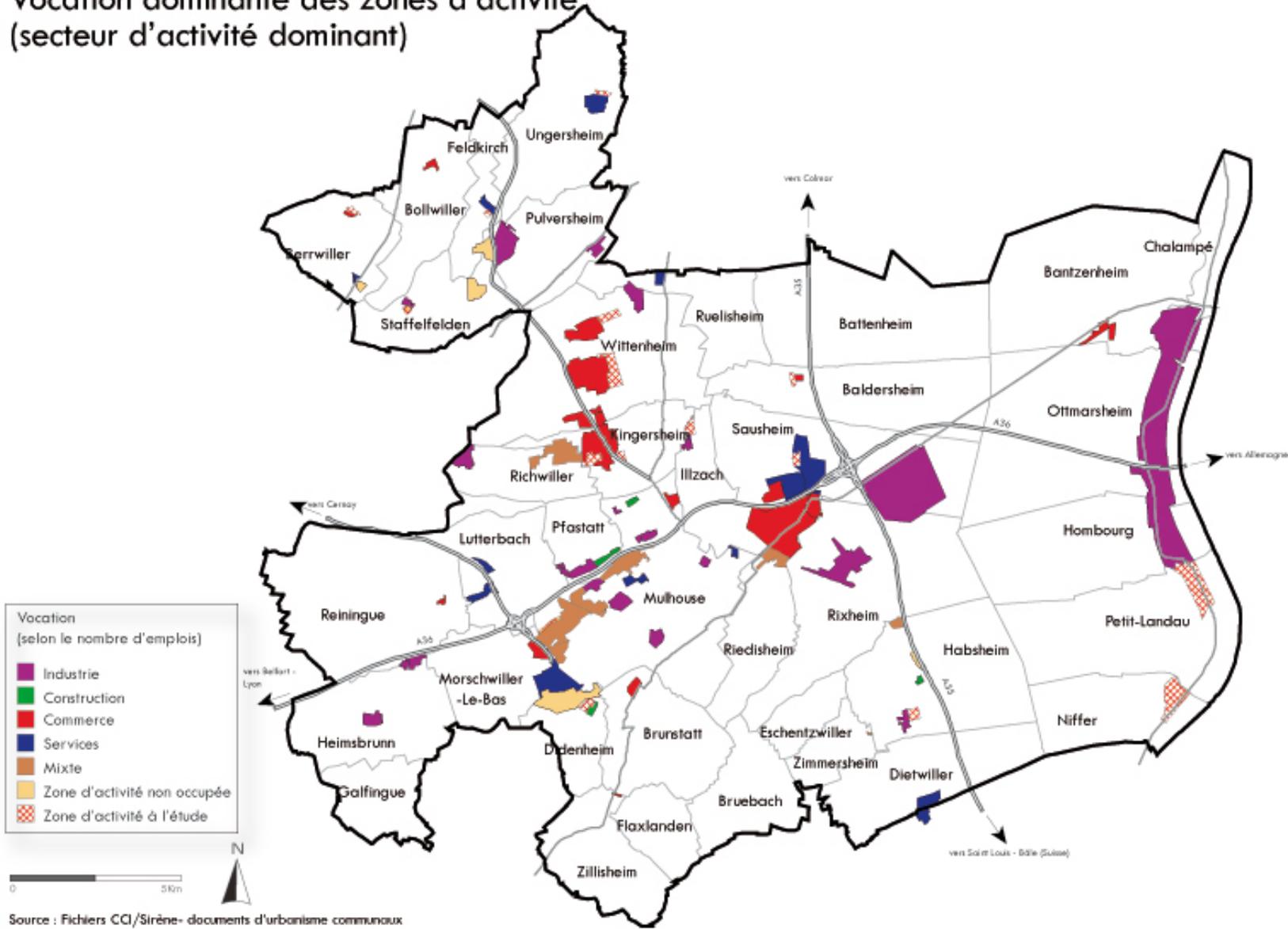
Ce ratio élevé s'explique par la faible surface occupée par des activités de services.

Parc des Collines Mulhouse
Source : AURM

Généralement, le personnel travaille dans des bureaux.

Ce contexte génère de fait une plus faible consommation foncière.

Vocation dominante des zones d'activité (secteur d'activité dominant)



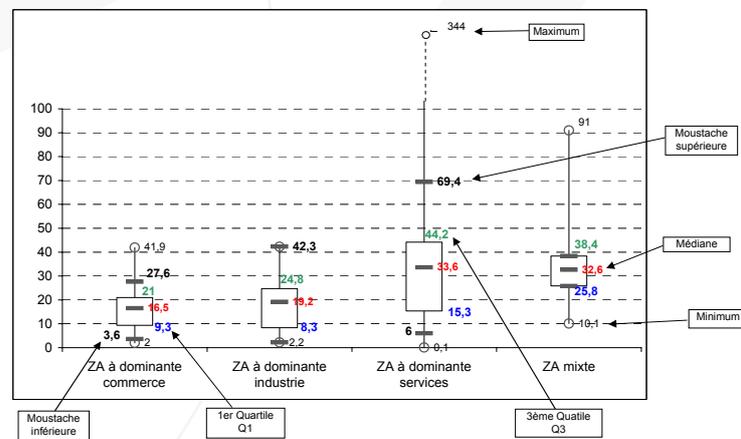
Diagnostic

- Des zones d'activités essentiellement occupées par des **établissements industriels et commerciaux** : 73 % des 2051 hectares potentiels.
- Le nombre d'emplois moyen à l'hectare varie du simple au double suivant les secteurs d'activités. Les zones d'activités à dominante de services présentent une densité de 41 emplois / hectare contre 19 emplois / hectare pour les zones d'activités à dominante commerciale.

Prospective

- Le SCOT de la région mulhousienne prévoit non seulement des extensions pour certaines zones d'activités existentes, mais également la création de nouvelles zones.

Annexe : approche sur les quartiles



La méthodologie mise en oeuvre a consisté à calculer le nombre moyen d'emplois / ha pour chacune des zones d'activités suivant son secteur.

Les zones d'activités à dominante de construction étant au nombre de 4, elles n'ont pas été prises en compte dans la démarche.

Les résultats obtenus se présentent sous la forme d'une boîte à moustache.

Cela permet de représenter schématiquement une distribution. Cette représentation graphique peut être un moyen pour approcher les concepts abstraits de la statistique.

Sur le graphique ci-contre figure en bleu le premier quartile, en rouge le deuxième quartile qui correspond à la médiane et en gris le 3ème quartile. En noir figure la moustache supérieure et la moustache inférieure.



Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 3

Attractivité du Pays
de la région mulhousienne,
qualité de vie

Une qualité de vie
en amélioration

1. Eléments de contexte

La qualité de vie et l'attractivité d'une région peuvent se mesurer au moyen de plusieurs indicateurs y compris au moyen d'indicateurs synthétiques. L'observatoire va s'appuyer sur des indicateurs relatifs à la démographie, à l'attractivité du centre-ville et à la pauvreté.

- L'analyse s'appuie sur un certain nombre d'indicateurs réactualisés de façon régulière par l'INSEE dans le cadre du Recensement Général de la Population (RGP). Avec le Recensement Rénové de la Population (RRP), le rythme de

réactualisation devrait passer à 3 ans au lieu d'une fourchette de 7 à 9 ans pour le RGP. Au moyen des données RRP déjà disponibles, des projections pour l'année 2006 ont été réalisées par l'agence d'urbanisme.

- L'observatoire propose également d'utiliser certaines données collectées par un bureau d'étude mandaté par l'agence d'urbanisme dans le cadre de l'enquête réalisée pour l'observatoire des impacts économiques du tramway urbain. Pour cette donnée,

le rythme de réactualisation est de 2 ans. Une nouvelle enquête sera néanmoins conduite dès la fin de l'année 2007.

- Pour une mise en perspective des évolutions du Pays de la région mulhousienne, il est apparu pertinent que l'observation s'appuie sur des comparaisons avec des territoires dont l'histoire urbaine et économique sont proches de celle du Pays de la Région mulhousienne. A ce titre, Valenciennes, Montbéliard et Saint-Etienne ont été retenus.

2. Une attractivité du centre-ville en cours de renforcement

Données mobilisées : comptages piétonniers effectués dans le cadre de l'observatoire des impacts économiques du tramway urbain.

La reprise de la fréquentation du centre-ville ...

Pour mesurer les effets du tramway, l'agence d'urbanisme mandate un bureau d'étude pour réaliser une campagne de comptage dans le centre-ville de Mulhouse, au niveau du plateau piétonnier. Cet indicateur permet de mesurer le dynamisme ainsi que l'attractivité du centre-ville de Mulhouse.

Cependant, la limite de cet indicateur est qu'il mesure uniquement les flux piétons entrant dans le centre-ville, espace de dimension réduite, par rapport à l'ensemble de l'agglomération.

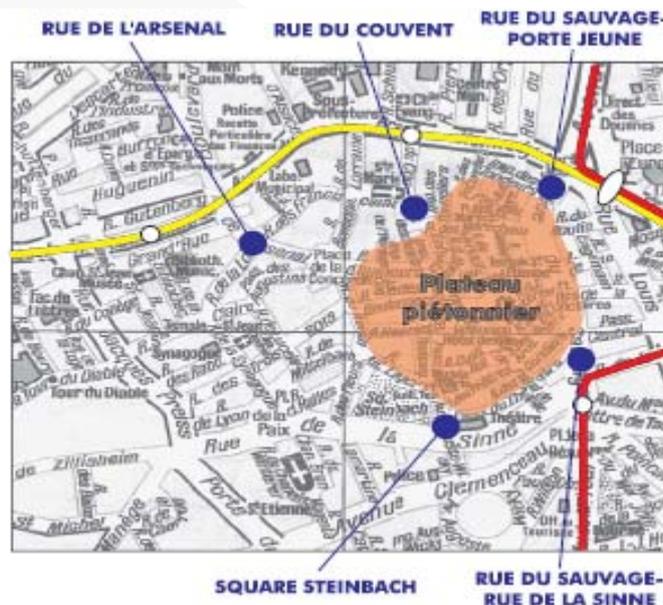
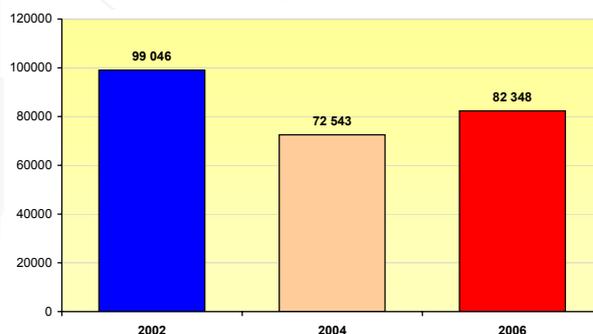


Figure 1 : Localisation des 5 points de comptages



Rue du Sauvage, Mulhouse
Source AURM

Figure 2 : Nombre de piétons / jour entrant dans le centre-ville (5 points de comptages) - 2002, 2004 et 2006



L'évolution des flux piétonniers a montré une baisse pour l'année 2004 en raison des travaux du tramway urbain. La fréquentation reprend depuis 2006 sans atteindre les niveaux de 2002. La campagne de comptage de 2007 pourrait confirmer la tendance de progression.

Le graphique à droite indique le nombre de piétons comptés en cumulé sur les 4 jours de comptages (mercredi, jeudi, vendredi, samedi) pour les 3 années.

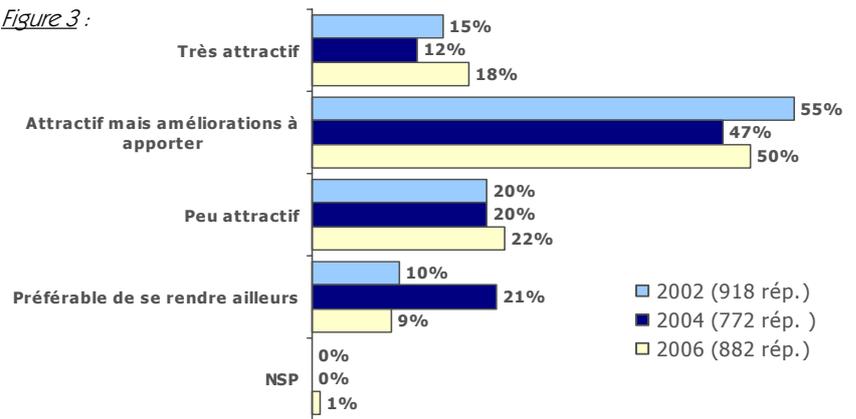
Cet indicateur permet également de mesurer la fréquentation du centre-ville par rapport :

- à la desserte transport en commun du centre-ville,
- à la qualité des équipements proposés par le centre ville : espace publics, monuments historiques etc.,
- à l'offre et à la qualité du tissu commercial du centre-ville.

Il s'agit d'un bon thermomètre pour apprécier l'attractivité du centre ville de Mulhouse.

... accompagnée par une amélioration de sa perception

Figure 3 :



Le tramway de Mulhouse (station Porte Haute)
Source : SITRAM



Lorsqu'on analyse le graphique ci-dessus, on remarque que 68 % des personnes fréquentant le centre-ville de Mulhouse le jugent attractif ou très attractif en 2006. Ce niveau était de 70 % en 2002 et de 59 % en 2004 pendant les travaux. Cette évolution suit la même tendance que l'évolution des comptages piétons.

Néanmoins, les éléments relatifs à la perception du centre-ville sont à nuancer car ils se rapportent tout d'abord à un espace géographique restreint, le centre historique de Mulhouse, comparé au reste de l'agglomération.

L'enquête a été uniquement réalisée auprès des piétons se rendant au centre-ville dans le but de mesurer les effets engendrés par le tramway dans le but notamment de suivre l'évolution de la perception du centre-ville.

Pour nuancer encore davantage les constats effectués plus haut, l'agglomération, et plus largement le Pays de la région mulhousienne, concentre des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) avec un taux de chômage important.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le Plan de Renouvellement Urbain (PRU).



Centre commerciale de la Porte Jeune

3. Mouvement de population

Données mobilisées : Recensement Général de la Population 1982, 1990, 1999, approche Recensement Rénové de la Population 2006

Figure 4 : Démographie

| | Alsace | Haut-Rhin | Pays |
|--|------------|------------|------------|
| 1982-1990 | | | |
| Taux de natalité | 14,2 | 14,5 | 15,9 |
| Taux de mortalité | 9,6 | 9,7 | 9,1 |
| Taux d'excédent naturel | 4,6 | 4,8 | 6,8 |
| Taux migratoire | 0,0 | -0,8 | -4,6 |
| Taux d'accroissement de la pop. | 4,6 | 4,0 | 2,2 |
| 1990-1999 | | | |
| Taux de natalité | 13,3 | 13,2 | 14,0 |
| Taux de mortalité | 8,6 | 8,7 | 8,4 |
| Taux d'excédent naturel | 4,7 | 4,5 | 5,6 |
| Taux migratoire | 2,6 | 1,5 | -1,9 |
| Taux d'accroissement de la pop. | 7,3 | 6,0 | 3,7 |
| 1999-2006 (estimation) | | | |
| Taux de natalité | 12,4 | 11,5 | 13,6 |
| Taux de mortalité | 8,5 | 8,4 | 8,0 |
| Taux d'excédent naturel | 3,9 | 3,2 | 5,6 |
| Taux migratoire | 2,8 | 3,3 | 0,4 |
| Taux d'accroissement de la pop. | 6,7 | 6,5 | 6,0 |

Le nombre d'habitants est en progression et s'accompagne d'un solde migratoire négatif sur le Pays de la région mulhousienne (les taux sont exprimés en pour mille).

Comme cela peut être constaté sur le tableau ci-dessus, l'une des spécificités de l'agglomération mulhousienne est de présenter un accroissement de population malgré un taux migratoire négatif. Cependant, l'analyse des données permet de remarquer que la perte de population par migration diminue pour la région mulhousienne entre 1990 et 1999 (le taux est passé de - 4,6 pour mille à - 1,9 pour mille). Sur la même période, les échelles d'observations supérieures présentaient des soldes migratoires nuls sur la période 1982-1990

et légèrement positifs sur la période 1990-1999. Sur les deux périodes intercensitaires, le Pays de la région mulhousienne présente un solde naturel toujours plus élevé que les échelons haut-rhinois et alsacien. Enfin, il semble que, sur la période 1999-2006, le solde migratoire redevienne positif pour le Pays de la région mulhousienne. Le solde migratoire est également en progression en Alsace et dans le Haut-Rhin. Ce regain profite essentiellement aux communes situées en périphérie des agglomérations. En comparaison, la natalité est plus élevée sur le Pays de la région mulhousienne que dans le Haut-Rhin et en Alsace. La jeunesse constitue un atout important pour la région mulhousienne.

Définitions

- Le **solde naturel** (ou accroissement naturel ou excédent naturel de population) est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots «excédent» ou «accroissement» sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et l'excédent naturel est alors négatif. Le taux d'excédent naturel pendant une période donnée est le rapport de l'excédent naturel à la population moyenne. Il est aussi égal à la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité.
- Le **solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité des migrants. Le taux de migration pendant une période est le rapport entre le solde migratoire et la population moyenne durant cette période.

4. Une approche du phénomène de pauvreté

4.1. Approche via le nombre de bénéficiaires du RMI et de l'API

Définitions

- Revenu Minimum d'Insertion (RMI)** : il a été créé en 1988 dans le cadre des politiques de lutte contre la pauvreté. C'est une allocation gérée par les conseils

généraux et versée par les Caisses d'Allocations Familiales (CAF) ou la Mutualité Sociale Agricole (MSA), aux personnes en âge de travailler, sans ressources ou ayant des ressources inférieures à un plafond fixé par décret. L'intéressé est

- appelé allocataire du RMI ou bénéficiaire du RMI.
- Allocation de Parent Isolé (API)** : elle a été mise en place à la fin des années 70.

- Une part du nombre de Rmistes dans le total des allocataires CAF du Pays de la région mulhousienne en augmentation

Le nombre d'allocataires CAF a relativement peu varié dans le Pays de la Région mulhousienne de 2003 à 2006. Par contre, la part des bénéficiaires du RMI a fortement augmenté depuis 2003 (+3,2 points en 2006 par rapport à 2003).

- Une augmentation du nombre de Rmistes plus forte dans le Pays de la région mulhousienne

D'une manière générale, quel que soit le périmètre, le nombre de Rmistes est en progression.

Cette augmentation est pour partie liée à la dégradation de la situation de l'emploi.

Cela peut également s'expliquer par l'allongement de la durée de la période de chômage qui induit de fait pour les chômeurs de très longue durée des revenus issus du RMI, après 2 années d'allocation chômage.

Figure 7 : Evolution du nombre d'allocataires du RMI sur la période 2003-2006

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Pays de la Région mulhousienne | 4 176 | 4 721 | 5 404 | 5 723 |
| France | 1 120 844 | 1 215 585 | 1 266 429 | 1 255 549 |

Source : CAF et CNAF fichier FILEAS



Avenue de Colmar
Source : AURM

Figure 5 : Nombre d'allocataires CAF, part des bénéficiaires du RMI et de l'API par rapport au nombre d'allocataires CAF

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre d'allocataires | 41 506 | 41 828 | 43 381 | 43 113 |
| Bénéficiaires RMI | 10,1% | 11,3% | 12,5% | 13,3% |
| Bénéficiaires API | 1,8% | 1,8% | 2,0% | 2,1% |

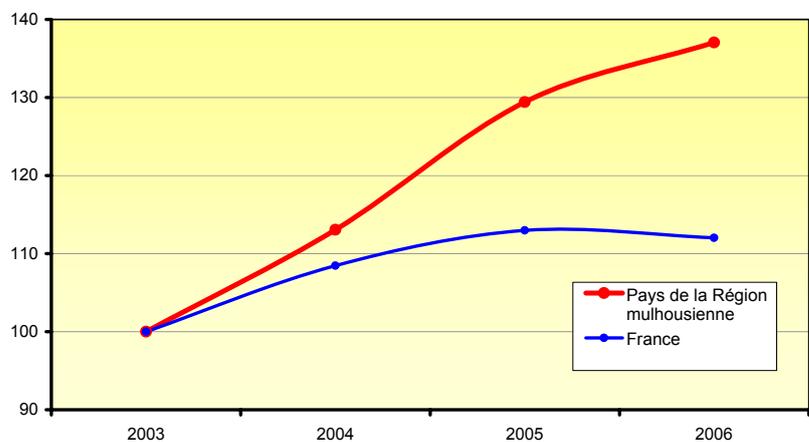
Source : CAF

La part des bénéficiaires de l'API est, quant à elle, relativement stable (+0,3 point).

Cette évolution pourrait montrer une détérioration de la situation sociale.

Comparativement à l'unité urbaine de Saint-Étienne, la part des bénéficiaires du RMI est relativement élevée dans le Pays de la région mulhousienne (+ 2 points en 2004).

Figure 6 : Evolution du nombre d'allocataires du RMI sur la période 2003-2006 (base 100 en 2003)



Au niveau national, le nombre de bénéficiaires du RMI, qui était en hausse depuis 2003, connaît une légère baisse depuis début 2005.

Le Pays de la Région mulhousienne ne suit pas cette tendance. L'augmentation est très marquée. Cette augmentation pourrait venir d'un accroissement du nombre de chômeur de longue durée qui de fait, sans revenus de l'assurance chômage, trouveraient des sources de revenus par l'intermédiaire du RMI.

Au niveau national comme au niveau local, l'évolution du nombre de Rmistes serait fortement corrélée à l'évolution du taux de chômage, l'évolution du nombre de chômeurs de longue durée étant lui-même corrélée à l'évolution du taux de chômage. Mécaniquement, le nombre de Rmistes augmenterait avec la hausse du taux de chômage.

Les nouvelles règles pour percevoir l'assurance chômage sont aujourd'hui plus restrictives : durée de cotisation plus longue pour toucher l'assurance chômage (il faut avoir exercé une activité professionnelle salariée pendant au moins 6 mois au cours des 22 mois précédant la fin du contrat de travail pour bénéficier de l'allocation de retour à l'emploi), droit à l'assurance chômage plus court (2 ans au lieu de 3 il y a quelques années).

Ces changements peuvent expliquer partiellement l'augmentation du nombre de Rmistes.

- Une augmentation du nombre d'allocataires de l'API au niveau du Pays de la région mulhousienne

Dans le Pays de la région mulhousienne, le nombre de bénéficiaires de l'API augmente après avoir connu une baisse jusqu'à mi 2004.

Cette hausse des bénéficiaires de l'API traduit la fragilité des situations familiales.

Il peut être le signe de l'accroissement de la pauvreté sur le territoire.

Figure 8 : Evolution du nombre de bénéficiaires de l'API sur la période 2003-2006 (base 100 en 2003)

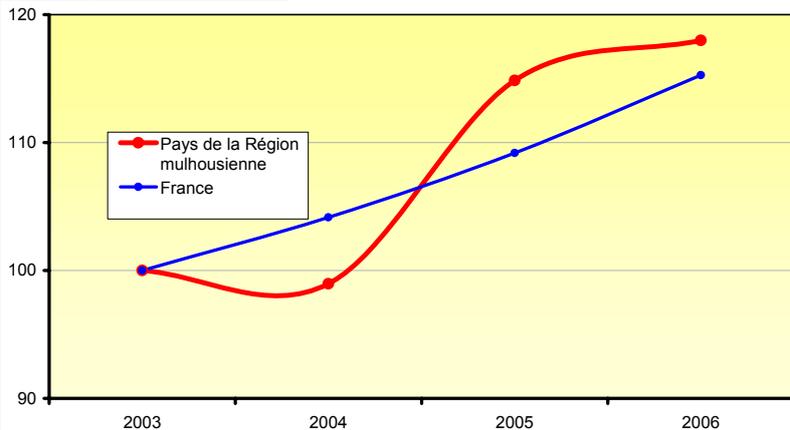


Figure 9 : Evolution du nombre de bénéficiaires de l'API sur la période 2003-2006

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Pays de la Région mulhousienne | 767 | 759 | 881 | 905 |
| France | 187 637 | 195 441 | 204 873 | 216 278 |

Source : CAF et CNAF fichier FILEAS

Cependant, cette augmentation est relativement liée à la dynamique observée au niveau national.

Il s'agit sûrement plus là d'une dynamique de fond, structurelle, affectant l'ensemble du territoire français, que d'une dynamique spécifique à certains secteurs géographiques.

En effet, le Pays de la région mulhousienne pèse environ 0,4 % de la population française.

Le nombre de bénéficiaires de l'API présents dans le Pays de la région mulhousienne pèse également environ 0,4 % du nombre total de personne touchant l'API.

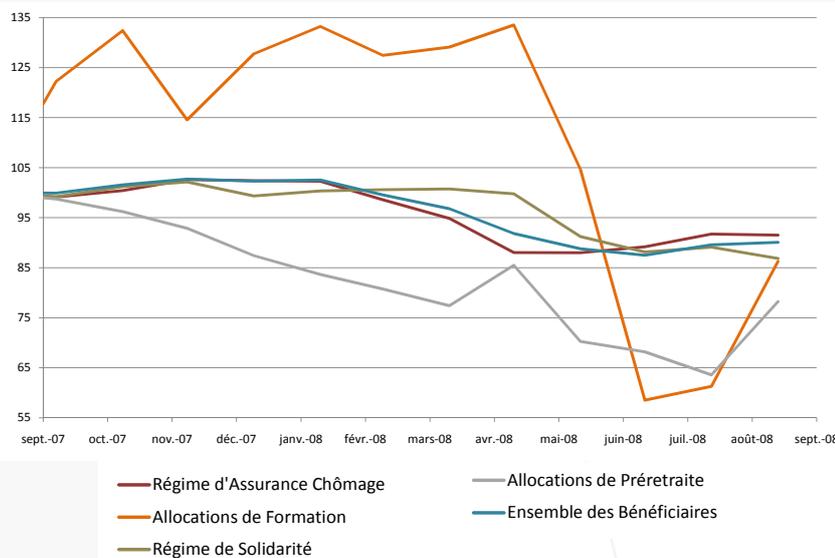
L'analyse de l'évolution des minima sociaux tels que le RMI et l'API ne suffit pas pour mesurer l'évolution de la pauvreté dans son ensemble.

En effet, les éléments relatifs à l'évolution des « travailleurs pauvres » dans le Pays de la région mulhousienne permettraient de développer l'analyse (exemple : temps partiel subi).

4.2. Approche via le nombre de bénéficiaires des aides des Assedic

Les données qui suivent concernent les deux sites des Assedic de Mulhouse, la zone couverte étant nettement plus étendue que la seule agglomération de Mulhouse. (cf. annexe pour la liste des aides versées par les Assedic).

Figure 10 : Bénéficiaires des assedic par type d'allocations sur 12 mois glissants en septembre 2008



Les allocations du régime d'assurance chômage sont les allocations les plus versées par les Assedic : en septembre 2008, elles représentaient 75% des bénéficiaires d'allocations (soit 7 528 allocataires).

Viennent ensuite les allocations liées au régime de solidarité (20% des allocataires, soit 1 946), dont plus de 76% concernent l'allocation spécifique de Solidarité (ASS). Les allocations de formation représente 3% des allocations totales et les allocations de préretraite 2%.

Logiquement, les allocations de formation diminuent durant l'été, les sessions de formation débutant généralement en septembre (l'automne est la période durant laquelle les dossiers d'AFF déposés sont les plus nombreux).

Diagnostic

- Le Pays de la région mulhousienne, son **centre-ville** notamment, est en train de changer d'image grâce notamment à l'arrivée du tramway en mai 2006.
- La dynamique démographique est contrastée : la natalité supérieure aux moyennes régionales et nationales fait plus que compenser un solde migratoire inférieur.
- Au contraire, la pauvreté, générée par l'accroissement du taux de chômage, a tendance à augmenter.

Prospective

- Les entreprises et les cadres de haut niveau, très soucieux de leur condition de vie sont attirés par des territoires dynamiques et attractifs. L'agglomération travaille à changer son image afin de renvoyer une perception plus positive du territoire. La mise en service du tramway au printemps 2006, l'arrivée du TGV Est Européen en juin 2007 contribuent à ce changement d'image.
- La jeunesse de la population pourrait constituer un atout. En effet, cette jeunesse à condition qu'elle soit formée, pourrait constituer un gisement important de main d'oeuvre pour l'activité économique. Dans le cadre de la politique de formation, la jeunesse constitue une cible privilégiée, notamment les jeunes sans qualification.
- L'existence d'une pauvreté plus marquée sur certaines parties du Pays de la région mulhousienne invite à poursuivre et à intensifier les politiques de lutte contre la pauvreté, en particulier celle de l'emploi avec un axe fort en direction des chômeurs de longue durée.

Bénéficiaires d'une allocation Assedic

| Régime d'Assurance Chômage |
|--|
| Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE) |
| Allocation Unique Dégressive |
| Allocation Chômeurs Agés |
| Allocations de Formation |
| Allocation du Fonds Spécifique Provisoire (AFSP) |
| Allocation du Fond Transitoire (AFT) |
| Allocation Transitoire |
| ASR Droit commun |
| Allocation Spécifique de Reclassement réduit (ASR) |
| AREF (allocation pendant une formation) |
| Allocation de Formation Reclassement |
| Allocation de Fin de Formation (AFF) |
| Rémunération des Stagiaires du Public |
| AFSP_Formation |
| AFT_Formation |
| Allocation forfaitaire Etat |
| Régime de Solidarité |
| Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) |
| ASS_Formation |
| Alloc. Equivalent Retraite de remplacement |
| All. d'Insertion + All. Temp. d'Attente |
| Allocations de Prêretraite |
| Allocation Convent° Prêretraite Etat |
| Allocation Profess. de Solidarité |
| Allocation de Rempl. pour l'Emploi |



Assedic Gluck, Mulhouse
Source : AURM



Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 4

Approche sur la
richesse du territoire

Une situation négative
au regard de la Région
mais pas aussi défavorable
dans le contexte national

1. Démarche de l'analyse

La richesse du Pays de la région mulhousienne peut être approchée à partir de plusieurs indicateurs : l'impôt sur le revenu des personnes physiques en se basant notamment sur le revenu net imposable des foyers fiscaux, la notion de seuil de pauvreté, l'approche de la taxe professionnelle et le potentiel financier par habitant.

Définitions

- Un **foyer fiscal** est l'ensemble des personnes vivants sous un même toit.
- Le **revenu imposable** est le revenu disponible après les déductions réglementaires : frais professionnels, abattements forfaitaires ou autres, etc.
- La **part des foyers fiscaux imposables** est la proportion de foyers qui paye l'impôt sur le revenu.
- Le **potentiel fiscal** est égal au montant des bases des quatre taxes directes locales pondérées par le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.
- Le **potentiel financier** de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire perçue l'année précédente.

2. Evolution des revenus des foyers fiscaux (traitements et salaires)

2.1. Revenu moyen des foyers fiscaux

Une dynamique de croissance des revenus ces trois dernières années plus faible pour le Pays de la région mulhousienne ...

Graphique 1 : Evolution du revenu moyen fiscal (base 100 en 2000)

Source : IRCOM

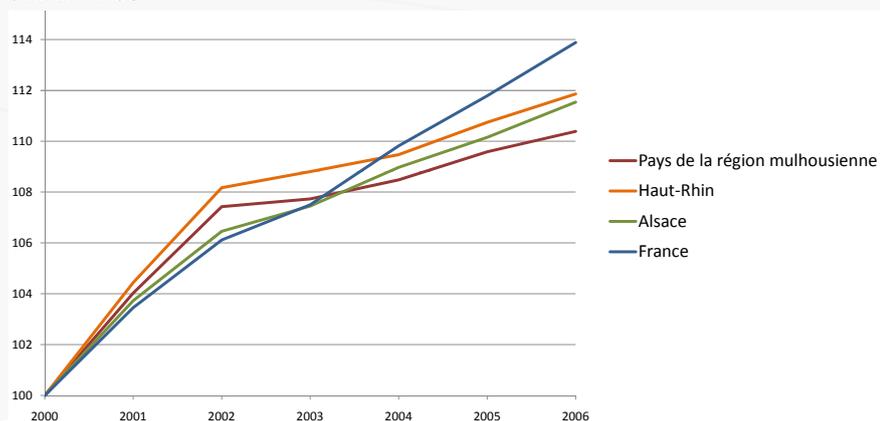


Tableau 1 : Evolution du revenu moyen fiscal sur la période 2000-2006 en €

Source : IRCOM

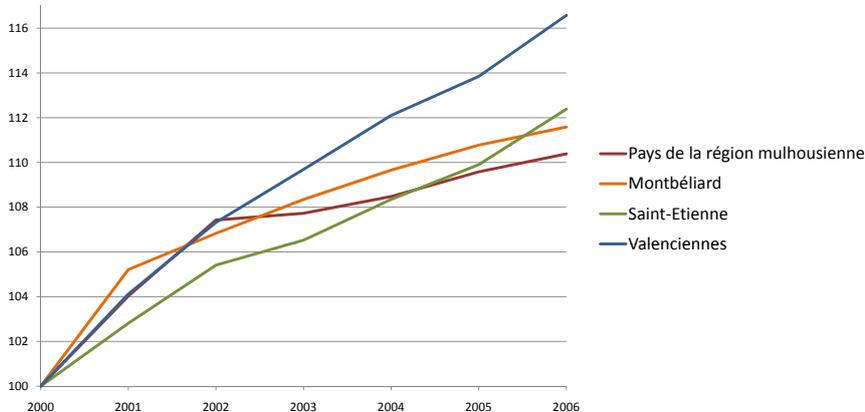
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pays de la région mulhousienne | 21 658 | 22 530 | 23 266 | 23 332 | 23 495 | 23 734 | 23 907 |
| Haut-Rhin | 22 798 | 23 810 | 24 660 | 24 805 | 24 957 | 25 246 | 25 501 |
| Alsace | 22 330 | 23 162 | 23 772 | 23 994 | 24 333 | 24 597 | 24 906 |
| France | 20 625 | 21 337 | 21 886 | 22 171 | 22 649 | 23 055 | 23 487 |

Bien que sur les 6 années observées le revenu moyen des foyers fiscaux du Pays de la région mulhousienne soit inférieur à celui observé dans le Département et la Région, il est plus élevé qu'au niveau national. Cependant, depuis 2003, la tendance s'inverse et le revenu fiscal moyen des foyers nationaux tend à progresser plus vite que ceux du Pays de la région mulhousienne : +2,5% sur le Pays en 3 ans et +5,9% pour la France.

Le revenu moyen élevé pour le département du Haut-Rhin peut s'expliquer par la présence de nombreux frontaliers, travaillant en Suisse et dans une moindre mesure en Allemagne, qui, par leur statut, déclarent leurs revenus en France. En effet, le niveau plus élevé des rémunérations dans ces deux pays contribue à élever le niveau statistique moyen.

... ainsi que par rapport aux trois unités urbaines de comparaison

Graphique 2 : Evolution du revenu moyen fiscal (base 100 en 2000) - Unités urbaines
Source : IRCOM



Les trois agglomérations de comparaison présentent des niveaux de revenus moyens plus faibles que celui du Pays de la région mulhousienne. Elles présentent aussi une dynamique de croissance plus forte depuis 2003, même si le Pays reste assez proche de l'unité urbaine de Montbéliard. Valenciennes se démarque avec une progression continue depuis 2000 (en partie liée au développement de Toyota) et Saint-Etienne tend à suivre le même parcours depuis 2005.

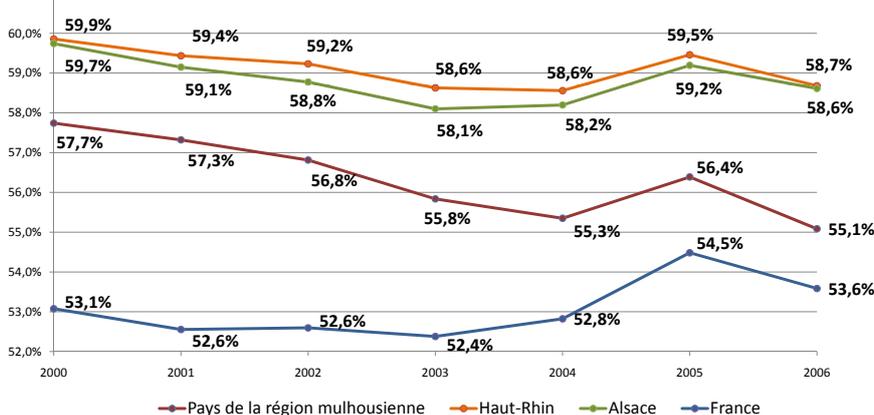
Tableau 2 : Evolution du revenu moyen fiscal de 2000-2006 en € - Unités Urbaines
Source : IRCOM

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Pays de la région mulhousienne | 21 658 | 22 530 | 23 266 | 23 332 | 23 495 | 23 734 | 23 907 |
| Montbéliard | 18 997 | 19 986 | 20 294 | 20 582 | 20 831 | 21 044 | 21 197 |
| Saint-Etienne | 18 613 | 19 136 | 19 619 | 19 827 | 20 166 | 20 455 | 20 917 |
| Valenciennes | 16 601 | 17 284 | 17 816 | 18 209 | 18 609 | 18 899 | 19 352 |

2.2. Part des foyers fiscaux imposables

Le Pays de la région mulhousienne présente une diminution marquée de la part des foyers fiscaux imposables...

Graphique 3 : Evolution de la part des foyers fiscaux imposables sur la période 2000-2006 - Echelles supérieures
Source : IRCOM



L'Alsace présente un taux de foyers fiscaux imposables nettement plus important que la moyenne française (+6,6 points en 2000 et +5 points en 2006). Cependant, le Pays de la région mulhousienne se démarque car il connaît une part de foyers imposables plus faible que le Haut-Rhin et la Région.

Pour les quatre échelles, la part des foyers fiscaux imposables tend à diminuer sur 2006 : cette diminution est un signe de précarisation de la population notamment du fait de la baisse du pouvoir d'achat amorcée depuis 2006. De plus en plus, le niveau du Pays de la région mulhousienne tend à atteindre

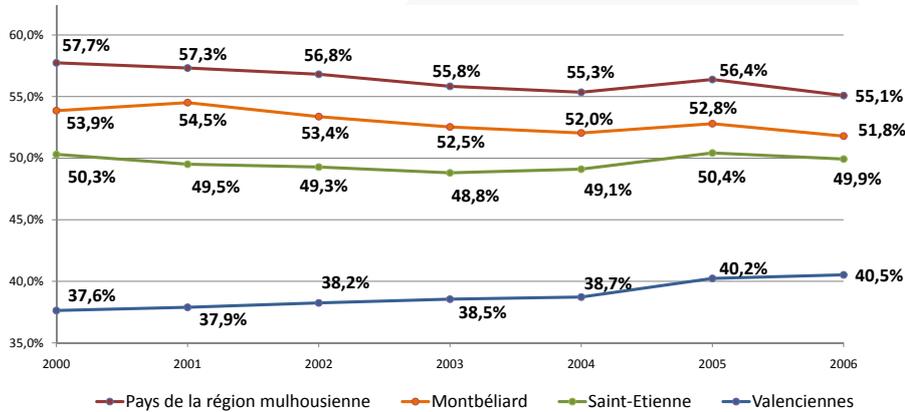
le niveau national : alors que la proportion de foyers imposables était supérieure de 4,6 points par rapport au niveau national en 2000, elle l'est de 1,5 points en 2006.

Cette diminution de la part des foyers fiscaux sur le Pays de la région mulhousienne peut s'expliquer de diverses manières : la faible croissance des revenus (les revenus augmentent moins vite que le coût des dépenses de consommation), un rebond de natalité (un enfant représente une demie part au niveau des impôts), l'accroissement du taux de chômage sur le territoire, ...



... contrairement à l'unité urbaine de valenciennes

Graphique 4 : Evolution de la part des foyers fiscaux imposables sur la période 2000-2006 - Unités urbaines
Source : IRCOM



A la lecture du graphique ci-contre, deux points ressortent.

D'une part, le Pays de la région mulhousienne présente la plus forte proportion

de foyers fiscaux imposables (55,1% en 2006). Le territoire présente donc, malgré son passé industriel, une situation plus favorable que les unités

urbaines de comparaison. Cette particularité s'explique notamment par la présence de travailleurs frontaliers à haut revenu.

D'autre part, la ville de Valenciennes se démarque : le taux de foyers fiscaux est le plus faible des quatre unités urbaines avec 40,5% en 2006. On peut néanmoins avancer que cette ville est en rattrapage puisque ce taux est croissant sur la période 2000-2006 (+2,9 points) alors qu'il est en baisse pour le Pays de la région mulhousienne (-2,6 points), Montbéliard (-2,1 points) et Saint-Etienne (-0,4 point).

2.3. Le seuil de pauvreté

Tableau 2 : Foyers vivant sous le seuil de pauvreté en 2006 - Source : IRCOM

| | Part des foyers concernés | 2006/2001 | Revenu moyen par foyer | 2006/2001 |
|--------------------------------|---------------------------|--------------|------------------------|-----------|
| Pays de la région mulhousienne | 17,5% | -9,8 points | 6 323 | -23,0% |
| Haut-Rhin | 15,7% | -4,0 points | 6 603 | -20,9% |
| Alsace | 15,9% | -10,2 points | 6 600 | -22,6% |
| France | 19,2% | -14,2 points | 6 405 | -20,6% |

On considère que les foyers appartenant à la tranche de revenu annuel inférieur à 9 400 € sont sous le seuil de pauvreté. Pour l'évolution entre 2001 et 2006, un léger biais existe du fait de la différence des tranches de salaires : en 2001, il s'agit des foyers dont le revenu est inférieur à 9 000€.

Au niveau alsacien et haut-rhinois, la part des foyers vivant sous le seuil de pauvreté est plus faible qu'au niveau national.

Cependant, le Pays de la région mulhousienne se démarque avec un taux de 17,5% de foyers sous le seuil de pauvreté.

De plus, même si la part des foyers fiscaux vivant sous le seuil de pauvreté est plus faible que le niveau national, le revenu moyen de ces foyers est également faible.

Comparativement à l'année 2001, la part des foyers vivant sous le seuil de pauvreté est nettement plus faible en 2006. Néanmoins, le revenu moyen de ces foyers a diminué : il y a certes moins de foyers sous le seuil de pauvreté mais ceux-ci vivent dans une précarité plus grande. Une autre explication est que l'augmentation de certaines aides sociales a permis de résolvabiliser une partie des ménages.

Le **seuil de pauvreté** est un niveau de revenus au-dessous duquel un ménage est considéré comme **pauvre**.

En France, en 2006, pour une personne seule, le seuil de pauvreté relatif est de 733 euros (seuil à 50 %) ou de 880 euros (seuil à 60 %). Pour un couple avec deux enfants de plus de 14 ans, le seuil est de 1 833 euros (seuil 50 %) ou de 2 200 euros (seuil 60 %).



Tableau 3 : Foyers vivant sous le seuil de pauvreté en 2006 - Unités urbaines
Source : IRCOM

| | Part des foyers concernés | 2006/2001 | Revenu moyen par foyer | 2006/2001 |
|--------------------------------|---------------------------|--------------|------------------------|-----------|
| Pays de la région mulhousienne | 17,5% | -9,8 points | 6 323 | -23,0% |
| Montbéliard | 18,4% | -9,3 points | 6 026 | -23,9% |
| Saint-Etienne | 21,4% | -15,0 points | 6 123 | -21,5% |
| Valenciennes | 23,8% | -15,5 points | 6 062 | -19,6% |

La part des foyers vivant sous le seuil de pauvreté est plus faible sur le Pays de la région mulhousienne que sur les unités urbaines de Montbéliard, Saint-etienne et Valenciennes. De plus, le revenu fiscal moyen de ces foyers est plus important sur le territoire. La population du territoire semble donc moins précaires qu'ailleurs.

2.4. Taxe professionnelle et potentiel financier

Un potentiel financier par habitant relativement élevé

Tableau 4 : Potentiel financier du Pays en 2007 - source : Préfecture du Haut-Rhin

| | 2007 | 2007/2004 |
|--------------------------------|---------|-----------|
| Pays de la région mulhousienne | 1 000,3 | 10,9% |
| Reste du Haut-Rhin | 646,1 | 10,5% |

Le **potentiel fiscal** est un indicateur de niveau de richesse économique et sociale correspondant au montant des 4 taxes directes locales (habitation, foncier bâti, foncier non bâti et taxe professionnelle), pondérée par les taux moyen de ces taxes.

En 2007, le potentiel financier est nettement plus important sur le Pays que sur le reste du Haut-Rhin. Hors, plus le potentiel est élevé, plus une commune

peut être considérée comme riche. De ce fait, le Pays de la région mulhousienne peut être considéré comme plus riche que le reste du Haut-Rhin.

De plus, le potentiel est en hausse de plus de 10% sur trois ans, le territoire a donc tendance à s'enrichir.

Une taxe professionnelle

Tableau 5 : Taxe professionnelle de 2004 à 2007 - Base communale - source : DGI

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2007/2004 |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|
| Pays de la région mulhousienne | 41 951 846 | 43 645 170 | 44 007 325 | 62 454 877 | 48,9% |
| Reste du Haut-Rhin | 629 176 303 | 662 664 844 | 700 761 299 | 690 048 530 | 9,7% |

Contrairement au reste du Haut-Rhin, le Pays de la région mulhousienne voit l'assiette de sa taxe professionnelle augmenter fortement sur trois ans.

En 2004, l'assiette du Pays représentait 6,7% de celle du Département alors qu'elle en représente 9,1% en 2007.

Cette hausse de la taxe professionnelle peut être due à deux facteurs :

une hausse du nombre d'entreprises payant la taxe sur le territoire (le nombre d'entreprises sur le Pays a augmenté de 7% sur cette période - source : Sirene); ou une hausse des chiffres d'affaires des entreprises (toutes les entreprises qui ont un chiffre d'affaires supérieur à 7 600 K€ sont redevables d'une cotisation minimale qui s'élève à 1,5% de la valeur ajoutée).

Il est important de noter que cet impôt a fait l'objet pour 2007 d'une réforme portant sur les modalités du plafonnement des cotisations en fonction de la valeur ajoutée. Le système de plafonnement ancien en vigueur jusqu'en 2006 était considéré comme inadapté en ce qu'il « surimposait » certaines entreprises.

Diagnostic

- Dans le Pays de la région mulhousienne, le **revenu fiscal moyen** est légèrement **supérieur** à la moyenne nationale.
- La proportion importante de ménages imposables et le potentiel financier sont des signes de **richesse du territoire**.
- La population du Pays de la région mulhousienne est **moins précaire que dans les trois unités urbaines de comparaison : Montbéliard, Saint Etienne et Valenciennes**. La part des foyers vivant sous le seuil de pauvreté y est moins forte que dans les autres unités urbaines.

Prospective

- Quel impact aura la **crise financière mondiale** sur l'économie du Pays de la région mulhousienne, notamment à travers l'industrie automobile dont le Pays est fortement dépendant (cf. Etude sur la filière automobile) et l'agglomération bâloise ?





Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

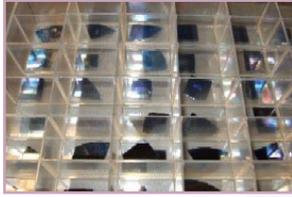
Créer
Développer
Innover



Thème n° 5
Innovation
et recherche

Une recherche publique
modeste et des inventeurs
faiblement représentés

1. Recherche publique



Département de Photochimie Générale, Mulhouse

Méthodologie mise en oeuvre et indicateurs mobilisés

La recherche publique est abordée sous 2 angles :

- le premier à travers les dynamiques d'évolution l'animent dans le temps sur la période 2002-2007.
- le second en situant la recherche mulhousienne par rapport à celle de l'académie de Strasbourg (Région Alsace) et de la France.

Ainsi, il est possible de mesurer le poids de la région mulhousienne par rapport à des échelles de comparaisons supérieures.

Pour disposer d'une approche fiable de la recherche publique, l'analyse s'appuie sur les indicateurs suivants :

- nombre d'enseignants chercheurs.
- nombre de doctorats obtenus.
- nombre d'unités de recherche.
- ressources financières de recherches : budgets de fonctionnement alloués à la recherche.

1.1. Evolution du nombre d'enseignants-chercheurs

Tableau 1 : Enseignants-chercheurs de 2002 à 2008

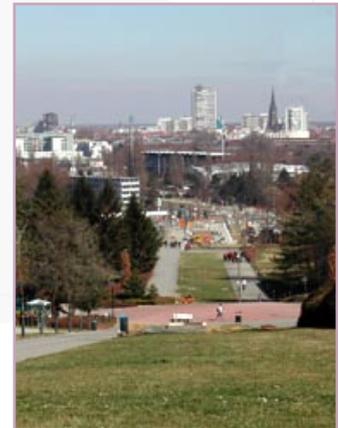
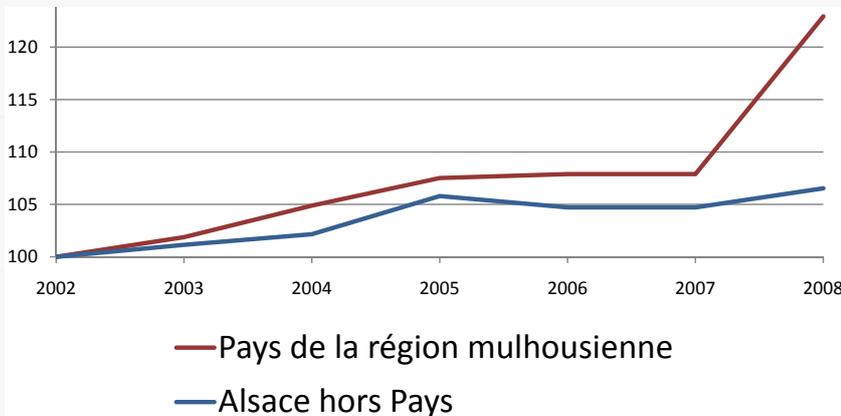
Source : Ministère de l'éducation

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2002-2008 |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|
| Pays de la région mulhousienne | 266 | 271 | 279 | 286 | 287 | 287 | 327 | 7,9% |
| Alsace hors Pays | 1 485 | 1 502 | 1 517 | 1 571 | 1 555 | 1 555 | 1 582 | 4,7% |

Graphique 1 : Evolution du nombre d'enseignants-chercheurs de 2002 à 2008

Base 100 = 2002

Source : Ministère de l'éducation



IUT Mulhouse

Le nombre d'enseignants-chercheurs progresse plus rapidement dans le Pays de la région mulhousienne qu'au niveau du reste de l'Alsace. Cette dynamique de croissance traduit peut-être le fait que de nouvelles filières se soient ouvertes ou témoigne d'un rééquilibrage des effectifs. Cette évolution pourrait être éventuellement le fait d'un faible nombre de professeurs chercheurs qui est donc plus facilement sujette aux variations.

Ces évolutions pourraient être impactées par la loi de modernisation des

universités qui prévoit le recrutement autonome des enseignants, des chercheurs et du personnel administratif. En effet, Mulhouse fait partie des 20 premières universités autonomes au 1er janvier 2009.

De plus, Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a présenté, lundi 15 décembre 2008, les budgets 2009 des Universités, qui sont tous, sans exception, marqués cette année par une hausse inédite. Chaque université verra son budget augmenter d'au moins 10 %.



1.2. Evolution du nombre d'unités de recherche

Tableau 2 : Unités de recherche de 2002 à 2008
Source : Ministère de l'éducation

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Mulhouse (UHA) | 18 | 18 | 17 | 16 | 16 | 17 | 15 |
| Académie de Strasbourg | 125 | 123 | 123 | 110 | 92 | 89 | 84 |

Le nombre d'unités de recherche au niveau du Pays de la région mulhousienne a peu évolué entre 2002 et 2008. Cependant, en 6 ans, le nombre d'enseignants-chercheurs en moyenne par unité de recherche a varié de 15 à 22. Pour l'académie de Strasbourg (3 uni-

versités et l'INSA), on passe de 12 enseignants-chercheurs en moyenne par unité de recherche à 19 : l'académie a perdu 41 unités de recherche en 6 ans. Malgré un positionnement relativement fort en Alsace au niveau de la recherche, la recherche publique sur le Pays

de la région mulhousienne reste très modeste.

La prédominance de la recherche strasbourgeoise contrarie sûrement le développement de la recherche publique de la région mulhousienne. Strasbourg est également une ancienne université alors que Mulhouse ne s'est dotée d'une université que récemment.

Avant la création de l'UHA en 1975, Mulhouse ne disposait que de 2 écoles certes prestigieuses : l'école nationale supérieure de chimie de Mulhouse et l'école nationale supérieure des indus-

2. La propriété industrielle

Remarque préliminaire : l'Institut National de la Propriété Industrielle ne peut mobiliser les données qu'à N-4, c'est pour cela que les dernières données datent de 2004. Début 2009, les informations relatives à l'année 2005 seront disponibles.

Tableau 3 : Evolution du nombre de brevets déposés de 2003 à 2004 selon le lieu de résidence de l'inventeur.
Source : INPI

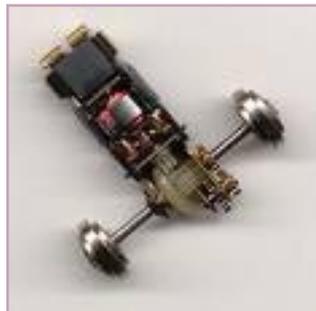
| | 2003 | 2004 | Evolution |
|--------------------------------|------|------|-----------|
| Pays de la région mulhousienne | 98 | 84 | -14,3% |
| Haut-Rhin hors Pays | 480 | 323 | -32,7% |
| Bas-Rhin | 646 | 603 | -6,7% |
| Total Alsace | 1224 | 1010 | -17,5% |

Souvent, le lieu de dépôt du brevet est différent du lieu de résidence de l'inventeur.

Dans le tableau ci-dessus sont comptabilisés les dépôts dont au moins un des inventeurs réside dans la Région Alsace, le Département du Haut-Rhin et le Pays de la région mulhousienne. En effet, pour un même brevet déposé, il peut y avoir plusieurs inventeurs.

En un an, les brevets dont l'inventeur réside dans le Pays de la région mulhousienne ont diminué de 14,3%. Cette baisse est plus faible que pour l'ensemble de l'Alsace (-17,5%). Cependant, la part des inventeurs alsaciens résidant sur le Pays est de 8% en 2003 et 8,3% en 2004.

Sur le territoire du Pays de la région mulhousienne, le secteur d'activité le plus représenté est « machines-mécanique-transport » (37% des brevets). Ce secteur est d'ailleurs en augmentation par rapport à 2003 : + 24%. Il regroupe entre autre le transport et les composants mécaniques.



Définition

Une « **invention d'origine française** » est une demande de brevet publiée issue, au moins pour partie, d'une recherche effectuée sur le territoire français (repérée par l'adresse de la résidence de l'inventeur), quelle que soit la « nationalité » du déposant (entreprise, organisme de recherche, inventeur indépendant, etc.).

On compte ici les inventions d'origine française **ayant au moins un déposant résidant dans un des départements 67 et 68.**

Les déposants sont des personnes morales ou physiques. Pour les personnes morales, les sièges sociaux peuvent être situés ailleurs que dans le département de l'invention. Tout dépend de la stratégie de dépôt de l'entreprise.

Diagnostic

- La **recherche publique** dans le Pays de la région mulhousienne est **modeste**.
- Strasbourg pèse de façon très importante dans la recherche publique non seulement dans l'académie mais également au niveau national.
- Le nombre de brevets dont l'inventeur réside sur le Pays de la région mulhousienne est relativement faible : en 2004, ce nombre s'élevait à 84 pour le territoire contre 323 pour le reste du Département (soit 20,6%)

Prospective

- En 2009, d'autres données seront mobilisés, notamment des données relatives aux **aides à l'innovation et à la recherche**.





Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 6
Caractéristiques du tissu économique

Un tissu de moyennes entreprises
marquées par l'industrie

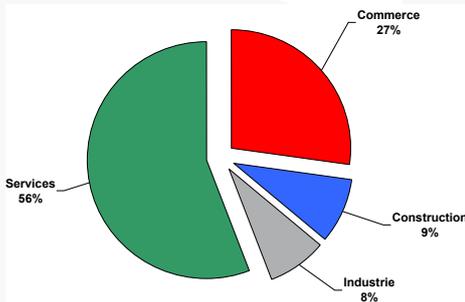
1. Evolution du nombre d'établissements

1.1. Le Pays de la région mulhousienne

Le Pays de la région mulhousienne compte 11 403 établissements en 2007. Cela représente 36,5% des établissements haut-rhinois.

Par rapport à 2000, le stock d'établissements a augmenté de plus de 22% sur le territoire.

Tableau 1 : Structure du tissu économique du Pays de la région mulhousienne
Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2000 à 2007



Le Pays de la région mulhousienne présente un tissu économique dominé par les services.

En 2007, ils représentent 56 % du nombre total d'établissements. Cette configuration est conforme à celle du tissu économique du Rhin Supérieur qui est également dominé par les services et les commerces.

Toutefois, la région trinationale (France, Allemagne, Suisse) dispose d'un tissu industriel diversifié avec des secteurs clés, notamment l'industrie pharmaceutique et automobile.

Tableau 2 : Evolution du stock d'établissements dans le Pays de la région mulhousienne
Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2000 à 2007

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | Ev. 00/07 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Commerce | 2 865 | 2 852 | 2 862 | 2 871 | 2 909 | 2 968 | 3 032 | 3 112 | 8,6% |
| Construction | 870 | 919 | 948 | 936 | 948 | 971 | 956 | 990 | 13,8% |
| Industrie | 932 | 958 | 968 | 969 | 956 | 933 | 918 | 921 | -1,2% |
| Services | 4 637 | 4 836 | 4 972 | 5 050 | 5 201 | 5 388 | 5 538 | 6 380 | 37,6% |
| Total | 9 304 | 9 565 | 9 750 | 9 826 | 10 014 | 10 260 | 10 444 | 11 403 | 22,6% |

Sur la période 2000-2007, le nombre d'établissements est en progression principalement dans les secteurs des services et de la construction. Le nombre d'établissements industriels est en diminution.

Cette évolution est conforme à celle observée dans l'ensemble des pays industrialisés qui subissent à la fois un recentrage et un recul de l'activité industrielle.

Cependant, ces évolutions sont à nuancer puisque l'INSEE a élargi, au 1er janvier 2007, le champ de la

démographie d'établissements au champ marchand non agricole (les hausses seraient à affaiblir et les baisses à accentuer).

Afin d'atténuer l'effet de cette élargissement, le trend (tendance structurelle) est analysé. On étudie alors l'orientation de longue durée que l'on peut observer dans l'évolution du stock d'établissements, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

Ainsi, on note une évolution du stock d'établissements du Pays de la région mulhousienne de + 13,6% en 7 ans.

Définitions

Afin de bien comprendre les éléments qui vont suivre, il paraît nécessaire de préciser la définition d'entreprise et d'établissement.

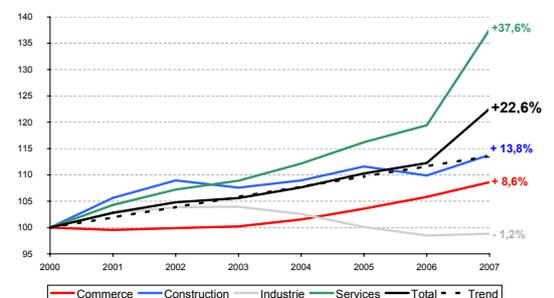
Une **entreprise** est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services destinés au marché.

Un **établissement** est une unité économique géographiquement identifiée et juridiquement dépendante de l'entreprise.

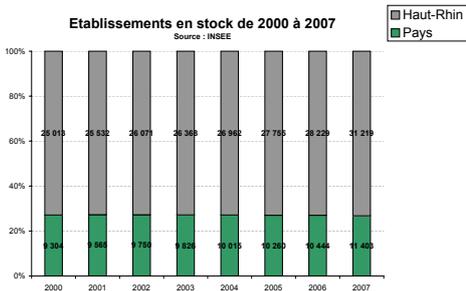


Exemple d'un commerce, Mulhouse
Source AURM

base 100 en 2000



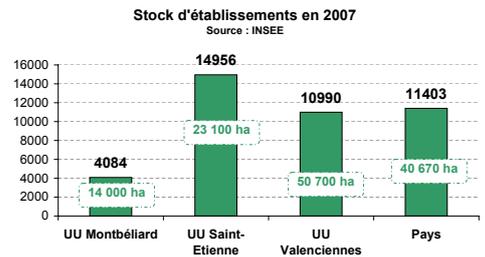
1.2. Comparaisons spatiales



Comme dans le Haut-Rhin, le nombre d'établissements a augmenté sur le Pays de la région mulhousienne en 7 ans.

Cependant, le Pays ne se singularise pas : la proportion d'établissements de la Région Mulhousienne dans le stock départemental est constante depuis 2000 (37%).

Par rapport aux autres territoires, le Pays semble proche de l'unité urbaine de Valenciennes au niveau du nombre d'établissements (respectivement 11403 et 10990 établissements) mais s'avère similaire à l'unité urbaine de Montbéliard pour la densité d'établissements.



En effet, la densité d'établissements pour 10 ha est de 2,8 pour le Pays et 2,9 pour Montbéliard (contre 2,2 pour Valenciennes et 6,5 pour Saint-Etienne).

2. Etablissements par branches d'activité

2.1. Répartition des établissements par activité

Tableau 3 : Répartition des établissements par branches dans le Pays de la région mulhousienne - Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2007

| | France | % | Alsace | % | Haut-Rhin | % | Pays | % |
|--------------|------------------|-------|---------------|-------|---------------|-------|---------------|-------|
| Commerce | 818 909 | 24,1% | 20 772 | 25,5% | 8 233 | 26,4% | 3 112 | 27,3% |
| Construction | 399 644 | 11,8% | 8 063 | 9,9% | 3 167 | 10,1% | 990 | 8,7% |
| Industrie | 300 190 | 8,8% | 7 311 | 9,0% | 2 976 | 9,5% | 921 | 8,1% |
| Services | 1 880 404 | 55,3% | 45 281 | 55,6% | 16 843 | 54,0% | 6 380 | 56,0% |
| Total | 3 399 147 | - | 81 427 | - | 31 219 | - | 11 403 | - |

Le tissu économique du Pays de la région mulhousienne présente une structure très voisine de celle observée au niveau français, alsacien et haut-rhinois. Quel que soit le périmètre, plus de 50 % du nombre total d'établissements relève du secteur des services.

Néanmoins, sur le Pays, on constate une part des services légèrement supérieure à celle constatée sur les autres territoires, ce qui peut expliquer que la création d'établissements de services y soit plus faible qu'ailleurs (cf. Thème n°8 : Mouvements d'établissements).



MD Coiff, entreprise de services, Mulhouse

2.2. Comparaisons spatiales



Maison du Technopole, Mulhouse

Tableau 4 : Comparaisons spatiales - Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2007

| | UU Montbéliard | % | UU Saint-Etienne | % | UU Valenciennes | % | Pays | % |
|--------------|----------------|-------|------------------|-------|-----------------|-------|---------------|-------|
| Commerce | 1 133 | 27,7% | 3 840 | 25,7% | 2 932 | 26,7% | 3 112 | 27,3% |
| Construction | 388 | 9,5% | 1 446 | 9,7% | 937 | 8,5% | 990 | 8,7% |
| Industrie | 388 | 9,5% | 1 684 | 11,3% | 971 | 8,8% | 921 | 8,1% |
| Services | 2 175 | 53,3% | 7 986 | 53,4% | 6 150 | 56,0% | 6 380 | 56,0% |
| Total | 4 084 | - | 14 956 | - | 10 990 | - | 11 403 | - |

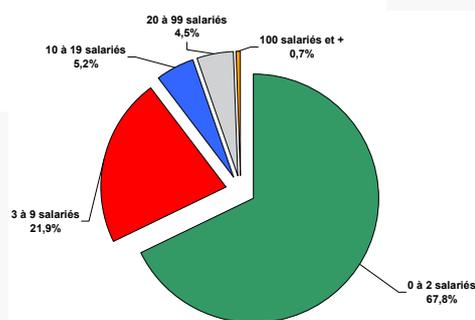
Le tissu économique du Pays de la région mulhousienne est comparable à ceux des unités urbaines de Valenciennes, de Montbéliard et de Saint-Étienne. L'unité urbaine de Saint-Étienne concentre une part plus importante d'établissements dans le secteur industriel.

Au contraire, en région mulhousienne, la part des établissements industriels est plus faible sans doute à cause de la présence plus marquée d'établissements industriels de taille moyenne. Pour l'ensemble des quatre agglomérations, le secteur des services est toujours prédominant.

3. Evolution de la taille des établissements

3.1. Répartition des établissements par taille

Tableau 5 : Répartition des établissements par taille dans le Pays de la région mulhousienne en 2007 - Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2007



Le tissu économique de la région mulhousienne est composé principalement de TPE (très petites entreprises).

En effet, 67,8 % des établissements situés dans le Pays de la région mulhousienne ont entre 0 et 2 salariés. Le territoire se caractérise également par la présence d'établissements de taille moyenne : les établissements disposant de 3 à 9 salariés représentent 21,9 % de l'effectif total. Le nombre d'établissements de 10 à 19 salariés représente 5,2 % du nombre total d'établissements. Les entreprises de plus de 20 salariés représentent un peu plus de 5 % du nombre total d'établissements.



Exemple d'une entreprise de taille moyenne (Parc des collines)
Source AURM

3.2. Comparaison spatiale

Une part d'établissements de plus grande taille par rapport au niveau national ...

Tableau 6 : Comparaisons spatiales - Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2007

| nb.salariés | France | % | Alsace | % | Haut-Rhin | % | Pays | % |
|--------------|------------------|-------|---------------|-------|---------------|-------|---------------|-------|
| 0 à 2 | 2 575 710 | 75,8% | 57 157 | 70,2% | 21 551 | 69,0% | 7 735 | 67,8% |
| 3 à 9 | 565 714 | 16,6% | 16 360 | 20,1% | 6 632 | 21,2% | 2 493 | 21,9% |
| 10 à 19 | 133 869 | 3,9% | 4 132 | 5,1% | 1 618 | 5,2% | 589 | 5,2% |
| 20 à 99 | 105 007 | 3,1% | 3 187 | 3,9% | 1 218 | 3,9% | 511 | 4,5% |
| 100 à 249 | 13 461 | 0,4% | 407 | 0,5% | 143 | 0,5% | 54 | 0,5% |
| 250 et + | 5 386 | 0,2% | 184 | 0,2% | 57 | 0,2% | 21 | 0,2% |
| Total | 3 399 147 | - | 81 427 | - | 31 219 | - | 11 403 | - |

Comme pour la France et la Région, il y a une majorité de TPE sur le Pays de la région mulhousienne. Cependant, la part des très petits établissements (0 à 2 salariés) est plus faible en Alsace et

en région mulhousienne qu'en France. A l'inverse, la part des établissements comprenant de 10 à 100 salariés y est plus importante.

La présence d'un nombre plus important d'établissements de taille moyenne et de grande taille est l'une des caractéristiques du système économique rhénan où la présence des établissements industriels est encore marquée. Cette configuration génère l'implantation de sous-traitants de taille grande ou moyenne. Par exemple, Sielest, sous-traitant de Peugeot Mulhouse emploie environ 500 employés.

4.2. Concentration spatiale des emplois

Il s'agit ici d'analyser la répartition des emplois du Pays de la région mulhousienne.

La concentration spatiale des emplois, comme celle des établissements, s'établit au centre du territoire et Mulhouse comptabilise plus de 55% des emplois totaux.

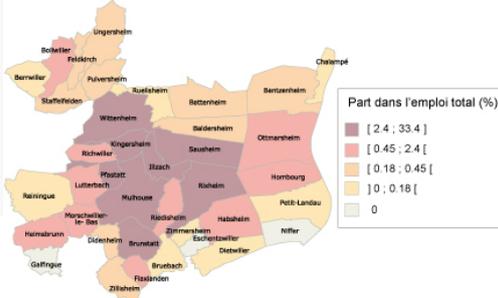
La répartition des emplois est à peu près similaire à celle des établissements. Néanmoins, certaines communes concentrent plus d'emplois que d'établissements. Par exemple, la commune de Chalampé rassemble 1,06% des emplois du territoire alors qu'elle ne compte que 0,22% des établissements totaux. Ceci est notamment dû à la présence de l'entreprise Rhodia. A l'inverse, Morschwiller-le-Bas concentre 0,55% des emplois et 1,14% des établissements (Brico Dépôt, Leroy Merlin, ...).

L'analyse de la répartition des emplois par secteur d'activité montre que la majorité des emplois est regroupée sur Mulhouse et sa périphérie.

En 2007, le commerce représente 19,4% de l'emploi salarié privé.

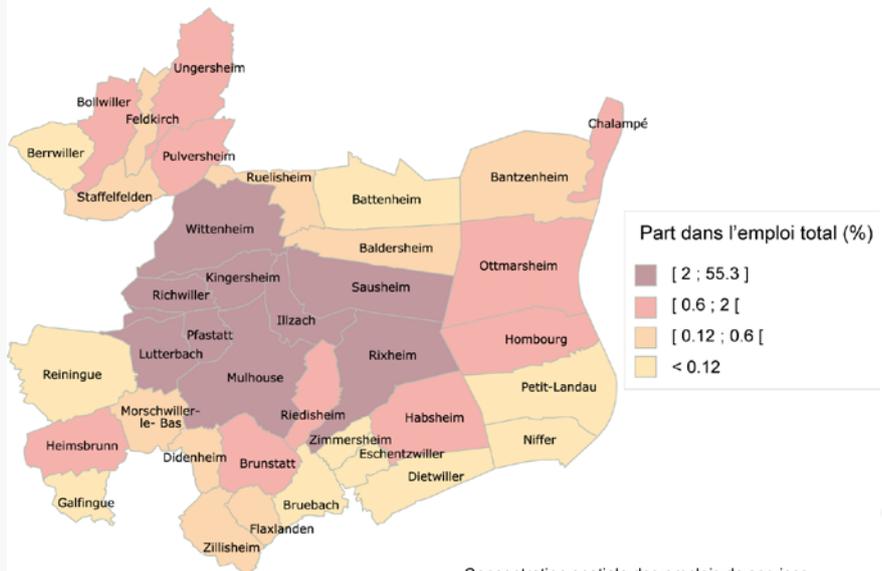
Dans ce secteur, les emplois sont concentrés dans les communes accueillant des hypermarchés tels que Cora à Wittenheim, Carrefour à Illzach ou Cora à Mulhouse. Les communes de Galfingue, Eschentzwiler et Niffer n'ont aucun emploi salarié privé dans le secteur du commerce.

Concentration spatiale des emplois commerciaux du Pays de la région mulhousienne



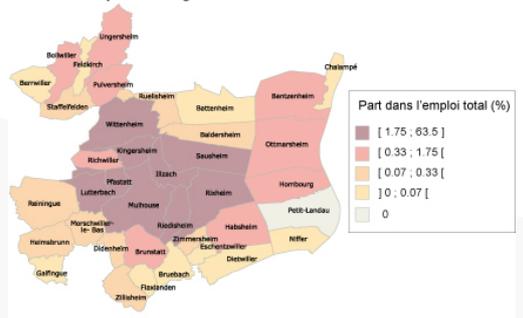
Le secteur de la construction représente 7,4% de l'emploi salarié privé total. Il suit une répartition de l'emploi

Concentration spatiale des emplois du Pays de la région mulhousienne



Source : UNEDIC 2007

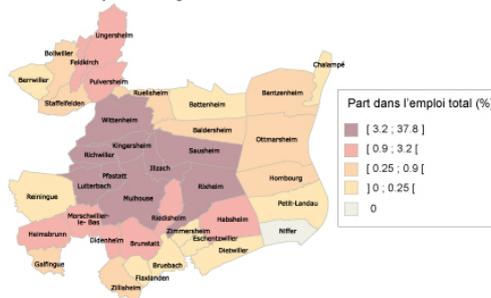
Concentration spatiale des emplois de services du Pays de la région mulhousienne



Source : UNEDIC 2007

salarié privé similaire à celle du secteur du commerce. Cependant, les communes du Nord-Ouest sont plus orientées vers la construction que vers le commerce avec notamment avec les entreprises Bove et Ligne Bois à Ungersheim, la SNEF à Pulversheim ou encore Starter TP à Feldkirch.

Concentration spatiale des emplois de la construction du Pays de la région mulhousienne



Source : UNEDIC 2007

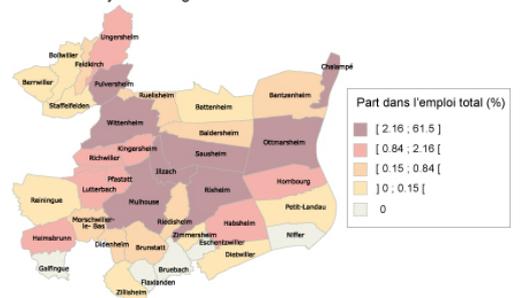
L'emploi salarié privé est dominé par le secteur des services : il représente 49,3% de l'emploi total.

Les emplois du secteur des services sont en grande partie concentrés dans la ville centre (Soléa, banques, assurances, ...), à Sausheim (Transport Portmann et Fils, Gefco, ...) ou encore Illzach (France Telecom, Kunegel, ...).

Le secteur industriel représente 23,8% de l'emploi salarié privé total.

La répartition des emplois sur le territoire est plus diffuse pour ce secteur. En effet, la concentration des emplois se situe d'ouest en est avec notamment Mulhouse (61,5% des emplois industriels : avec 12 784 emplois, les salariés de PSA sont comptabilisés à Mulhouse et non Sausheim), Illzach (5,4%), Chalampé (4,3%), Rixheim (3,8%), Pulversheim (3,6%), ...

Concentration spatiale des emplois industriels du Pays de la région mulhousienne



Source : UNEDIC 2007

Diagnostic

- Même si le poids du secteur industriel est encore important sur le territoire, le tissu économique du Pays de la région mulhousienne est dominé par le **secteur des services** : les établissements de ce secteur représentent plus de **50% du nombre total d'établissements**.
- Le Pays de la région mulhousienne présente une **plus forte concentration d'établissements de taille moyenne**. C'est une spécificité des territoires industriels.
- Les emplois, comme les établissements, sont **géographiquement concentrés au cœur du Pays de la région mulhousienne**, même si les emplois et établissements industriels sont plus diffus sur le territoire.

Prospective

- La présence d'établissements de taille moyenne constitue, a priori, un atout à condition de mesurer leur **degré de dépendance** à l'égard des grands groupes, signe aussi d'une certaine **fragilité** (cf. Etude relative à la mécanique du XXIème siècle).
- La part croissante des établissements dans le secteur des services pourrait valoriser l'usage du foncier à vocation économique (cf Thème n°2 : zones d'activité, offres foncières).

Remarques :

La nomenclature d'activités françaises, la NAF, a été révisée au 1er janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1er janvier 2003.

Cette opération s'inscrit dans un processus de révision d'ensemble des nomenclatures d'activités et de produits aux niveaux mondial, européen et français.

La taille de la nouvelle NAF est légèrement plus importante que celle de la précédente (732 postes au niveau le plus détaillé, celui des sous-classes, contre 712 précédemment).

La nomenclature française se rapproche également de la nomenclature européenne : la refonte de la NACE et son affinement (615 classes contre 514 actuellement) ont permis de prendre en compte certaines spécificités structurelles françaises et rendu ainsi inutile l'ajout de beaucoup de subdivisions purement nationales.

La structure des nomenclatures d'activités est sensiblement modifiée au profit des services d'une part, des activités à fort contenu technologique d'autre part.

Les fichiers de démographie d'établissements issus de l'INSEE dénombrent les populations d'entreprises et d'établissements du champ des activités marchandes hors agriculture.



Observer
Anticiper
Adapter

Informier
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



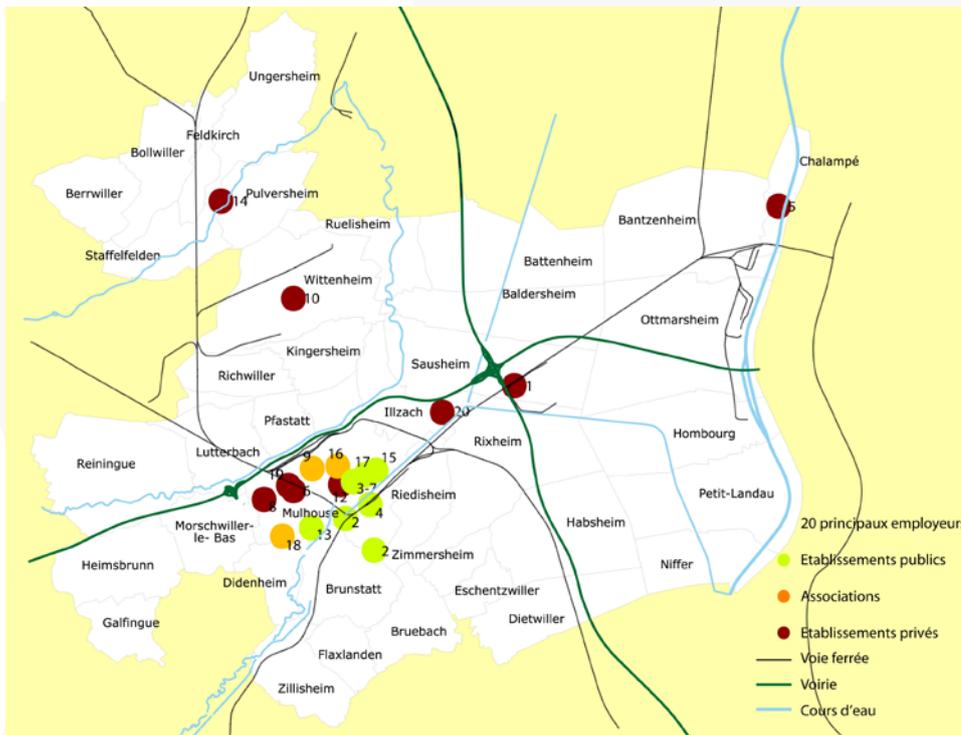
Thème n° 7
Les vingt principaux établissements

Le poids important de P.S.A.

Afin d'analyser les principaux établissements du Pays de la région mulhousienne, l'indice de concentration de l'emploi est étudié, ainsi que son évolution, pour mesurer le degré de dépendance de l'emploi à l'égard des principaux donneurs d'ordre.

1. Présentation d'ensemble

Données mobilisées : fichier SIRENE de l'INSEE – juin 2008



Parmi les vingt principaux employeurs (cf. fin du document pour la liste), huit d'entre eux relèvent du secteur public ou parapublic, trois du secteur associatif et neuf du secteur privé. Le secteur public est donc fortement représenté sur le territoire.

Mulhouse étant la ville centre, elle concentre la plupart des établissements publics et les associations. Pour les établissements hors centre du territoire, on peut d'ores et déjà constater une logique d'implantation : les établissements ont tendance à se localiser près des infrastructures routières, ferroviaires ou maritimes.

1.1. Les principaux employeurs publics

Les huit établissements publics présents parmi les vingt donneurs d'ordre du territoire concentrent 38% des emplois des vingt principaux établissements de l'agglomération mulhousienne.

Le part de l'emploi public sur le territoire a peu varié en un an : l'effectif public approché est passé de 10 000 en juin 2007 à 10 100 en juin 2008.

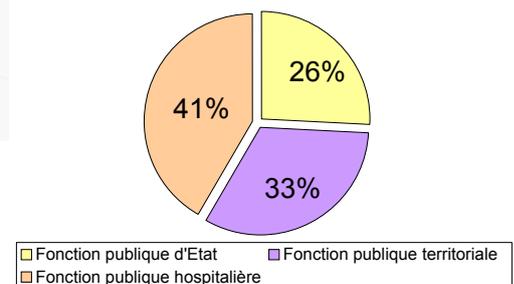
La fonction publique hospitalière occupe une place importante : elle représente 41% des 10 100 emplois répertoriés. Cette configuration a peu changé en un an.

En raison de sa taille et de son positionnement, Mulhouse dispose d'un

nombre important d'emplois et d'établissements pouvant être classés dans le secteur public. Comme dans les autres agglomérations de taille comparable, le centre hospitalier et les services de la communauté d'agglomération offrent un nombre important d'emplois.

Le nombre d'agents de la Région Alsace présents dans le Pays de la région mulhousienne peut surprendre à première vue. Il s'agit des Techniciens et Ouvriers de Services (TOS) des lycées. Ils ont rejoint la Région Alsace au 1er janvier 2007 dans le cadre de la décentralisation et sont comptabilisés à Mulhouse bien que répartis sur la

Répartition des trois fonctions publiques parmi les 20 principaux employeurs en juin 2008



partie Sud du département du Haut-Rhin (lycées de Guebwiller, de Thann, d'Altkirch, ...).

Au 1er janvier 2008, la Région Alsace compte un peu plus de 1 900 agents, dont 575 rattachés à la Maison de la Région et répartis au sein des différentes directions opérationnelles et fonctionnelles. Les 1 334 agents restants sont les TOS.

1.2. Les principaux employeurs privés marchands

Des établissements privés de dimension modeste (hors PSA)

Parmi les 20 premiers établissements, le poids relatif des emplois privés (hors P.S.A.) est assez modeste :

- à peine 34% des emplois privés des 20 premiers employeurs.
- 19,3% du nombre d'emplois total des 20 premiers établissements.

Cela s'explique par le poids important de PSA et des établissements publics.

L'Alsace,
Mulhouse
Source AURM



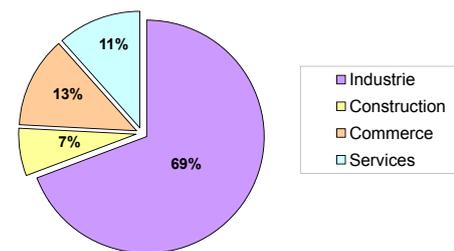
Usine chimique
Chalampé
Source AURM

Le poids très important des usines PSA

Les établissements privés concentrent 57% des emplois des vingt principaux établissements de l'agglomération mulhousienne. Cette forte proportion est due à la présence de PSA qui est le donneur d'ordre principal du

territoire, même si il connaît une baisse de ses effectifs (10 800 en juin 2007, 10 200 en juin 2008 et une baisse qui se poursuit, notamment du fait de la crise financière intervenue à l'automne 2008).

Répartition de l'emploi des 20 principaux employeurs privés par branche d'activité en juin 2008



Site P.S.A. Mulhouse
Source AURM

Le site PSA de Mulhouse, ouvert depuis 1962, représente 10 200 emplois, soit 38% des emplois présents dans les vingt principaux établissements du territoire.

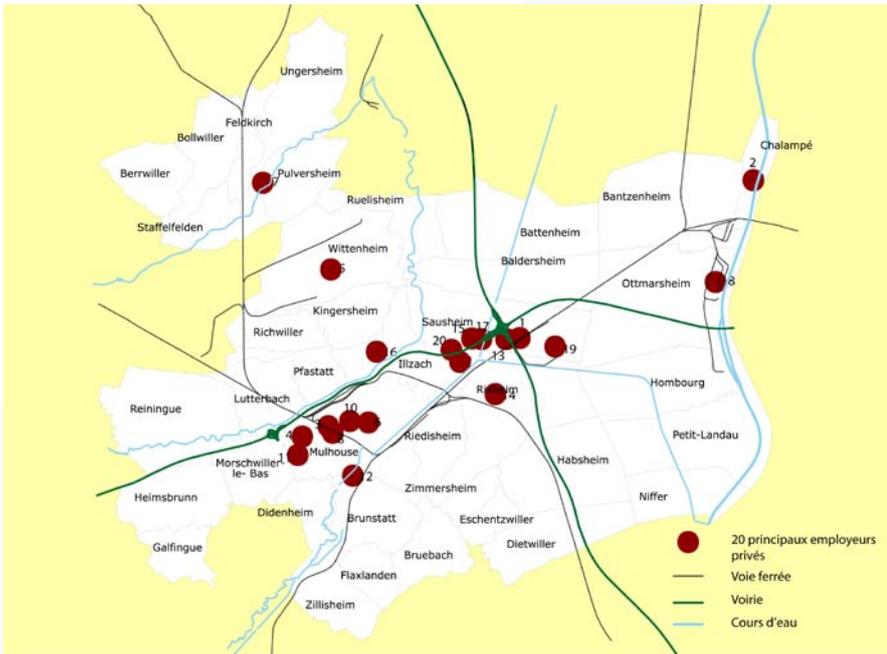
Des établissements de la grande distribution importants

Les établissements de la grande distribution sont de gros pourvoyeurs d'emplois : Cora Wittenheim, Cora Dornach, Décathlon. Cependant, le nombre d'emplois se situe en général autour de 300 salariés par site.

Seule l'activité d'entreposage et d'expédition localisé à Wittenheim apparaît dans la liste (en 19e position). Décathlon est également représenté par ses points de vente de Wittenheim et de Mulhouse / Dornach.



Cora, Wittenheim
Source AURM



Cette carte reflète la stratégie d'implantation des entreprises et le rôle des infrastructures dans leur choix de localisation. En effet, les besoins de mobilité de l'économie et de la société augmentent et donc le développement économique prend son essor en des lieux dotés d'infrastructures satisfaisantes en matière de transport. A titre d'exemple, la centrale d'achat alimentaire du Grand Est de Super U (26 départements) localisée dans la zone d'activités de la «Mer Rouge» est un centre logistique raccordé au rail grâce à un embranchement privé qui sera maintenu avec l'arrivée du tram-train. Elle est également facilement accessible depuis l'autoroute A 36. Elle se classe au huitième rang des employeurs du territoire et au quatrième rang des employeurs privés.

1.3. Les principaux employeurs associatifs

Parmi les vingt premiers établissements, trois ont un statut associatif et comptent à eux seuls 1400 salariés. Il s'agit de :

- l'association d'aide aux personnes âgées ayant vocation d'accompagner, dans tout le Haut-Rhin (hors Bassin Potassique), les retraités, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap dans leur projet de vie, ainsi que leur famille.
- l'association des Papillons Blancs ayant pour vocation de porter assistance et soutien aux handicapés mentaux.
- l'association de réadaptation / formation professionnelle ayant vocation de permettre l'insertion des personnes en difficultés et / ou handicapées dans le monde du travail.

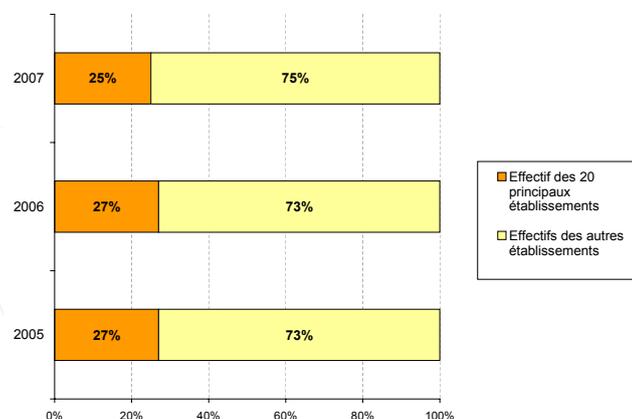
Leurs salariés sont tous rattachés aux sièges mulhousiens de leur entreprise même s'ils exercent leur travail en dehors du Pays de la région mulhousienne.

2. L'indice de concentration et son évolution

2.1. Pays de la région mulhousienne

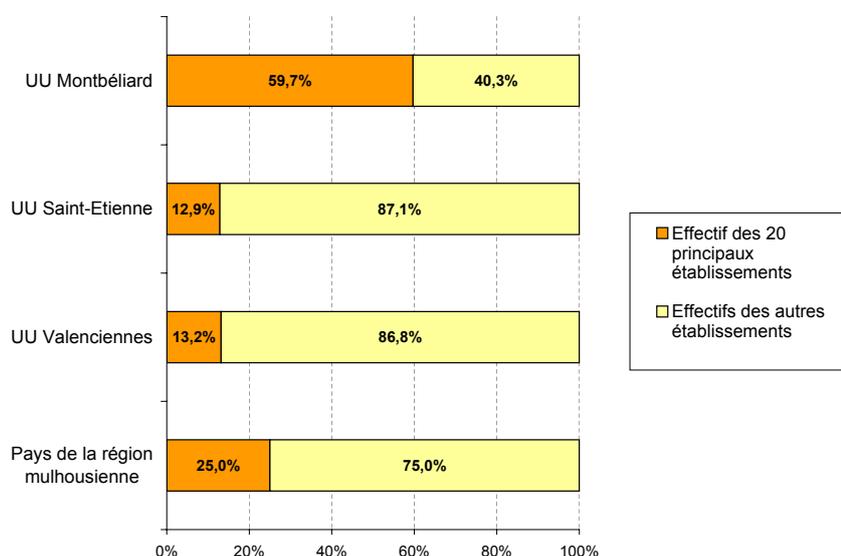
Le Pays de la région mulhousienne a un degré de dépendance relativement fort par rapport aux vingt principaux donneurs d'ordre. En effet, un quart des emplois s'exerce dans l'un des vingt principaux établissements.

Cependant, le degré de dépendance tend à s'amoinrir, passant de 27% en 2005 et 2006 à 25% en 2007.



2.2. Comparaison spatiale

Part des 20 principaux employeurs privés dans l'emploi total privé en 2007



L'unité urbaine de Montbéliard est très dépendante des usines P.S.A. qui concentrent plus de 20 000 salariés alors que l'unité urbaine de Montbéliard totalise 100 000 habitants. Par rapport à Mulhouse, les effectifs de l'usine sont 2 fois plus importants pour un territoire deux fois moins peuplé.

A Montbéliard, les 20 principaux employeurs concentrent 59,7% du nombre total d'emplois privés.

Le Pays de la région mulhousienne présente une dépendance moins forte par rapport aux 20 principaux employeurs. Ils concentrent 25% du nombre total d'emplois privés.

Saint-Étienne et Valenciennes se détachent avec une concentration beaucoup moins forte de l'emploi. Dans l'unité urbaine de Saint-Etienne, les 20 principaux employeurs représentent 12,9% des emplois. Le siège mondial du groupe Casino, localisé à Saint-Étienne, est le premier employeur de l'agglomération avec 2 400 salariés. Dans l'unité urbaine de Valenciennes, où Toyota s'est installé il y a une dizaine d'années, les 20 principaux employeurs représentent 13,2% de l'emploi total.

Ces constats sont bien évidemment à relativiser du fait de la taille des unités urbaines : logiquement, moins on a d'établissements sur le territoire et plus le poids des 20 premiers est important (Pays de la région mulhousienne : 11403 établissements ; Unité urbaine de Montbéliard : 4084 ; UU Saint-Etienne : 14956 et UU Valenciennes : 10990). Cependant, Mulhouse a un degré de dépendance vis à vis des principaux donneurs d'ordre plus fort que Valenciennes : même si les deux territoires ont à peu près le même nombre d'établissements, l'indice de concentration de l'emploi est de 13,2% pour Valenciennes et 25% pour Mulhouse.

Diagnostic

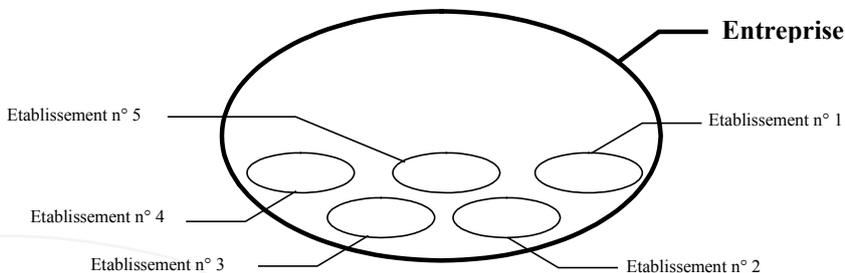
- **PSA** et le **secteur public** sont les plus gros pourvoyeurs d'emplois.
- Le Pays de la région mulhousienne se situe entre Saint-Etienne et Montbéliard en terme de **dépendance** aux gros employeurs. La **santé économique de PSA** a donc des répercussions importantes sur l'emploi du territoire, notamment sur les sous-traitants (cf. Etude «Mécanique du XXIème siècle»).

Prospective

- La concentration des emplois reflète une certaine **fragilité** de l'économie du territoire. Les variations du niveau des ventes des voitures se répercutent rapidement et directement sur les effectifs, et plus uniquement sur les intérimaires et les contrats à durée déterminée (en novembre 2008, PSA a annoncé trois semaines d'arrêt pour l'usine de Mulhouse, notamment suite à la crise financière).
- Le **poids du public** est important mais ne subit que très peu les variations de l'activité économique locale.
- **Evènements de l'année 2008 sur les 20 plus gros employeurs :**
 - Le plan de reprise de l'entreprise **Tempé** élaboré en été 2008 prévoit **74 licenciements** dont 44 à l'usine de Rixheim, 8 à l'administration et 22 dans les points de vente (sur un effectif global de 372 salariés).
 - Le site **Rhodia Pharma Solutions** à Mulhouse fermera définitivement fin 2008.
 - **PSA Mulhouse** arrête son équipe de nuit : 300 postes de travail, essentiellement occupés par des salariés en contrat à durée déterminée et des intérimaires, seront supprimés entre octobre et décembre 2008.

Annexes

Définitions / méthodologie de mise en œuvre



Les 20 principaux employeurs sont appréhendés à partir des statistiques relatives aux «établissements», unité économique géographiquement identifiée et juridiquement dépendante de «l'entreprise».

Le schéma ci-contre montre plusieurs établissements d'une même entreprise. Les bases de données disponibles à l'agence d'urbanisme (CCI, SIRENE) proposent une entrée « établissements par secteur d'activité ». C'est pourquoi l'entrée « établissements » a été choisie pour lister les 20 principaux employeurs.

Exemples :

- Cora :
Au niveau du Pays de la région mulhousienne, le groupe Cora est représenté par 2 établissements :
 - Cora Wittenheim (500 employés environ).
 - Cora Dornach (300 employés environ).
 Le groupe Cora « pèse » donc 800 employés bien que les 2 Cora présents sur le Pays de la région mulhousienne apparaissent séparément.

- Clemessy :
Le groupe Clemessy se décompose en 3 entités :
 - l'établissement Clemessy
 - la filiale France Réseau
 - la filiale DYNAE.
 Le groupe Clemessy « pèse » au total 1200 employés dans le Pays de la région mulhousienne.

N.B. : Un groupe d'entreprises ou groupe est un ensemble d'entreprises, présentant des personnalités morales distinctes, mais entretenant des liens directs et indirects principalement

financiers (participations ou contrôle) mais aussi fréquemment organisationnels (dirigeants, stratégies...), économiques (mise en commun de ressources) ou commerciaux (ventes et achats de biens ou de services). L'existence de personnalités morales distinctes, permet de caractériser la notion de groupe et la différenciant par exemple des relations qui existent entre une entreprise et ses établissements ou succursales.

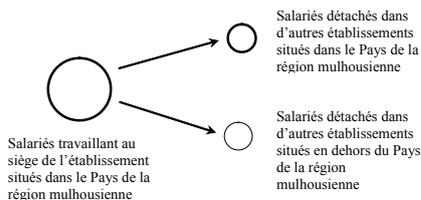
Complément d'information sur l'emploi dans les établissements mise en œuvre

- Les emplois que comptabilise un établissement peuvent :
 - soit se concentrer géographiquement dans l'établissement,
 - soit non seulement se concentrer géographiquement dans l'établissement mais aussi être détachés dans des établissements tiers sur d'autres sites géographiques.

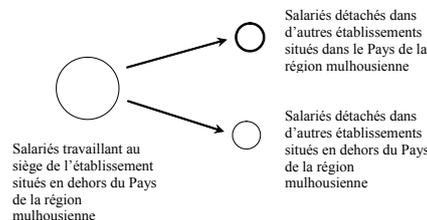
Le fichier SIRENE indique l'effectif présent dans l'établissement, y compris les salariés détachés dans d'autres établissements.

Pour le deuxième cas, deux configurations sont possibles pour le Pays de la région mulhousienne :

- Cas n° 1 : établissement situé sur le Pays de la région mulhousienne ayant des salariés détachés dans d'autres établissements



- Cas n° 2 : établissement situé en dehors du Pays de la région mulhousienne ayant des salariés détachés dans le Pays de la région mulhousienne



Les deux configurations sont typiques des établissements assurant des missions de prestation de services (conseil, assistance technique etc.) auprès des grandes entreprises.

Listing des 20 principaux établissements employeurs

Etablissements privés
Associations
Etablissements relevant du secteur public

| | Etablissement | Nature de l'activité | Commune | Tranche d'effectif | Effectif approché |
|----|---|---|-------------|--------------------|-------------------|
| 1 | PSA Peugeot Citroën | Construction de véhicules automobiles | SAUSHEIM | 5000 et + | 10200 |
| 2 | Centres hospitaliers | Activités hospitalières | MULHOUSE | 2000 à 4999 | 4200 |
| 3 | Mairie de Mulhouse | Administration publique générale | MULHOUSE | 1000 à 1999 | 1900 |
| 4 | SNCF (direction ent., dir. RH) | Transport ferroviaire interurbain de voyageurs | MULHOUSE | 1000 à 1999 | 1300 |
| 5 | Rhodia P.I. | Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base | CHALAMPE | 1000 à 1999 | 1200 |
| 6 | Clemessy SA | Travaux d'installation électrique dans tous locaux | MULHOUSE | 500 à 999 | 1200 |
| 7 | CAMSA | Administration publique générale | MULHOUSE | 500 à 999 | 900 |
| 8 | Systeme U - Centrale Regionale Est | Centrales d'achat alimentaires | MULHOUSE | 500 à 999 | 600 |
| 9 | Association haut-rhinoise d'aide aux personnes âgées | Aide à domicile | MULHOUSE | 500 à 999 | 600 |
| 10 | Cora Wittenheim | Hypermarchés | WITTENHEIM | 500 à 999 | 500 |
| 11 | Région Alsace | Administration publique générale | MULHOUSE | 500 à 999 | 500 |
| 12 | Maison du Diaconat | Activités hospitalières | MULHOUSE | 500 à 999 | 500 |
| 13 | Université de Haute Alsace | Enseignement supérieur | MULHOUSE | 500 à 999 | 500 |
| 14 | Sielest | Fabrication d'autres équipements automobiles | PULVERSHEIM | 250 à 499 | 400 |
| 15 | Soléa | Transports urbains et suburbains de voyageurs | MULHOUSE | 250 à 499 | 400 |
| 16 | Association les papillons blancs (CAT) | Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux | MULHOUSE | 250 à 499 | 400 |
| 17 | CPAM | Activités générales de sécurité sociale | MULHOUSE | 250 à 499 | 400 |
| 18 | Association de réadaptation - formation professionnelle (centre A. CAMUS) | Aide par le travail | MULHOUSE | 250 à 499 | 400 |
| 19 | Société alsacienne de publications | Édition de journaux | MULHOUSE | 250 à 499 | 400 |
| 20 | Carrefour | Hypermarchés | ILLZACH | 250 à 499 | 400 |
| | | | | TOTAL | 26900 |

Listing des 20 principaux établissements employeurs privés

| | Etablissement | Nature de l'activité | Commune | Tranche d'effectif | Effectif approché |
|----|--|---|-------------|--------------------|-------------------|
| 1 | PSA Peugeot Citroën | Construction de véhicules automobiles | SAUSHEIM | 5000 et + | 10200 |
| 2 | Rhodia P.I. | Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base | CHALAMPE | 1000 à 1999 | 1200 |
| 3 | Clemessy SA | Travaux d'installation électrique dans tous locaux | MULHOUSE | 500 à 999 | 1200 |
| 4 | Systeme U - Centrale Regionale Est | Centrales d'achat alimentaires | MULHOUSE | 500 à 999 | 600 |
| 5 | Cora | Hypermarchés | WITTENHEIM | 500 à 999 | 500 |
| 6 | Maison du Diaconat | Activités hospitalières | MULHOUSE | 500 à 999 | 500 |
| 7 | Sielest | Fabrication d'autres équipements automobiles | PULVERSHEIM | 250 à 499 | 400 |
| 8 | Société alsacienne de publications | Édition de journaux | MULHOUSE | 250 à 499 | 400 |
| 9 | Carrefour | Hypermarchés | ILLZACH | 250 à 499 | 400 |
| 10 | Dolfus Mieg et Cie | Préparation de fibres textiles et filature | MULHOUSE | 250 à 499 | 300 |
| 11 | Cora Dornach | Hypermarchés | MULHOUSE | 250 à 499 | 300 |
| 12 | Solinest | Commerce de gros (commerce interentreprises) de sucre, chocolat et confiserie | BRUNSTATT | 250 à 499 | 300 |
| 13 | Société d'environnement et de Sce de l'Est | Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a. | SAUSHEIM | 250 à 499 | 300 |
| 14 | Gustave Tempé et Fils | Préparation industrielle de produits à base de viande | RIXHEIM | 250 à 499 | 300 |
| 15 | Derichebourg Proprete | Nettoyage courant des bâtiments | SAUSHEIM | 250 à 499 | 300 |
| 16 | Auchan | Hypermarchés | MULHOUSE | 250 à 499 | 200 |
| 17 | ISS Abilis France | Nettoyage courant des bâtiments | SAUSHEIM | 200 à 249 | 200 |
| 18 | Produits et engrais chimiques du Rhin | Fabrication de produits azotés et d'engrais | OTTMARSHEIM | 200 à 249 | 200 |
| 19 | Gefco SA | Affrètement et organisation des transports | SAUSHEIM | 200 à 249 | 200 |
| 20 | Transports Portmann et Fils | Transports routiers de fret interurbains | SAUSHEIM | 200 à 249 | 200 |
| | | | | TOTAL | 18200 |

Source : SIRENE, juin 2008





Observer
Anticiper
Adapter

Informier
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 8

Mouvements d'établissements :
créations, reprises et transferts

Une dynamique profitant
principalement
aux services

Le développement d'activités nouvelles, au même titre que la sauvegarde des productions locales, est un enjeu pour le développement économique des territoires.

Pour évaluer la capacité du Pays de la région mulhousienne à créer et maintenir ses établissements économiques, 3 indicateurs ont été retenus :

- le taux de création et son évolution dans le temps qui informent sur la dynamique économique du territoire,
- les ouvertures et fermetures d'établissements,
- les transferts d'établissements qui illustre l'attractivité du territoire.

1. Les ouvertures d'établissements

1.1. Dynamique de création d'établissements sur le Pays de la région mulhousienne

Taux de créations d'établissement en 2007

Tableau 1 : Taux de création par branche en 2007 sur le Pays de la région mulhousienne
Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2007

| NES5 | Stock | Création | Taux de création |
|--------------|---------------|--------------|------------------|
| Commerce | 3 112 | 411 | 13,21% |
| Construction | 990 | 150 | 15,15% |
| Industrie | 921 | 86 | 9,34% |
| Services | 6 380 | 748 | 11,72% |
| Total | 11 403 | 1 395 | 12,23% |

En 2007, 1 395 établissements ont été créés sur le territoire du Pays de la région mulhousienne, ce qui représente 14,5% des créations d'établissements en Alsace et 0,4% en France métropolitaine.

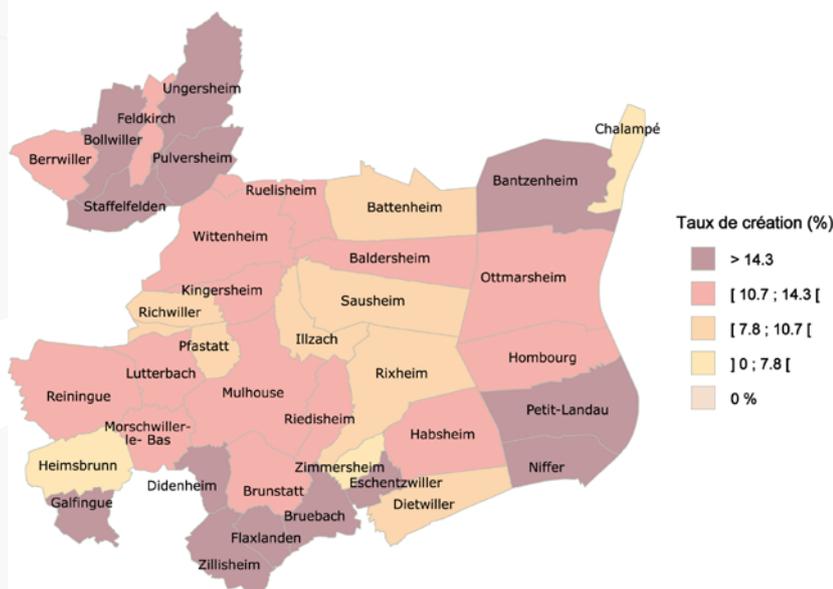
Le taux moyen de création d'établissements en 2007 s'élève à 12,23% pour le Pays de la région mulhousienne, 11,40% pour le Haut-Rhin, 11,79% pour l'Alsace et 11,33% pour la France métropolitaine. L'Alsace se place en 8ème position des régions françaises (DOM-TOM inclus).

Taux de création

Le **taux de création d'établissements** est le rapport entre le nombre de créations d'établissements d'une année et le stock d'établissements au 1er janvier de cette même année.

Le Pays de la région mulhousienne témoigne donc d'une dynamique particulière de création d'établissements. Cet effet positif traduit l'impact d'un certain nombre de facteurs comme la démographie, le tourisme, le contexte géographique, ...

Taux de création d'établissement en 2007 sur le Pays de la région mulhousienne



Tout comme l'Alsace, le Pays de la région mulhousienne apparaît attractif pour tous les secteurs du champ ICS (ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services), et plus particulièrement pour la construction (15,15% contre 13,78% en Région) et le commerce (13,21% contre 12,83% en Alsace). En revanche, pour l'industrie, l'Alsace n'est qu'au 15ème rang sur 26 avec un taux de création de 8% (9,34% pour le Pays).

Le taux de création d'établissements est plus fort au niveau des quatre coins du territoire. Cette dynamique peut notamment s'expliquer par la disponibilité foncière (cf. Thème 2 : Zones d'activités, offres foncières).

Evolution dans le temps

Tableau 2 : Evolution du taux de création sur le Pays de la région mulhousienne - Source : fichier INSEE- Démographie d'établissements 2002 à 2007

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Industrie | 9,3% | 8,3% | 9,2% | 6,8% | 7,7% | 9,3% |
| Construction | 11,3% | 13,0% | 13,9% | 11,9% | 15,7% | 15,2% |
| Commerce | 12,6% | 12,6% | 13,7% | 14,6% | 14,2% | 13,2% |
| Services | 10,2% | 13,1% | 14,9% | 11,9% | 11,1% | 11,7% |
| Total | 10,9% | 12,5% | 13,9% | 12,2% | 12,2% | 12,2% |

Le taux de création d'entreprises reflète le dynamisme entrepreneurial du territoire d'une part et la conjoncture économique d'autre part.

Le taux de création est inégal selon les secteurs. Le Pays de la région mulhousienne montre des taux de création plus élevés pour le commerce, les services et la construction que pour l'industrie.

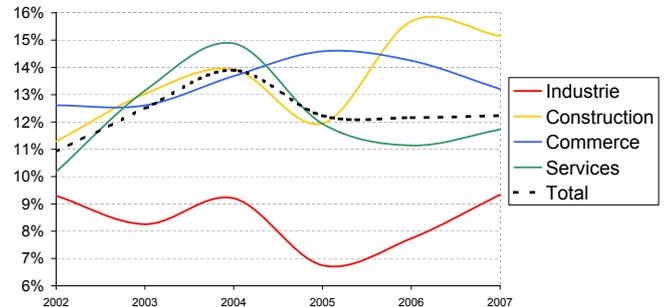
Depuis 2005, la dynamique de

création d'établissements sur le Pays de la région mulhousienne reste à 12,2%.

Malgré un taux de création élevé, le secteur de la construction ralentit : le taux de création baisse de 1 point sur 2007.

En revanche, le secteur de l'industrie, pourtant en perte de vitesse (cf. Thème 9 : Emploi Total), connaît un certain dynamisme entrepreneurial depuis

Evolution du taux de création de 2002 à 2007
Pays de la région mulhousienne



1.2. Des créations en hausse sur deux ans dans le Sud Alsace

Le Sud Alsace est composé de trois arrondissements : Mulhouse, Thann et Altkirch.

Tableau 3 : Evolution des ouvertures et fermetures d'établissements sur le Sud Alsace Cumul à fin octobre de l'année N Source : CCI SAM

| | oct-06 | oct-07 | oct-08 |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Créations | 1 036 | 1 284 | 1 244 |
| Reprises | 254 | 248 | 246 |
| Total ouvertures | 1 290 | 1 532 | 1 490 |
| Cessations | 783 | 682 | 796 |
| Liquidation judiciaire | 203 | 95 | 134 |
| Total fermetures | 986 | 777 | 930 |

D'octobre 2006 à octobre 2008, les mouvements d'établissements dans le Sud Alsace ont été globalement positifs : il y a eu plus d'ouvertures que de fermetures (solde de 304 établissements en octobre 2006 et de 560 en octobre 2008). De plus, la part des créations d'établissements dans les ouvertures a augmenté de 3,2 points en deux ans (83,5% en octobre 2008). Ceci reflète le dynamisme entrepreneurial du territoire.

Tandis que les fermetures d'établissements diminuent de 5,7% sur deux ans en octobre 2008, les ouvertures

augmentent de 15,5%.

Au niveau du nombre de salariés, les mouvements sont positifs pour 2007 et 2008. En effet, à fin octobre 2006, les ouvertures concernaient 1 804 salariés et les fermetures 2 435 : il y a donc eu plus de mouvements négatifs que positifs (- 631 salariés). En revanche, à fin octobre 2008, les ouvertures concernaient 3 424 salariés et les fermetures 3 272 : il y a donc eu plus de mouvements positifs que négatifs (+ 152 salariés ; +1 88 à fin octobre 2007). Ce solde positif en 2008 est notamment dû à l'ouverture du centre commercial

2005, même si son taux de création reste faible comparativement aux autres branches (9%).

Afin de mieux mesurer le dynamisme local, on calcule le ratio entre le nombre de créations d'établissements et la population. Il est de 5,3 pour la France, 5,2 pour mille pour la Région et de 5,4 pour le Pays de la région mulhousienne : le territoire a donc un certain dynamisme entrepreneurial.

Cessation d'établissements

Les cessations d'établissements concernent la radiation d'office au registre du commerce et des sociétés (RCS), la mise en sommeil et la cessation d'activité volontaire.

Porte Jeune à Mulhouse (51 enseignes dont 40 nouvelles).

Les cessations d'activité sont en hausse pour le secteur du commerce sur deux ans (+35,8%) mais en nette baisse pour le secteur des services (-34,7%). Ceci montre encore le dynamisme économique que connaît le secteur des services sur le territoire.

Pour tous les secteurs, les liquidations judiciaires sont en baisse (-34% sur 2 ans) ce qui pourrait laisser supposer à une meilleure santé des entreprises sud alsaciennes.

Tableau 4 : Créations d'établissements sur le Sud Alsace

Source : CCI SAM

| | oct-06 | oct-07 | oct-08 |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Industrie | 169 | 181 | 172 |
| Commerce | 421 | 588 | 622 |
| Services | 446 | 515 | 450 |
| Total créations | 1 036 | 1 284 | 1 244 |

Par rapport à 2006, le nombre de créations d'établissements dans le Sud Alsace est plus important en octobre 2008 (+ 20,1%). La moitié des entreprises créées sont des entreprises de commerce. Ce secteur connaît une évolution de 47,7% par rapport à octobre 2006. En revanche, on note un léger ralentissement dans le secteur des services : le nombre d'établissements créés augmente de 15,5% sur un an en octobre 2007 puis diminue de 12,6% en octobre 2008. De plus, les reprises

d'établissements diminuent de 45,8% en deux ans. Ce ralentissement est logique, étant donné le nombre déjà important d'entreprises de services implantées sur le territoire (cf. Thème n°9 : Emploi total).

Pour tous les secteurs, il y a plus d'ouvertures que de fermetures ce qui tend à montrer que chaque secteur est dynamique.

La proportion des reprises est assez constante et faible par rapport aux

Tableau 5 : Reprises d'établissements sur le Sud Alsace

Source : CCI SAM

| | oct-06 | oct-07 | oct-08 |
|-----------------------|------------|------------|------------|
| Industrie | 24 | 23 | 25 |
| Commerce | 99 | 153 | 150 |
| Services | 131 | 72 | 71 |
| Total reprises | 254 | 248 | 246 |

créations : elles représentent 16,5% des immatriculations en octobre 2008. Pour le commerce, la part des reprises est marquée notamment du fait du turn-over plus élevé des enseignes.

Parmi les entreprises créées en octobre 2008, il y a notamment :

- Etam prêt à porter à Kingersheim,
- MBFO France à Illzach (commerce de gros),
- Easy Pizza à Mulhouse,
- Saturn à Mulhouse, ...

1.3. L'artisanat sur le Pays de la région mulhousienne

Tableau 6 : Ouvertures d'établissements en 2007

Pays de la région mulhousienne

Source : Chambre des Métiers d'Alsace

| | Nb d'entr. | % |
|--------------|------------|---------------|
| Créations | 271 | 78,8% |
| Reprises | 30 | 8,7% |
| Autres | 43 | 12,5% |
| Total | 344 | 100,0% |

En 2007, il y a eu plus d'ouvertures d'entreprises artisanales que de fermetures, preuve d'un certain dynamisme économique (+ 55 entreprises). Cependant, le secteur tend à ralentir : les radiations augmentent plus vite

(+11,2% par rapport à 2006) que les immatriculations (+10,3%).

Sur la période de 2002 à 2007, 302 entreprises artisanales sont créées ou reprises en moyenne par an (soit 9,3% des immatriculations totales du

Tableau 7 : Radiations d'établissements en 2007

Pays de la région mulhousienne

Source : Chambre des Métiers d'Alsace

| | Nb d'entr. | % |
|----------------------------------|------------|---------------|
| Sans disparition de l'entreprise | 37 | 12,8% |
| Avec disparition de l'entreprise | 252 | 87,2% |
| Total | 289 | 100,0% |

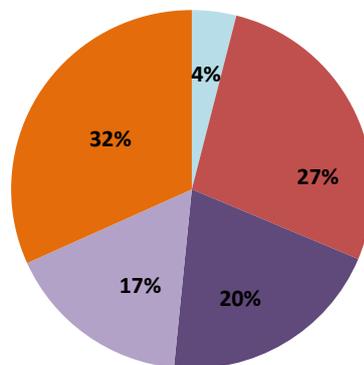
territoire) et 259 sont radiées (soit 8% des radiations).

Sur les 251 entreprises immatriculées en 2003, 58,2% sont encore actives en 2007.

Durée de vie des entreprises radiées définitivement au cours de l'année 2007

Source : Chambre des Métiers d'Alsace

- de 1 an
- 1 à 2 ans
- 3 à 4 ans
- 5 à 9 ans
- 10 ans et +



Par rapport à 2006, les entreprises dont la durée de vie est inférieure à 2 ans sont moins nombreuses en 2007 : elles représentaient 32,4% des entreprises radiées en 2006 et 31,3% en 2007. Par contre, les entreprises radiées de plus de 10 ans sont plus nombreuses : 27,5% en 2006 contre 31,7% en 2007. Ceci est le reflet d'un ralentissement économique dans le secteur de l'artisanat.

Tableau 8 : Formation des chefs d'entreprises en 2007

Pays de la région mulhousienne

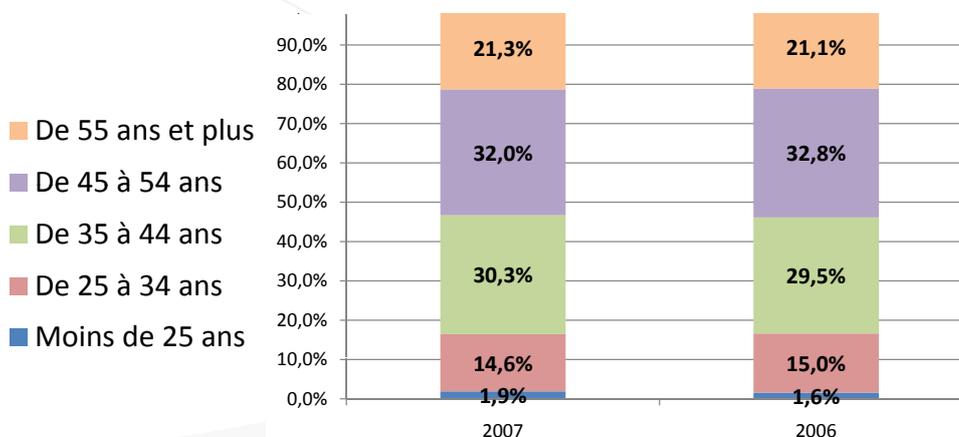
Source : Chambre des Métiers d'Alsace

| | <Niv.V ou non renseigné | Niv. V | Niv. IV | Niv. III | > ou = au Niv. II | Total |
|-------------------------|-------------------------|--------|---------|----------|-------------------|--------|
| Nombre de chefs d'entr. | 1 583 | 881 | 310 | 384 | 79 | 3 237 |
| % des chefs d'entr. | 48,9% | 27,2% | 9,6% | 11,9% | 2,4% | 100,0% |

Répartition des chefs d'entreprises par âge en 2006 et 2007

Pays de la région mulhousienne

Source : Chambre des Métiers d'Alsace



2. Les transferts d'établissements

Les entrées d'établissements

Tableau 9 : Entrées d'établissements selon le secteur géographique

Source : fichier INSEE- Transferts d'établissements 2007

| | Entrées | % des entrées |
|---|------------|---------------|
| Dans une commune du Pays dont dans la même commune | 293 | 80,5 |
| Dans une commune du Haut-Rhin | 49 | 13,5 |
| Dans une commune du Bas-Rhin | 12 | 3,3 |
| Dans une commune française hors | 27 | 7,4 |
| TOTAL | 381 | |

38,9% des établissements qui s'installent dans le Haut-Rhin s'installent sur le territoire du Pays de la région mulhousienne (40,9% en 2006).

50,9% de ces entrées concernent Mulhouse (contre 42,9% en 2006). 23,1% des entrées sur le territoire concernent des établissements qui se situaient en dehors de celui-ci.

| | |
|--------------|----------------------|
| Niveau I-II | BAC + 3 OU PLUS |
| Niveau III | BAC + 2 |
| Niveau IV | BAC BTN BT BP |
| Niveau V | BEP CAP |
| Niveau V bis | BIS CEP SES |
| Niveau VI | 1ER CYCLE 2EME DEGRE |

La répartition des chefs d'entreprises artisanales par niveau de formation est similaire à celle de 2006 : la majorité des entrepreneurs (48,9%) ont un niveau inférieur au CAP/BEP.

En 2007, l'âge moyen des chefs d'entreprises est de 46 ans (comme en 2006) et celui des créateurs est de 37 ans (39 ans en 2006).

La plupart des entrepreneurs ont entre 35 et 54 ans (62,3%, comme en 2006) et 1,9% ont moins de 25 ans (1,6% en 2006).

La majorité des entreprises artisanales se situent sur la Communauté d'Agglomération Mulhouse Sud Alsace (67% des entreprises qui représentent 55,2% des emplois de l'artisanat) et la communauté de commune de l'Île Napoléon (13,5% des entreprises artisanales regroupant 23,5% des emplois).

Transfert d'établissements

Le **transfert** est un mouvement qui concerne deux établissements appartenant à la même entreprise : il y a suppression de l'établissement au lieu de départ et création d'un établissement nouveau au lieu d'arrivée (sans reprise). Cette notion est ici restreinte aux seuls «transferts complets purs», c'est à dire déplacement complet des moyens de production d'un établissement d'un lieu géographique à un autre. L'étude des transferts complets apporte des indications sur les préférences en matière de localisation des établissements.

Les soldes résultent de la combinaison de deux composantes : les **entrées et les sorties**, qui reflètent la capacité à attirer d'une part et à conserver d'autre part les établissements.

Tableau 10: Entrées d'établissements selon le secteur d'activité

Source : fichier INSEE- Transferts d'établissements 2007

| NES 16 | Nb. Entrées | % |
|--------------------------------------|-------------|-------------|
| Services aux entreprises | 97 | 25,5% |
| Commerce | 83 | 21,8% |
| Éducation, santé, action sociale | 56 | 14,7% |
| Construction | 44 | 11,5% |
| Services aux particuliers | 29 | 7,6% |
| Activités immobilières | 22 | 5,8% |
| Activités financières | 20 | 5,2% |
| Transports | 10 | 2,6% |
| Industries des biens intermédiaires | 8 | 2,1% |
| Industries des biens d'équipement | 6 | 1,6% |
| Industrie des biens de consommation | 4 | 1,0% |
| Energie | 1 | 0,3% |
| Industries agricoles et alimentaires | 1 | 0,3% |
| TOTAL ENTREES | 381 | 100% |

Parmi les 381 entrées, 22 établissements ont changé d'activité. Les établissements qui s'implantent sur le territoire sont majoritairement des établissements de services aux entreprises (25,5%) et de commerce (21,8%). Par rapport à 2006, les entrées ont été plus nombreuses pour les secteurs des services aux particuliers (+31,8%) et de la construction (+15,8%).

Les mouvements d'entrées sont des mouvements de proximité : 80,5% des établissements s'installant sur le territoire sont issus d'une commune du Pays.

La majorité de ces entrées concernent la ville centre (50,9%) et 63,4% sont des mouvements sur la commune.

Les sorties d'établissements

36,6% des 999 établissements du Haut-Rhin transférés en 2007 ont été implantés dans la commune d'origine.

Pour le Pays de la région mulhousienne, 40,9% des 416 transferts se sont effectués dans la même commune. Les sorties du Pays représentent 44,3% des sorties départementales et plus de la moitié des sorties d'établissements concerne Mulhouse (dont 53,5% pour aller à Mulhouse même).

Seulement 10,1% des sorties du territoire se font hors région. Cela représente 34,1% des 123 sorties hors Pays.

Les établissements qui sortent du territoire sont majoritairement des établissements commerciaux (25,2%) et de services aux entreprises (24%).

Par rapport à 2006, les sorties d'établissements ont principalement augmenté dans les secteurs des industries des biens intermédiaires (+57,1%) et du commerce (+12,9%).

Les mouvements de sorties sont principalement interne au Pays de la région mulhousienne (74%). Ce sont des transferts de proximité qui peuvent avoir diverses origines : rapprochement avec d'autres entreprises sur une

Tableau 11: Sorties d'établissements selon le secteur géographique

Source : fichier INSEE- Transferts d'établissements 2007

| | Sorties | % des sorties |
|---|------------|---------------|
| Dans une commune du Pays | 293 | 74,0 |
| <i>dont dans la même commune</i> | 162 | 40,9 |
| Dans une commune du Haut-Rhin hors Pays | 72 | 18,2 |
| Dans une commune du Bas-Rhin | 9 | 2,3 |
| Dans une commune française hors Pays | 42 | 10,6 |
| TOTAL | 416 | |

Tableau 12: Sorties d'établissements selon le secteur d'activité

Source : fichier INSEE- Transferts d'établissements 2007

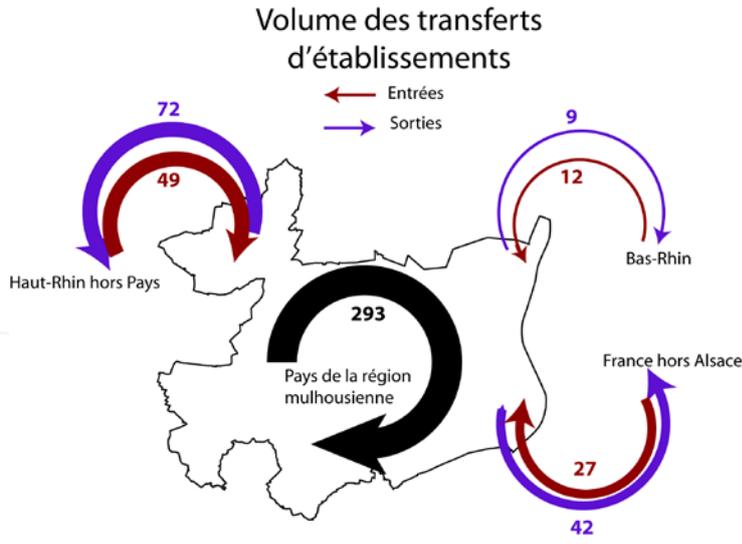
| NES 16 | Nb. Sorties | % |
|--------------------------------------|-------------|-------------|
| Commerce | 105 | 25,2% |
| Services aux entreprises | 100 | 24,0% |
| Éducation, santé, action sociale | 56 | 13,5% |
| Construction | 49 | 11,8% |
| Services aux particuliers | 26 | 6,3% |
| Activités immobilières | 26 | 6,3% |
| Activités financières | 17 | 4,1% |
| Transports | 15 | 3,6% |
| Industries des biens intermédiaires | 11 | 2,6% |
| Industries des biens d'équipement | 3 | 0,7% |
| Industrie des biens de consommation | 4 | 1,0% |
| Energie | 2 | 0,5% |
| Industries agricoles et alimentaires | 2 | 0,5% |
| TOTAL SORTIES | 416 | 100% |

zone d'activité par exemple, changement de locaux pour la taille, pressions foncières ou économiques, meilleur desserrement urbain, avantages fiscaux des ZFU, ...

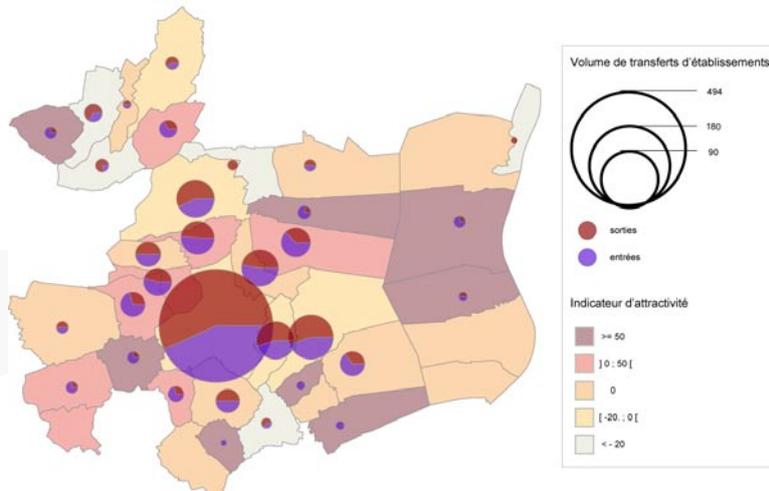
De plus, il y a une « évaporation » des entreprises sur le territoire : 26% d'entre elles s'implantent hors du Pays. La question de la capacité du territoire à retenir ses entreprises se pose alors.

La totalité des transferts

Données mobilisées : fichier INSEE - SIRENE Transferts d'établissements 2007



Attractivité économique du territoire liée aux transferts d'établissements



Comme l'analyse des entrées et sorties d'établissements le montre, la majorité des transferts sont des transferts de proximité. Ainsi, les établissements profitent du même bassin d'emploi et d'activités.

Le territoire du Pays de la région mulhousienne répertorie plus de sorties d'établissements que d'entrées (différence de 35 établissements, soit 4,4% des transferts totaux du Pays). Il est donc déficitaire (différence de 20 établissements pour le Département, soit 1,9% des transferts totaux). Cependant, ce phénomène diverge selon la commune.

L'indicateur d'attractivité se calcule de la manière suivante : $[(\text{entrées} - \text{sorties}) / \text{total des transferts}] * 100$

Plus l'indicateur est élevé, plus le territoire est jugé comme attractif (indicateur du Pays de la région mulhousienne dans son ensemble : -4,4).

La plus grande partie des transferts concernent la ville centre comme par exemple sur le centre commercial de Porte Jeune où 11 enseignes sur 51, dont Monoprix, existaient déjà à Mulhouse.

Même si les mouvements s'effectuent principalement dans les secteurs des services aux entreprises et du commerce, ceux-ci enregistrent plus de sorties que d'entrées sur le territoire.

Les activités ayant une dynamique d'entrées plus importantes que la dynamique de sorties sont les services aux particuliers, les activités financières et les industries des biens d'équipement



Exemple de commerces, Place de la Réunion à Mulhouse

Diagnostic

- La dynamique de **créations pures est beaucoup plus importante** que celle des reprises sans que cela constitue une spécificité du Pays de la région Mulhousienne.
- Le Pays de la région mulhousienne témoigne d'une **dynamique particulière de création d'établissements** mais la question de la pérennité des entreprises créées se pose face notamment à la hausse des cessations d'activité dans le secteur du commerce (+ 35,8% entre octobre 2006 et octobre 2008).
- L'**artisanat** connaît un léger ralentissement sur 2007.
- La majorité des transferts sont des **transferts de proximité**.

Prospective

- La dynamique de création et de reprise est essentiellement générée par des établissements de **très petite taille comptabilisant moins de 2 salariés**. Il convient de bien connaître les besoins spécifiques en main d'oeuvre de ces très petites entreprises dont certaines, dans le secteur des services notamment, peuvent présenter un potentiel de développement intéressant. En effet, le secteur des services est le support du développement économique. Pour faciliter son développement, il faudrait pouvoir proposer aux entreprises qui le composent :
 - une main d'oeuvre qualifiée,
 - des emplacements de qualité reliés aux grands axes de communication et de télécommunication.
- La création et le développement des jeunes entreprises sont facilités par des **conditions d'accueil appropriées**, par exemple des locaux dédiés tels les pépinières (pour les entreprises au démarrage), les incubateurs (qui couvrent l'Alsace et dont une antenne est à Mulhouse) et les hôtels d'entreprises (sur l'aire de la Thur à Pulversheim).
- Les **dispositifs d'accompagnement des créateurs** permettent d'améliorer la pérennité des entreprises qu'ils créent (exemples : le Comité d'Action Economique du Haut-Rhin à Mulhouse, l'Entente des Générations pour l'Emploi et l'Entreprise à Riedisheim, ...).
- Afin de mieux guider les entreprises désireuses de s'implanter sur le territoire, un **répertoire des locaux vacants** existent (sur le site de la CCI pour le Pays et sur celui de la MEF pour les ZUS). De plus, la SERM donne des informations sur les zones d'activités telles que le Parc des Collines, le Village Artisanal de Drouot, ...





**Maison de l'Emploi
et de la Formation**
du Pays de la Région Mulhousienne

Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 9
Emploi total

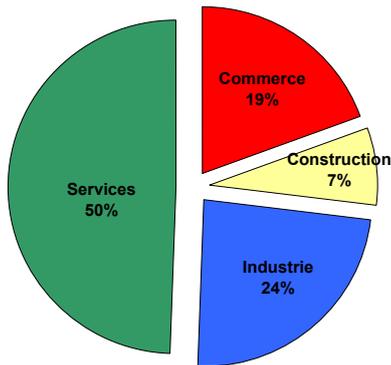
La fin des particularités
du Pays de la région mulhousienne :
une mutation rapide vers
une économie de services

1. L'emploi salarié privé en 2007

Cf. annexe : Champ d'application de l'assurance chômage

1.1. Pays de la région mulhousienne

Graphique 1 : Répartition de l'emploi salarié privé en 2007 sur le Pays
Source : UNEDIC



Le Pays de la région mulhousienne présente une structure de l'emploi salarié privé dominé par les services. Ils représentent 50% des effectifs en 2007. Cependant, l'industrie occupe encore une place importante dans la structure de l'emploi puisqu'elle représente 24% des effectifs à la même date.

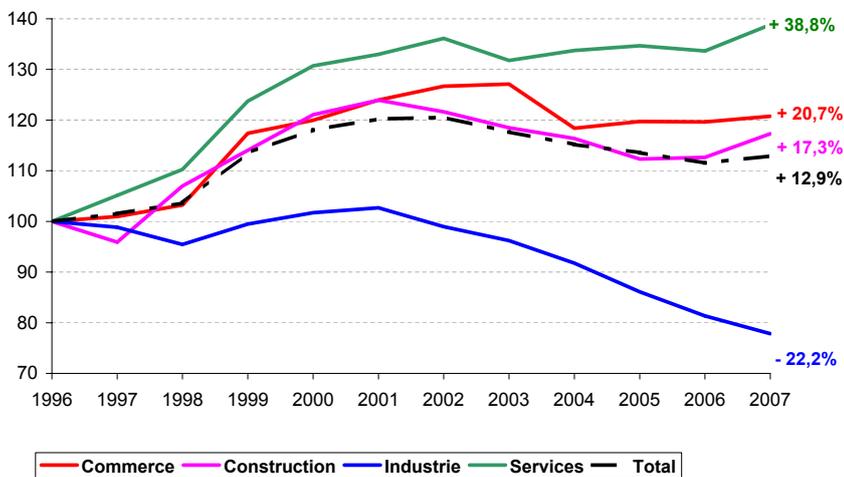
Au niveau national, la structure de l'emploi salarié privé est similaire à celle du Pays de la région mulhousienne : le secteur des services est dominant (53% de l'emploi salarié privé en 2007) et le secteur de l'industrie représente 20%.



Usine chimique de Chalampé
Source : AURM

1.2. Evolution générale dans le temps

Graphique 2 : Evolution de l'emploi salarié privé par secteur depuis 1996
Source : UNEDIC



Source : UNEDIC
Base 100=1996

Depuis 1996, la chute du secteur de l'industrie est très prononcée dans le Pays de la région mulhousienne (-22,2% en 11 ans). L'impact sur l'emploi salarié privé total n'en est que plus marqué.

La forte croissance de l'emploi dans les services permet de compenser cette baisse de l'emploi industriel.

On observe entre 2002 et 2005 une relative baisse du dynamisme de la croissance de l'emploi dans les services (-1,1%), tandis que la chute des emplois industriels a eu tendance à s'accroître sur la même période (-13%). Ce phénomène, couplé à un retour à la baisse des effectifs des deux autres secteurs (-7,7% pour la

construction et -5,5% pour le commerce) explique la décroissance de l'emploi salarié total entre 2002 et 2005 dans le Pays de la région mulhousienne.

Après 2005, les secteurs du tertiaire et de la construction voient leur nombre d'emplois augmenté sur 2 ans (+0,8% pour le commerce, +3,1% pour les services et 4,4% pour la construction). Cependant, l'évolution des effectifs salariés privés (-0,6% en 2 ans) est de nouveau ralenti par la chute de l'emploi industriel (-9,6%). La crise industrielle a donc été durement ressentie sur le territoire. Cela illustre la dépendance à l'industrie qu'a connu jusqu'à une époque très récente l'économie du Pays de la région mulhousienne.

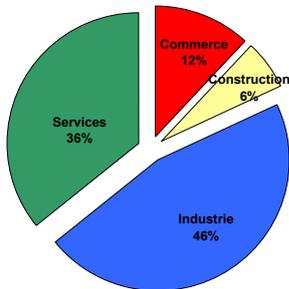
Enfin, la vitalité du secteur industriel peut être appréciée via le travail temporaire. En effet, l'industrie utilise l'intérim comme variable d'ajustement des effectifs à la charge de travail.

L'intérim représentait 2,6% de l'emploi salarié privé total en 1996 et 4,8% en 2007. Ceci illustre bien l'exigence grandissante de flexibilité dans le secteur.

1.3. Comparaison spatiale

Unité urbaine de Montbéliard

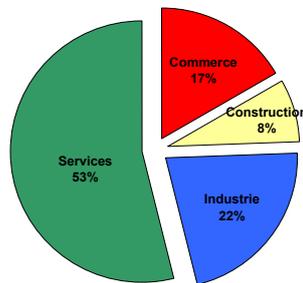
Graphique 3 :



L'unité urbaine de Montbéliard présente en 2007 une structure de l'emploi encore largement dominée par l'industrie : Sochaux-Montbéliard est le centre historique de la marque Peugeot, devenue PSA (la marque Peugeot appartient au groupe PSA Peugeot Citroën qui englobe également Citroën rachetée à Michelin en 1974).

UU de Saint-Etienne

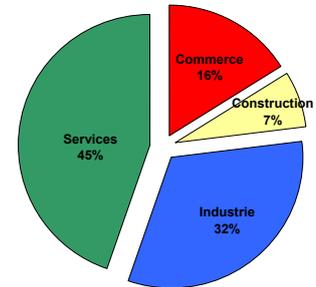
Graphique 4 :



L'Unité Urbaine de Saint-Etienne possède une structure de l'emploi salarié privé proche de la situation du Pays de la région mulhousienne. L'industrie et le commerce y sont cependant légèrement moins représentés en 2007.

UU de Valenciennes

Graphique 5 :



Comme l'unité urbaine de Saint-Etienne, celle de Valenciennes présente une structure de l'emploi salarié très proche de la situation du Pays de la région mulhousienne. Cependant, l'industrie y est encore plus présente (32% de l'effectif salarié privé total de 2007).

2. Analyse de l'évolution de l'emploi en 2007 : les services aux entreprises et la construction en pointe

Dans le Pays de la région mulhousienne, l'emploi salarié privé marque une progression en 2007. On recense 1 070 emplois supplémentaires sur le territoire en 2007, après avoir connu une perte en 2006 de 1 571 emplois privés.

Cette progression se fait en faveur du secteur des services aux entreprises (+6,5%) et de la construction (+4,1%). En revanche, le niveau des effectifs industriels se dégrade à nouveau (-5,5% sur 2006 et -4,3% sur 2007), en particulier dans l'industrie automobile (-7,3%).

Site DMC, Mulhouse
Source : SERM



2.1. L'industrie toujours en perte de vitesse, surtout au niveau de l'automobile



Usine Rhodia
Source : AURM

Comme l'année précédente, en 2007 le niveau des effectifs industriels se détériore à nouveau sur le Pays de la région mulhousienne. La quasi-totalité des secteurs est touchée en particulier l'industrie automobile (-7,3%). L'établissement de Peugeot-Citroën (PSA) subit de plein fouet la mauvaise conjoncture du secteur et le recul des parts de marchés de PSA au niveau européen.

Dans l'industrie agricole et alimentaire,

représentant 7% de l'emploi salarié industriel du territoire, la baisse des effectifs est de 0,9%. Les pertes d'emploi concernent essentiellement les boulangeries/pâtisseries.

Parmi les autres secteurs en recul, il faut mentionner les industries des biens d'équipements (-1,5%) mais avec quelques disparités sectorielles : fabrication d'instrumentation scientifique et technique (-38 emplois), fabrication de menuiseries et fermetures métalliques (-23), ...

et progression pour la fabrication de moteurs et turbines (+ 24 emplois).

Concernant l'industrie des biens à la consommation, la tendance reste globalement défavorable (-2,4%). Les activités en perte de vitesse se concentrent sur la fabrication de sièges (-28 emplois).

Dans les industries des biens intermédiaires, principal pourvoyeur d'emplois industriels sur le Pays de la région mulhousienne après l'automobile (26% de l'emploi salarié industriel), la situation est moins défavorable qu'ailleurs (-1,2% sur 2007).

Il y a une amélioration des secteurs de la métallurgie et transformation des métaux (+5,3%), de l'industrie des produits minéraux (+4,1%) et de l'industrie des composants électriques et électroniques (+3,8%) mais il n'y a pas d'embellie dans l'industrie textile (-7,1%). Ce déclin dans l'industrie textile est amené à perdurer, notamment suite au plan social de DMC Tissu en 2008. Cependant, ce déclin ne concerne pas les secteurs innovants du textile : au niveau alsacien, le pôle « Textile Alsace » compte une soixantaine d'établissements regroupant plus de 1 500 salariés.



Site PSA
Source : AURM

2.2. Poussée du secteur de la construction et envolée du secteur des services aux entreprises

Comme l'année précédente, une nouvelle hausse des emplois se dessine dans le secteur de la construction : + 4,1%, soit 256 emplois supplémentaires.

L'activité est soutenue dans les domaines de la construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil (maisons individuelles) ainsi que dans les travaux de préparation des sites (terrassement).



Exemple de chantier de construction
Porte Jeune, Mulhouse

Après une année de relative apathie (-0,6% sur 2006), la croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire (services et commerce) s'accélère au cours de 2007 : 1 754 emplois supplémentaires, soit +3%. Grâce à ce dynamisme, le secteur contribue significativement à la hausse de l'emploi salarié sur le territoire.

Les effectifs du commerce augmentent de 0,9 %. Le commerce de gros (+2,3%) et le commerce de détail (+1%) sont les vecteurs de cette augmentation.

En revanche l'emploi recule dans le secteur du commerce-réparation automobile (-3,1%).



Centre commercial Porte Jeune ouvert le 15/10/08 à Mulhouse, 55 enseignes

Dans l'ensemble des activités de services, la croissance est proche de 4 % avec 1 599 emplois supplémentaires. Quatre secteurs se démarquent : les services opérationnels avec + 826 emplois (intérim, activités de nettoyage industriel, de gardiennage, d'assainissement...), le domaine de la santé et de l'action sociale (+ 579 emplois), l'éducation (+ 231 emplois) et les services de conseils-assistance (+ 161 emplois).

Les effectifs salariés privés dans les services aux entreprises croient de 6,5%, soit 981 emplois supplémentaires.



Les Papillons Blancs
Source : AURM

L'intérim représente 62% des emplois supplémentaires. En effet, après avoir diminué de 3,5% en 2006, le travail temporaire connaît un rebond de 17% entre 2006 et 2007.

Deux autres activités se démarquent : les activités de nettoyage (+7,8%) et l'ingénierie, études techniques (+6,6%).

L'emploi dans les services aux particuliers freine sur 2007 (-0,8%) après avoir connu une hausse de 2,7% en 2006. Les effectifs diminuent notamment dans les services personnels (coiffure, blanchisserie, services domestiques / -2,3% en 2007) et dans l'hôtellerie-restauration (-0,7%).

Après une année 2006 plutôt défavorable (-1,8%), le transport connaît un regain de vitalité (+1,2 %).

Les effectifs des personnels du secteur éducatif (enseignements et formations délivrés par des organismes privés) augmentent de 23,8% en 2007 (+231 emplois). S'agissant du secteur de la santé et de l'action sociale (salariés des laboratoires, des cliniques privées, des crèches et des centres d'accueil des personnes âgées), l'évolution est moins forte (+6,2%).

3. Répartition de l'emploi salarié privé par genre

3.1. Pays de la région mulhousienne

Tableau 1 : Emploi salarié privé par sexe en 2007
Source : UNEDIC

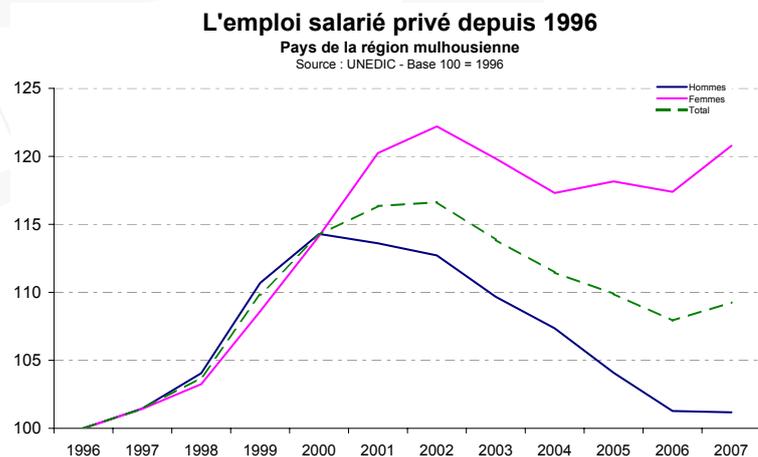
| | Pays de la région mulhousienne | | | Haut-Rhin | | |
|--------------|--------------------------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| Agriculture | 6 | 7 | 13 | 68 | 34 | 102 |
| Commerce | 8 212 | 8 723 | 16 935 | 49 888 | 49 511 | 99 399 |
| Construction | 5 742 | 729 | 6 471 | 39 981 | 4 926 | 44 907 |
| Industrie | 15 981 | 4 805 | 20 786 | 100 709 | 41 877 | 142 586 |
| Services | 17 510 | 25 493 | 43 003 | 105 086 | 136 275 | 241 361 |
| Total | 47 451 | 39 757 | 87 208 | 295 732 | 232 623 | 528 355 |

3.2. Evolution dans le temps

Depuis 1996, la proportion de femmes dans l'emploi salarié privé a augmenté, passant de 41% en 1996 à 46% en 2007.

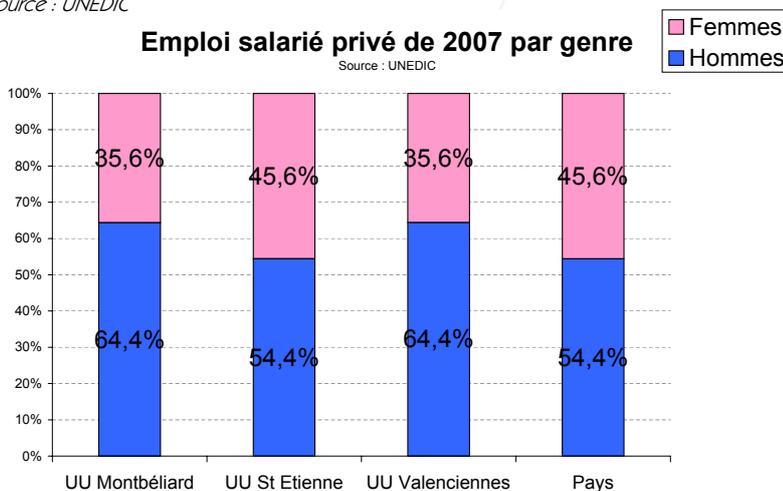
Jusqu'en 2000, l'évolution de l'emploi féminin suivait celle de l'emploi masculin. A partir de cette date, l'emploi des hommes n'a cessé de diminuer : ils ont été les premiers touchés par le chômage ; tandis que la masse salariale féminine augmentait encore jusqu'en 2002. De plus la légère embellie de 2007 profite uniquement aux femmes (- 45 emplois pour les hommes et + 1 115 pour les femmes). Ceci est notamment dû au développement des activités de services dont les emplois sont plus facilement accessibles aux femmes.

Graphique 6 : Evolution de l'emploi salarié privé depuis 1996
Source : UNEDIC



3.3. Comparaison spatiale

Graphique 7 : Comparaison de l'emploi salarié privé par sexe en 2007
Source : UNEDIC



La proportion de femmes dans l'emploi salarié privé de 2007 est légèrement plus élevée sur le Pays de la région mulhousienne que sur le Haut-Rhin (respectivement 46% et 44%). Cependant, cette répartition n'est pas identique pour toutes les branches d'activité.

En effet, par rapport au niveau départemental, les femmes sont sous-représentées dans l'emploi salarié privé du secteur de l'industrie, les métiers de ce secteur restant à dominance masculine.

Contrairement aux unités urbaines de Montbéliard et de Valenciennes, l'unité urbaine de Saint-Etienne et le Pays de la région mulhousienne ont un taux d'emploi féminin important. Cela peut notamment s'expliquer par le caractère fortement industriel de Montbéliard (présence de PSA) et de Valenciennes (présence de Toyota), bien que le Pays de la région mulhousienne ait également une tradition industrielle.

Au recensement de la population de 1999, le Pays comptait 51% de femmes, contre 50,5% pour l'UU de Montbéliard, 52,6% pour Saint-Etienne et 51,8% pour Valenciennes.

4. Emploi frontalier

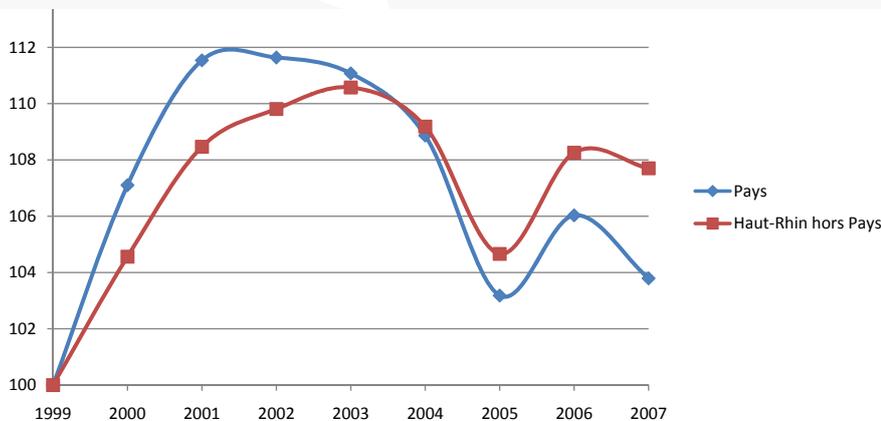
Tableau 2 : Emploi frontalier de 1999 à 2007

Source : Office Fédéral de la Statistique Suisse

| Année | | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-----------|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Pays | Hommes | 7 030 | 7 618 | 7 914 | 7 908 | 7 890 | 7 665 | 7 272 | 7 462 | 7 304 |
| | Femmes | 3 066 | 3 195 | 3 347 | 3 363 | 3 324 | 3 326 | 3 145 | 3 243 | 3 174 |
| | Total frontaliers | 10 096 | 10 813 | 11 261 | 11 271 | 11 214 | 10 991 | 10 417 | 10 705 | 10 479 |
| Haut-Rhin | Hommes | 19 408 | 20 603 | 21 338 | 21 465 | 21 493 | 21 046 | 20 086 | 20 728 | 20 476 |
| | Femmes | 9 781 | 10 174 | 10 633 | 10 772 | 10 833 | 10 792 | 10 314 | 10 646 | 10 567 |
| | Total frontaliers | 29 189 | 30 777 | 31 971 | 32 237 | 32 326 | 31 838 | 30 400 | 31 375 | 31 042 |

graphique 8 : Evolution de l'emploi frontalier de 1999 à 2007 - Base 100 = 1999

Source : Office Fédéral de la Statistique Suisse



Jusqu'en 2004, l'évolution de l'emploi transfrontalier du Pays de la région mulhousienne était supérieure à celle du

reste du Département. Ensuite, cette tendance s'inverse. En 1999, l'emploi frontalier du Pays représentait 34,6%

de l'emploi frontalier du Département. En 2007, cette proportion est à 33,8%.

La part des femmes dans l'emploi frontalier du territoire est stable : 30,4% des frontaliers de 1999 étaient des femmes et 30,3% en 2007. Cette proportion est plus faible que pour le Département (33,5% en 1999 et 34 en 2007).

L'emploi transfrontalier est un phénomène important en Alsace et plus particulièrement dans le Sud de la Région. L'influence de la proximité de l'agglomération bâloise, un des tout premiers pôles de la chimie organique et de la pharmacie à l'échelle mondiale, s'exerce sur tout le sud du Département, y compris le Pays de la région mulhousienne.

Tableau 3 : Catégories professionnelles les plus représentatives dans l'emploi frontalier

en 2007 - Source : Office Fédéral de la Statistique Suisse

| Métiers | Part dans l'emploi frontalier total | Part des femmes |
|--|-------------------------------------|-----------------|
| Artisans et ouvriers des métiers de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés | 11,9% | 0,2% |
| Manoeuvres des mines, du bâtiment et des travaux publics, des industries manufacturières et des transports | 10,0% | 26,7% |
| Professions intermédiaires des sciences physiques et techniques | 7,7% | 34,7% |
| Personnel des services directs aux particuliers et des services de protection et de sécurité | 7,4% | 56,4% |
| Employés de bureau | 6,8% | 50,5% |
| Artisans et ouvriers des métiers de l'extraction et du bâtiment | 6,5% | 1,5% |
| Total | 100% | 30,5% |

Le Pays est relativement dépendant de l'agglomération bâloise en ce qui concerne les emplois qualifiés. L'influence des performances de l'économie de l'agglomération bâloise - sans

atteindre les niveaux rencontrés à Saint Louis ou dans le Sundgau - sur l'emploi du Pays de la région mulhousienne est relativement forte. La proximité de l'Allemagne, sans être

négligeable, ne joue pas un rôle aussi important dans l'évolution de l'emploi du Pays. On ne trouve pas de grands pôles économiques aptes à attirer les salariés français de l'autre côté du Rhin. Le différentiel entre les salaires français et allemands est loin d'être aussi élevé que celui qui existe entre les salaires suisses et français.

La majorité des frontaliers travaille dans la métallurgie et la construction mécanique (11,9%). Ces métiers sont essentiellement occupés par des hommes. Parmi les principaux métiers occupés par les frontaliers, deux sont majoritairement occupés par des femmes : le personnel des services directs aux particuliers et les employés de bureau.

Diagnostic

- La diminution de l'emploi salarié dans le Pays de la région mulhousienne depuis 2002 s'explique par la **chute des emplois industriels** (perte de plus de **6 600** emplois en 6 ans, de 2001 à 2007).
- La **progression** de l'emploi salarié privé en 2007 (+ 1 070 emplois) profite principalement au secteurs des services aux entreprises (+6,5% sur un an) et de la construction (+4,1%).
- La **proportion des femmes** dans l'emploi salarié privé est importante sur le territoire (46%), comparativement aux autres échelles.

Prospective

- En 2008, le dynamisme économique du secteur de la **construction** diminue. En effet, du fait de la **crise immobilière** amorcée courant 2006, le territoire connaît un **ralentissement de la construction neuve**. Cependant, les programmes de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain concourent au maintien d'une partie de l'activité via la **réhabilitation**.
- Dans le secteur du commerce, l'ouverture du **centre commerciale de la Porte Jeune** le 15 octobre 2008 a permis la création de plusieurs emplois. En effet, le centre accueille **plus de 50 enseignes**, dont 40 nouvelles sur Mulhouse (source : Altaréa).

- **Destructions d'emplois - 2ème semestre 2008**

Sur le Pays de la région mulhousienne, environ **400 emplois** sont destinés à la **destruction** d'ici la fin de l'année 2008. Ces destructions sont annoncées pour :

- PSA à Sausheim : l'équipe de nuit étant arrêtée, 300 emplois ne seront pas reconduits entre octobre et décembre 2008.
- Vitalcom, société de télémarketing implantée à Sausheim, qui fermera ses portes fin 2008 : les **25 salariés** du site sont **licenciés**.
- L'entreprise **Tempé** : le plan de reprise élaboré en été 2008 prévoit **74 licenciements** dont 44 à l'usine de Rixheim, 8 à l'administration et 22 dans les points de vente (sur un effectif global de 372 salariés).

- **Créations d'emplois - 2ème semestre 2008**

Bien qu'il y ait des destructions d'emplois sur le Pays de la région mulhousienne, il y a également des **créations**, preuve du **dynamisme économique** du territoire.

- En juin 2008, la Basse-Autriche et le Haut-Rhin ont signé un accord de coopération sur le tourisme, l'environnement, la santé et l'action sociale. Cette accord prévoit l'**implantation d'un centre thermal à eau chaude** dans la région mulhousienne, ce qui générera des nouveaux emplois.
- AGF FinanceConseil, branche d'AGF spécialisée dans la gestion du patrimoine des particuliers, qui emploie 92 salariés sur Schiltigheim et Mulhouse, **va embaucher une vingtaine de personnes** d'ici la fin de l'année 2008.
- Pomona Terre Azur a inauguré en juin 2008 son nouvel **entrepôt de 3 000 m² à Pfastatt**. Cet équipement, le premier en France à bénéficier du label Iso 2020, permettra de commercialiser chaque année quelque 16 000 tonnes de fruits, légumes, produits de la mer, fleurs et plantes. Ce développement de l'activité se traduira par de nouvelles embauches.
- En juillet 2008, **Leroy Merlin a créé 110 emplois**. Parmi eux, 18 recrutements ont été effectués parmi des personnes éloignées de l'emploi grâce à la collaboration entre la Maison de l'Emploi et de la Formation de Mulhouse, la Région Alsace, l'ANPE et les acteurs locaux.
- Le pâtissier parisien Pierre Hermé, originaire de Colmar, délocalise sa production de macarons et de chocolats jusqu'alors basée à Paris, dans une nouvelle usine à **Wittenheim**. Cette unité, baptisée la Manufacture, générera une **vingtaine d'emplois**.

Annexe : L'emploi salarié couvre le champ d'application de l'assurance chômage

L'affiliation à l'assurance chômage est obligatoire pour **tout établissement du secteur privé industriel et commercial employant au moins un salarié** en vertu d'un contrat de travail écrit ou verbal, quelle que soit sa branche d'activité.

- Les employeurs n'étant pas recensés par l'UNEDIC (exclus de l'emploi salarié privé) :
- Les **salariés de l'État** (ministères et services extérieurs) et des **collectivités locales** (région, département et commune),
- Les **salariés des établissements publics à caractère administratif** (Banque de France, Caisse des Dépôts et Consignations, Imprimerie Nationale, hôpitaux relevant de l'Assistance publique, Offices publics d'HLM, etc...),
- Le personnel des **ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux**,
- Les salariés des secteurs **agricoles et para agricoles** (le Crédit agricole, certains établissements liés à l'industrie laitière, des scieries, des coopératives en produits agricoles, des entrepôts de produits agricoles, la Mutualité Sociale Agricole (MSA), les organisations professionnelles et syndicales de l'Agriculture, les gardes et jardiniers, etc...). Leur recensement est effectué par les caisses de Mutualité Sociale Agricole (CMSA) qui perçoivent les cotisations dues,
- Les **employés de maison au service des particuliers** cotisant auprès des URSSAF et de l'IRCEM,
- Les salariés des **entreprises publiques à caractère industriel et commercial dépendant de l'État** (entreprises nationales, sociétés d'État, sociétés d'économie mixte d'intérêt national - ex : EDF-GDF, SNCF, RATP, PTT, Air France, Charbonnages de France, etc...),
- Les salariés des **régies départementales ou communales**,
- Les salariés des **sociétés d'économie mixte** dans lesquelles les collectivités locales ont une participation majoritaire.

Certains de ces établissements ont conclu avec l'Unédic une convention de gestion : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), Air France (personnel au sol), Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), Électricité/Gaz de France (EDF-GDF), Mines de potasse d'Alsace, ...

- Salariés :

Un certain nombre de catégories de personnel sont **exclues**. C'est le cas des **intermittents du cinéma, de l'audio-visuel et du spectacle ; des salariés dont le contrat de travail est suspendu** (congé sabbatique, parental ou de conversion), **des personnes en stage dans l'entreprise ainsi que des fonctionnaires de l'État en détachement dans le secteur privé**.

Depuis 1988, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont la possibilité d'adhérer à l'Assurance chômage pour leurs agents non titulaires ou non statutaires. Toutefois, ils ne sont pas intégrés dans la statistique en tant que tels mais font l'objet d'une étude particulière.

Bien que les **salariés ayant atteint l'âge normal de la retraite** (en principe 65 ans), les **personnes non liées à l'entreprise par un contrat de travail et les mandataires** (PDG, administrateurs, gérants de SARL) ne soient pas couverts par l'Assurance chômage, **ils sont recensés**, à condition qu'il y ait, par ailleurs, au moins un salarié relevant de l'Assurance chômage dans le même établissement.

Les apprentis, les titulaires de contrats de qualification/professionnalisation, de contrats aidés, de contrats jeunes en entreprise, les personnes embauchées dans le cadre des conventions de coopération, les contrats emploi consolidé, sont également inclus.





Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 10
Demande d'emploi

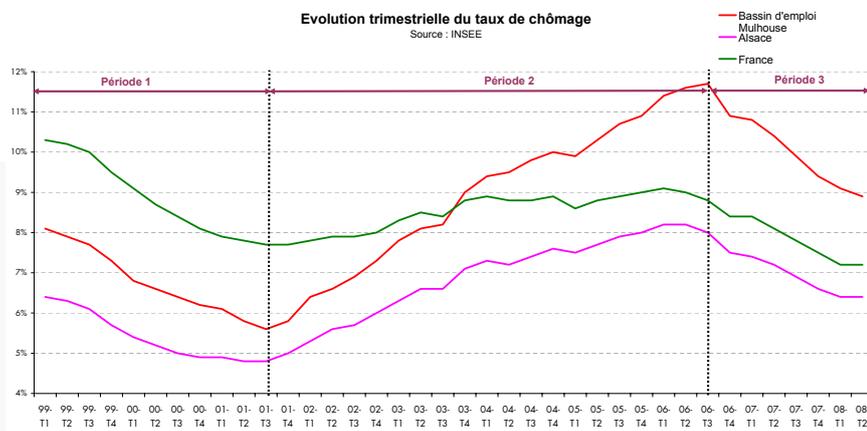
Une variation de
la demande d'emploi
différente selon les publics

1. Evolution du taux de chômage depuis 1999 (INSEE et BIT)

1.1. Zone d'emploi de Mulhouse

Graphique 1 : Evolution du taux de chômage de 1999 à 2007

Source : INSEE



Du début de l'année 1999 à la fin de l'année 2007, trois périodes se dessinent au niveau du taux de chômage du bassin d'emploi de Mulhouse :

- La première période court du 1er trimestre 1999 au 3ème trimestre 2001 où le taux de chômage est en baisse sur les trois échelles : - 2,5 points pour le bassin de Mulhouse, - 1,6 points pour l'Alsace et - 2,6 points pour la France. L'écart entre le taux de chômage national et celui de la zone d'emploi de Mulhouse est constant, le taux de chômage mulhousien étant plus faible que le taux national.
- La deuxième période va du 3ème trimestre 2001 au 3ème trimestre 2006. Depuis fin 2001, le taux de chômage ne cesse de croître sur le territoire, passant de 5,6% à 11,7% en 5 ans. L'évolution du taux de chômage alsacien tend à rejoindre celle de la France (l'écart diminue) tandis que celle de la zone d'emploi de Mulhouse dépasse le niveau national dès le 4ème trimestre 2003, jusqu'à atteindre un écart de 2,9 points entre les deux territoires fin 2006.
- La dernière période s'étend de fin

2003 à mi 2008. Bien que le taux de chômage soit à la baisse depuis ce début de période, il reste élevé sur le bassin d'emploi de Mulhouse (écart de 1,7 points avec la France et 2,5 avec l'Alsace). Néanmoins, il passe sous la barre des 10% au 3ème trimestre 2007.

Au long de ces périodes, la dynamique d'évolution du taux de chômage du bassin d'emploi de Mulhouse est quasi similaire à celle de la Région Alsace : le bassin d'emploi mulhousien a donc été plus durement touché par la hausse du taux de chômage observée entre 2001 et 2006.

En effet, depuis 2001, le Pays de la région mulhousienne subit un ralentissement général de son économie. L'emploi salarié industriel est en net recul et la diversification de l'industrie ainsi que la création d'emplois dans le secteur des services n'amortissent plus les baisses d'emplois. Le bassin d'emploi subit donc de plein fouet les mutations économiques en cours.

La baisse de l'emploi frontalier est une des raisons de cette dynamique d'évolution. En effet, alors que le nombre de frontaliers résidant dans le Pays de la

Remarque

Du fait de la disponibilité des données, l'étude du taux de chômage s'effectue sur le **bassin d'emploi de Mulhouse** (59 communes) et non sur le Pays de la région mulhousienne (38 communes). Le Pays de la région mulhousienne recouvre 86% de la population de la zone d'emploi de Mulhouse et 3% de la population du Pays se situent hors de la zone d'emploi (Source : RGP 99).

région mulhousienne et travaillant en Suisse était en hausse jusqu'en 2001, il est en baisse sur 2007 (- 2,1% en 2007 par rapport à 2006 - source : Office Fédéral de la Statistique, Suisse).

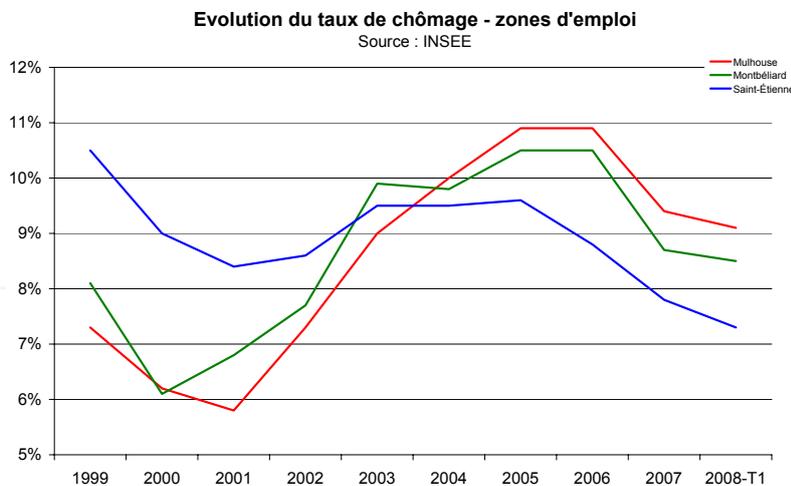
Enfin, suite à la dégradation persistante de la conjoncture en 2008 (hausse du nombre de demandeurs d'emploi dès août, crise financière et économique), l'emploi continue à s'ajuster au fléchissement de l'activité et le marché du travail va enregistrer des pertes d'emploi sur les deux derniers trimestres. En septembre, la France compte encore 8 000 demandeurs d'emploi supplémentaires.



Agence ANPE Glück, Mulhouse
Source : AURM

1.2. Comparaison spatiale

Graphique 2: Evolution comparée du taux de chômage de 1999 au 1er trimestre 2008
Source : INSEE



Pour une mise en perspective des évolutions du Pays de la région mulhousienne, il est apparu pertinent que l'observation s'appuie sur des comparaisons avec des territoires dont l'histoire urbaine et économique sont proches de celle du Pays de la région

mulhousienne. A ce titre, Montbéliard et Saint-Etienne ont été retenus. En terme de volume d'emplois privés, la zone d'emploi de Mulhouse (90 722 emplois privés en 2007 - Source UNEDIC) se situe entre les zones d'emploi de Montbéliard et de Saint-Étienne

(respectivement 53 646 et 97 339 emplois salariés privés en 2007).

En terme de volume d'établissements, Mulhouse et Montbéliard sont plus proches (respectivement 7 110 et 3 524 établissements en 2007 - Source UNEDIC). De ce fait, les dynamiques d'évolution sont plus prononcées. A Saint-Étienne, la dynamique est plus lisse puisque la zone d'emploi regroupe 9 240 établissements en 2007 et qu'il n'y a pas de très grand groupe, contrairement aux zones de Mulhouse et Montbéliard (PSA).

En terme de taux de chômage, Saint-Etienne se démarque de Montbéliard et Mulhouse par un fort taux de chômage jusqu'à fin 2003. Après cette période, les trois bassins d'emploi suivent une évolution similaire, bien que Mulhouse ait un taux de chômage plus important (+ 0,3 point par rapport à Montbéliard et + 1,5 points par rapport à Saint-Etienne en juin 2008).

2. Evolution de la demande d'emploi (catégorie 1)

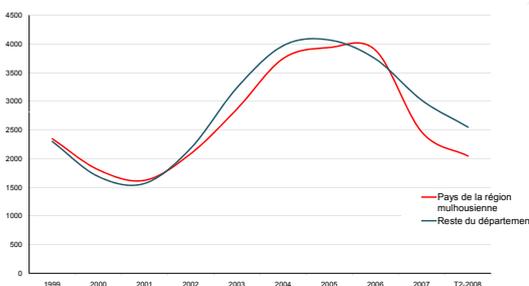
Cf. annexe : Définition des catégories de demande d'emploi

La demande d'emploi de juin 2008 compte 46,3% de femmes. Cette part est plus faible qu'au niveau départemental (47,8%). Cependant, en 5 ans, la proportion de femmes demandeurs d'emploi a augmenté de 3,7 points (2,3 pour le Département).

2.1. Les chômeurs de longue durée (DRTEFP/DARES)

Graphique 3: Evolution du nombre de chômeurs de longue durée (> 1 an) depuis 1999 (T4)

Source: DRTEFP



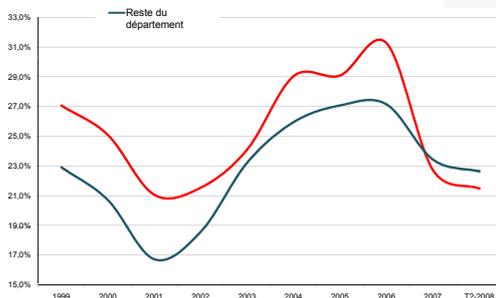
Le Pays de la région mulhousienne concentre près de la moitié des chômeurs de longue durée du Département. Néanmoins, en juin 2008, le nombre de chômeurs longue durée sur le territoire se démarque du reste du Haut-Rhin : il représente 44% des chômeurs longue durée du Département. Le chômage de longue durée se mesure par le nombre de chômeurs de plus d'une année rapporté au nombre total de chômeurs.

C'est un indicateur important pour distinguer chômage structurel et chômage conjoncturel.

L'ancienneté au chômage apparaît comme le frein le plus important pour reprendre une activité, quel que soit le contexte économique. La probabilité de retrouver un emploi décroît lorsque l'ancienneté au chômage s'installe durablement. De plus, lorsque le niveau du chômage est important, les recruteurs s'orientent vers des profils différents, car être chômeur de très longue durée (ancienneté dans le chômage de plus de deux ans) peut être considéré comme le signe d'une difficulté ou d'une incapacité à s'adapter aux nouvelles contraintes du monde du travail.

Graphique 4 : Evolution de la part des chômeurs de longue durée depuis 1999

Source: DRTEFP



Le volume de chômeurs de longue durée dans le Pays connaît une baisse depuis 2005. Cependant la part des chômeurs de longue durée continue d'augmenter jusqu'en 2006 pour atteindre plus de 30%. Depuis lors, la proportion de demandeurs d'emploi de longue durée diminue plus fortement que pour le reste du Département.

A titre de comparaison, la part des chômeurs de longue durée est de

26,4% en 2007 dans la Communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard.

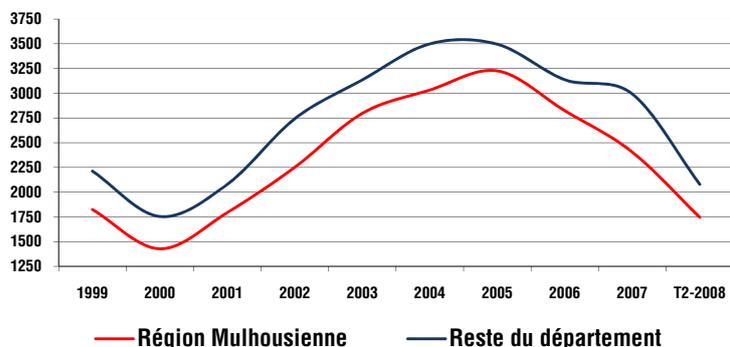
Les évolutions du chômage de longue durée et du chômage structurel sont fortement corrélées.

Face aux mutations du marché du travail (cf. Thème n°9 : Emploi total), le socle des chômeurs de longue durée reflète la difficile réinsertion de certains demandeurs d'emploi.

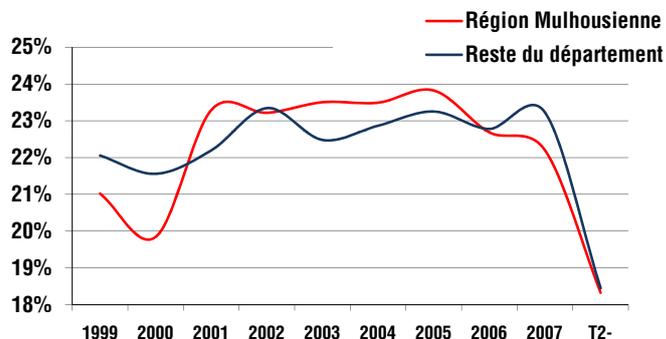
2.2. Les chômeurs de moins de 25 ans (DRTEFP/DARES)

Pays de la région mulhousienne

Graphique 5 : Evolution du stock des chômeurs de moins de 25 ans depuis 1999 - Source: DRTEFP



Graphique 6 : Evolution de la part des chômeurs de moins de 25 ans depuis 1999 - Source: DRTEFP



L'évolution du volume de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans suit la même tendance que celle des demandeurs d'emploi de longue durée.

Néanmoins, les moins de 25 ans sont les premiers bénéficiaires du recul du chômage : leur nombre baisse depuis 2005 et leur part dans le nombre total de chômeurs aussi.

Au-delà de la conjoncture, les déterminants individuels des chômeurs jouent un rôle majeur : le retour à l'emploi est plus facile pour les jeunes

et les diplômés. Le chômage des jeunes serait-il dû à une inadéquation entre l'offre de formation et la réalité du marché du travail local ? (cf. Thème n° 14 : Formation initiale).

Les jeunes recherchent plus souvent un emploi à durée indéterminée à temps plein, ils sont de ce fait inscrits en catégorie 1, d'où leur part importante dans le nombre total de chômeurs. La hausse du chômage des jeunes à partir de 2000 pourrait éventuellement s'expliquer par l'abandon du service

militaire obligatoire (loi du 28 octobre 1997). En effet, l'appel sous les drapeaux a été suspendu pour tous les Français qui sont nés après le 31 décembre 1978 et donc qui ont eu 21 ans en 2000.

A partir de 2006, la part des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans dans la demande totale diminue : ils représentaient 19,3% en juin 2006 et 18,3% en juin 2008.

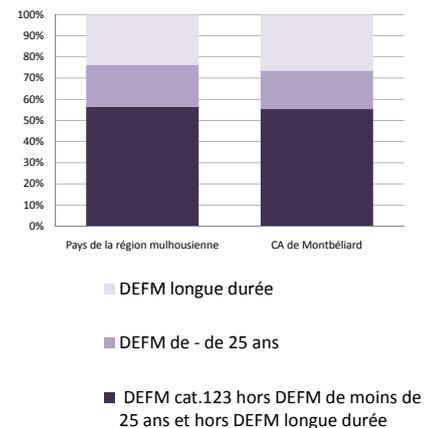
Comparaison spatiale

En 2007, la structure de la demande d'emploi du Pays de la région mulhousienne est quasiment identique à celle de la Communauté d'Agglomération de Montbéliard (CAPM). Cependant, la part des demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) est plus importante sur la CAPM (26,4% contre 23,9% pour le Pays) et plus faible pour les moins de 25 ans (18,2% contre 19,6%). Par rapport à 2006, la part des jeunes

au chômage a diminué sur les deux territoires (-0,5 point pour le pays et -2,9 points pour la CAPM) ainsi que celle des DELD a augmenté (-7,5 points pour le Pays et -7,3 points pour la CAPM). Ces deux territoires ont une vocation industrielle et les effets du ralentissement général de leur économie ont les mêmes conséquences sur la structure de la demande d'emploi.

Structure des DEFM cat 1 2 3 hors activité réduite en 2007

Source : DARES STMT 2007



2.3. Niveau de qualification des demandeurs d'emploi (STMT/DRTEFP/DARES)

Le chômage des cadres

Tableau 1 :
Evolution du nombre de cadres
Source: DRTEFP

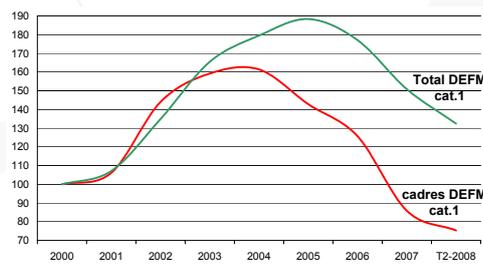
| | DE cadres | Evolution N-1 |
|---------|-----------|---------------|
| 2000 | 409 | - |
| 2001 | 434 | 6,1% |
| 2002 | 589 | 35,7% |
| 2003 | 651 | 10,5% |
| 2004 | 660 | 1,4% |
| 2005 | 584 | -11,5% |
| 2006 | 514 | -12,0% |
| 2007 | 351 | -31,7% |
| T2-2008 | 308 | -12,3% |

Source: DDTEFP

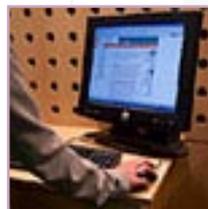
DE = Demandeurs d'emploi

Logiquement mieux protégés contre le chômage, les cadres sont parmi les premières catégories socio-professionnelles à profiter d'une reprise du marché local du travail. Cependant, le volume de cadres au chômage est faible (308 demandeurs d'emploi cadres inscrits à l'ANPE à fin juin 2008, soit 3.2% de la demande d'emploi catégorie 1 totale).

Graphique 7: Evolution de la DEFM cadre
Source: DRTEFP



Le nombre de cadres parmi les demandeurs d'emploi de catégorie 1 est un indicateur très intéressant. S'il suit une évolution comparable à la DEFM (Demande d'Emploi Fin de Mois) de catégorie 1 dans son ensemble entre 2000 et 2002, il connaît une évolution différente à partir de 2003 : la hausse est moins forte que pour l'ensemble des chômeurs et surtout la baisse est enregistrée dès 2004.

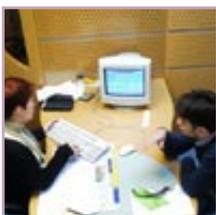


Source : APEC



Agence ANPE Mulhouse Centre
Source : AURM

Le niveau de formation des chômeurs de moins de 25 ans



Demandeur d'emploi en entretien
Source : ANPE

Tableau 2 :
Répartition des DE de moins de 25 ans par niveau de formation en 2007
Source: DRTEFP

| | Nombre | Part |
|--------------|--------|-------|
| Niveau I-II | 80 | 3,3% |
| Niveau III | 192 | 7,9% |
| Niveau IV | 520 | 21,5% |
| Niveau V | 1294 | 53,4% |
| Niveau V bis | 201 | 8,3% |
| Niveau VI | 132 | 5,4% |
| NON PRECISE | 4 | 0,2% |

Les jeunes chômeurs de catégorie 1 représentent 22,7% de l'ensemble des DEFM de catégorie 1 en juin 2008 alors qu'ils représentaient 22,3% en décembre 2007. En effet, à fin décembre 2007, on dénombre 2423 chômeurs de moins de 25 ans de catégorie (-14,2% par rapport à 2006).

La proportion des jeunes demandeurs d'emploi ayant un CAP ou un BEP est très importante (53,4%). L'orientation industrielle du territoire entraîne une proportion élevée de titulaires de CAP et de BEP. L'importance de cette proportion est due au ralentissement économique

du secteur de l'industrie. Elle est le reflet d'une inadéquation entre l'offre de formation (encore fortement tournée vers l'industrie) et les réalités du marché du travail local. Paradoxalement, les jeunes diplômés sortant du CFA (Centre de Formation pour Adultes) Industriel de Mulhouse ne semblent pas avoir de difficulté d'insertion dans l'emploi (cf. Thème n° 14 : Formation initiale).

La proportion des jeunes demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme supérieur au bac+3 est très faible (3,3%). Le faible niveau de cette proportion peut avoir diverses explications :

- Le mouvement d'entrée/sortie des jeunes cadres demandeurs d'emploi est plus important que celui des autres demandeurs.

- La mobilité des cadres est plus forte.

- L'Université de Haute Alsace à Mulhouse propose des formations professionnalisantes (cf. Thème n°15 : Enseignement supérieur) qui permettent une introduction plus rapide dans le monde de travail.

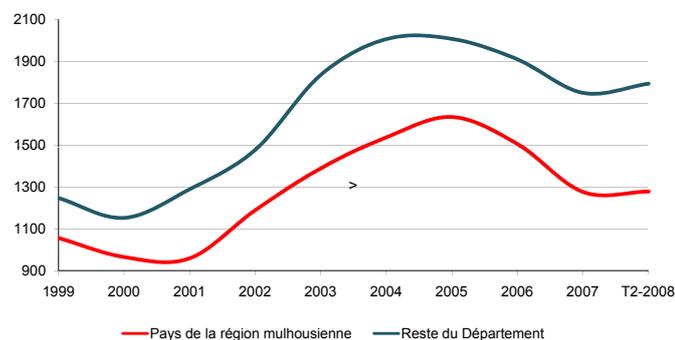


Demandeur d'emploi consultant les offres
Source : ANPE

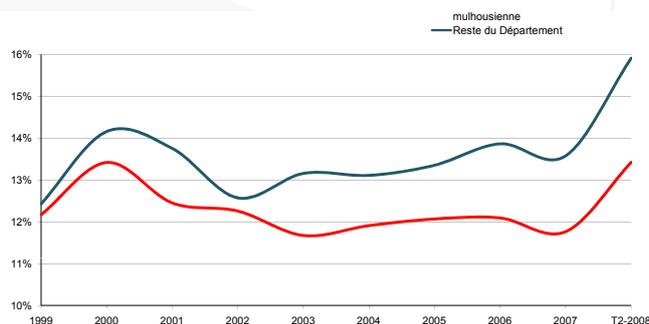
2.4. Les chômeurs de 50 ans et plus (DRTEFP/DARES)

Pays de la région mulhousienne

Graphique 8 : Evolution du stock des chômeurs de 50 ans et plus depuis 1999 - Source: DRTEFP



Graphique 9 : Evolution de la part des chômeurs de 50 ans et plus depuis 1999 - Source: DRTEFP

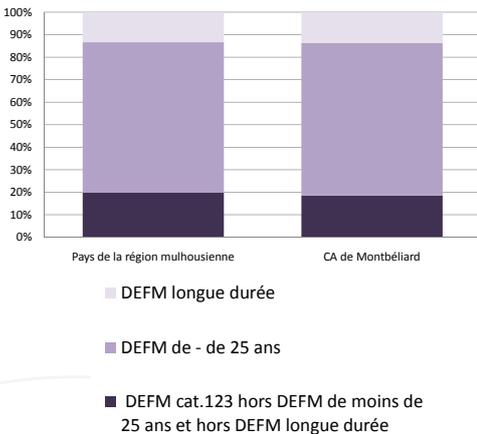


L'évolution du volume de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans suit la même dynamique structurelle que celle des moins de 25 ans et des chômeurs de longue durée. Au 2ème trimestre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans continue de baisser sur le territoire au même rythme pour le reste du Haut-Rhin. Tandis que le Pays de la région mulhousienne enregistre une baisse de 15% sur 2007 des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans après un pic en 2005, le volume des plus de 50 ans a diminué lui aussi de 15%.



L'évolution de la part des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans dans le Pays de la région mulhousienne suit la même tendance que celle du reste du Haut-Rhin. Cependant, en 2007, la part des seniors dans la demande d'emploi était de 11,8% pour le Pays contre 13,6% pour le reste du Département. Sur le second trimestre 2008, cette proportion est en nette augmentation : +1,6 points pour le Pays et +2,3 points pour le reste du Haut-Rhin.

Comparaison spatiale



La structure de la demande d'emploi par âge du Pays de la région mulhousienne est quasiment identique à celle de la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard.

La part des moins de 25 ans est cependant plus importante sur le Pays (+1,3 points par rapport à la CA de Montbéliard) et celle des plus de 50 ans est légèrement plus faible (-1 point). Les chômeurs seniors sont moins nombreux que les jeunes.

Néanmoins, au regard du recul de l'âge de la retraite à 65 ans et du durcissement de la règle concernant la dispense de recherche d'emploi (actuellement à 57,5 ans), cet écart risque de se reserrer. Même s'ils sont moins exposés que ces derniers au risque de perte d'emploi, les seniors, une fois au chômage, ont plus de difficultés à se réinsérer sur le marché du travail.

2.5. Les demandeurs d'emploi travailleurs handicapés

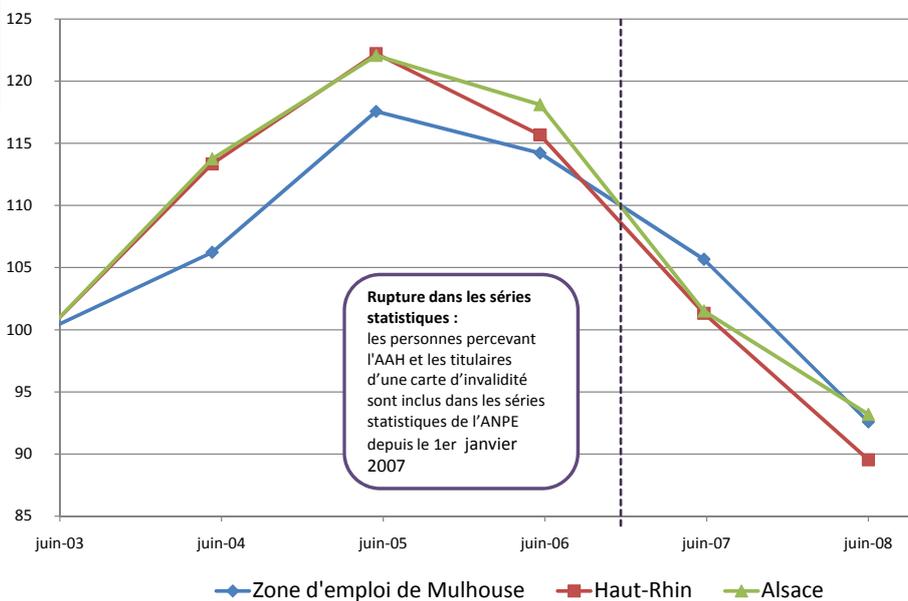
Evolution de la demande - Zone d'emploi de Mulhouse

Tableau 3 : Nombre de travailleurs handicapés (TH) de juin 2003 à juin 2008
Source: ORSAL, DRTEFP

| | juin 2003 | juin 2004 | juin 2005 | juin 2006 | juin 2007 | juin 2008 |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Zone d'emploi de Mulhouse | 1 252 | 1 330 | 1 472 | 1 430 | 1 323 | 1 159 |
| Haut-Rhin | 2 570 | 2 913 | 3 141 | 2 973 | 2 604 | 2 301 |
| Alsace | 5 516 | 6 274 | 6 733 | 6 515 | 5 599 | 5 140 |

Source : ORSAL, DRTEFP

Graphique 10 : Evolution de la demande d'emploi TH de 2003 à 2008
Source: ORSAL, DRTEFP



Pour les trois échelles du territoire, on observe de périodes dans la demande d'emploi des travailleurs handicapés. La première période court de juin 2003 à juin 2005, où on observe une

hausse de la demande d'emploi TH, et la deuxième période s'étend de juin 2005 à juin 2008, où la demande d'emploi diminue pour ce public. En seconde période, la zone

d'emploi de Mulhouse dépasse le Département et la Région. La rupture de série explique probablement ce constat : les personnes percevant l'allocation d'adulte handicapé (AAH) et les titulaires d'une carte d'invalidité sont plus nombreux sur la zone d'emploi que sur le reste de l'Alsace.

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi travailleurs handicapés amorcée en juin 2005 se poursuit. Entre juin 2007 et juin 2008, le nombre de demandeurs d'emploi handicapés est en diminution sur l'Alsace (- 8,2%). Cette baisse est nettement plus marquée dans le Haut-Rhin (- 11,6%) que dans le Bas-Rhin (- 5,2%).

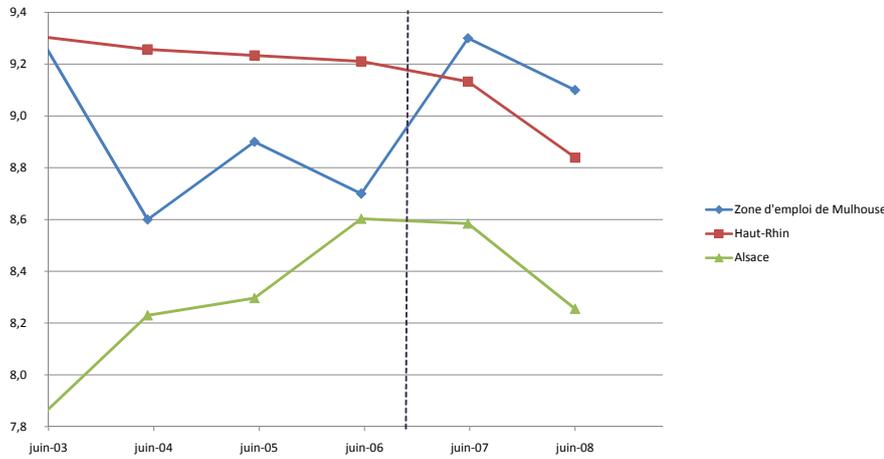
Pour la zone d'emploi de Mulhouse, la baisse atteint 12,4%. Elle concerne 50,4% des demandeurs d'emploi handicapés du Département, ce qui représente 22,5% de la DEFM TH alsacienne.



Source : AURM

Evolution de la part des travailleurs handicapés dans la demande d'emploi

Graphique 11 : Evolution de la part des demandeurs d'emploi TH dans la demande totale (catégories 1 - 2 - 3) - Source: ORSAL, DRTEFP



Sur le territoire, la part des demandeurs d'emploi travailleurs handicapés est de 9,1% de la demande totale (catégories 1, 2 et 3) en juin 2008.

En 2005, la zone d'emploi de Mulhouse enregistre un des taux d'emploi de travailleurs handicapés les plus élevés de la Région (3,8%).

D'après l'ORSAL, plus de la moitié des établissements assujettis (53 %) ne répondent pas entièrement à l'obligation d'emploi et doivent donc payer une contribution à l'Agefiph (Association de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées), proportion proche de la moyenne régionale (56 %).

2.6. Les métiers les plus recherchés (ANPE)

En 2007, les cinq familles de métiers les plus recherchées par les demandeurs d'emploi étaient :

- le personnel du transport et de la logistique.
- le personnel des services administratifs et commerciaux.
- le personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique.
- le personnel de la distribution et de la vente.
- le personnel des services aux personnes et à la collectivité.

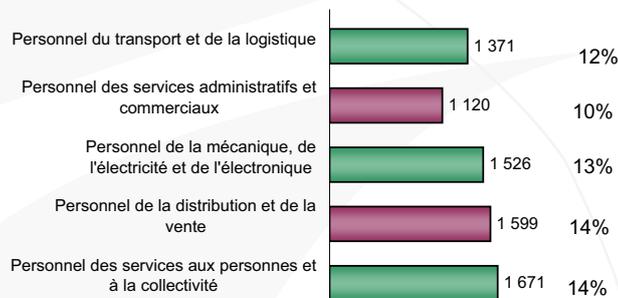
Les cinq secteurs qui recrutent le plus sont (cf. thème 11) :

- l'hôtellerie et la restauration.
- la santé et l'action sociale.
- l'industrie manufacturière.
- le commerce.
- les services aux entreprises.

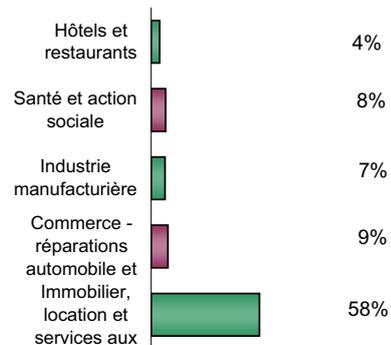


Source : AURM

Graphique 10 : Les 5 métiers les plus recherchés en 2007
Source : ANPE

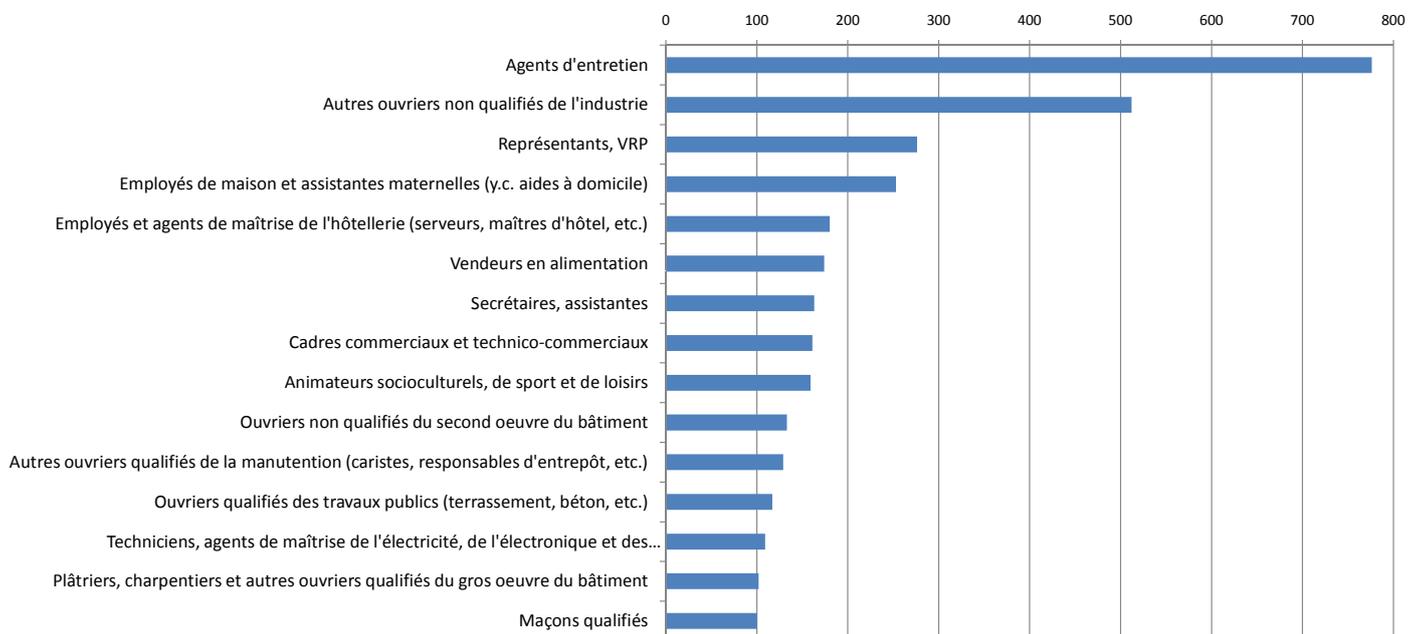


Graphique 11 : Les 5 secteurs qui recrutent le plus en 2007
Source : ANPE



2.7. Besoins en main-d'oeuvre des entreprises en 2008 sur le bassin de Mulhouse (UNEDIC)

Tableau 4: Les 15 métiers les plus recherchés par les entreprises en 2008
Source: UNEDIC, BMO 2008



En 2008, les intentions d'embauches progressent (+20,7%, soit 998 intentions supplémentaires) mais les difficultés de recrutement se renforcent (en moyenne 44,2% en 2008 43,4% en 2007).

Sur le bassin d'emploi, il y a 5 828 intentions d'embauches sur 2008 : cela représente 17,9% des intentions d'embauches de la Région (16,9% en 2007).

L'amélioration des perspectives d'embauche concerne en premier lieu les secteurs du tertiaire avec notamment les métiers suivants : Agents d'entretien (13,3% des intentions) ; Représentants, VRP (8,8%) ; Employés de maison et assistantes maternelles (4,3%) ; ...

Les difficultés de recrutement concernent particulièrement les autres ouvriers non qualifiés de l'industrie, les aides-soignants, les ouvriers qualifiés de la mécanique (soudeurs, monteurs, mécaniciens, ajusteurs, etc.), les éducateurs spécialisés, conseillers d'éducation et surveillants et les conducteurs qualifiés d'engins de chantier du BTP.

Diagnostic

- L'embellie fin 2007 sur le front du chômage profite principalement aux **jeunes** (-15% en 2007 par rapport à 2006), aux **cadres** (-32%) et aux **seniors** (-15%). Cependant, la conjoncture actuelle pourrait avoir des conséquences sur l'évolution de la demande d'emploi de ces publics.
- L'écart entre le bassin d'emploi de Mulhouse et la France se **réduit**.
- La **proportion des femmes** dans la demande d'emploi a augmenté mais est plus faible qu'au niveau départemental (-1,5 points).

Prospective

- Du fait du **ralentissement de l'économie** dans le secteur de l'industrie, la proportion des jeunes demandeurs d'emploi ayant un niveau inférieur ou égal au CAP/BEP est forte (proportion importante de CAP/BEP orientés vers les formations industrielles). Afin de rendre plus aisée l'intégration de ces jeunes sur le marché du travail et leur assurer une certaine flexibilité, il est nécessaire de créer des formations polyvalentes permettant de répondre aux besoins des entreprises en matière de main d'œuvre, à moyen terme et à long terme. En effet, de nouvelles formes de travail existent (voir les nouvelles formes de travail sur le site de la MEF - <http://www.mef-mulhouse.fr/content/view/125/92/>) ; les groupements d'employeurs, tels que GEbosse, ont pour but d'aider les entreprises adhérentes à mutualiser et gérer leurs besoins en compétences.
- Dans le Pays de la région mulhousienne, les **services** ont créés en 11 ans (de 1996 à 2007) plus de 12 000 emplois, le commerce près de 3 000, la construction près de 1 000. De plus, les mouvements d'emploi se traduisent généralement par de plus grandes qualifications (cf. Etude Mouvements d'emploi de 2007). Dans certains domaines, l'offre de formations initiales et de l'enseignement supérieur a suivi ces évolutions. C'est le cas notamment du **domaine du commerce et de la vente** qui concentrent 6% des effectifs lycéens du Pays, 16% des effectifs des Centres de Formation pour Adultes et près de 14% des effectifs de l'enseignement supérieur en lycée et CFA (cf. Thème n° 14 : Formation initiale et Thème n° 15 : Enseignement supérieur). Dans d'autres domaines, tels que **l'accueil, l'hôtellerie et le tourisme**, l'offre de formation est en **inadéquation** avec le marché local (cf. Thèmes n° 14 et 15).
- D'après l'ANPE, plus de **75% des offres comportent une mention de diplôme**, ce qui exclut les demandeurs d'emploi sans diplôme mais expérimentés. C'est un réel enjeu qui invite à revoir les modes et critères de recrutement. De plus, on observe une **discrimination à l'embauche** touchant les jeunes diplômés (notamment pour les jeunes vivant en ZUS) et les **seniors sans diplôme**. Pour les jeunes demandeurs d'emploi sans qualification, l'ANPE a mis en place une plateforme de vocation qui propose des évaluations sur les habiletés à exercer des métiers pour lesquels il existe de réelles opportunités d'embauche, tels que les métiers de l'hôtellerie-restauration (pour lesquels les formations sont rares dans le Pays - cf. Thème n° 14 : Formation initiale), de la santé, du bâtiment et des travaux publics, ...

Annexe 1 : Définition des 8 catégories de la demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont répartis en **8 catégories** selon leur **disponibilité** et la **durée du contrat** qu'ils recherchent (temps complet, partiel,...).

- **Les personnes sans emploi immédiatement disponibles et les situations assimilées**
 - **CATEGORIE 1** Il s'agit des personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDI à plein temps.
 - **CATEGORIE 2** Ce sont les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDI à temps partiel.
 - **CATEGORIE 3** Il s'agit des personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi en CDD, temporaire ou saisonnier, y compris de très courte durée.
- **Les personnes avec ou sans emploi non immédiatement disponibles**
 - **CATEGORIE 4** Ce sont les personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi (par exemple les personnes en arrêt maladie ou en action de formation).
 - **CATEGORIE 5** Ce sont les personnes pourvues d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi.
- **Les personnes avec emploi, non immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi**
 - **CATEGORIE 6** Ce sont les personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un autre emploi, en CDI à plein temps, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (par exemple, les personnes effectuant leur préavis suite à un licenciement et les personnes ayant exercé une activité occasionnelle ou réduite de plus de 78 heures dans le mois d'actualisation).
 - **CATEGORIE 7** Personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un autre emploi, en CDI à temps partiel, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
 - **CATEGORIE 8** Il s'agit des personnes non immédiatement disponibles à la recherche d'un autre emploi, en CDD, temporaire ou saisonnier y compris de très courte durée, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Observer
Anticiper
Adapter

Informier
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 11
Offre et qualité
de l'emploi

Une montée des secteurs du
tertiaire et de la construction
mais une offre d'emploi
encore influencée par
PSA et le travail intérimaire

1. Le nombre d'offres d'emploi enregistrées par l'ANPE

1.1. Offres par bassin d'emploi

Tableau 1 : Evolution des offres d'emploi de 2005 à 2007

Source : ANPE

| Bassins d'emploi | 2007 | 2006 | 2005 | Evolution 2005/2007 |
|---------------------|---------|--------|--------|------------------------|
| Mulhouse | 19 240 | 16 738 | 18 858 | 2,0% |
| Colmar Neuf-Brisach | 12 592 | 12 338 | 11 989 | 5,0% |
| Guebwiller | 2 932 | 2 638 | 2 391 | 22,6% |
| Saint-Louis | 3 962 | 3 716 | 3 590 | 10,4% |
| Thann Cernay | 2 845 | 2 601 | 2 723 | 4,5% |
| Haut-Rhin | 41 571 | 38 031 | 39 551 | 5,1% |
| Région Alsace | 108 572 | 97 710 | 96 461 | 12,6% |

Après avoir connu une baisse de 11,2% entre 2005 et 2006, le nombre d'offres enregistrées à l'ANPE sur le bassin d'emploi de Mulhouse a augmenté de 14,9% sur 2007. En deux ans, elles passent donc de 18 858 à 19 240, soit une hausse de 2%.

Cette augmentation du nombre d'offres enregistrées sur le bassin de mulhouse est cependant la plus faible du Département qui enregistre une hausse de 12,6% en deux ans.

1.2. Analyse des Déclarations Uniques d'Embauche (DUE) de l'URSSAF

Tableau 2 : Evolution des DUE de 2005 à 2007 - Source : URSSAF

L'analyse des déclarations uniques d'embauche (cf. annexe 1) n'est pas intégralement comparable à l'analyse des offres d'emploi enregistrées par l'ANPE.

Ces dernières ne suffisant pas pour analyser la réalité de l'emploi du Pays de la région mulhousienne, il est nécessaire d'observer l'évolution des DUE. Il convient toutefois de bien garder à l'esprit que les DUE présentées ici n'intègrent pas le travail temporaire, qui représentait, en octobre 2008, 36% des offres d'emploi enregistrées à l'ANPE pour le bassin d'emploi de Mulhouse.

Cette analyse permet tout de même de recentrer l'analyse sur les activités puisqu'elle suit les Nomenclatures Economiques de Synthèse (NES) mises en place par l'UNEDIC.

L'analyse des DUE confirme la dynamique positive de l'emploi en 2007. En effet, le Pays de la région mulhousienne connaît une hausse des déclarations d'embauche sur 2007 (+9,2% par rapport à 2006 et +6,5% par rapport à 2005).

La perte de vitesse de l'industrie est confirmée avec une baisse de 22,5%

| NES5 | 2007 | 2006 | 2005 | Evolution 2007/2005 |
|--------------|---------------|---------------|---------------|------------------------|
| INDUSTRIE | 4 019 | 3 803 | 5 189 | -22,5% |
| CONSTRUCTION | 3 107 | 2 777 | 2 528 | 22,9% |
| COMMERCE | 8 779 | 7 692 | 7 713 | 13,8% |
| SERVICES | 35 537 | 32 575 | 32 428 | 9,6% |
| AUTRES* | 79 | 347 | 512 | -84,6% |
| TOTAL | 51 521 | 47 194 | 48 370 | 6,5% |

* la rubrique « Autres » comprend le secteur « agriculture, sylviculture, pêche » (secteur sur lequel l'URSSAF n'a qu'une couverture très marginale par rapport à la MSA) ainsi que les établissements dont l'activité est indéterminée.

de deux ans.

Cette baisse concerne essentiellement les secteurs de l'industrie automobile (-83% entre 2005 et 2007 - cf. annexe 2) et de l'industrie des biens de consommation.

On note également une diminution dans le secteur des services aux entreprises, secteur comprenant le travail temporaire. Cette baisse est étroitement liée à la diminution observée dans l'industrie automobile puisque celle-ci utilise l'intérim comme variable d'ajustement faces aux fluctuations de sa production.



Agence ANPE Glück, Mulhouse
Source : AURM

1.3. Les 10 métiers comptant le plus d'offres d'emploi de 2005 à 2007

Tableau 3 : Les 10 métiers les plus offerts en juin 2008
Source : ANPE

| Métiers (ROME) | Offres enregistrées en juin 2008 - année glissante | Part du total |
|---|--|---------------|
| Tous Rome | 18 214 | 100,0% |
| 44131 Agent/agente de montage-assemblage de la construction mécanique | 1 892 | 10,4% |
| 43311 Agent/agente du stockage et de la répartition de marchandises | 505 | 2,8% |
| 11211 Nettoyeur/nettoyeuse de locaux et de surfaces | 451 | 2,5% |
| 43114 Conducteur/conductrice de transport de marchandises (réseau routier) | 406 | 2,2% |
| 42211 Electricien/électricienne du bâtiment et des travaux publics | 375 | 2,1% |
| 44212 Interconnecteur/interconnectrice en matériel électrique et électromécanique | 326 | 1,8% |
| 43312 Agent/agente de manipulation et de déplacement des charges | 310 | 1,7% |
| 12132 Secrétaire bureautique spécialisé/spécialisée | 267 | 1,5% |
| 42114 Ouvrier/ouvrière de la maçonnerie | 262 | 1,4% |
| 13222 Serveur/serveuse en restauration | 251 | 1,4% |



Agence ANPE Centre, Mulhouse
Source : AURM

Comme en 2005 et 2006, les offres concernant les agents de montage-assemblage de la construction mécanique ont été très importantes dans le bassin de Mulhouse en juin 2008. Cependant, face à la conjoncture de l'industrie automobile notamment, les offres d'emploi relatives à ce métier sont en diminution (-54% par rapport à 2005 et -14% par rapport à 2006). Elles représentent encore 10,4% des offres enregistrées en 2007.

Parmi les 10 métiers ayant le plus d'offres déposées à l'ANPE en 2007, on

retrouve les nettoyeurs de locaux et de surfaces ainsi que les secrétaires bureautiques spécialisées : les métiers du secteur des services sont donc en développement.

Il est également important de souligner :

- la progression des métiers de l'hôtellerie-restauration : le métier de serveur en restauration fait partie des dix métiers les plus recherchés par les entreprises (carence en formation dans ce secteur - cf. Thèmes n° 14 et 15),

- la présence des métiers de la construction tels que les électriciens du bâtiment (secteur où les déclarations uniques d'embauche ont le plus progressé de 2005 à 2007) et des métiers du transport et de la logistique tels que les agents du stockage et de la répartition de marchandises.

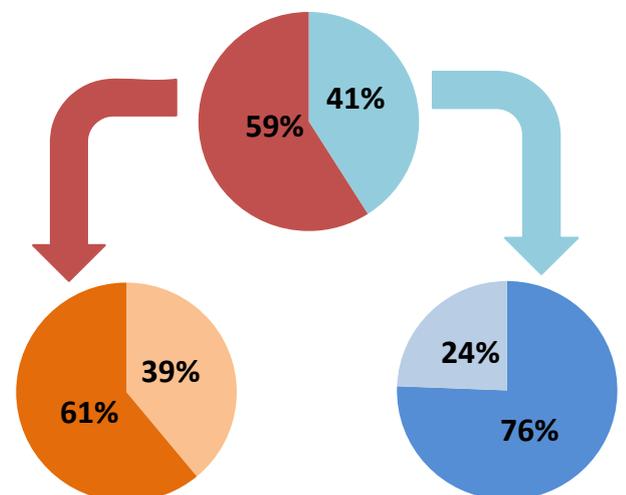
Cependant, même si elles sont en augmentation, certaines offres peuvent être précaires : il est nécessaire d'apprécier leur qualité à travers le type et la durée des contrats proposés.

2. Type et durée des contrats proposés

Sur le bassin d'emploi de Mulhouse, les offres d'emploi durables ne sont pas majoritaires : elles représentent 41% des offres d'emploi totales d'octobre 2008 mais les trois quart sont des offres en contrat à durée indéterminée.

Les offres d'emploi dont la durée est inférieure à 6 mois ne sont pas considérées comme durables. Les missions intérimaires sont nombreuses sur le territoire : 36% des offres totales. Cette importance de l'intérim est notamment due au caractère industriel du territoire qui entraîne une forme de précarité de l'emploi.

| |
|--------------------------|
| Offres d'emploi durables |
| CDI |
| CDD plus de 6 mois |
| Missions < 6 mois |
| Missions intérim |
| CDD moins de 6 mois |



3. Répartition des offres par catégorie professionnelle

Tableau 4 : Offres par catégorie professionnelle en juin 2008

Source : ANPE

| Toutes catégories professionnelles | Offres enregistrées en juin 2008 - année glissante | Proportion parmi le total des offres enregistrées |
|--|--|---|
| 44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique | 3 870 | 21,2% |
| 14 Personnel de la distribution et de la vente | 2 037 | 11,2% |
| 43 Personnel du transport et de la logistique | 1 954 | 10,7% |
| 42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction | 1 814 | 10,0% |
| 12 Personnel des services administratifs et commerciaux | 1 612 | 8,9% |
| 11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité | 1 523 | 8,4% |
| 52 Techniciens industriels | 1 040 | 5,7% |
| 13 Personnel de l'industrie hôtelière | 915 | 5,0% |
| 32 Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication | 482 | 2,6% |
| 23 Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi | 459 | 2,5% |
| 61 Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie | 393 | 2,2% |
| 53 Cadres techniques de l'industrie | 332 | 1,8% |
| 47 Personnel de type artisanal | 326 | 1,8% |
| 33 Cadres commerciaux | 312 | 1,7% |
| 24 Professionnels de la santé (professions paramédicales) | 295 | 1,6% |
| 41 Personnel de l'agriculture et de la pêche | 264 | 1,4% |
| 45 Personnel des industries de process | 201 | 1,1% |
| 22 Professionnels de la formation initiale et de la formation continue | 142 | 0,8% |
| 51 Maîtrise industrielle | 77 | 0,4% |
| 46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois) | 70 | 0,4% |
| 21 Professionnels des arts et du spectacle | 49 | 0,3% |
| 31 Professionnels de la santé (professions médicales) | 47 | 0,3% |

La catégorie professionnelle la plus représentée sur le bassin d'emploi de Mulhouse en juin 2008 est le personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique (21,2% des offres). Cette forte proportion est due à la présence de PSA à Sausheim et de ses fournisseurs (cf. Etude sur la filière automobile).

L'expansion du secteur des services se confirme. En effet, les offres enregistrées en juin 2008 dans la catégorie du personnel de la distribution et de la vente représente 11,2% des offres enregistrées sur la période et le personnel des services aux personnes et à la collectivité représente 8,4%.

Comme au niveau national, le secteur de l'industrie hôtelière se développe : 5% des offres concernent le personnel de l'industrie hôtelière.

Le personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction représente 10% des offres, ce qui montre l'importance du secteur de la construction sur le territoire.

4. Métiers en tension et métiers offrant peu de débouchés

Indice de tension

L'indice de tension consiste à faire le rapport entre les offres enregistrées et la demande enregistrée. Si ce rapport est supérieur à 1, cela signifie qu'il y a plus d'offres que de demandeurs donc que le métier peut être considéré en tension. Si ce rapport est proche de 0, cela signifie que le métier offre peu de débouchés.

Parmi les 20 métiers considérés ici en tension (cf. annexe 3), on a les agents distributeurs (journaux, publicité, ...). En effet, en juin 2008, 230 offres ont été enregistrées pour 7 demandeurs d'emploi de catégories 1, 2 et 3. Ce fort indice de tension s'explique par la nature des offres : ce sont en général des offres de très courtes durées et il existe un turn-over important.

Les métiers d'agent de découpage des métaux, qui est un métier du personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique recrutent (31 offres en un an) mais il n'y a que très peu de demandeurs d'emploi inscrits dans ce métier.

Les métiers du domaine de la santé (professions paramédicales) sont également en tension : orthophoniste (17 offres), prothésiste-orthésiste (7 offres) et ergothérapeute (11 offres).

Certains métiers n'offrent que très peu de débouchés du fait de la forte demande. C'est le cas notamment du personnel navigant commercial de l'aviation civile, des professionnels d'activités sportives, des cadres techniques d'études scientifiques et de recherche fondamentale, des agents de la sécurité et de l'ordre public, ...

L'objectif est donc de réorienter les demandeurs d'emploi inscrits dans ces métiers vers les métiers qui recrutent. Cette réorientation peut s'effectuer par le biais de formations courtes et polyvalentes.



Diagnostic

- Le **travail temporaire** représente un poids important (4,8% de l'emploi salarié privé total en 2007), en raison notamment de PSA puisque le secteur de l'industrie est lié à celui-ci (variable d'ajustement des effectifs à la charge de travail - cf. Thème n° 9 : Emploi total).
- Les **métiers des secteurs du tertiaire et de la construction** se développent, notamment à travers le Programme de Rénovation Urbaine pour le secteur de la construction (près de 264 M€ alloués au programme) qui a pour objectif d'améliorer la vie dans les quartiers les plus en difficulté (Vauban-Neppert, Cité-Briand, Franklin-Fridolin, Wolf-Wagner-Mertzau, Bourtzwiller et Coteaux).
- Il y a des métiers en **tension** dans le Pays de la région mulhousienne comme les agents de découpage des métaux, mais aussi des métiers offrant **peu de débouchés** tels que le personnel navigant commercial de l'aviation civile, les professionnels d'activités sportives, ...

Prospective

- Pour **répondre aux besoins des entreprises**, il est nécessaire de réorienter les demandeurs d'emploi vers les métiers enregistrant le plus d'offres et de les former (cf. Thèmes n° 14 et 15). Il s'agit par exemple des métiers du secteur des services.
- Il est impératif de **lever certains freins** à l'accessibilité à l'emploi tels que le permis et l'alphabetisation.
- Une étude sur les **mouvements d'emploi** a été réalisée en 2007. Elle consiste à analyser le volume des mouvements (créations et destructions) dans les entreprises du secteur privé afin de mieux connaître l'évolution de la nature des emplois sur le territoire du Pays de la région mulhousienne. En effet, les mouvements d'emploi se traduisent généralement par de plus grandes qualifications.

Annexe 1 : Déclarations Uniques d'Embauche (URSSAF)

La Déclaration Unique d'Embauche (DUE) est obligatoire lors de l'embauche d'un salarié. Elle permet de remplir, en une seule formalité, l'essentiel des obligations déclaratives incombant à l'employeur. L'organisme à contacter est l'URSSAF dont relève l'établissement, qui se chargera par la suite de communiquer les informations recueillies aux organismes sociaux et aux administrations concernées.

Cette formalité ne concerne cependant pas certaines catégories d'emploi qui ont recours à des formules déclaratives spécifiques, il s'agit des particuliers employeurs d'employés de maison et des employeurs occasionnels d'intermittents du spectacle.

De même, certaines entreprises peuvent, sous conditions, recourir à une formalité simplifiée de déclarations liées à l'embauche telle que le titre emploi entreprise (TEE). Dans cette hypothèse, les volets «identification du salarié» servent de déclaration unique d'embauche.

Les entreprises concernées doivent réunir les conditions suivantes :

- relever de certains secteurs d'activités ;
- quel que soit l'effectif, occuper des salariés occasionnels dans la limite de 100 jours, consécutifs ou non, par année civile (ou pour les salariés rémunérés à l'heure dans la limite de 700 heures par année civile).

Annexe 2 : Evolution des DUE par secteur d'activité de 2005 à 2007 (source : URSSAF)

| Secteur d'activité (NES16) | 2007 | 2006 | 2005 | Evolution 2007/2005 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------------|
| Industries agricoles et alimentaires | 1 807 | 1 285 | 1 326 | 36,3% |
| Industries des biens de consommation | 349 | 499 | 531 | -34,3% |
| Industrie automobile | 336 | 701 | 1 978 | -83,0% |
| Industries des biens d'équipement | 556 | 455 | 445 | 24,9% |
| Industries des biens intermédiaires | 895 | 810 | 823 | 8,7% |
| Energie | 76 | 53 | 86 | -11,6% |
| Construction | 3 107 | 2 777 | 2 528 | 22,9% |
| Commerce | 8 779 | 7 692 | 7 713 | 13,8% |
| Transports | 1 540 | 1 443 | 1 575 | -2,2% |
| Activités financières | 506 | 619 | 532 | -4,9% |
| Activités immobilières | 706 | 673 | 586 | 20,5% |
| Services aux entreprises | 10 764 | 12 297 | 12 778 | -15,8% |
| Services aux particuliers | 11 083 | 8 848 | 8 835 | 25,4% |
| Education, santé, action sociale | 8 156 | 6 152 | 5 582 | 46,1% |
| Administration et activités associatives | 2 782 | 2 543 | 2 540 | 9,5% |
| Autres* | 79 | 347 | 512 | -84,6% |
| TOTAL | 51 521 | 47 194 | 48 370 | 6,5% |

Annexe 3 : Répartition des offres par catégorie professionnelle en juin 2008 (source : ANPE)

| | Offres enregistrées en juin 2008 - année glissante | Proportion parmi le total des offres enregistrées |
|--|--|---|
| Toutes catégories professionnelles | 18 214 | 100,0% |
| 44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique | 3 870 | 21,2% |
| 14 Personnel de la distribution et de la vente | 2 037 | 11,2% |
| 43 Personnel du transport et de la logistique | 1 954 | 10,7% |
| 42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction | 1 814 | 10,0% |
| 12 Personnel des services administratifs et commerciaux | 1 612 | 8,9% |
| 11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité | 1 523 | 8,4% |
| 52 Techniciens industriels | 1 040 | 5,7% |
| 13 Personnel de l'industrie hôtelière | 915 | 5,0% |
| 32 Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication | 482 | 2,6% |
| 23 Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi | 459 | 2,5% |
| 61 Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie | 393 | 2,2% |
| 53 Cadres techniques de l'industrie | 332 | 1,8% |
| 47 Personnel de type artisanal | 326 | 1,8% |
| 33 Cadres commerciaux | 312 | 1,7% |
| 24 Professionnels de la santé (professions paramédicales) | 295 | 1,6% |
| 41 Personnel de l'agriculture et de la pêche | 264 | 1,4% |
| 45 Personnel des industries de process | 201 | 1,1% |
| 22 Professionnels de la formation initiale et de la formation continue | 142 | 0,8% |
| 51 Maîtrise industrielle | 77 | 0,4% |
| 46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois) | 70 | 0,4% |
| 21 Professionnels des arts et du spectacle | 49 | 0,3% |
| 31 Professionnels de la santé (professions médicales) | 47 | 0,3% |



Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



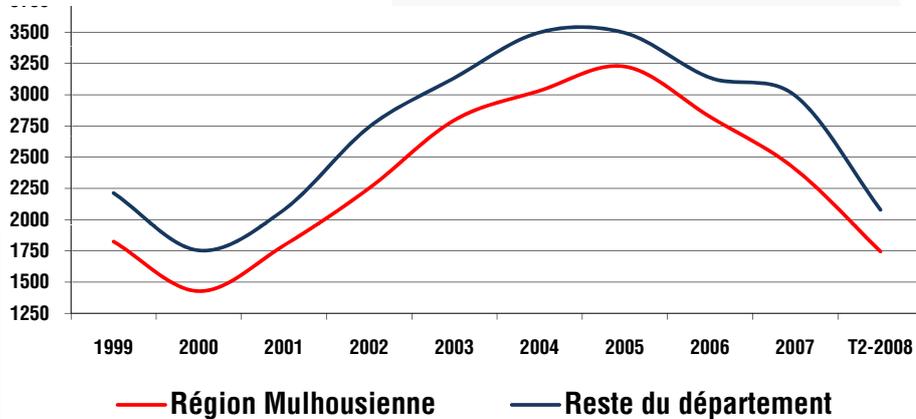
Thème n° 12
Insertion

Un maillage dense
de structures d'insertion
et des liens à consolider

1. Situation des publics fragilisés face à l'emploi

1.1. Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

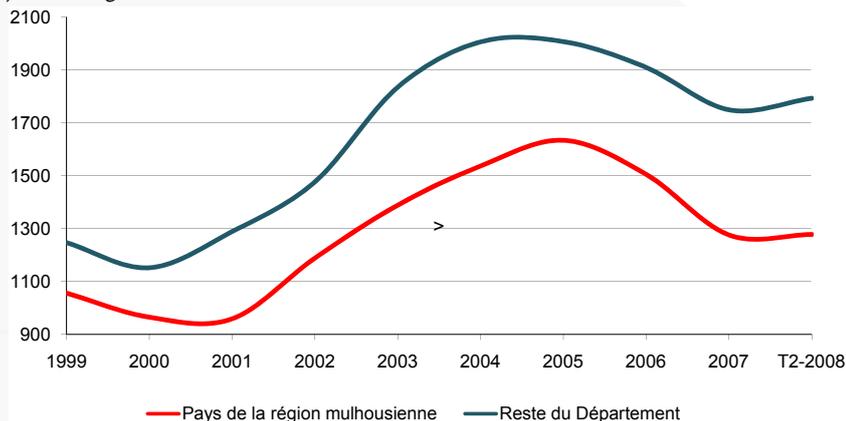
*Graphique 1 : Evolution du volume de demandeurs de moins de 25 ans depuis 1999
Pays de la région mulhousienne - Source : DRTEFP / DARES*



Les moins de 25 ans sont les premiers bénéficiaires du recul du chômage : leur nombre baisse depuis 2005 et leur part dans le nombre total de chômeurs aussi : ils représentaient 19,3% en juin 2006 et 18,3% en juin 2008 (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi). Au-delà de la conjoncture, les déterminants individuels des chômeurs jouent un rôle majeur : le retour à l'emploi est plus facile pour les jeunes et les diplômés.

1.2. Demandeurs d'emploi seniors

*Graphique 2 : Evolution du volume de demandeurs de 50 ans et plus depuis 1999
Pays de la région mulhousienne - Source : DRTEFP / DARES*

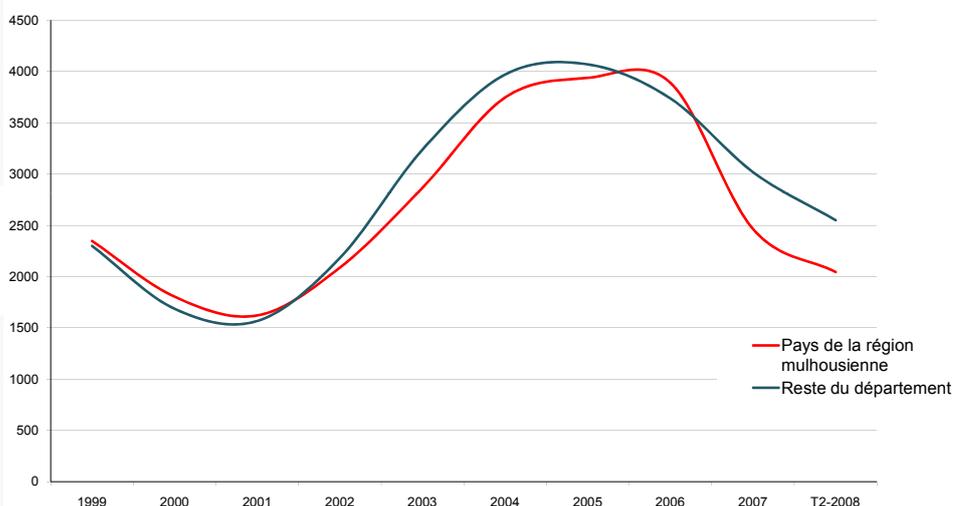


Jusqu'en décembre 2007, l'évolution du volume de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a suivi la même dynamique structurelle que celle des moins de 25 ans. cependant, la demande d'emploi des seniors est en légère augmentation sur le premier semestre de 2008.

La proportion des seniors dans la demande d'emploi total est en nette augmentation sur juin 2008 : +1,6 points pour le Pays et +2,3 points pour le reste du Haut-Rhin (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi).

1.3. Demandeurs d'emploi de longue durée

*Graphique 3 : Evolution du volume de demandeurs d'emploi de longue durée depuis 1999
Pays de la région mulhousienne - Source : DRTEFP / DARES*



Le Pays de la région mulhousienne concentre près de la moitié des chômeurs de longue durée du Département.

Néanmoins, en juin 2008, le nombre de chômeurs longue durée sur le territoire se démarque du reste du Haut-Rhin : il représente 44% des chômeurs longue durée du Département.

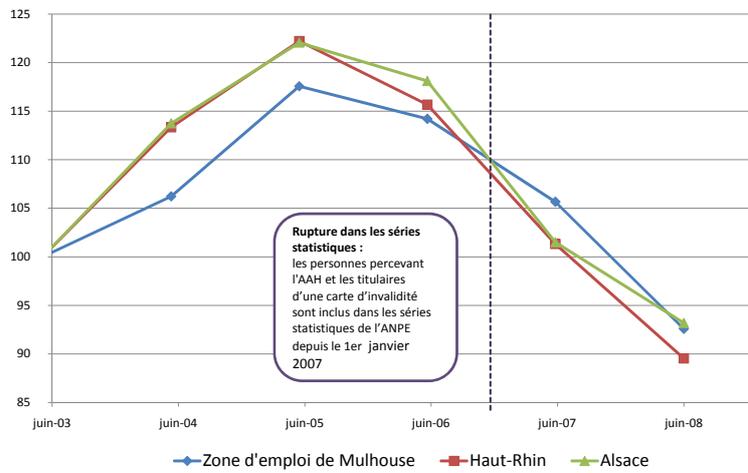
L'ancienneté au chômage apparaît comme le frein le plus important pour reprendre une activité, quel que soit le contexte économique. La probabilité de retrouver un emploi décroît lorsque l'ancienneté au chômage s'installe durablement (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi).

Face aux mutations du marché du travail (cf. Thème n°9 : Emploi total), le socle des chômeurs de longue durée reflète la difficile réinsertion de certains demandeurs d'emploi.

1.4. Demandeurs d'emploi travailleurs handicapés

Graphique 4 : Evolution de la demande d'emploi TH de 2003 à 2008

Source : DRTEFP / ORSAL



Malgré l'obligation d'employer des travailleurs handicapés à hauteur de 6% des effectifs dans les entreprises, la présence d'établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ainsi que d'entreprises adaptées, les demandeurs d'emploi handicapés voient leurs effectifs augmenter nettement jusqu'en juin 2005 pour le territoire mulhousien comme pour le Département et la Région.

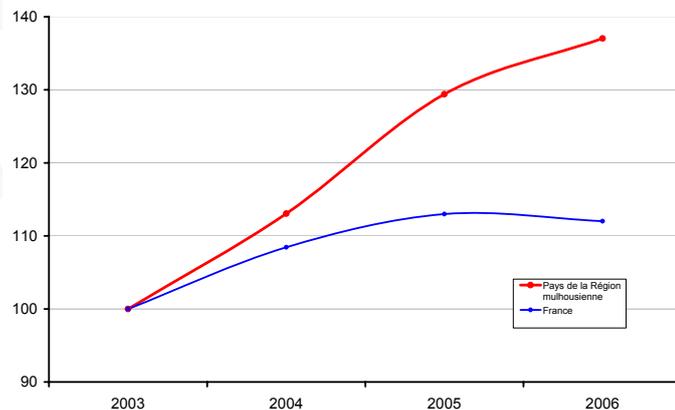
Après cette période, la demande d'emploi TH est en diminution (-12.4% sur la zone d'emploi de Mulhouse en juin 2008 par rapport à juin 2007).

1.5. Bénéficiaires du Revenu Minimum d'insertion (RMI)

Graphique 5 : Evolution des bénéficiaires du RMI de 2003 à 2006

Source : CAF68

Le nombre d'allocataires CAF a relativement peu varié dans le Pays de la région mulhousienne de 2003 à 2006 (cf. Thème n°3 : Qualité de vie). Par contre, la part des bénéficiaires du RMI a fortement augmenté depuis 2003 (+3,2 points en 2006 par rapport à 2003). Cette augmentation est pour partie liée à la dégradation de la situation de l'emploi.



Le revenu de solidarité active

La loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion a été promulguée le 1er décembre 2008 et publiée au Journal officiel de la République française du 3 décembre 2008.

Déjà expérimenté dans 34 départements (à la suite de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite loi TEPA), le revenu de solidarité active (RSA) concerne les allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI) et de l'allocation de parent isolé (API) qui reprennent un emploi.

Il doit à partir du 1er juin 2009 se substituer à ces deux allocations ainsi qu'à la prime de retour à l'emploi.

L'allocation versée aux bénéficiaires sans emploi sera au niveau de l'actuel

RMI, majorée pour les personnes seules ayant des enfants à charge dans des conditions similaires à celles permettant aujourd'hui le versement d'une allocation de parent isolé (API).

Pour inciter au retour à l'emploi, le RSA garantit une augmentation de revenu lors de la reprise d'un emploi ce qui pourra se traduire par le maintien d'une partie du RSA. Le montant de cette aide sera équivalent au montant de l'ancienne allocation moins 38% du nouveau salaire, la part de RSA maintenue diminue ainsi lorsque le salaire augmente. Des aides personnalisées et ponctuelles sont également prévues pour permettre de faire face à des dépenses liées à la reprise du travail (transports, garde d'enfant, etc...).

L'ensemble des travailleurs à revenu modeste bénéficiera du RSA même ceux qui ne seront pas en situation de

reprise d'emploi. Un salaire plafond est fixé pour pouvoir bénéficier du RSA équivalent à 1,04 SMIC pour une personne seule.

La mise en place du RSA s'accompagnera d'un renforcement des devoirs pour les bénéficiaires qui verront leur RSA suspendu après le refus de deux offres raisonnables d'emploi, sauf en cas d'obstacles personnels particuliers à la recherche d'emploi.

Le rôle du département est confirmé dans la gestion des politiques d'insertion. Il sera compétent pour l'ensemble des décisions individuelles (attribution, suspension, radiation) et aura la possibilité d'élargir l'assiette des bénéficiaires (stagiaires, travailleurs indépendants, etc...). Il aura la charge du financement de la partie du RSA correspondant au RMI et à l'API transférés.

2. Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)

2.1. Répartition géographique des SIAE

Tableau 1 : SIAE par secteur géographique - Source : URSIEA

| | Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion | Associations Intermédiaires | Entreprises d'Insertion | Ateliers et Chantiers d'Insertion | Total |
|----------------------------------|---|-----------------------------|-------------------------|-----------------------------------|-----------|
| Alsace | 12 | 29 | 46 | 47 | 134 |
| Haut-Rhin | 8 | 17 | 15 | 16 | 56 |
| Zone d'emploi de Mulhouse | 5 | 6 | 12 | 10 | 33 |
| ZE de Colmar Neuf-Brisach | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| ZE de Guebwiller | 0 | 2 | 1 | 0 | 3 |
| ZE d'Altkirch | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 |
| ZE de Thann-Cernay | 1 | 2 | 0 | 1 | 4 |
| ZE de Saint-Louis | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |

33 des 56 SIAE (soit 58,9%) travaillant dans le Département du Haut-Rhin sont implantées dans la zone d'emploi de Mulhouse.

Le poids démographique de l'Agglomération mulhousienne à l'échelle départementale explique logiquement ce chiffre.

On retrouve les SIAE dans diverses activités, notamment des activités de nettoyage ou du bâtiment.

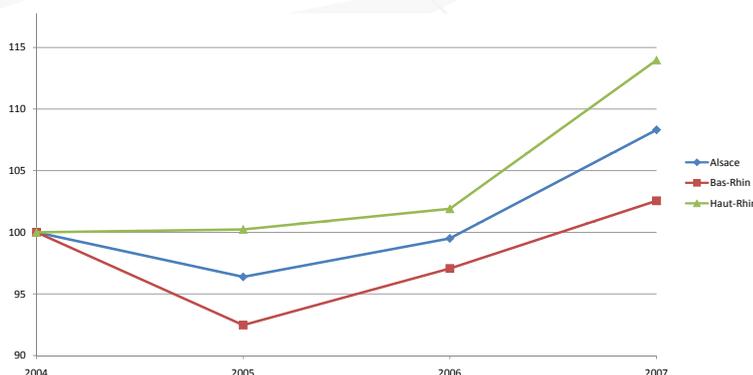
Quelques exemples de SIAE basée sur le Pays de la région mulhousienne en 2008 :

- Parmi les AI :
 - AMAC (association mulhousienne d'aide aux chômeurs) : basée à Mulhouse, créée en 1989 et comptant 455 salariés en insertion sur 465 (97,8%),
 - DSHA (Domicile Services Haute Alsace) : basée à Mulhouse, créée en 1987 et comptant 524 salariés en insertion sur 530 (98,9%).
- Parmi les ACI :

- Fondation de l'Armée du Salut : basée à Mulhouse, créée en 1974 et comptant 30 salariés en insertion sur 35 (85,7%),
- INSEF (Insertion sociale par l'emploi et la formation) : basée à Lutterbach, créée en 1984 et comptant 17 salariés en insertion sur 20 (85%),
- Affaire d'entraide à Kingersheim, ...
- Parmi les EI :
 - Inter-Régie Multiservices (bâtiment) : basée à Mulhouse, créée en 1999 et comptant 44 salariés en insertion sur 76 (57,9%),
 - Construire nettoyage : basée à Mulhouse, créée en 1994 et comptant 35 salariés en insertion sur 62 (56,5%).
- Parmi les ETTI :
 - Emploi68 : basée à Mulhouse, créée en 1999 et comptant 150 salariés en insertion sur 153 (98%),
 - Inser Emploi : basée à Mulhouse, créée en 1994 et comptant 664 salariés en insertion sur 684 (97,1%),
 - Envie Haute Alsace : basée à Kingersheim, créée en 1993 et comptant 17 salariés en insertion sur 21 (81%),
 - Im'serson à Wittenheim, ...

2.2. Caractéristiques des salariés des SIAE

Graphique 6 : Evolution des sorties de structures d'insertion - Source : URSIEA



Définition et rôle

Parmi les structures d'insertion par l'activité économique, il convient de distinguer les initiatives qui s'exercent dans :

- le **secteur marchand** : entreprises d'insertion (EI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), associations intermédiaires (AI),
- le **secteur non marchand** : ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

Les SIAE du secteur marchand sont complètement intégrées dans le secteur professionnel dans lequel elles exercent leur activité économique et ont pour mission de forger des compétences pour conduire le personnel vers une insertion durable.

Les SIAE relevant du secteur non marchand sont des structures d'utilité sociale autorisées au recours des contrats aidés (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi ou Contrats d'Avenir) et dont la mission consiste à remettre en confiance des personnes souvent exclues du marché du travail depuis de longues années.

L'Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Economique d'Alsace (URSIEA) est une association de droit local (loi de 1908) qui a pour objectif de fédérer les Structures d'Insertion par l'Economique (SIAE) alsaciennes.

L'augmentation du nombre de personnes sorties des structures d'insertion est continue depuis 2004 pour le Haut-Rhin.

Contrairement à la Région Alsace, le Département n'a pas connu de diminution entre 2004 et 2005.

De manière générale, le Département concentre plus de personnes sorties des structures d'insertion que le Bas-Rhin.

Ce constat pourrait être le signe d'un affaiblissement des difficultés rencontrées par les personnes en insertion dans le Département puisque la proportion de sorties par rapport aux entrées dans les dispositifs d'insertion est en augmentation sur 2007 (46,3% en 2007 et 40% en 2006 pour le Haut-Rhin ; 46% et 41,7% pour l'Alsace).

Tableau 3 : Taux de croissance annuel des sorties suivant le niveau de formation
Source : URSIEA

| | Alsace | Haut-Rhin |
|---------------|--------|-----------|
| infra V et VI | -0,3% | 0,9% |
| V bis et V | 0,6% | -1,0% |
| IV et + | 4,4% | 8,7% |
| Total | -0,4% | -0,4% |

On observe une baisse sensible des personnes ayant une qualification de niveau Vbis et V (CAP/BEP) au niveau du Haut-Rhin.

Tableau 4 : RMIstes en insertion
Source : URSIEA

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-----------|------|------|------|------|
| Alsace | 1531 | 1436 | 1499 | 1718 |
| Haut-Rhin | 599 | 536 | 582 | 854 |



Sur les trois premières années observées, la proportion d'adultes en insertion est plus élevée dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin. La proportion des personnes de moins de 26 ans et de plus de 50 ans en insertion est en diminution sur 2007 pour le Haut-Rhin : les jeunes et les seniors en insertion ont donc bénéficié de la diminution du chômage (cf. partie 1 de ce thème).

Tableau 2 : part des sorties du Haut-Rhin dans l'Alsace par âge - Source : URSIEA

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|----------|-------|-------|-------|-------|
| - 26 ans | 55,6% | 62,3% | 56,2% | 55,0% |
| Adultes | 48,8% | 49,4% | 49,6% | 52,4% |
| + 50 ans | 51,4% | 53,6% | 57,1% | 53,1% |
| Total | 50,4% | 52,4% | 51,6% | 53,1% |

En revanche, la part des personnes ayant un niveau de qualification « moyen à élevé » (niveaux IV et + : Bac, Bac Pro, Brevet de Technicien, Diplômes d'études supérieures) est en forte augmentation, principalement dans le Haut-Rhin.

L'évolution des niveaux de qualification des personnes en insertion suit donc logiquement l'évolution des niveaux de l'ensemble de la population en âge de travailler en Alsace, à savoir une augmentation constante du niveau global de qualification (cf. Thème n°13 :

Niveau de formation de la population). Cette caractéristique pourrait aussi néanmoins être le reflet d'un marché du travail local qui a de plus en plus de mal à intégrer tous les diplômés des diverses formations présentes en Alsace (cf. Thème n°14 : Formation initiale). La situation semble plus préoccupante pour le Haut-Rhin. En effet, le nombre de personnes ayant un niveau de qualification supérieur ou égal à IV entrant en structure d'insertion a augmenté de 8,7% en moyenne annuelle.

Tableau 5 : Travailleurs handicapés en insertion - Source : URSIEA

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-----------|------|------|------|------|
| Alsace | 399 | 342 | 307 | 360 |
| Haut-Rhin | 168 | 152 | 143 | 135 |

Le nombre de bénéficiaires du RMI parmi les personnes en insertion est en forte augmentation sur 2007 (+46,7% en un an sur le Haut-Rhin et +14,6% pour la Région Alsace). Par contre, au niveau des travailleurs handicapés, on constate une légère diminution pour le Haut-Rhin (-5,6% contre +17,3% en Région).

On note une forte croissance annuelle des sorties d'insertion vers une formation au niveau du Haut-Rhin (+13,4% par an en moyenne).

On notera en revanche une différence des taux de croissance annuel des sorties vers un emploi à durée indéterminée : le Haut-Rhin se caractérise par une plus forte précarité.

C'est aussi probablement le signe que le marché du travail du Haut-Rhin est moins dynamique et plus fragile que son homologue bas-rhinois.

Tableau 6 : Taux de croissance moyen annuel des sorties de suivant la situation - Source : URSIEA

| | Alsace | Haut-Rhin |
|--------------------|--------|-----------|
| CDI | 7,2% | 5,6% |
| CDD | 3,7% | 8,1% |
| Formation | 4,1% | 13,4% |
| Demandeur d'emploi | 5,4% | 7,1% |

3. Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrit dans le cadre de la politique européenne de cohésion économique et sociale : il bénéficie à ce titre des interventions financières du Fonds Social Européen.

Plate forme partenariale, le PLIE est reconnu pour sa dynamique d'accompagnement individualisé vers l'emploi

3.1. Les quatre priorités du PLIE

Le PLIE a pour objectif de faciliter l'accès à l'emploi durable et à la formation qualifiante ou diplômante des résidents des communes adhérentes du PLIE (38).

Les priorités du PLIE sont :

- Organiser des opérations de recrutement avec les entreprises,
- Insérer les jeunes en grandes difficultés,
- Insérer les bénéficiaires des minima sociaux,
- Insérer les demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 50 ans.

- Le niveau de qualification

Le niveau de qualification doit rester inférieur au niveau V. Dans certains cas, le diplôme peut être considéré comme obsolète en fonction de la spécialité et/ou de la durée d'inactivité dans le domaine concerné.

Les titres obsolètes dès l'obtention sont : les CAP/BEP, Couture, Sanitaire et Social, Esthétique, l'ETC Bio Service.

3.3. Le parcours du PLIE

Etape A : Observation, élaboration du parcours et du contrat d'insertion (de 1 à 3 mois),

Etape B : Intégration, mise en situation de travail, formation,

Etape C : Validation de l'employabilité,

Etape D : Préparation à la sortie du PLIE,

Etape E : Placement à l'emploi ou en formation qualifiante,

Etape F : Sortie positive au sens du PLIE (validée à plus de 6 mois),

Etape G : Abandon,

Etape H : Amélioration significative

des publics les plus éloignés et est au cœur de la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la région mulhousienne.

Les PLIE constituent un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

3.2. Les critères d'entrée

Limité en 1993 à la ville de Mulhouse, le PLIE s'est étendu au Pays de la région mulhousienne et aux communes de Wittelsheim et Ensisheim.

Les bénéficiaires du PLIE doivent donc résider dans une des communes du Territoire.

- Situation vis-à-vis de l'emploi
- Le bénéficiaire du PLIE doit être inscrit à l'ANPE et être :
 - Demandeur d'emploi de longue durée,
 - Bénéficiaire de l'allocation spécifi-

(liste non exhaustive et évoluant avec le marché du travail). Ils peuvent également être obsolètes au bout de 3 ans, lorsque le titulaire n'a jamais exercé professionnellement dans la spécialité et lorsque le titulaire n'a plus exercé dans la spécialité pendant 5 ans.

3.4. Les sorties du PLIE

sans pouvoir être comptabilisée comme sortie positive du PLIE.

Une sortie du PLIE est considérée comme réussie si le bénéficiaire de l'accompagnement a :

- un contrat de travail de droit commun : CDI, CDD de plus de 6 mois ; y compris les contrats d'insertion dans l'emploi,
- le contrat de qualification/professionnalisation, le contrat d'apprentissage, ...
- un contrat de mission intérim,
- une création d'entreprise : activité

Plateformes de coordination et d'ingénierie, les PLIE mobilisent, pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs clairement identifiés, l'ensemble des acteurs intervenant avec l'Etat et le Service Public de l'Emploi en matière d'insertion sociale et professionnelle (collectivités territoriales, entreprises et organismes socioprofessionnels, structures d'insertion par l'activité économique, associations).

- que de solidarité,
- Bénéficiaire d'une reconnaissance travailleur handicapé Cotorep,
- Bénéficiaire d'une invalidité CPAM,
- Jeune de moins de 26 ans primo demandeur d'emploi,
- Primo demandeurs d'emploi sans qualification,
- Parent isolé,
- Sortant de prison.



Chantier du TRAM, Mulhouse
Source : SITRAM

Sorties du PLIE en 2007

Tableau 7 : Données 2007 du PLIE du Pays de la région mulhousienne
Source : PLIE

| | 2007 | Evolution 2007/2006 |
|-------------------------------|-------|------------------------|
| Personnes suivies en parcours | 2 302 | -37,1% |
| Sorties positives | 343 | -39,7% |
| dont emploi | 319 | -37,2% |
| dont formation qualifiante | 24 | -60,7% |
| Sorties autres (*) | 218 | -83,0% |

Les personnes en parcours PLIE sont très éloignées de l'emploi. En 2007, 2 302 personnes étaient en parcours. Parmi ces personnes, 53% sont des femmes et 30,4% sont des moins de 26 ans. Plus de 93% des personnes en parcours PLIE a un niveau d'étude inférieur au CAP.

Le nombre de personnes suivies par le PLIE a diminué de 37,1% en 2007 par rapport à 2006.

Logiquement, le nombre de sorties positives a baissé dans des proportions équivalentes. Le taux de sorties posi-

ves en 2007 est de 55,2%.

La majorité des sorties positives se fait vers l'emploi (93% en 2007 et 89,3% en 2006).

Cette forte diminution de personnes suivies par le PLIE s'explique.

L'ancien protocole PLIE 2000 – 2006 prévoyait le suivi socio professionnel pour 2 800 personnes.

Le nouveau protocole PLIE a été signé pour une nouvelle période de 2007 à 2011 pour 1 500 personnes en suivi actif.

De nombreuses personnes ont été réo-

(*) **Sorties autres** : amélioration de la situation (travail moins de 20H/semaine), arrêt volontaire des recherches d'emploi, changement de dispositif (RMI), décès, déménagement, maladie, maternité, rupture de parcours.

rientées vers des dispositifs d'accompagnement spécifiques notamment les bénéficiaires du RMI et des salariées dans les structures d'insertion comme les Chantiers d'insertion.

Le nombre de référents financés dans le cadre du suivi des publics spécifiques sur le territoire n'a pas diminué. Les publics sont toujours pris en charge par leur conseiller socio-professionnel mais ceux-ci sont financés par d'autres dispositifs européens.

Diagnostic

- L'embellie fin 2007 sur le front du chômage profite principalement aux **jeunes** (-15% en 2007 par rapport à 2006), aux **cadres** (-32%) et aux **seniors** (-15%). Cependant, la conjoncture actuelle pourrait avoir des **conséquences négatives** sur l'évolution de la demande d'emploi de ces publics, **impactant ainsi les sorties positives** des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) et du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).
- La présence de **nombreuses SIAE** dans la zone d'emploi de Mulhouse paraît être la conséquence et non la cause de la présence dans ce même périmètre d'une **population précaire, fragile et très éloignée de l'emploi** (cf. Thème n°3 : Qualité de vie et Thème n°10 : Demande d'emploi).

Prospective

- Au vue de l'**ampleur des difficultés** rencontrées par certains publics fragiles face à l'emploi, le **maillage dense** des structures d'insertions ainsi que les actions du PLIE sont à **entretenir et à développer**. Il est nécessaire de renforcer les liens entre le monde de l'entreprise et le monde de l'insertion.
- Face aux **critères exigés dans les offres d'emploi** (près des trois quart comportent une mention de diplôme - cf. Thème n°10 : Demande d'emploi) et à la **discrimination à l'embauche** touchant notamment les jeunes issus des zones urbaines sensibles, les structures d'insertion doivent encore accentuer leurs actions en faveur des publics en difficulté.
- Pour l'**insertion professionnelle des jeunes**, des actions spécifiques sont menées notamment par l'intermédiaire de la **mission locale**. De plus, une « **école de la deuxième chance** » ouverte aux jeunes les plus exclus de la société (entre autre les jeunes issus de ZUS) a été ouverte à Mulhouse. Elle accueille 100 jeunes par an.





Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 13

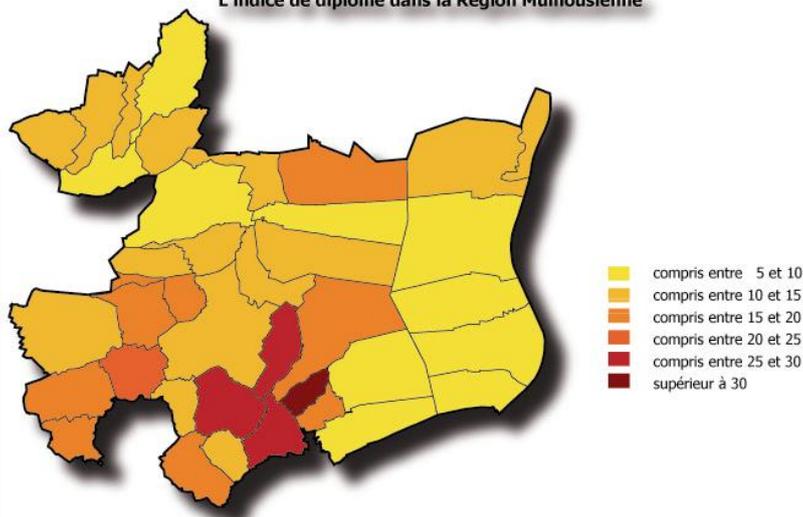
Niveau de formation
de la population

Le diplôme réduit le
risque de chômage

1. Niveaux de diplôme de la population (INSEE RGP 1999)

Il faut rester vigilant quant à cette analyse puisque l'indice de diplôme fait appel au recensement général de la population de 1999 et que les revenus moyens concernent l'année 2005.

L'indice de diplôme dans la Région Mulhousienne



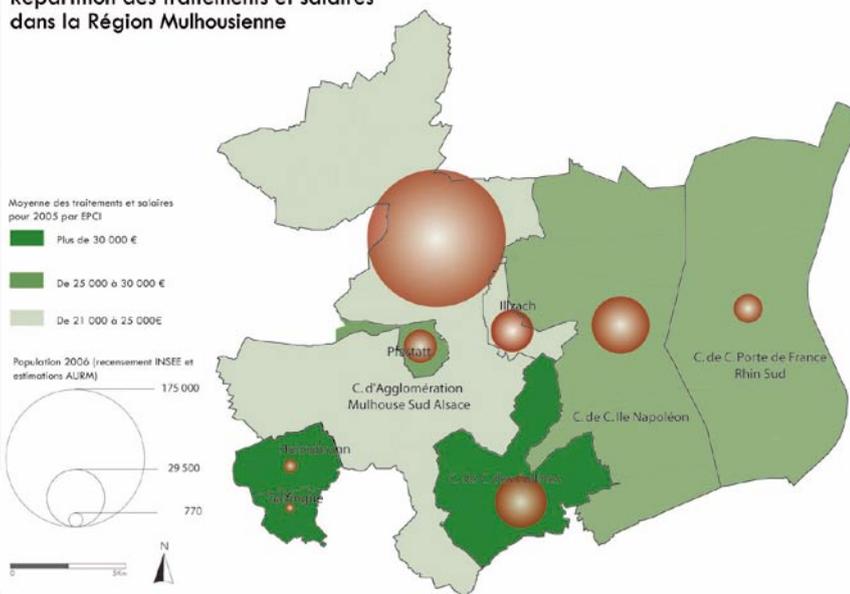
L'indice de diplôme est le rapport entre le nombre d'habitants ayant un diplôme supérieur au baccalauréat et ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat ou qui n'en ont pas.

Source : INSEE, RGP 1999
Réalisation : AURM, 2007

Cette carte se superpose presque parfaitement avec la carte montrant le nombre d'emplois transfrontaliers par commune (cf. thème 9 : Emploi total - page 8), ce qui tend à démontrer la relative dépendance du Pays de la région mulhousienne à l'agglomération bâloise en ce qui concerne les emplois fortement qualifiés.

Une analyse plus détaillée et plus fine (tenant compte par exemple de la pyramide des âges et du solde migratoire des communes du Pays de la région mulhousienne) permettrait de mieux comprendre ce découpage. Cette analyse pourra être faite avec le recensement rénové de 2009, le recensement général de 1999 ne reflétant pas la réalité.

Répartition des traitements et salaires dans la Région Mulhousienne



Sources : DCL, IRCOM 2006 (année 2005)
Réalisation : AURM, 2007

Les revenus moyens des habitants des communes du Pays de la région mulhousienne semble être corrélé à l'indice de diplôme.

Par exemple, la communauté de communes des Collines a un revenu moyen important (plus de 30 000 €) ainsi qu'un indice de diplôme élevé (supérieur à 30 pour les communes de Zimmersheim et Bruebach, entre 25 et 30 pour les communes de Brunstatt et Riedisheim). Illzach a un revenu moyen compris entre 21 000 et 25 000 € et un indice de diplôme compris entre 10 et 15.

Cependant, cette corrélation n'est pas toujours vérifiée, comme pour la communauté de communes Porte de France Rhin Sud dont le revenu moyen est élevé (entre 25 000 et 30 000 €) et l'indice de diplôme faible (généralement entre 5 et 10).

Là encore, une analyse plus détaillée permettrait de mieux comprendre ces différences (recensement rénové de 2009).

2. Niveaux de formation de la population (cf. Enquête Emploi - annexe 1)

Avertissements :

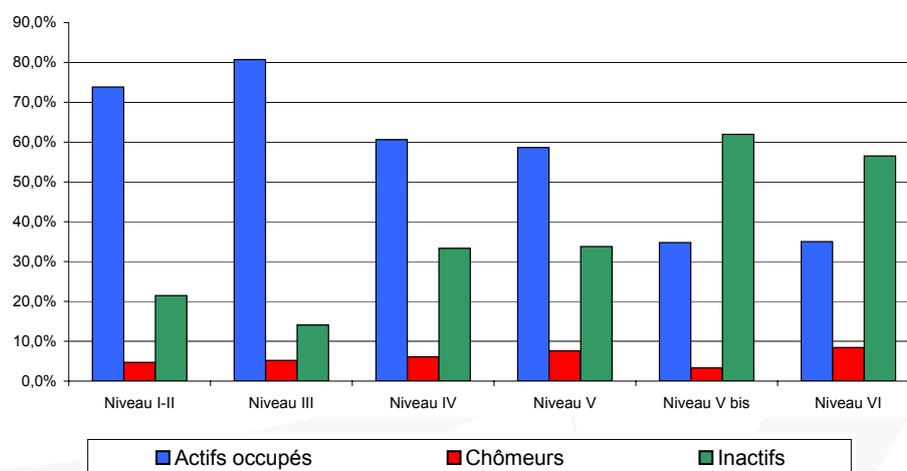
- Au niveau de l'unité urbaine de Mulhouse et de la Région Alsace, il s'agit des résultats de l'enquête Emploi réalisée par l'INSEE en continu de 2003 à 2005.
- Au niveau de la France, l'enquête s'est effectuée sur 2003 et ne comptabilise que les personnes ayant terminé leurs études initiales entre mai 1998 et janvier 2003.

2.1. Unité urbaine de Mulhouse

Niveaux de formation des personnes enquêtées

Unité urbaine de Mulhouse

Enquête Emploi en continu 2003, 2004, 2005



Le niveau de formation des habitants de l'unité urbaine de Mulhouse est sensiblement comparable au niveau de formation ailleurs en Alsace : à Mulhouse comme à Haguenau, le diplôme réduit le risque de chômage.

En détail, quelques différences apparaissent :

- La proportion des personnes avec un niveau de formation élevé (niveaux I et II) est moins bien représentée parmi les actifs occupés de l'Unité Urbaine de Mulhouse (73,8% - cf. annexe 2) que dans le reste de l'Alsace (76,1% - cf. annexe 3). Cela peut notamment s'expliquer par l'attraction de l'agglomération de Strasbourg (84% des effectifs universitaires se concentrent à Strasbourg - cf. Thème n° 15 : Enseignement supérieur).

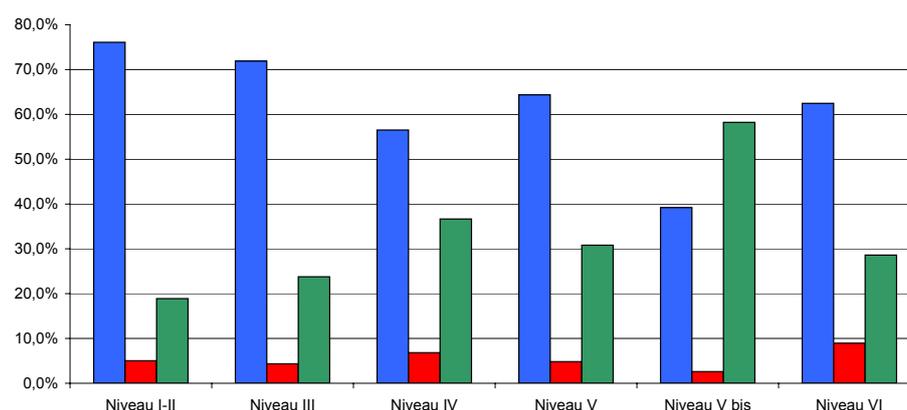
La part des inactifs de niveau supérieur ou égal au bac+3 est relativement importante sur le territoire en comparaison au reste de l'Alsace (+2,6 points).

2.2. Comparaison avec des échelles supérieures

Niveaux de formation des personnes enquêtées

Reste de l'Alsace

Enquête Emploi en continu 2003, 2004, 2005



- La proportion des personnes avec un niveau III de l'Unité Urbaine de Mulhouse est importante (80,7% contre 71,9% pour le reste de l'Alsace) en raison sans doute du poids de l'agglomération mulhousienne, par la proximité et l'influence de l'agglomération bâloise, mais aussi par l'offre de formation du territoire (l'Université Haute Alsace concentre 46% des effectifs alsaciens inscrits en DUT ou DEUST en 2006 - cf. Thème n° 15).

- Une part importante des demandeurs d'emploi de l'Unité Urbaine de Mulhouse a un niveau V (+2,8 points par rapport au reste de l'Alsace - cf. annexes 2 et 3). L'orientation industrielle du territoire (entraînant une proportion élevée de titulaires de CAP et de BEP) et le ralentissement économique du secteur de l'industrie (cf. Thème n°10 : La demande d'emploi) expliquent cette forte proportion.

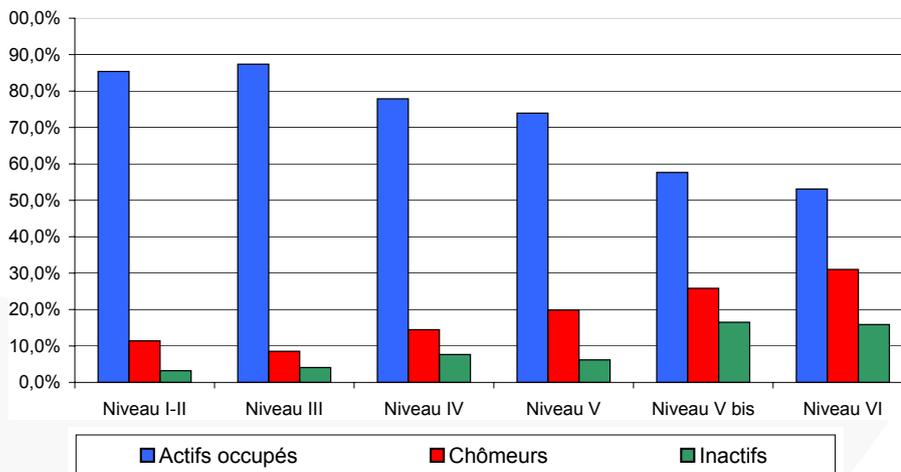
Tableau de correspondance :

| | |
|--------------|----------------------------------|
| Niveau I-II | Bac+ 3 et plus |
| Niveau III | BTS - DUT |
| Niveau IV | BAC et Brevets Techniques |
| Niveau V | CAP - BEP |
| Niveau V bis | certificat d'étude professionnel |
| Niveau VI | aucun titre |

Niveaux de formation des personnes enquêtées

Enquête formation et qualification professionnelle

France - 2003



Avertissement : les données concernent uniquement des personnes ayant terminé leurs études initiales après mai 1998, ce qui induit une sous-représentation logique des niveaux VI et V bis.

L'enquête nationale n'a pas le même champ et ne s'est pas déroulée à la même période que l'enquête réalisée en Alsace. La comparaison directe n'est pas souhaitable.

La proportion d'actifs occupés de niveau I, II et III est élevée : plus les niveaux de formation sont élevés, plus le risque de chômage tend à diminuer.

Diagnostic

- Même si l'indice de diplôme de l'Unité Urbaine de Mulhouse est plus faible que celui de la Région Alsace (21,8% contre 23,3% au recensement général de la population de 1999), **les structures de la population par niveaux de formation sont similaires** d'après l'enquête emploi réalisée en continu de 2003 à 2005. On a donc une **élévation du niveau de formation depuis 1999** (due notamment au remplacement des générations âgées, peu diplômées, par des générations jeunes ayant bénéficié de l'expansion de l'enseignement supérieur), ce qui constitue un atout fort pour le développement du Pays de la région mulhousienne.
- Le diplôme favorise l'entrée sur le marché du travail.
- Le sud du Pays semble plus attractif pour les cadres, ce qui induit logiquement des différences en terme de revenu moyen. Cette différence d'attractivité est en partie due à l'emploi transfrontalier (cf. Thème n°9) et a également des **répercussions** sur les coûts du foncier et de l'immobilier.

Prospective

- L'attractivité économique et résidentielle n'est pas uniforme à l'échelle du Pays de la région mulhousienne, ce qui est un atout pour le Pays. On observe une **diversité de l'offre** en termes de coûts et de qualité de vie (identité de territoires diverses, choix entre milieux urbains et ruraux : Bassin Potassique, Bande Rhénane, Pays de Sundgau, Ville de Mulhouse ...), couplée à une **bonne accessibilité interne** (tram-train) et **externe** (TGV Est - TGV Rhin-Rhône des 2011 - renforcement de l'aéroport de Mulhouse-Bâle). Ceci pourrait avoir à terme un rôle à jouer dans le développement du Pays de la région mulhousienne.
- La proportion d'inactifs et de demandeurs d'emploi de **niveau V** est relativement élevée : l'offre de formation est encore fortement tournée vers l'industrie (cf. Thème n° 14 : Formation initiale). Il est donc nécessaire de réorienter ces personnes vers des **formations courtes** pouvant répondre aux besoins immédiats des entreprises (cf. Thème n° 10 : Demande d'emploi).



Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

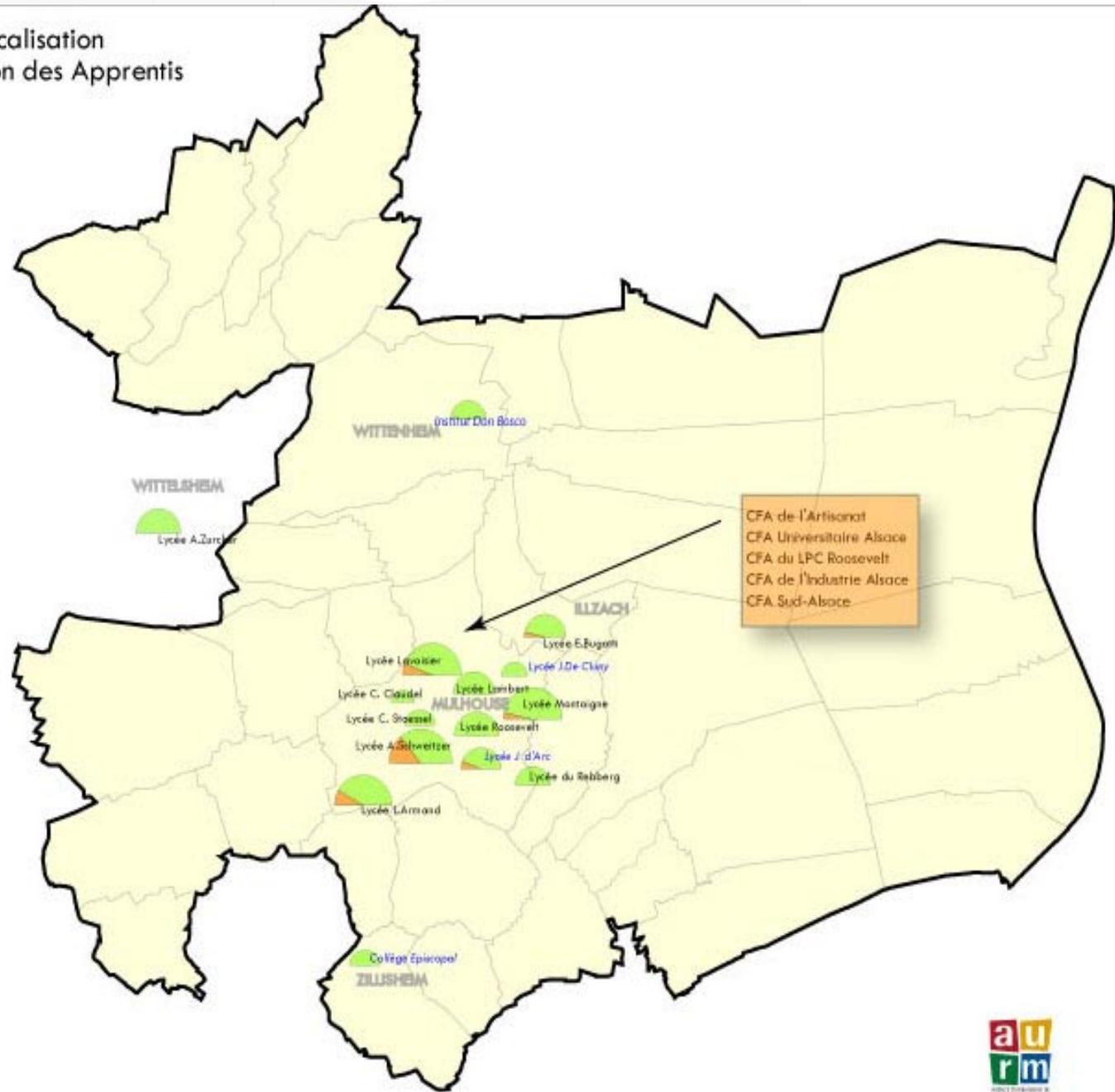
Créer
Développer
Innover



Thème n° 14
Formation initiale

La nécessité d'adaptation de l'offre de formation à l'évolution du marché local de certains secteurs

Effectifs des lycées et localisation des Centres de Formation des Apprentis



Effectifs

1123

- Effectifs secondaires
- Effectifs post - Bac
- Lycée Etablissement privé sous contrat
- Lycée Etablissement public



Source : Région Alsace
Réalisation : AURM, septembre 2007.



Seul le second cycle de la formation initiale est étudié pour les lycées et les centres de formation des apprentis du territoire du Pays de la région mulhousienne.

Malgré un taux de chômage élevé pour le Pays de la région mulhousienne (8,9% sur la zone d'emploi de Mulhouse en juin 2007), des difficultés de recrutement existent.

Par ailleurs, les mutations économiques induisent de profonds changements. Dans un contexte où les créations nettes d'emploi risquent d'être insuffisantes, il n'est pas certain que les flux de formation restent appropriés pour chacune des familles professionnelles tant en terme de quantitatif que de qualitatif.

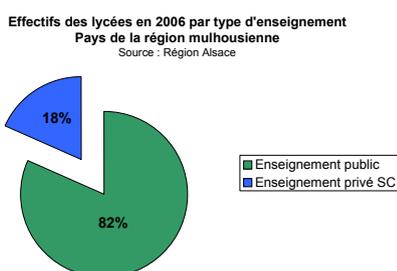
1. Effectifs et formations en lycées

1.1. Effectifs des lycées publics et privés sous contrat

Le Pays de la région mulhousienne concentre 34,8% des effectifs du Haut-Rhin en 2006 et représentait 35,4% de la population haut-rhinoise au recensement général de la population de 1999. Le territoire Sud Alsace (cf. annexe 0 - carte des territoires) concentre quant à lui 61% des effectifs et représentait 73,4% de la population haut-rhinoise en 1999.

La majorité des lycées du Pays sont des lycées publics (10 sur 16) et regroupent 82% des effectifs totaux de la rentrée 2006 (cf. annexe 1).

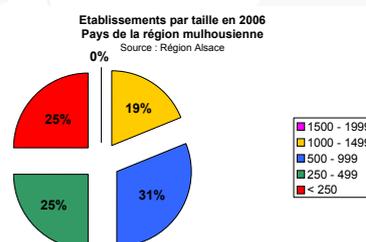
Graphique 1 : effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement - Pays de la région mulhousienne



Les lycées haut-rhinois et alsaciens suivent une répartition quasi similaire, même si l'enseignement privé est plus présent sur le territoire du Pays (18% contre 13% des effectifs alsaciens - cf. annexe 1). Comparativement à la zone d'emploi de Montbéliard l'enseignement privé est très présent sur le ter-

ritoire du Pays (18% contre 1% sur la zone d'emploi de Montbéliard - cf. annexe 1). Par contre, il est nettement plus représenté sur le bassin de formation Loire Sud (30% - cf. annexe 1).

Graphique 2 : établissements par taille en 2006 - Pays de la région mulhousienne -



Les établissements du Pays de la région mulhousienne sont majoritairement de taille moyenne (500 à 999 élèves - cf. annexe 2), voire de petite taille (50% des lycées comptent moins de 500 élèves). Il n'y a pas de gros établissements (plus de 1500 lycéens).

Comme pour le Pays, le Département du Haut-Rhin et la Région Alsace regroupent essentiellement des établissements de petite taille et de taille moyenne. Néanmoins, le Haut-Rhin (hors Pays) compte trois gros établissements publics (dont deux sur le territoire Sud Alsace) tandis que le Bas-Rhin n'a pas d'établissement inscrivant plus de 1500 lycéens (cf. annexe 2).

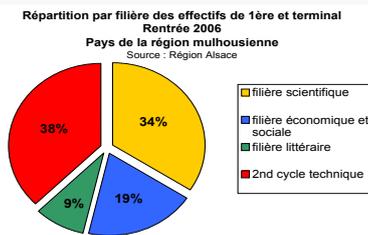


1.2. Effectifs de la rentrée 2006 par filière

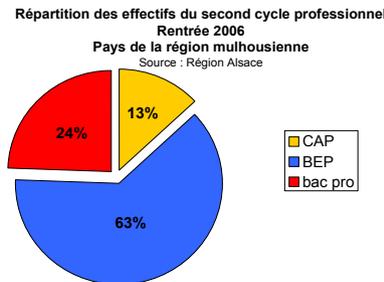
Sur le territoire du Pays de la région mulhousienne, plus de la moitié des lycéens ont choisi la filière générale et le tiers a opté pour la filière professionnelle (cf. annexe 3).

Pour le second cycle général et technique, il apparaît clairement que l'offre de formation du territoire est très orientée vers la filière technique (38%) et la filière scientifique (34%), la filière littéraire étant très faiblement représentée. Cette orientation est probablement due à la tradition industrielle du territoire et au pôle chimique et pharmaceutique de Bâle. Au niveau du second cycle professionnel (représentant 33% des effectifs lycéens), 61% des effectifs préparent un BEP et 25% préparent un Bac Professionnel.

Graphique 3 : répartition par filière de 1^{er} et terminale - Rentrée 2006 - Pays de la région



Graphique 4 : répartition des effectifs du second cycle professionnel - Rentrée 2006 - Pays de la région mulhousienne -



La structure des effectifs des lycées du Pays suit la même tendance que celle du territoire Sud Alsace, du Département du Haut-Rhin et de la Région Alsace (cf. annexe 3).

A titre de comparaison, dans la zone d'emploi de Montbéliard (194 539 habitants au recensement général de la population de 1999, 250 699 pour le Pays), le second cycle professionnel (représentant 36% des effectifs lycéens - cf. annexe 3), comptent 52%

de lycéens préparant un BEP (63% pour le territoire du Pays de la région mulhousienne) et 29% un Bac Professionnel (24% pour le Pays).



1.3. Effectifs de la rentrée 2006 par filière

Les domaines de formation comptant le plus d'effectifs sur le Pays de la région mulhousienne sont : les formations générales, les spécialités pluriscientifiques (rappel : 34% des effectifs de 1^{er} et terminale du second cycle général se dirigent vers la filière scientifique), les spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit, le commerce et la vente, les spécialités plurivalentes des échanges et gestion (cf. annexe 4). De plus, certaines formations sur le Pays concentrent plus de 40% des effectifs alsaciens. Il s'agit des domaines suivants : technologies de commande des transformations industrielles (100% des effectifs alsaciens), spécialités pluritechniques

matériaux souples (55,9%) et coiffure, esthétique et autres services aux personnes (46%).



Les domaines disciplinaires concentrant le plus d'effectifs lycéens sur le Pays sont également présents aux niveaux du territoire Sud Alsace, du Département et de la Région. Cependant, le domaine de l'électricité et de l'électronique se trouve parmi les cinq formations comptant le plus d'effectifs au niveau de ces trois échelles (31% des effectifs alsaciens se trouvent sur le territoire Sud Alsace) et est moins représenté sur le territoire du Pays (11,2% des effectifs régionaux dans ce domaine).

1.4. Taux de réussite par filière - session 2006

Les taux de réussite du secondaire sur le Pays de la région mulhousienne sont relativement faibles comparativement à d'autres échelles (cf. annexe 5).

Le taux de réussite au baccalauréat général est inférieur à celui du Département et de la Région mais néanmoins similaire à l'unité urbaine de Saint-Étienne et à la zone d'emploi de Montbéliard.

| | | Pays |
|---------------------|----------------------|-------|
| ENSEIGNEMENT PUBLIC | 2nd cycle GT | |
| | bac général | 85,5% |
| | bac techno | 81,7% |
| | 2nd cycle pro | |
| | CAP | NC |
| | BEP | NC |
| ENSEIGNEMENT PRIVE | 2nd cycle GT | |
| | bac général | 96,5% |
| | bac techno | 73,5% |
| | 2nd cycle pro | |
| | CAP | NC |
| | BEP | NC |
| | bac pro | 87,0% |
| | MC | NC |

Source : Académie de Strasbourg
* NC = non communiqué

Au niveau du bac professionnel et du bac technologique, les taux de réussite aux examens sont également inférieurs à ceux de l'Alsace.

L'orientation industrielle du territoire entraîne une proportion élevée de CAP/BEP « industriels » et les taux de réussite pour ces diplômes ne sont pas communiqués (données non disponibles actuellement car non consolidées).

Tableau 1 : taux de réussite par filière - Pays de la région mulhousienne -

Tableau 2 : Taux de réussite comparé par filière - Rentrée 2006 - Haut-Rhin / Alsace -

| | | Haut-Rhin | Alsace |
|---------------------|----------------------|-----------|--------|
| ENSEIGNEMENT PUBLIC | 2nd cycle GT | | |
| | bac général | 89,0% | 90,0% |
| | bac techno | 81,8% | 84,1% |
| | 2nd cycle pro | | |
| | CAP | 77,9% | 77,2% |
| | BEP | 75,5% | 76,4% |
| ENSEIGNEMENT PRIVE | 2nd cycle GT | | |
| | bac général | 96,9% | 94,9% |
| | bac techno | 83,8% | 81,6% |
| | 2nd cycle pro | | |
| | CAP | 84,6% | 79,9% |
| | BEP | 88,8% | 89,5% |
| SANS OBJET | 2nd cycle GT | | |
| | bac général | 45,7% | 51,1% |
| | bac techno | 56,7% | 50,8% |
| | 2nd cycle pro | | |
| | CAP | 67,0% | 68,3% |
| | BEP | 61,1% | 56,8% |
| | bac pro | 66,2% | 63,4% |
| | MC | 100,0% | 100,0% |

Source : Académie de Strasbourg

1.5. Position des formations lycéennes sur le territoire - session 2006

Afin d'apprécier la position des formations en lycée du Pays de la région mulhousienne, un indicateur d'attractivité des formations a été calculé. Il s'agit de connaître la part des vœux par rapport au nombre de places dans les formations. De manière générale, les formations en lycée sont plutôt attractives sur le Pays (168%) et le territoire Sud Alsace (139%). Il y a plus de demandes que de places.

Pour les spécialités technico-professionnelles de production, les formations les plus attractives sur le territoire appartiennent à divers domaines : agro-alimentaire, structures métalliques, électricité-électronique, bâtiment, ...

Les formations les plus attractives dans le domaine des spécialités technico-professionnelles des services sont le travail social et la coiffure, esthétique et autres services aux personnes.

Enfin, le cycle professionnel attire plus que le cycle technologique. En effet, pour ce dernier, il y a plus de places que de demandes.

Tableau 3 : Proportion des vœux par rapport au place disponible par diplôme

| | Pays | Territoire Sud Alsace |
|-------------------------------|-------------|-----------------------|
| 2D CYCLE PROFESSIONNEL | 178% | 143% |
| CAP | 331% | 233% |
| BEP | 138% | 123% |
| BAC PRO | 194% | 145% |
| 2D CYCLE TECHNOLOGIQUE | 82% | 86% |
| TOTAL | 168% | 139% |

Source : Région Alsace

| | | Pays | Territoire Sud Alsace |
|--|--|----------------|-----------------------|
| Spécialités technico-professionnelles de production | Agro-alimentaire, alimentation, cuisine | 288% | 248% |
| | Structures métalliques | 216% | 153% |
| | Moteurs et mécanique automobile | 169% | 183% |
| | Transformations chimiques et apparentées | 142% | 142% |
| | Technologies industrielles fondamentales | 117% | 86% |
| | Spécialités pluritechnologiques matériaux souples | 115% | 115% |
| | Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 114% | 66% |
| | Electricité, électronique | 111% | 103% |
| | Habillement (y.c. mode et couture) | 108% | 108% |
| | Mécanique générale et de précision, usinage | 80% | 97% |
| | Energie, génie climatique | - | 312% |
| | Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction | - | 148% |
| | Mines et carrières, génie civil, topographie | - | 175% |
| | Bâtiment : construction et couverture | - | 242% |
| | Bâtiment : finitions | - | 253% |
| | Travail du bois et de l'ameublement | - | 207% |
| | Spécialités technico-professionnelles des services | Travail social | 473% |
| Coiffure, esthétique et autres services aux personnes | | 421% | 421% |
| Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales | | 251% | 233% |
| Commerce, vente | | 217% | 169% |
| Transport, manutention, magasinage | | 155% | 155% |
| Santé | | 126% | 126% |
| Secrétariat, bureautique | | 116% | 99% |
| Comptabilité, gestion | | 87% | 86% |
| Spécialités plurivalentes des échanges et gestion | | 83% | 84% |
| Accueil, hôtellerie, tourisme | | - | 131% |
| Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement | - | 12% | |
| TOTAL | 168% | 139% | |

Source : Région Alsace

Tableau 3 : Proportion des vœux par rapport au place disponible par discipline

2. Effectifs et formations en Centre de Formation des Apprentis (CFA)

Le seul CFA de l'industrie en Alsace se situe à Mulhouse. Une antenne existe également à Colmar. A la rentrée 2006, les effectifs du secondaire inscrits dans un CFA situé sur le territoire du Pays de la région mulhousienne étaient supérieurs de 1,4% par rapport à la rentrée 2005. Près de 70% des apprentis du secondaire du territoire Sud Alsace se concentrent sur le Pays de la région mulhousienne.

| Établissements | Effectifs 2006 |
|--|----------------|
| CFA DE L'ARTISANAT | 625 |
| CFA DE L'INDUSTRIE ALSACE | 587 |
| CFA DU LPC ROOSEVELT | 864 |
| TOTAL DES EFFECTIFS DU TERRITOIRE DU PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE | 2 076 |

Source : Région Alsace

Tableau 5 : Effectifs 2006 par lycée - Pays de la région mulhousienne -

| Établissements | Effectifs 2006 |
|---|----------------|
| CFA DU LETPB GUSTAVE EIFFEL | 777 |
| CFA DE L'ARTISANAT | 625 |
| CFA DE L'INDUSTRIE ALSACE | 587 |
| CFA DU LPC ROOSEVELT | 864 |
| CFA DU LEGTP JEAN MERMOZ | 55 |
| CFA DU LPIC CHARLES POINTET | 67 |
| TOTAL DES EFFECTIFS DU TERRITOIRE SUD ALSACE | 2 975 |

Source : Région Alsace

Tableau 6 : Effectifs 2006 par CFA - Sud Alsace -

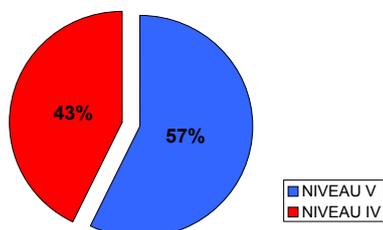
2.1. Effectifs de la rentrée 2006 par diplôme

La majorité des effectifs des CFA suit une formation de niveau V (57% pour le Pays et 68% pour le territoire Sud Alsace). 62% de ces effectifs préparent un CAP et 28% préparent un BEP. Pour les formations de niveau IV, 81% préparent un Bac professionnel.

Graphique 5 : répartition des effectifs de la rentrée 2006 par niveau - Pays de la région mulhousienne -

Répartition des effectifs de la rentrée 2006 par niveau Pays de la région mulhousienne

Source : Région Alsace



La structure des effectifs des CFA du Département du Haut-Rhin suit la même tendance que celle des CFA de la Région Alsace (cf. annexe 6 : Répartition des effectifs du Haut-Rhin et de l'Alsace par diplôme en 2005). Une très forte proportion des élèves en apprentissage suit une formation de niveau V (74% pour le Département et 77% pour la Région). Cela peut être le reflet d'un faible niveau de formation des jeunes alsaciens lorsqu'ils ne poursuivent pas leurs études en niveau IV. Cette proportion est nettement supérieure à celle du territoire du Pays de la région mulhousienne (59% de niveau V en 2005 et 57% en 2006) ce qui,

Tableau 7 : Effectifs de la rentrée 2006 par diplôme

| | Effectifs 2006 | |
|--|----------------|--------------|
| | PAYS | SUD ALSACE |
| NIVEAU V | 1 189 | 2 028 |
| BREVET | 47 | 47 |
| BCP (Brevet de Compagnon Professionnel) | 0 | 18 |
| CTM (Certificat Technique des Métiers) | 67 | 128 |
| CAP | 737 | 1370 |
| BEP | 338 | 465 |
| NIVEAU IV | 887 | 947 |
| MC5 (Mention Complémentaire de niveau 5) | 7 | 7 |
| BP (Brevet Professionnel) | 160 | 160 |
| BAC PRO | 720 | 780 |
| TOTAL | 2 076 | 2 975 |

Source : Région Alsace

ajoutée à la forte proportion de niveau IV (41% sur le Pays en 2005 et 43% en 2006) et de niveau I et II (35% des effectifs de licence professionnelle de la Région étudient à l'Université Haute Alsace de Mulhouse - cf. Thème n°16 : Enseignement supérieur), montre que les apprentis du Pays ont un niveau de formation plus élevés que ceux du reste de l'Alsace.

Ce constat est renforcé par le fait que 41% des effectifs du Pays sont inscrits dans une formation de niveau IV en 2006 contre 32% sur le territoire Sud Alsace. De plus, 81% des apprentis de niveau IV du territoire préparent un Bac professionnel contre 74% au niveau départemental et 65% au niveau régional.

A la rentrée 2005, la grande majorité des personnes effectuant un apprentissage de niveau V dans un CFA prépare un CAP (65% dans le Haut-Rhin, 72% en Alsace et 61% en Région Mulhousienne). De plus, 28% des apprentis du territoire préparent un BEP contre 18% dans le Haut-Rhin et 15% au niveau régional. Les apprentis du Pays de la région mulhousienne suivent une formation d'un niveau plus élevé que les apprentis du reste de l'Alsace. Cette tendance se poursuit en 2006.

2.2. Effectifs de la rentrée 2006 par groupe de formation

Les domaines de formation en apprentissage comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne en 2006 sont (cf. annexe 7) :

- Commerce, vente (au 4ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant plus de 6% des effectifs en lycée et 14% des effectifs en CFA),
- Electricité, électronique (au 7ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant moins de 5% des effectifs en lycée et plus de 11% des effectifs en CFA),
- Moteurs et mécanique automobile (au 12ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant plus de 3% des effectifs en lycée et près de 11% des effectifs en CFA),
- Agro-alimentaire, alimentation, cuisine (au 21ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant moins de 1% des effectifs en lycée et près de 11% des effectifs en CFA),
- Coiffure, esthétique et autres services aux personnes (au 16ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant plus de 1% des effectifs en lycée et moins de 10% des effectifs en CFA),
- Structures métalliques (au 15ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant près de 2% des effectifs en lycée et plus de 7% des effectifs en CFA),
- Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (au 20ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant moins de 1% des effectifs en lycée et plus de 7% des effectifs en CFA),
- Mécanique générale et de précision, usinage (au 14ème rang sur 27 des formations choisies en lycée, représentant près de 3% des effectifs en lycée et plus de 6% des effectifs en CFA).

En apprentissage, les spécificités sont principalement liées à la tradition industrielle du territoire : électricité, électronique, moteurs et mécanique automobile, structures métalliques, spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité, mécanique générale et de précision, usinage, ...

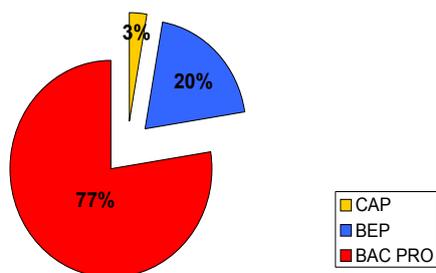


2.3 Taux de réussite par diplôme et par CFAI du Pays de la région mulhousienne (session 2007)

- CFAI de l'Industrie Alsace (Mulhouse)

La majorité des apprentis du CFAI Alsace ayant passé un examen en juin 2007 ont obtenu un bac professionnel (77,4% - cf. annexe 8).

Le taux de réussite en BEP est en baisse par rapport à 2006 (- 10,9 points) mais celui des Bac Pro est en hausse (+4,2 points). Les apprentis du CFAI tendent donc à être plus qualifiés. Cette hausse de la qualification répond aux demandes du marché local.



Graphique 6 : effectifs reçus au CFAI aux examens de juin 2007 par diplôme

- CFA du LPC Roosevelt (Mulhouse)

De manière générale, les taux de réussite aux examens du CFA de Roosevelt ont augmenté en 2007 par rapport à 2006. La plus forte progression est enregistrée pour les CAP (cf. annexe 9).



- CFA de l'Artisanat (Mulhouse)

Les formations du CFA de l'Artisanat sont principalement des formations liées à la mécanique automobile (cf. annexe 9 bis) : mécanicien en maintenance de véhicule, peintre en carrosserie. Cette spécificité du CFA est due à la présence de PSA sur le territoire.

Les taux de réussite en maintenance sont supérieurs à 80%, ce qui est un taux de réussite équivalent à la moyenne des autres formations. Cependant, au vu de la forte proportion d'apprentis inscrits dans ce domaine, le nombre de diplômés en mécanique automobile de niveaux IV et V est important.



2.4. Enquête d'insertion professionnelle 6 mois après l'examen de juin 2006 au CFAI d'Alsace

(source : CFAI d'Alsace)

Tableau 8 : Insertion professionnelle des anciens élèves du CFAI d'Alsace

| Diplôme | Nombre de réponses | En situation d'emploi | Formation en alternance | Autre formation | Recherche d'emploi |
|--|--------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------|--------------------|
| BEP Métiers de l'Electronique | 29 | 10% | 87% | 3% | - |
| BEP Réalisation d'Ouvrages Chaudronnés | 9 | 33% | 67% | - | - |
| BEP Métiers de la Production Mécanique Informatisée | 4 | - | 100% | - | - |
| Total BEP | 42 | 14% | 83% | 3% | - |
| Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 2 ans | 45 | 67% | 20% | 5% | 8% |
| Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 3 ans | 12 | 50% | 34% | 8% | 8% |
| Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 2 ans | 33 | 54% | 36% | - | 10% |
| Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 3 ans | 16 | 63% | 31% | 6% | - |
| Bac Pro Pilotage des Systèmes de Production Automatisée | 11 | 55% | 27% | 9% | 9% |
| Bac Pro Technicien d'Usinage en 2 ans | 26 | 61% | 31% | 8% | - |
| Bac Pro Technicien d'Usinage en 3 ans | 2 | 50% | - | 50% | - |
| Bac Pro Technicien Outilleur en 2 ans | 3 | 67% | 33% | - | - |
| Total Bac Pro | 148 | 60% | 28% | 6% | 6% |

Source : CFAI Alsace

Il apparaît dans cette enquête sur les sortants de juin 2006 que 34% des apprentis titulaires d'un BEP ou d'un Bac Pro poursuivent leurs études en 2007. De plus, il semble que les apprentis du CFAI Alsace n'aient pas de problème d'insertion dans l'emploi. En effet, seu-

lement 6% des personnes interrogées sont à la recherche d'un emploi six mois après l'obtention de leur diplôme et 60% sont en situation d'emploi, emploi durable ou précaire.

3. Insertion des lycéens et apprentis alsaciens

Il s'agit d'avoir la répartition des sortants de niveaux IV et V par domaine de formation selon leur situation professionnelle au 1er février 2006 (cf. annexe 10).

Graphique 7 : part des sortants de niveau IV et V en emploi ou au chômage au 1/02/2005

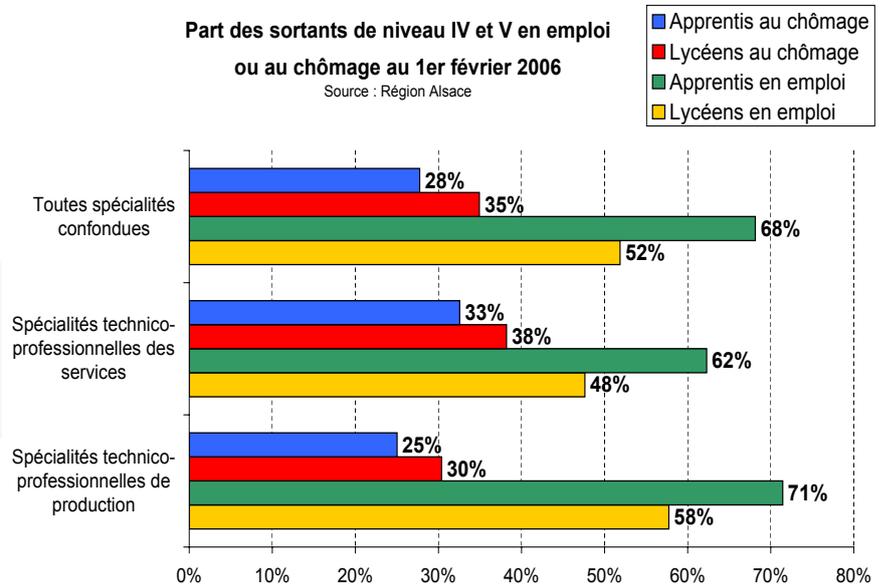
Sur le graphique ci-dessous, seuls les apprentis et lycéens en emploi ou au chômage sont représentés. La part restante correspond aux apprentis et lycéens en stage ou inactifs.

Toutes spécialités confondues, il apparaît que les apprentis ayant obtenu leur diplôme en 2005 sont plus en emploi que les lycéens à l'issue de leur formation : 68% des apprentis exercent une activité au 1er février 2006 contre 52% des lycéens.

De plus, 28% des apprentis sont à la recherche d'un emploi contre 35% des lycéens. Les formations en apprentissage paraissent donc mieux adaptées au marché du travail.

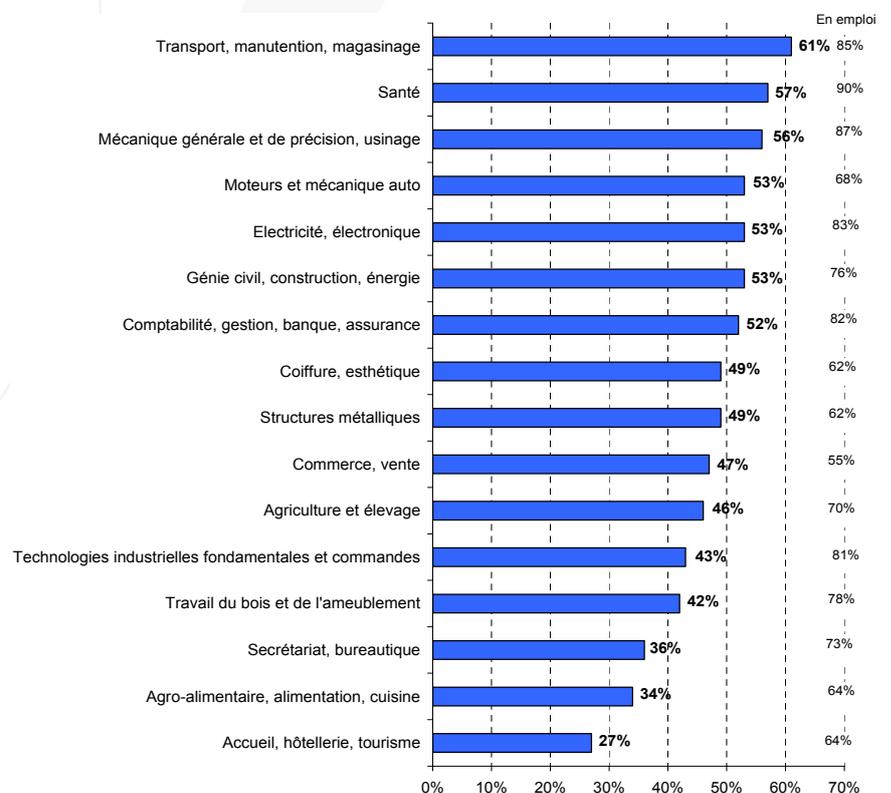
Part des sortants de niveau IV et V en emploi ou au chômage au 1er février 2006

Source : Région Alsace



Dans le domaine du transport, manutention et magasinage, 85% des apprentis ont trouvé un emploi. Parmi eux, 61% ont été employés par leur ancien maître d'apprentissage.

Graphique 8 : Apprentis en emploi ayant signé un contrat avec leur ancien maître d'apprentissage.
(Source : Région Alsace)



Diagnostic

- Plus de la moitié des lycéens se dirige vers la filière générale (principalement scientifique) et technique et un tiers se dirige vers la filière professionnelle.
- Le niveau général des lycéens et apprentis du Pays de la région mulhousienne est au dessus de la moyenne régionale alors que les taux de réussite sont plus faibles. De manière générale, les formations en lycée sont plutôt attractives sur le territoire. Cela signifie donc que la Région Mulhousienne est bien placée au regard des taux d'entrée en formation mais pas au regard des taux de sortie.
- Le niveau général des lycéens et apprentis du Pays de la région mulhousienne est au dessus de la moyenne régionale.
- Le Pays de la région mulhousienne possède le seul CFA de l'Industrie de la Région Alsace (dont une antenne est à Colmar). Malgré une chute très marquée de l'emploi salarié privé de l'industrie depuis 1999 (cf. Thème n°9 : Emploi total) et la prédominance du secteur des services (48,2% de l'emploi salarié privé total et 25,2% pour l'industrie), le secteur de l'industrie occupe encore une place importante dans la structure de l'emploi du Pays de la région mulhousienne et les sortants du CFAI semblent ne pas connaître de problème d'insertion dans l'emploi. Ces derniers peuvent cependant chercher un débouché dans certains métiers des services à l'industrie (par exemple la maintenance industrielle) ou occuper un emploi hors du territoire (par exemple en Suisse).

Dimension prospective

- Pour certains secteurs, les formations dispensées sur le Pays de la région mulhousienne ne sont pas adaptées à la réalité du marché du travail local et aux mutations fortes qu'il traverse. C'est le cas du secteur des services qui est en pleine expansion (cf. Thème n°9 : Emploi total) notamment pour les activités d'aide par le travail, aide à domicile, métiers de l'hôtellerie-restauration, ...
- L'offre de formation de la filière professionnelle doit s'adapter aux nouvelles techniques générées par le développement durable notamment dans les secteurs de la construction (exemples : métiers de l'installation d'équipements thermiques et de climatisation - cf. Thème n°9 ; normes de Haute Qualité Environnementale) et de l'énergie (énergies renouvelables).
- Quelle est la situation des diplômés du Pays de la région mulhousienne à la sortie de leur formation ? Sont-ils en situation d'emploi durable ?

N.B. : Les données du GRETA, de l'AFPA et de l'Ecole de la Seconde Chance seront intégrées ultérieurement.

L'AFPA a inauguré une formation relative à l'énergie renouvelable le 13 novembre et ouvrira également une formation à la rentrée 2008 afin de répondre aux nouveaux besoins de l'Euroairport (menuisiers, mécaniciens spécialisés, ...).

Les Ecoles de la Seconde Chance viennent s'inscrire comme des réponses adaptées aux besoins de jeunes en grande difficulté d'une part et aux attentes des entreprises locales d'autre part. Elles proposent des formations qualifiantes de courte durée (de 6 mois à 2 ans) en partenariat avec les entreprises ce qui permet aux stagiaires à la fois d'acquérir des compétences techniques, sociales et comportementales indispensables à leur insertion et de construire leur projet personnel et professionnel. L'Europe compte aujourd'hui 26 écoles de ce type dont une à Mulhouse.

Annexe 0 : Carte des territoires du Haut-Rhin



Annexe 1 : Effecits des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

| COMMUNES | ENSEIGNEMENT | ETABLISSEMENTS | EFFECTIFS 2006 |
|--|--------------------|-----------------------------|----------------|
| ILLZACH | Public | LETPI ETTORE BUGATTI | 634 |
| | Public | LEGT ALBERT SCHWEITZER | 1 032 |
| MULHOUSE | Public | LEG LAMBERT | 690 |
| | Public | LEGT LOUIS ARMAND | 936 |
| | Public | LEGT MICHEL DE MONTAIGNE | 1 161 |
| | Public | LEGTPI LAURENT DE LAVOISIER | 1 055 |
| | Public | LP CHARLES STOESEL | 381 |
| | Public | LPC ROOSEVELT | 700 |
| | Public | LPE CAMILLE CLAUDEL | 205 |
| | Public | LP DU REBERG | 464 |
| | Privé sous contrat | LY ST-JOSEPH DE CLUNY | 83 |
| | Privé sous contrat | LP ST-JOSEPH DE CLUNY | 195 |
| | Privé sous contrat | LY JEANNE D'ARC | 534 |
| WITTENHEIM | Privé sous contrat | LY INSTITUT DON BOSCO | 68 |
| | Privé sous contrat | LP INSTITUT DON BOSCO | 392 |
| ZILLISHEIM | Privé sous contrat | LY COLLEGE EPISCOPAL | 366 |
| TOTAL DES EFFECTIFS LYCEENS SUR LE PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE | | | 8 896 |

Source : Région Alsace

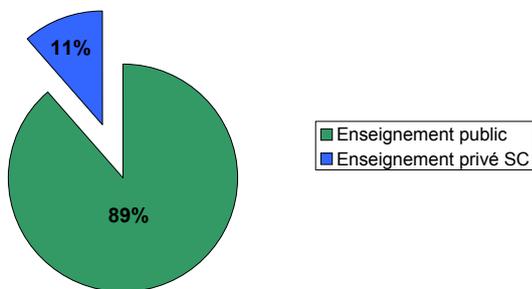
Compara es échelles supérieures

| | Pays de la région mulhousienne | Territoire Sud Alsace | Haut-Rhin | Bas-Rhin | Alsace |
|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|---------------|---------------|---------------|
| Enseignement public | 7 258 | 13 788 | 21 604 | 30 362 | 51 966 |
| Enseignement privé SC | 1 638 | 1 787 | 3 259 | 4 438 | 7 697 |
| Autres enseignements | 0 | 0 | 688 | 710 | 1 398 |
| Total général | 8 896 | 15 575 | 25 551 | 35 510 | 61 061 |

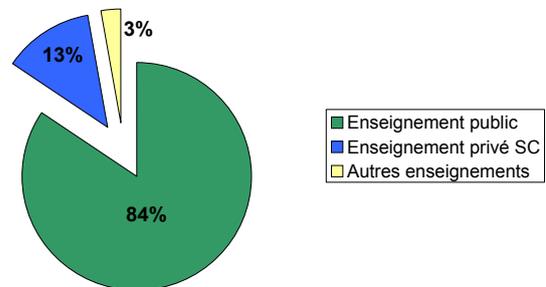
Source : Région Alsace

Autres enseignements : privé agricole, public agricole, enseignement spécialisé

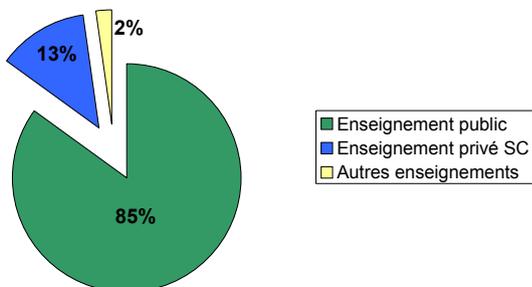
Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
Territoire Sud Alsace
Source : Région Alsace



Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
Haut-Rhin
Source : Région Alsace



Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
Alsace
Source : Région Alsace



Salle de classe
www.lyceeculuny-mulhouse.fr

Comparaison avec d'autres agglomérations

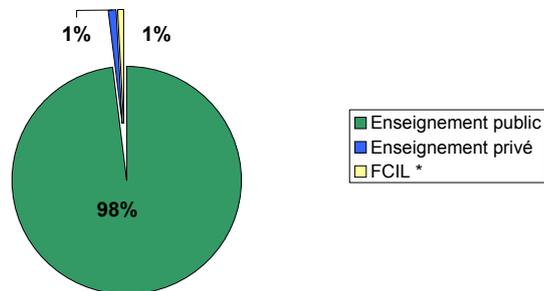
Zone d'emploi de Montbéliard :

| ETABLISSEMENTS | Effectifs 2006 |
|----------------------|----------------|
| Enseignement public | 5 482 |
| Enseignement privé | 52 |
| FCIL * | 51 |
| Total général | 5 585 |

Source : Région Franche Comté

* Formation Complémentaire Initiative Locale
Education Nationale uniquement

Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
Zone d'emploi de Montbéliard
Source : Région Franche Comté

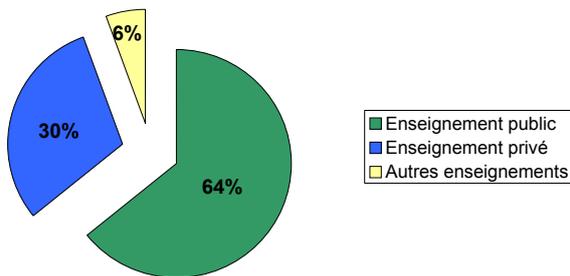


Bassin de formation Loire Sud :

| ETABLISSEMENTS | Effectifs 2006 |
|----------------------|----------------|
| Enseignement public | 12 524 |
| Enseignement privé | 5 847 |
| Autres enseignements | 1 109 |
| Total général | 19 480 |

Source : Région Rhône-Alpes

Effectifs des lycées en 2006 par type d'enseignement
Bassin de formation Loire Sud
Source : Région Rhône



DIRECTION DES LYCEES
LES DIFFERENTS BASSINS DE FORMATION



ANNEXE 2 : Taille des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

| Nombre d'élèves | Nbre d'étab |
|-----------------|-------------|
| 1500-1999 | 0 |
| 1000-1499 | 3 |
| 500-999 | 5 |
| 250-499 | 4 |
| < 250 | 4 |
| Total | 16 |

Source : Région Alsace

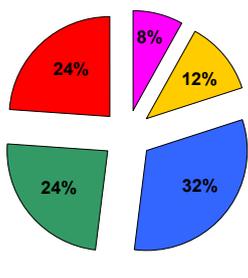


Comparaison avec des échelles supérieures

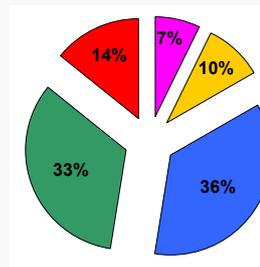
| Nombre d'élèves | Nombre d'établissements | | |
|-----------------|-------------------------|-----------|------------|
| | SUD ALSACE | HAUT-RHIN | ALSACE |
| 1500 - 1999 | 2 | 3 | 3 |
| 1000 - 1499 | 3 | 4 | 13 |
| 500 - 999 | 8 | 15 | 39 |
| 250 - 499 | 6 | 14 | 31 |
| < 250 | 6 | 6 | 17 |
| Total | 25 | 42 | 103 |

Source : Région Alsace

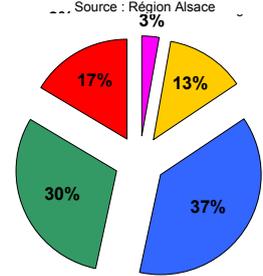
Etablissements par taille en 2006
Territoire Sud Alsace
Source : Région Alsace



Etablissements par taille en 2006
Haut-Rhin
Source : Région Alsace



Etablissements par taille en 2006
Alsace
Source : Région Alsace



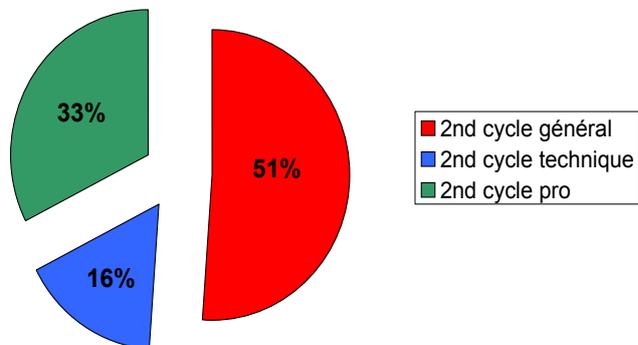
ANNEXE 3 : Effectifs par filière des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

Répartition des effectifs de la rentrée 2006 par filière
Pays de la région mulhousienne
Source : Région Alsace

| | Public | Privé SC | Total |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| 2nd cycle général | 3 690 | 858 | 4 548 |
| 2nde générale | 1 789 | 349 | 2 138 |
| filière scientifique | 1 004 | 319 | 1 323 |
| filière économique et sociale | 593 | 159 | 752 |
| filière littéraire | 304 | 31 | 335 |
| 2nd cycle technique | 1 261 | 193 | 1 454 |
| 2nd cycle pro | 2 307 | 587 | 2 894 |
| CAP | 316 | 62 | 378 |
| BEP | 1 418 | 380 | 1 798 |
| bac pro | 573 | 130 | 703 |
| MC | 0 | 15 | 15 |
| TOTAL | 7 258 | 1 638 | 8 896 |

Source : Région Alsace



ANNEXE 4 : Effectifs par groupe de formation des lycées publics et privés sous contrat (2006)

Pays de la région mulhousienne

| Domaines disciplinaires | Effectifs 2006 |
|--|----------------|
| Formations générales | 2138 |
| Spécialités pluriscientifiques | 1323 |
| Spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit | 752 |
| Commerce, vente | 559 |
| Spécialités plurivalentes des échanges et gestion | 517 |
| Secrétariat, bureautique | 414 |
| Electricité, électronique | 407 |
| Spécialités littéraires et artistiques plurivalentes | 335 |
| Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales | 312 |
| Comptabilité, gestion | 295 |
| Santé | 285 |
| Moteurs et mécanique automobile | 276 |
| Transformations chimiques et apparentées | 265 |
| Mécanique générale et de précision, usinage | 213 |
| Structures métalliques | 169 |
| Coiffure, esthétique et autres services aux personnes | 121 |
| Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement | 93 |
| Transport, manutention, magasinage | 72 |
| Habillement (y.c. mode et couture) | 66 |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 57 |
| Agro-alimentaire, alimentation, cuisine | 52 |
| Spécialités pluritechnologiques matériaux souples | 52 |
| Spécialités pluritechnologiques des transformations | 45 |
| Accueil, hôtellerie, tourisme | 24 |
| Technologies industrielles fondamentales | 20 |
| Technologies de commande des transformations industrielles | 19 |
| Travail social | 15 |
| Total des effectifs | 8896 |

Source : Région Alsace

Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne



Lycée Bugatti, Ilzach
www.lycee-bugatti.net

Lycée Schweitzer, Mulhouse
www.lyc-schweitzer-mulhouse.ac-strasbourg.fr



ANNEXE 5 : Taux de réussite par filière des lycées publics et privés sous contrat (session 2006)

| | ZE MONBELIARD |
|----------------------------------|---------------|
| 2nd cycle GT | 80,4% |
| dont bac général | 85,5% |
| dont bac techno | 71,8% |
| 2nd cycle pro | 72,2% |
| dont CAP | 75,2% |
| dont BEP | 66,0% |
| dont bac pro | 81,0% |
| dont MC | 95,5% |
| TOTAL ENSEIGNEMENT PUBLIC | 76,7% |
| 2nd cycle pro | 94,7% |
| dont CAP | 94,7% |
| TOTAL ENSEIGNEMENT PRIVE | 94,7% |

Source : Région Franche Comté

| | UU SAINT ETIENNE |
|----------------------------------|------------------|
| 2nd cycle GT | 83,5% |
| dont bac général | 86,8% |
| dont bac techno | 79,1% |
| 2nd cycle pro | 78,4% |
| dont CAP | 75,5% |
| dont BEP | 76,9% |
| dont bac pro | 83,5% |
| dont MC | 78,6% |
| TOTAL ENSEIGNEMENT PUBLIC | 78,2% |
| 2nd cycle GT | 90,2% |
| dont bac général | 90,9% |
| dont bac techno | 89,3% |
| 2nd cycle pro | 76,5% |
| dont CAP | 69,8% |
| dont BEP | 84,4% |
| dont bac pro | 71,6% |
| dont MC | 85,0% |
| TOTAL ENSEIGNEMENT PRIVE | 81,8% |

Source : Région Rhône Alpe

ANNEXE 6 : Effectifs des CFA des rentrées 2005 et 2006 par groupe de formation

| | Haut-Rhin | Alsace |
|------------------|-------------|--------------|
| NIVEAU V | 3744 | 8689 |
| BEP | 667 | 1346 |
| BEPA | 146 | 259 |
| Brevet | 47 | 47 |
| BCP | 73 | 131 |
| CAP | 2433 | 6139 |
| CAPA | 149 | 302 |
| CTM | 177 | 391 |
| MC | 52 | 74 |
| NIVEAU IV | 1327 | 2663 |
| BAC PRO | 976 | 1714 |
| BP | 347 | 838 |
| BTM | 0 | 63 |
| MC | 4 | 31 |
| Certificat | 0 | 17 |
| TOTAL | 5071 | 11352 |

Source : Région Alsace

CTM = Certificat Technique des Métiers

BTM = Brevet Technique des Métiers

BCP = Brevet de Compagnon Professionnel

MC = Mention Complémentaire

Amphithéâtre du CFA Hôtellerie et Restauration Colmar



ANNEXE 7 : Effectifs des CFA des rentrées 2005 et 2006 par groupe de formation

| Domaines disciplinaires | Effectifs de la rentrée 2005 | | | | Effectifs 2006 | |
|--|------------------------------|--------------|--------------|---------------|----------------|--------------|
| | Pays | Haut-Rhin | Bas-Rhin | Région | Pays | Sud Alsace |
| Commerce, vente | 327 | 735 | 846 | 1 581 | 293 | 415 |
| Electricité, électronique | 225 | 498 | 311 | 809 | 244 | 291 |
| Moteurs et mécanique automobile | 311 | 367 | 589 | 956 | 228 | 228 |
| Agro-alimentaire, alimentation, cuisine | 221 | 727 | 1 116 | 1 843 | 227 | 227 |
| Coiffure, esthétique et autres services aux personnes | 187 | 352 | 320 | 672 | 198 | 198 |
| Structures métalliques | 147 | 223 | 256 | 479 | 156 | 198 |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 66 | 66 | 3 | 69 | 153 | 153 |
| Mécanique générale et de précision, usinage | 121 | 121 | 0 | 121 | 130 | 130 |
| Santé | 100 | 100 | 249 | 349 | 90 | 90 |
| Secrétariat, bureautique | 84 | 96 | 77 | 173 | 90 | 90 |
| Transport, manutention, magasinage | 62 | 62 | 89 | 151 | 67 | 67 |
| Production animale | 47 | 61 | 28 | 89 | 47 | 47 |
| Travail social | 41 | 41 | 142 | 183 | 43 | 43 |
| Accueil, hôtellerie, tourisme | 27 | 316 | 274 | 590 | 33 | 33 |
| Comptabilité, gestion | 26 | 26 | 21 | 47 | 30 | 30 |
| Technologies de commande des transformations industrielles | 36 | 36 | 0 | 36 | 26 | 26 |
| Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales | 6 | 6 | 20 | 26 | 12 | 12 |
| Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie) | 0 | 0 | 4 | 4 | 6 | 6 |
| Cuirs et peaux | 3 | 3 | 5 | 8 | 2 | 2 |
| Techniques d'imprimerie et d'édition | 0 | 0 | 36 | 36 | 1 | 1 |
| Technologies industrielles fondamentales | 9 | 9 | 0 | 9 | 0 | 0 |
| Travail du bois et de l'ameublement | 1 | 155 | 653 | 808 | 0 | 129 |
| Production végétale (vin, vignes) | 0 | 170 | 99 | 269 | 0 | 0 |
| Aménagement paysager (parcs, ...) | 0 | 222 | 180 | 402 | 0 | 0 |
| Matériaux de construction, verre, céramique | 0 | 0 | 7 | 7 | 0 | 0 |
| Energie, génie climatique | 0 | 126 | 140 | 266 | 0 | 103 |
| Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction | 0 | 36 | 17 | 53 | 0 | 37 |
| Mines et carrières, génie civil, topographie | 0 | 33 | 27 | 60 | 0 | 53 |
| Bâtiment : construction et couverture | 0 | 169 | 267 | 436 | 0 | 126 |
| Bâtiment : finitions | 0 | 305 | 445 | 750 | 0 | 239 |
| Spécialités pluritechnologiques matériaux souples | 0 | 0 | 8 | 8 | 0 | 0 |
| Habillement (y.c. mode et couture) | 0 | 0 | 13 | 13 | 0 | 1 |
| Finances, banques, assurances | 0 | 0 | 29 | 29 | 0 | 0 |
| Techniques des images, son, spectacle | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 0 |
| Animation culturelle, sportive et des loisirs | 0 | 0 | 10 | 10 | 0 | 0 |
| Total des effectifs | 2 047 | 5 071 | 6 281 | 11 352 | 2 076 | 2 975 |

Source : Région Alsace

Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne

ANNEXE 8 : Taux de réussite du CFA de l'Industrie Alsace par diplôme (session 2007)

| Diplôme | Effectifs présentés | Effectifs reçus | Taux de réussite |
|--|---------------------|-----------------|------------------|
| CAP Conduite de Systèmes Industriels | 6 | 6 | 100% |
| Total CAP | 6 | 6 | 100% |
| BEP Métiers de l'Electronique | 27 | 24 | 88,9% |
| BEP Réalisation d'Ouvrages Chaudronnés | 11 | 8 | 72,7% |
| BEP Métiers de la Production Mécanique Informatisée | 15 | 13 | 86,7% |
| Total BEP | 53 | 45 | 84,9% |
| Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 2 ans | 58 | 57 | 98,3% |
| Bac Pro Electrotechnique, Energie, Equipements Communicants en 3 ans | 20 | 18 | 90% |
| Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 2 ans | 48 | 47 | 97,9% |
| Bac Pro Maintenance des Equipements Industriels en 3 ans | 7 | 7 | 100% |
| Bac Pro Pilotage des Systèmes de Production Automatisée | 12 | 12 | 100% |
| Bac Pro Technicien d'Usinage en 2 ans | 28 | 28 | 100% |
| Bac Pro Technicien Outilleur en 3 ans | 8 | 6 | 75% |
| Total Bac Pro | 181 | 175 | 96,7% |
| Total hors enseignement supérieur | 240 | 226 | 94,2% |

Source : CFAI Alsace

| Examens | Taux de réussite Année 2003 | Taux de réussite Année 2004 | Taux de réussite Année 2005 | Taux de réussite Année 2006 | Taux de réussite Année 2007 |
|--|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| CAP Employé de vente | | | | | |
| Option A : Produits Alimentaires | 75% | 76,2% | 85,7% | 67,7% | 82,8% |
| Option B : Produits d'équipement courants | 95,7% | 66,7% | 82,4% | 81,3% | 88% |
| CAP Vente Multi Spécialité | | | | 100% | |
| CAP Agent Entreposage et Messagerie | 83,3% | 60% | 83,3% | 90% | 100% |
| CAP Tri Acheminement et Distribution | 90% | 100% | 93,8% | 100% | 91,7% |
| CTM Boucher | 75% | 73,3% | 77% | 75% | 80% |
| Option Charcutier Traiteur | 83,3% | 80% | 70% | 100% | 66,7% |
| Option Boucherie d'Etale | 0% | 57,1% | 73% | 83,3% | 100% |
| CAP Pâtissier | 45,7% | 44,8% | 63% | 62,5% | 71,8% |
| CAP Boulanger | 38,6% | 89,3% | 72,4% | 73,3% | 91,2% |
| CAP Art de la Reliure | | | 100% | | 100% |
| CAP Petite Enfance | | | 92% | 87,5% | 100% |
| CAP Fleuriste | 100% | 81,3% | 93,9% | 81,3% | 80% |
| CAP Assistant Technique en Milieu Familial Collectif | | | | | 80% |
| BEP Optique en lunetterie | 100% | | 0% | | 50% |
| BEP Vente Action Marchande | 82,8% | 73,1% | 75,9% | 73,8% | 71,1% |
| BEP Logistique | | | 90% | 66,7% | 83,3% |
| BEP Métiers de la Comptabilité | 100% | 100% | 50% | | 66,7% |
| BEP Métiers du Secrétariat | 92,9% | 61,1% | 90,9% | 91,7% | 84,2% |
| BP Préparateur en Pharmacie | 74,1% | 59,4% | 68,6% | 65,5% | 64,6% |
| Bac Pro Comptabilité | 85,7% | 100% | 80% | 90,9% | 71,4% |
| Bac Pro Secrétariat | 84,6% | 80% | 89% | 100% | 100% |
| Bac Pro Commerce | 96,8% | 88,89% | 86% | 91,4% | 81,5% |
| Bac Pro Logistique | 81,8% | | 100% | 100% | 80% |
| Bac Pro Services Accueil | | | | | 83,3% |

Source : CFA Roosevelt

ANNEXE 9 : Taux de réussite du CFA du LPC Roosevelt par diplôme (sessions 2003 à 2007)

| Examens | Taux de réussite |
|--|------------------|
| CAP Carrossier Réparateur | 64% |
| CAP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Véhicules Particuliers | 89% |
| CAP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Véhicules Industriels | 80% |
| CAP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Motocycles | 100% |
| CAP Peintre en Carrosserie | 87% |
| CAP Sellerie Générale | 100% |
| CAP Vendeur Magasinier en pièces de rechange et équipements automobiles | 82% |
| CAP Coiffure | 79% |
| BEP Mécanicien en Maintenance de Véhicule, option Véhicules Particuliers | 92% |
| BEP Carrosserie | 65% |
| Mention Complémentaire Maintenance des systèmes embarqués de l'automobile | - |
| Mention Complémentaire Coloriste / Permanentiste | 86% |
| Certificat de Qualification Professionnelle Technicien Electricien Electronicien Automobile | 100% |
| Certificat de Qualification Professionnelle Carrossier Peintre | 82% |
| Certificat de Qualification Professionnelle Magasinier vendeur confirmé en pièces de rechange et accessoires | 100% |
| Certificat de Toilettier Canin | 87% |
| Brevet Professionnel Coiffure | 81% |
| Bac Pro Maintenance de véhicules automobiles, option Véhicules Particuliers | 95% |
| Bac Pro Maintenance de véhicules automobiles, option Véhicules Industriels | 100% |
| Bac Pro Maintenance de véhicules automobiles, option Motocycles | 80% |
| Bac Pro Carrosserie, option Réparation | 100% |

Source : CFA de l'Artisanat de Mulhouse

ANNEXE 9 bis : Taux de réussite du CFA de l'Artisanat par diplôme (session 2007)

ANNEXE 10 : Répartition des sortants de niveaux IV et V par domaine de formation selon leur situation professionnelle au 1er février 2006

Spécialités technico-professionnelles de production

| Domaine | EN EMPLOI | | AU CHOMAGE | |
|--|-----------|-----------|------------|-----------|
| | Lycéens | Apprentis | Lycéens | Apprentis |
| Technologies industrielles fondamentales | 50% | | 50% | |
| Technologies de commande des transformations industrielles | 60% | 54% | 20% | 38% |
| Technologies industrielles fondamentales | | 59% | | 35% |
| Production animale | | 58% | | 40% |
| Aménagement paysager (parcs, ...) | | 76% | | 23% |
| Spécialités pluritechnologiques des transformations | 100% | | 0% | |
| Agro-alimentaire, alimentation, cuisine | 45% | 64% | 40% | 32% |
| Transformations chimiques et apparentées | 55% | | 29% | |
| Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie) | 77% | 89% | 8% | 11% |
| Matériaux de construction, verre, céramique | | 25% | | 75% |
| Plasturgie, matériaux composites | 57% | | 19% | |
| Energie, génie climatique | 56% | 85% | 31% | 14% |
| Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction | 59% | 73% | 32% | 36% |
| Mines et carrières, génie civil, topographie | 86% | 83% | 5% | 8% |
| Bâtiment : construction et couverture | 50% | 85% | 47% | 10% |
| Bâtiment : finitions | 38% | 72% | 42% | 26% |
| Travail du bois et de l'ameublement | 54% | 75% | 32% | 20% |
| Spécialités pluritechnologiques matériaux souples | 50% | 100% | 33% | 0% |
| Textile | 0% | | 50% | |
| Habillement (y.c. mode et couture) | 27% | 50% | 53% | 50% |
| Cuirs et peaux | | 0% | | 0% |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 64% | 95% | 27% | 2% |
| Mécanique générale et de précision, usinage | 64% | 81% | 23% | 16% |
| Moteurs et mécanique automobile | 66% | 66% | 25% | 31% |
| Structures métalliques | 56% | 63% | 31% | 32% |
| Electricité, électronique | 59% | 83% | 31% | 15% |

Source : Région Alsace

Spécialités technico-professionnelles des services

| Domaine | EN EMPLOI | | AU CHOMAGE | |
|---|-----------|-----------|------------|-----------|
| | Lycéens | Apprentis | Lycéens | Apprentis |
| Spécialités plurivalentes des échanges et gestion | 55% | | 25% | |
| Transport, manutention, magasinage | 47% | 85% | 42% | 12% |
| Commerce, vente | 46% | 51% | 41% | 43% |
| Habillement (y.c. mode et couture) | | 95% | | 0% |
| Comptabilité, gestion | 45% | 76% | 39% | 24% |
| Journalisme et communication | 45% | | 45% | |
| Techniques d'imprimerie et d'édition | 57% | 50% | 33% | 42% |
| Techniques des images, son, spectacle | | 67% | | 33% |
| Secrétariat, bureautique | 39% | 67% | 49% | 31% |
| Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales | 38% | 67% | 44% | 50% |
| Santé | 66% | 90% | 28% | 7% |
| Travail social | 36% | 59% | 53% | 30% |
| Accueil, hôtellerie, tourisme | 57% | 63% | 32% | 36% |
| Coiffure, esthétique et autres services aux personnes | 53% | 62% | 26% | 31% |



Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 15
Enseignement supérieur

Une professionnalisation
croissante

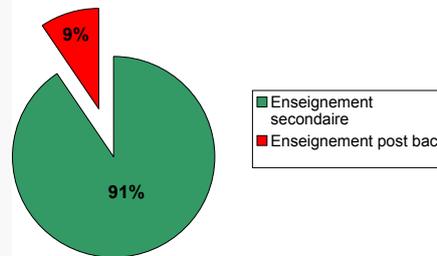
L'enseignement supérieur est étudié pour les lycées, les centres de formation des apprentis (CFA) et l'université du territoire du Pays de la région mulhousienne.

1. Enseignement supérieur en lycée

1.1. Effectifs des lycées publics et privés sous contrat

Les lycées publics concentrent 92% des effectifs de l'enseignement supérieur en lycée du Pays de la région mulhousienne. La part de l'enseignement post bac représente 13% des effectifs lycéens de la Région Alsace (cf. annexe 2) alors qu'elle ne représente que 9% des lycéens du Pays. Le poids de l'enseignement supérieur sur le territoire Sud Alsace (cf. annexe 1 - Carte des territoires du Haut-Rhin), dans le Haut-Rhin et sur la zone d'emploi de Montbéliard est similaire à celui du territoire (cf. annexe 2).

Part de l'enseignement post bac en lycée
Pays de la région mulhousienne



Lycée Jeanne d'Arc
www.ejda.fr

| COMMUNES | ENSEIGNEMENT | ETABLISSEMENTS | EFFECTIFS 2006 |
|--|--------------------|-----------------------------|----------------|
| MULHOUSE | Public | LEGT ALBERT SCHWEITZER | 407 |
| | Public | LEGT LOUIS ARMAND | 187 |
| | Public | LEGTPI LAURENT DE LAVOISIER | 141 |
| | Public | LEGT MICHEL DE MONTAIGNE | 76 |
| | Privé Sous Contrat | LYCEE JEANNE D'ARC | 72 |
| ILLZACH | Public | LETPI ETTORE BUGATTI | 46 |
| TOTAL DES EFFECTIFS DU PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE | | | 929 |

Source : Région Alsace

| | Effectifs 2006 |
|-------------------------|----------------|
| Enseignement secondaire | 8896 |
| Enseignement post bac | 929 |
| Total | 9825 |

Source : Région Alsace

1.2. Effectifs post bac de la rentrée 2006 par filière



www.lycee-bugatti.net

| | Effectif 2006 |
|---------------------------------|---------------|
| BTS | 570 |
| CPGE | 359 |
| Total effectifs post bac | 929 |

Source : Région Alsace

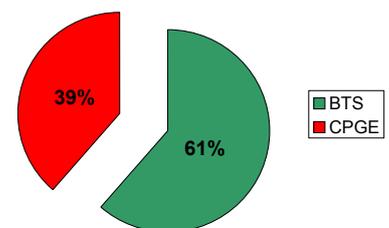
La part des étudiants étant en classes préparatoires aux grandes écoles sur le territoire du Pays de la région mulhousienne est relativement importante comparativement au Département et à la Région (39% pour le Pays, 18% dans le Haut-Rhin et 28% en Alsace).

Le BTS reste la formation post bac la plus suivie dans les lycées (cf. annexe 3). La question de l'intégration au LMD (Licence-Master-Doctorat) du BTS reste entière.

La part des effectifs en classes préparatoires aux grandes écoles

(CPGE) est peu élevée dans la zone de Montbéliard (cf. annexe 3). Le territoire de Montbéliard reste tourné vers le secteur de l'industrie (dont l'emploi chute - cf. Thème n°9 : Emploi total) avec une classe préparatoire en technologies et sciences industrielles au lycée Jules Viette de Montbéliard alors que le Pays se tourne vers le commerce avec une classe préparatoire économique et commerciale au lycée Montaigne de Mulhouse. En revanche aucune école supérieure de commerce n'existe sur le territoire du Pays de la région mulhousienne.

Enseignement post bac en lycée par filière
Pays de la région mulhousienne



1.3. Effectifs de la rentrée 2006 par groupe de formation

Les effectifs post bac des lycées du Pays de la région mulhousienne se dirigent en majorité vers les spécialités pluriscientifiques (plus de 30% de l'effectif post bac total), vers le commerce et vente (plus de 10% des effectifs) ainsi que vers l'électricité et l'électronique (près de 9%).

Les domaines du commerce/vente et des spécialités pluriscientifiques sont également bien représentés sur le Département et la Région (cf. annexe 4). Dans le domaine de l'électricité et de l'électronique, plus de 7% des effectifs haut-rhinois et 8% des effectifs alsaciens suivent cette formation dans un lycée du territoire. 45,2% des étudiants de ce domaine suivent leur formation sur le territoire Sud Alsace.

Toutefois certaines formations, fortement représentées au niveau régional, concentrent peu d'effectifs au niveau du Pays. C'est le cas notamment de la comptabilité-gestion qui concentre 12,5% des effectifs alsaciens et uniquement 5% des effectifs du territoire. Le domaine de l'accueil-

| Domaines disciplinaires | Effectifs rentrée 2006 |
|--|------------------------|
| Spécialités pluriscientifiques | 283 |
| Commerce, vente | 99 |
| Electricité, électronique | 82 |
| Spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit | 76 |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 69 |
| Secrétariat, bureautique | 56 |
| Santé | 52 |
| Finances, banques, assurances | 51 |
| Transformations chimiques et apparentées | 49 |
| Moteurs et mécanique automobile | 46 |
| Comptabilité, gestion | 44 |
| Technologies de commande des transformations industrielles | 22 |
| Total des effectifs | 929 |

Source : Région Alsace

Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne

hôtellerie-tourisme (7% des effectifs alsaciens) et les spécialités littéraires et artistiques plurivalentes (4% des effectifs alsaciens) ne comptent aucun effectif lycéen post bac sur le Pays de la région mulhousienne. Il n'y a donc pas d'offre de formation sur le Pays dans ces domaines. Cependant, des formations existent au delà du territoire du Pays comme dans le domaine de l'accueil-hôtellerie-tourisme qui représente 10% des effectifs du Sud Alsace.



Lycée Cluny, Mulhouse

1.4. Position des formations supérieures des lycées du territoire - session 2006

Afin d'apprécier la position des formations supérieures en lycée du Pays de la région mulhousienne, un indicateur d'attractivité des formations a été calculé. Il s'agit de connaître la part des vœux par rapport au nombre de places dans les formations.

De manière générale, les formations supérieures en lycée sont plutôt

attractives sur le Pays (259%) et le territoire Sud Alsace (222%) : il y a plus de demandes que de places. Les formations des spécialités technico-professionnelles des services sont toutefois nettement plus attractives que celle des spécialités technico-professionnelles de production (respectivement 316% et 108%).

| | | Pays de la région mulhousienne | | | Territoire Sud Alsace | | |
|---|--|--------------------------------|-------------|--------------|-----------------------|-------------|--------------|
| | | Places | Vœux | Attractivité | Places | Vœux | Attractivité |
| Spécialités technico-professionnelles de production | Technologies industrielles fondamentales | 0 | 0 | - | 24 | 41 | 171% |
| | Technologies de commande des transformations industrielles | 15 | 18 | 120% | 39 | 35 | 90% |
| | Transformations chimiques et apparentées | 30 | 94 | 313% | 30 | 94 | 313% |
| | Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie) | 0 | 0 | - | 15 | 25 | 167% |
| | Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 32 | 65 | 203% | 62 | 119 | 192% |
| | Moteurs et mécanique automobile | 30 | 78 | 260% | 30 | 78 | 260% |
| | Structures métalliques | 0 | 0 | - | 18 | 13 | 72% |
| | Electricité, électronique | 48 | 67 | 140% | 63 | 113 | 179% |
| | Total | 155 | 322 | 208% | 281 | 518 | 184% |
| Spécialités technico-professionnelles des services | Commerce, vente | 59 | 161 | 273% | 59 | 161 | 273% |
| | Finances, banques, assurances | 0 | 0 | - | 24 | 73 | 304% |
| | Comptabilité, gestion | 24 | 112 | 467% | 66 | 186 | 282% |
| | Secrétariat, bureautique | 24 | 69 | 288% | 48 | 98 | 204% |
| | Santé | 30 | 91 | 303% | 30 | 91 | 303% |
| | Total | 137 | 433 | 316% | 227 | 609 | 268% |
| TOTAL GENERAL | 292 | 755 | 259% | 508 | 1127 | 222% | |

Source : Région Alsace

2. Enseignement supérieur en Centre de Formation des Apprentis (CFA)

2.1. Effectifs des CFA en 2005 et 2006

En 2006, la majorité des apprentis de l'enseignement supérieur suivent leur formation au CFA Universitaire (47,9%), au CFA de l'Industrie (32,6%) et au CFA Sud Alsace (13,4%) - (cf. annexe 5).

En 2005, les effectifs de l'enseignement supérieur des CFA du Pays de la région mulhousienne représentent près de 94% des effectifs du Haut-Rhin et près de 52% de ceux de l'Alsace. L'apprentissage est donc très fortement représenté sur le territoire (cf. annexe 5).



www.cfai-alsace.fr

2.2. Effectifs des rentrées 2005 et 2006 par diplôme

Le nombre d'apprentis de l'enseignement supérieur a augmenté de 25% en 2006 par rapport à 2005 sur le Pays de la région mulhousienne. La majorité des effectifs prépare une formation de niveau III (67,5% en 2005 et 65,4% en 2006 - cf. annexe 6).

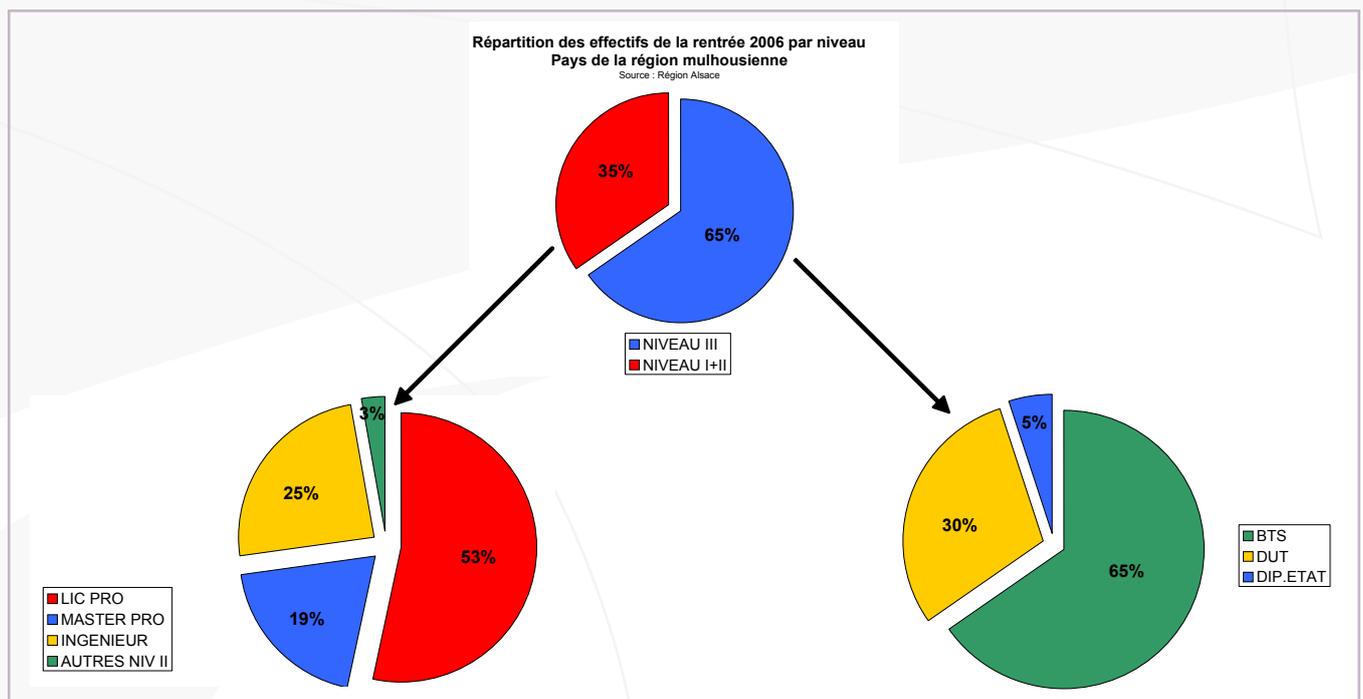
La structure des effectifs du territoire Sud Alsace est similaire à celle du Pays puisque, mis à part le CFA de Cernay (36 apprentis post bac en 2006),

les CFA accueillant des apprentis de l'enseignement supérieur sont sur le Pays. De même, la structure du Haut-Rhin est équivalente à celle du territoire du Pays puisque 94% des effectifs de l'enseignement supérieur du Haut-Rhin se situent sur le territoire.

Pour les formations supérieures au Bac+2 (niveau I et II), la majorité des effectifs des CFA prépare une licence professionnelle (dispositif LMD mis

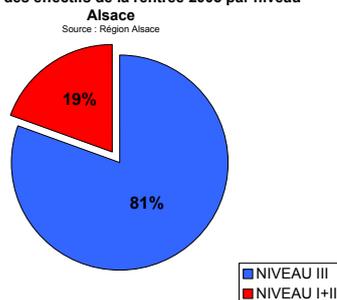
en place en 2005) ou un diplôme d'ingénieur.

Pour les formations de Bac à Bac+2 (niveau III), le BTS est prédominant (65% des effectifs). De plus, une part importante des BTS se fait par apprentissage. Sur le Pays de la région mulhousienne, les étudiants tendent donc non seulement à se former mais surtout à se professionnaliser.



En 2005, la structure des effectifs de l'enseignement supérieur des CFA de la Région Alsace suit la même tendance que la structure des effectifs du Pays (cf. annexe 6). Cependant, sur le territoire, les étudiants apprentis suivent, en 2005 comme en 2006, une formation plus qualifiante que les apprentis alsaciens (33% de niveau I et II contre 19% pour la Région). Ce constat est probablement dû à l'importance des inscriptions en licence professionnelle dans le Pays de la région mulhousienne.

Répartition des effectifs de la rentrée 2005 par niveau



2.3. Effectifs de la rentrée 2006 par groupe de formation

On retrouve ici les deux domaines prédominants de la formation supérieur en lycée : Commerce et vente, et Electricité et électronique.

Les formations en apprentissage restent néanmoins marquées par la tradition industrielle du territoire.

Les formations de l'enseignement supérieur prédominantes en Alsace sont (cf. annexe 7) :

- Commerce et vente : 18,2% des effectifs de l'enseignement supérieur en CFA pour la Région, 15,8% pour le Département (exclusivement sur le territoire du Pays pour le Département)
- Comptabilité, gestion : 16,1% des effectifs de l'enseignement supérieur en CFA pour la Région, 12,9% pour le Département (exclusivement sur le territoire du Pays pour le Département)
- Technologies de commande des transformations industrielles : exclusivement sur le territoire (19,5% des effectifs de l'enseignement supérieur en CFA du Pays, 10% de l'effectif régional).

| Domaines disciplinaires | 2005 | 2006 | Evolution |
|--|------------|-------------|--------------|
| Technologies de commande des transformations industrielles | 181 | 300 | 65,7% |
| Commerce, vente | 157 | 192 | 22,3% |
| Comptabilité, gestion | 128 | 117 | -8,6% |
| Electricité, électronique | 57 | 81 | 42,1% |
| Moteurs et mécanique automobile | 78 | 69 | -11,5% |
| Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données | 55 | 61 | 10,9% |
| Technologies industrielles fondamentales | 37 | 59 | 59,5% |
| Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction | 40 | 54 | 35,0% |
| Mécanique générale et de précision, usinage | 55 | 44 | -20,0% |
| Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance | 17 | 44 | 158,8% |
| Ressources Humaines, gestion du personnel, organisation du travail | 37 | 41 | 10,8% |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 25 | 27 | 8,0% |
| Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion | 23 | 26 | 13,0% |
| Transport, manutention, magasinage | 3 | 25 | 733,3% |
| Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie) | 17 | 7 | -58,8% |
| Finances, banques, assurances | 0 | 7 | - |
| Spécialités plurivalentes de la communication | 0 | 7 | - |
| Sciences et génie de l'environnement | 0 | 3 | - |
| Bâtiment : finitions | 21 | 0 | -100,0% |
| Total des effectifs | 931 | 1164 | 25,0% |

Source : Région Alsace

Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne



www.cfaa-mulhouse.fr

2.4. Taux de réussite par diplôme - session 2007

CFA de l'Industrie Alsace (Mulhouse)

La majorité des apprentis de l'enseignement supérieur du CFAI Alsace ayant passé un examen en juin 2007 ont obtenu un BTS (80,6% - cf. annexe 8). Le taux de réussite en BTS est en hausse par rapport à 2006 (+ 12,2 points) mais celui des diplômes d'ingénieur est en baisse (- 10 points mais tout de même de 90%).

CFA de l'Artisanat (Mulhouse)

Deux formations post-bac sont

dispensées au CFA de l'Artisanat de Mulhouse : le BTS « Maintenance après-vente automobile, option Véhicules Particuliers » qui enregistre un taux de réussite de 48% pour 2007 et le BTS « Maintenance après-vente automobile, option Véhicules Industriels » qui enregistre un taux de réussite de 100%.

CFA Universitaire (Mulhouse)

Le CFA Universitaire Alsace propose aujourd'hui près de 50 formations par apprentissage de niveau Bac +2 à Bac +5, du domaine des services et de la production. En 2006, plus de 21% des

effectifs alsaciens en apprentissage dans l'enseignement supérieur étaient inscrits au CFAU. Le taux de réussite aux examens atteint près de 97% et 82% des apprentis diplômés trouvent un emploi en CDD ou CDI.

CFA Sud Alsace (Mulhouse)

En juin 2007, le CFA Sud Alsace enregistre 72% de réussite pour 100% de candidats présentés à l'examen. Ce taux de réussite est supérieur à la moyenne académique.

2.5. Enquête d'insertion professionnelle 6 mois après l'examen de juin 2006 au CFAI Alsace

D'après cette enquête sur les sortants de juin 2006, 94% des apprentis titulaires d'un diplôme d'ingénieur et 58% titulaires d'un BTS sont en emploi 6 mois après l'obtention de leur diplôme. Parmi les BTS, 37% poursuivent leurs études en 2007 (Licence professionnelle ou cycle général).

Plus le diplôme est élevé, plus l'intégration dans l'emploi est aisée. Les personnes titulaires d'un niveau I ou II occupent-elles un emploi correspondant au niveau de leur formation ?

| Diplôme | Nombre de réponses | En situation d'emploi | Formation en alternance | Autre formation | Recherche d'emploi |
|---|--------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------|--------------------|
| BTS Electrotechnique | 26 | 61% | 16% | 7% | 16% |
| BTS Mécanique et Automatismes Industriels | 4 | - | 100% | - | - |
| BTS Maintenance Industrielle | 42 | 69% | 21% | 7% | 3% |
| BTS Étude et Réalisation d'Outillage | 8 | 75% | 25% | - | - |
| BTS Conception de produits Industriels | 10 | 20% | 60% | 20% | - |
| BTS Industrialisation des Produits Mécaniques | 5 | 20% | 20% | 60% | - |
| BTS Production Mécanique | 4 | 100% | - | - | - |
| Total BTS | 99 | 58% | 27% | 10% | 5% |
| Ingénieur Mécanique | 12 | 92% | - | - | 8% |
| Ingénieur Informatique Industrielle | 4 | 100% | - | - | - |
| Total Ingénieurs | 16 | 94% | - | - | 6% |

Source : CFAI Alsace

2.6. Insertion des lycéens et apprentis alsaciens

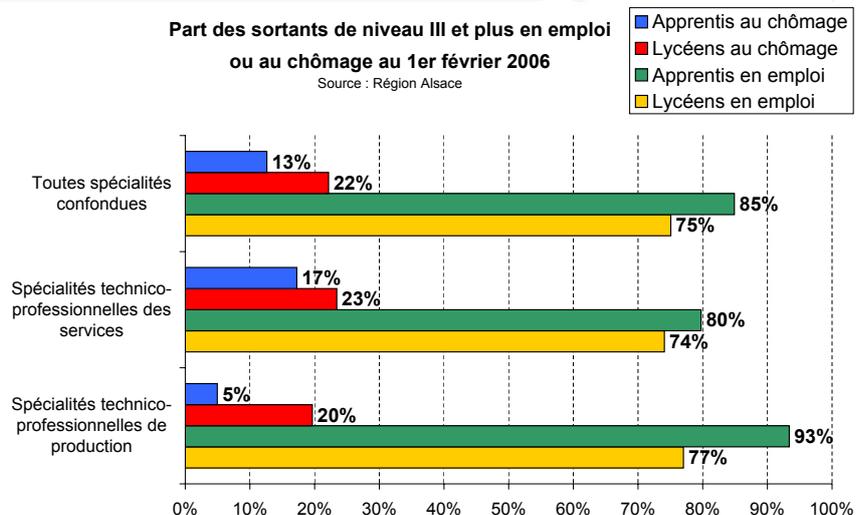
Il s'agit d'avoir la répartition des sortants selon leur situation professionnelle au 1er février 2006 (cf. annexe 13). Seuls les apprentis et lycéens en emploi ou au chômage sont représentés. La part restante correspond aux apprentis et lycéens en stage ou inactifs.

Toutes spécialités confondues, il apparaît que les apprentis sont plus en emploi que les lycéens à l'issue de leur formation : 85% des apprentis exercent une activité au 1er février 2006 contre 75% des lycéens.

De plus, 22% des apprentis sont à la recherche d'un emploi contre 13% des lycéens. Les formations en apprentissage paraissent donc mieux adaptées au marché du travail.

Part des sortants de niveau III et plus en emploi ou au chômage au 1er février 2006

Source : Région Alsace



3. Enseignement supérieur universitaire

3.1. Université Haute Alsace

Les Universités Louis Pasteur (ULP), Marc Bloch (UMB) et Robert Schuman (URS) forment le pôle universitaire européen de Strasbourg.

L'Université Louis Pasteur propose aujourd'hui une large variété de formations dans les secteurs de la santé et des sciences exactes, humaines et sociales.

L'Université Marc Bloch regroupe 10 composantes : arts, sciences historiques, lettres, langues, langues et sciences humaines appliquées, philosophie - sciences du langage, sciences sociales, sciences du sport, théologie catholique et théologie protestante.

L'Université Robert Schuman est spécialisée dans le droit, les sciences politiques et la gestion.

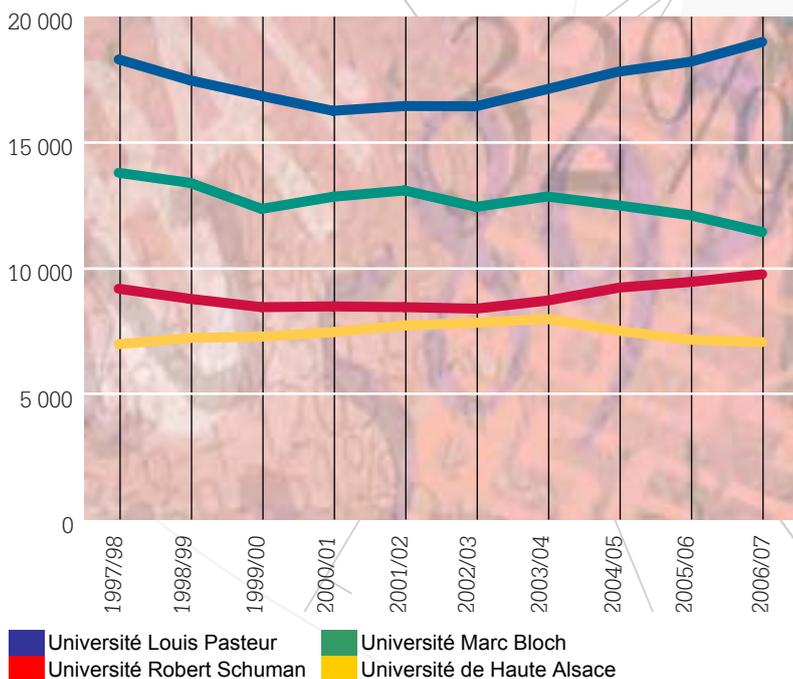
L'Université de Haute Alsace (UHA) propose une centaine de formations dans quatre domaines : Lettres, Langues et Sciences Humaines ; Gestion et Commerce ; Droit et Sciences Sociales; Sciences et Technologies.

Localisation des universités en Alsace



Source : Universités, 2007
Réalisation : AURM, septembre 2007

Étudiants inscrits de 1997/1998 à 2006/2007



Étudiants inscrits à la rentrée 2006

Depuis la rentrée 2003, on note une baisse des effectifs des universités de Haute Alsace et Marc Bloch en faveur des universités Robert Schuman et Louis Pasteur.

| | Effectifs 2006 |
|---|----------------|
| Université Haute Alsace | 7 502 |
| Université Louis Pasteur | 18 847 |
| Université Marc Bloch | 11 965 |
| Université Robert Schuman | 9 947 |
| Total des effectifs universitaires en Alsace | 48 261 |

Source : ORESIPE

Répartition des étudiants par type de diplôme à la rentrée 2006 (cf. annexe 8)

Le dispositif LMD (Licence Master Doctorat) a été mis en place en Alsace à la rentrée 2005.

- Licence : l'UHA, représentant 16% de l'effectif universitaire global, regroupe 35% des licences professionnelles.
- Master : 14,5% des étudiants inscrits à l'UHA en 2006 préparent un Master. Dans l'effectif alsacien, l'UHA ne regroupe que 12,3% des Master.
- Doctorat : les doctorants sont très peu présents à l'UHA. En effet, ils ne représentent que 2% de l'effectif total de l'Université Haute Alsace alors qu'il représentent 7% à l'Université Louis Pasteur, 7% à l'Université Marc Bloch et 5% à l'Université Robert Schuman. De plus, la part de l'UHA dans l'ensemble des doctorants alsaciens n'est que de 6%.

| Académie d'obtention du baccalauréat | UHA | ULP | UMB | URS | Ensemble |
|--------------------------------------|-----|-----|-----|-----|----------|
| Haut-Rhin (académie de Strasbourg) | 67% | 21% | 17% | 15% | 26% |
| Bas-Rhin (académie de Strasbourg) | 11% | 50% | 49% | 47% | 43% |
| Nancy-Metz | 4% | 10% | 11% | 9% | 9% |
| Besançon | 6% | 4% | 5% | 5% | 4% |
| Autres académies | 12% | 16% | 18% | 24% | 18% |

Source : ORESIPE

Part des bacheliers - rentrée 2006

La part des bacheliers inscrits à l'université en 2006 (cf. annexe 9) est plus importante à l'UHA (20,8%) que dans les autres universités de la Région (14,5% pour l'ULP, 14,8% pour l'UMB et 14,7% pour l'URS).

Les néo bacheliers inscrits à l'UHA sont principalement issus de la filière Sciences et Technologies et de la filière professionnelle.

22% des étudiants de l'UHA, titulaires d'un baccalauréat, ont obtenu celui-ci hors de l'académie de Strasbourg (30% pour l'ULP, 34% pour l'UMB et 38% pour l'URS) et 67% des étudiants sont issus des lycées du Haut-Rhin : cela met en évidence le statut d'université de proximité de l'UHA. La faiblesse de l'attractivité de l'UHA s'explique notamment par la présence du pôle universitaire de Strasbourg qui a une forte notoriété, ainsi que par la proximité des antennes de l'université de Besançon qui se situent à Montbéliard et Belfort.



Bibliothèque universitaire
www.uha.fr

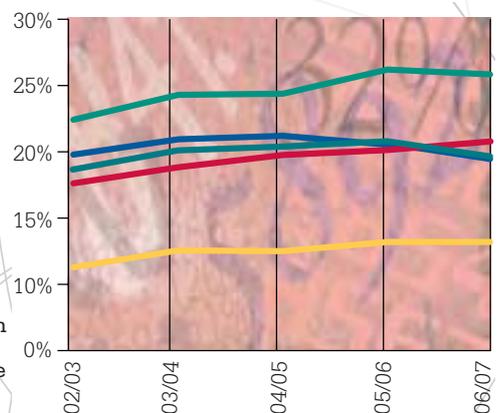
Proportion d'étudiants étrangers - rentrée 2006

En 2006, la proportion d'étudiants étrangers s'établissait à 13% pour l'UHA contre 20% pour l'ULP, 21% pour l'URS et 25% pour l'UMB.

Ce constat, combiné avec le fait que le « recrutement » de l'UHA est plutôt local, pourrait être le signe d'un manque d'attractivité de l'Université mulhousienne.



Campus UHA
www.uha.fr



Finalité de la formation - rentrée 2006

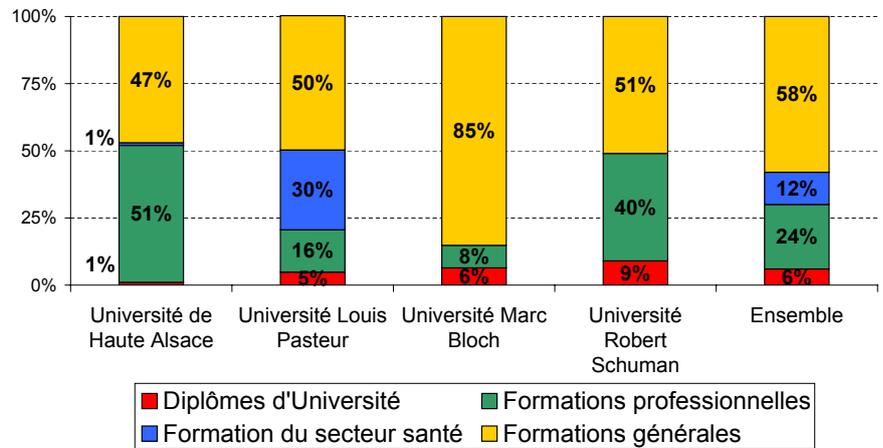
L'UHA est une université pluridisciplinaire où les formations professionnelles sont dominantes (51% des étudiants : proportion la plus élevée d'Alsace).

Diplômes délivrés en 2005

La prédominance des formations professionnelles à l'UHA est également visible via les diplômes délivrés (cf. annexe 10). En effet, 58,5% des diplômes sont délivrés au titre de la formation professionnelle (39,7% des diplômes de la formation professionnelle en Alsace), contre 17,6% pour l'ULP, 9,5% pour l'UMB et 39% pour l'URS.

Inscrits en 2006/2007 selon la finalité de la formation

Source : ORESIPE



3.2. Institut Universitaire et Technologique de Mulhouse

Effectifs 2006 et 2007

Le nombre d'étudiants inscrits en DUT a diminué par rapport à 2006 (-1,2%) mais a augmenté en licence professionnelle (+7,9% - cf. annexe 11).

Au niveau des DUT, la diminution des effectifs ne concerne pas tous les diplômes. Les formations débouchant vers un emploi du secteur de l'industrie attirent moins d'étudiants qu'en 2006 (exemples : DUT Génie Industrie et Maintenance, DUT Génie Mécanique et Productique, ...) alors que les formations telles que le DUT Gestion des Entreprises et Administrations voient leurs effectifs augmentés entre 2006 et 2007. Les formations de l'IUT de Mulhouse s'adaptent donc à l'évolution du marché du travail (cf. Thème n°9 : Emploi total - Perte de plus de 5000 emplois en 5 ans pour le secteur de l'industrie).

Concernant les licences professionnelles (LP), l'augmentation des effectifs est en partie due à la mise en place en 2005 du dispositif LMD. Comme pour les DUT, la plupart des licences professionnelles du secteur de l'industrie, telles que la licence professionnelle de métrologie, voient leurs effectifs diminués entre 2006 et 2007 tandis que celles des autres secteurs voient leurs effectifs augmentés (licence professionnelle activités et techniques de communication, LP Webdesign, ...).

Enquête d'insertion professionnelle à 2 ans des titulaires de DUT 2004 (187 réponses)

L'enquête sur les parcours post DUT 2004 montre que 79% des titulaires de DUT ont poursuivi leurs études, dont 55,6% au moins deux ans.

Parmi ceux qui n'ont pas poursuivi leurs études (38 observations), 74% seraient en emploi stable (CDI) et 91% des emplois seraient occupés dans le Haut-Rhin. Seulement 54% des diplômés en 2004 pensent que leur emploi correspond à leur formation. Il y a donc un décalage entre formation et emploi.

Concernant les titulaires de DUT ayant poursuivi leurs études et ayant un emploi au moment de l'enquête (57

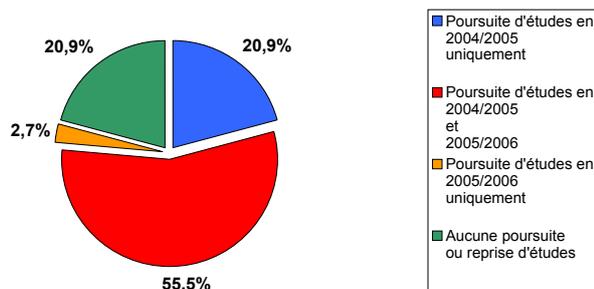
| | | Fréquences |
|--------------------------------------|---------------------------|------------|
| Poursuite d'études | en 2004/2005 uniquement | 20,9% |
| | en 2004/2005 et 2005/2006 | 55,6% |
| | en 2005/2006 uniquement | 2,7% |
| Aucune poursuite ou reprise d'études | | 20,9% |

Source : IUT de Mulhouse

observations), 65% seraient en emploi stable (CDI ou fonctionnaire). Malgré la poursuite d'études et la mobilité (56% des emplois seraient occupés dans le Haut-Rhin), l'obtention d'un emploi stable est relativement faible. Néanmoins, 80% des interrogés pensent que leur emploi correspond à leur formation, contrairement à ceux qui ont arrêté leurs études après l'obtention de leur DUT.

Parcours post DUT

Source : IUT de Mulhouse



Diagnostic

- La part des étudiants en Classes Préparatoire aux Grandes Ecoles (économique et commerciale) est importante sur le territoire du Pays de la région mulhousienne mais aucune école supérieure de commerce n'est présente sur le territoire.

Les étudiants en lycée se dirigent principalement vers les spécialités pluriscientifiques, le commerce et la vente, et l'électricité et l'électronique.

- L'apprentissage est fortement représenté (94% des apprentis du Haut-Rhin et 52% des apprentis alsaciens).

La part des BTS en apprentissage est importante : 44% sur le Pays et 18% en Alsace.

Les apprentis se dirigent également vers la filière commerce et vente et la filière électricité et électronique.

=> L'apprentissage est une caractéristique locale. Pour ceux qui choisissent de suivre un enseignement hors apprentissage, les formations proposées sont nettement professionnalisées (BTS, DUT, Licence Professionnelle).

- En comparaison des universités strasbourgeoises, le recrutement de l'UHA est plutôt local et il y a une faible proportion d'étudiants étrangers. L'UHA est donc une université de proximité.

Dimension prospective

- Les formations dispensées sur le Pays de la région mulhousienne ne sont pas toujours adaptées à la réalité du marché du travail local (cf. Thème n°9 : Emploi total).

Au niveau de l'IUT, les formations dispensées ont toujours un fort caractère industriel mais les effectifs inscrits dans ces formations sont en diminution.

Dans l'enseignement supérieur, certains secteurs sont très peu représentés. Moins de 1% des effectifs de l'UHA et seulement 3,2% des effectifs alsaciens étudient dans le domaine de la santé alors qu'il s'agit d'un secteur économique en plein développement.

Parmi les formations post bac en lycée, aucune ne relève du secteur de l'accueil/hôtellerie/restauration (secteur pourtant recruteur - cf. Thème n°9 et thème n°10 : Demande d'emploi).

Cependant, même s'il n'y a pas de réponse locale, il existe des formations accessibles aux étudiants du Pays de la région mulhousienne sur tout le Sud Alsace : CFA de l'hôtellerie et restauration à Guebwiller, CFA à Cernay (formation en énergie et génie climatique), ...

ANNEXE 1 : Carte des territoires du Haut-Rhin



ANNEXE 2 : Part de l'enseignement post-bac dans les lycées

Comparaison avec des échelles supérieures

| | Territoire Sud Alsace | Haut-Rhin | Alsace |
|-------------------------|-----------------------|---------------|---------------|
| Enseignement secondaire | 15 575 | 25 551 | 61 061 |
| Enseignement post bac | 1 346 | 2 289 | 8 100 |
| Total | 16 921 | 27 840 | 69 161 |

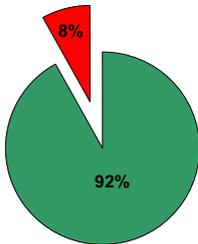
Source : Région Alsace



Lycée Lavoisier, Mulhouse

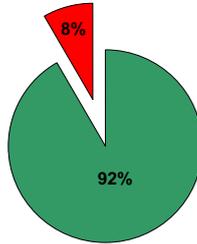
www.lycee-lavoisier.net

Part de l'enseignement post bac en lycée
Territoire Sud Alsace

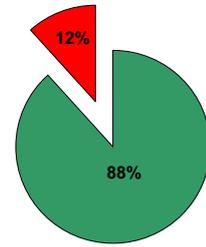


■ Enseignement secondaire
■ Enseignement post bac

Part de l'enseignement post bac en lycée
Haut-Rhin



Part de l'enseignement post bac en lycée
Alsace



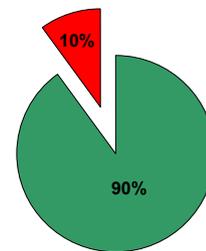
Comparaison avec d'autres agglomérations

Zone d'emploi de Montbéliard:

| | Effectifs 2006 |
|-------------------------|----------------|
| Enseignement secondaire | 5 585 |
| Enseignement post bac | 615 |
| Total | 6 200 |

Source : Région Franche Comté

Part de l'enseignement post bac en lycée
Zone de Montbéliard



ANNEXE 3 : Effectifs post bac des lycées par filière

Comparaison avec des échelles supérieures

| | Sud Alsace | Haut-Rhin | Alsace |
|---|--------------|--------------|--------------|
| Mise à niveau BTS | 0 | 0 | 128 |
| BTS | 987 | 1 771 | 5 525 |
| Conseiller en économie sociale et familiale | 0 | 0 | 18 |
| CPGE | 359 | 413 | 2 230 |
| Prépa Etudes comptables et financières | 0 | 23 | 47 |
| Etudes comptables et financières | 0 | 82 | 152 |
| Total effectifs post bac | 1 346 | 2 289 | 8 100 |

Source : Région Alsace



Lycée Rebberg, Mulhouse

www.serm68.fr

Comparaison avec d'autres agglomérations

Zone d'emploi de Montbéliard:

| | Effectifs 2006 |
|---|----------------|
| BTS et Diplôme Préparatoires aux Etudes Comptables et Financières | 559 |
| Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles | 56 |
| Total effectifs post bac | 615 |

Source : Région Franche Comté

ANNEXE 4 : Effectifs des lycées par groupe de formation

| Domaines disciplinaires | Effectifs 2006 | | | Part dans l'effectif régional | |
|--|----------------|--------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| | Sud Alsace | Haut-Rhin | Alsace | Sud Alsace | Pays |
| Spécialités pluriscientifiques | 283 | 337 | 1 532 | 18,5% | 18,5% |
| Comptabilité, gestion | 133 | 366 | 1 008 | 13,2% | 4,4% |
| Electricité, électronique | 127 | 169 | 281 | 45,2% | 29,2% |
| Commerce, vente | 99 | 185 | 657 | 15,1% | 15,1% |
| Finances, banques, assurances | 98 | 145 | 145 | 67,6% | 35,2% |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 92 | 92 | 285 | 32,3% | 24,2% |
| Secrétariat, bureautique | 92 | 173 | 502 | 18,3% | 11,2% |
| Spécialités pluridisciplinaires sciences humaines et droit | 76 | 76 | 395 | 19,2% | 19,2% |
| Technologies industrielles fondamentales | 75 | 75 | 189 | 39,7% | 0,0% |
| Technologies de commande des transformations industrielles | 66 | 184 | 376 | 17,6% | 5,9% |
| Santé | 52 | 52 | 376 | 13,8% | 13,8% |
| Transformations chimiques et apparentées | 49 | 49 | 98 | 50,0% | 50,0% |
| Moteurs et mécanique automobile | 46 | 46 | 46 | 100,0% | 100,0% |
| Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie) | 33 | 69 | 69 | 47,8% | 0,0% |
| Structures métalliques | 25 | 25 | 44 | 56,8% | 0,0% |
| Spécialités littéraires et artistiques plurivalentes | 0 | 0 | 303 | 0,0% | 0,0% |
| Technologie agricole | 0 | 0 | 38 | 0,0% | 0,0% |
| Production végétale (vin, vignes) | 0 | 66 | 66 | 0,0% | 0,0% |
| Spécialités pluritechnologiques des transformations | 0 | 0 | 32 | 0,0% | 0,0% |
| Agro-alimentaire, alimentation, cuisine | 0 | 44 | 134 | 0,0% | 0,0% |
| Plasturgie, matériaux composites | 0 | 34 | 64 | 0,0% | 0,0% |
| Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction | 0 | 0 | 130 | 0,0% | 0,0% |
| Mines et carrières, génie civil, topographie | 0 | 0 | 51 | 0,0% | 0,0% |
| Travail du bois et de l'ameublement | 0 | 0 | 33 | 0,0% | 0,0% |
| Spécialités pluritechnologiques matériaux souples | 0 | 0 | 38 | 0,0% | 0,0% |
| Transport, manutention, magasinage | 0 | 0 | 45 | 0,0% | 0,0% |
| Spécialités plurivalentes de la communication | 0 | 0 | 104 | 0,0% | 0,0% |
| Techniques d'imprimerie et d'édition | 0 | 0 | 54 | 0,0% | 0,0% |
| Techniques des images, son, spectacle | 0 | 0 | 56 | 0,0% | 0,0% |
| Informatique, traitement de l'information | 0 | 57 | 176 | 0,0% | 0,0% |
| Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales | 0 | 0 | 41 | 0,0% | 0,0% |
| Travail social | 0 | 0 | 80 | 0,0% | 0,0% |
| Accueil, hôtellerie, tourisme | 0 | 45 | 562 | 0,0% | 0,0% |
| Coiffure, esthétique et autres services aux personnes | 0 | 0 | 53 | 0,0% | 0,0% |
| Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement | 0 | 0 | 37 | 0,0% | 0,0% |
| Total des effectifs | 1 346 | 2 289 | 8 100 | 16,6% | 11,5% |

Source : Région Alsace

Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne

> Part de la population du territoire Sud Alsace dans la Région en 1999 (30%)

> Part de la population du Pays de la région mulhousienne dans la Région en 1999 (14,5%)

ANNEXE 5 : Effectifs des CFA en 2005 et 2006

| COMMUNES | RATTACHEMENT | ETABLISSEMENTS | Effectifs 2006 |
|--|-----------------------------|---------------------------|----------------|
| MULHOUSE | CFA DE LA CHBRE DES METIERS | CFA DE L'ARTISANAT | 69 |
| | CFA DE L'INDUSTRIE | CFA DE L'INDUSTRIE ALSACE | 379 |
| | PUBLIC EN | CFA DU LPC ROOSEVELT | 2 |
| | CFA DES CCI | CFA SUD ALSACE | 156 |
| | UNIVERSITE | CFA UNIVERSITAIRE ALSACE | 558 |
| TOTAL DES EFFECTIFS DU PAYS DE LA REGION MULHOUSIENNE | | | 1164 |

Source : Région Alsace

| | EFFECTIFS 2005 | | | Effectifs Sud Alsace/Région |
|-----------------------------|----------------|------------|-------------|--------------------------------|
| | Sud Alsace | Haut-Rhin | Alsace | |
| CFA PUBLIC EN | 2 | 20 | 105 | 1,9% |
| CFA DE LA CHBRE DES METIERS | 67 | 67 | 140 | 47,9% |
| CFA DE L'INDUSTRIE | 332 | 332 | 332 | 100,0% |
| CFA DES CCI | 137 | 137 | 653 | 21,0% |
| CFA UNIVERSITE | 393 | 393 | 393 | 100,0% |
| CFA PUBLIC AGRI | 18 | 45 | 45 | 40,0% |
| CFA ASSOCIATIFS | 0 | 0 | 133 | 0,0% |
| TOTAL EFFECTIFS 2005 | 949 | 994 | 1801 | 52,7% |

Source : Région Alsace

ANNEXE 6 : Effectifs en CFA des rentrées 2005 et 2006 par diplôme

| | Effectifs 2006 | | Effectifs 2005 | | | |
|--------------------|----------------|-------------|----------------|------------|------------|-------------|
| | Pays | Sud Alsace | Pays | Sud Alsace | Haut-Rhin | Alsace |
| NIVEAU III | 761 | 779 | 628 | 646 | 691 | 1452 |
| B TSA | 0 | 0 | 0 | 0 | 45 | 45 |
| BTS | 496 | 514 | 450 | 468 | 468 | 1170 |
| DUT | 226 | 226 | 178 | 178 | 178 | 178 |
| DIP. ETAT | 39 | 39 | 0 | 0 | 0 | 59 |
| NIVEAU I+II | 403 | 403 | 303 | 303 | 303 | 349 |
| DECF | 0 | 0 | 37 | 37 | 37 | 78 |
| DESCF | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| LIC PRO | 215 | 215 | 116 | 116 | 116 | 116 |
| MASTER 1 | 0 | 0 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| MASTER PRO | 78 | 78 | 42 | 42 | 42 | 42 |
| INGENIEUR | 99 | 99 | 88 | 88 | 88 | 88 |
| AUTRES NIV II | 11 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 1164 | 1182 | 931 | 949 | 994 | 1801 |

Source : Région Alsace



**ANNEXE 7 : Effectifs en
CFA de la rentrée 2005
par groupe de formation**

| Domaines disciplinaires | Haut-Rhin | Alsace |
|--|------------------|---------------|
| Commerce, vente | 157 | 328 |
| Comptabilité, gestion | 128 | 290 |
| Technologies de commande des transformations industrielles | 181 | 181 |
| Techniques des images, son, spectacle | 0 | 108 |
| Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données | 55 | 106 |
| Moteurs et mécanique automobile | 78 | 78 |
| Electricité, électronique | 57 | 74 |
| Energie, génie climatique | 0 | 73 |
| Travail social | 0 | 73 |
| Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction | 58 | 58 |
| Mécanique générale et de précision, usinage | 55 | 55 |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 25 | 54 |
| Technologies industrielles fondamentales | 37 | 37 |
| Ressources Humaines, gestion du personnel, organisation du travail | 37 | 37 |
| Finances, banques, assurances | 0 | 32 |
| Accueil, hôtellerie, tourisme | 0 | 28 |
| Aménagement paysager (parcs, ...) | 26 | 26 |
| Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion | 23 | 23 |
| Santé | 0 | 23 |
| Bâtiment : finitions | 21 | 21 |
| Production végétale (vin, vignes) | 19 | 19 |
| Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie) | 17 | 17 |
| Travail du bois et de l'ameublement | 0 | 17 |
| Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance | 17 | 17 |
| Structures métalliques | 0 | 14 |
| Techniques d'imprimerie et d'édition | 0 | 9 |
| Transport, manutention, magasinage | 3 | 3 |
| Total des effectifs | 994 | 1801 |

Source : Région Alsace



Formations comptant le plus d'effectifs sur le territoire du Pays de la région mulhousienne

ANNEXE 8 : Taux de réussite par diplôme - session 2007-

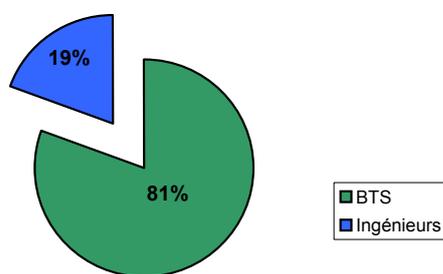
CFAI Alsace

| Diplôme | Effectifs présentés | Effectifs reçus | Taux de réussite |
|---|---------------------|-----------------|------------------|
| BTS Electrotechnique | 28 | 25 | 89,3% |
| BTS Mécanique et Automatismes Industriels | 7 | 7 | 100% |
| BTS Maintenance Industrielle | 60 | 51 | 85% |
| BTS Étude et Réalisation d'Outillage | 7 | 7 | 100% |
| BTS Conception de produits Industriels | 12 | 10 | 83,3% |
| BTS Industrialisation des Produits Mécaniques | 13 | 12 | 92,3% |
| Total BTS | 127 | 112 | 88,2% |
| Ingénieur Mécanique | 18 | 17 | 94,4% |
| Ingénieur Informatique Industrielle | 12 | 10 | 83,3% |
| Total Ingénieurs | 30 | 27 | 90% |
| Total enseignement supérieur | 157 | 139 | 88,5% |

Source : CFAI Alsace



Effectifs reçus aux examens de juin 2007 - CFAI Alsace



ANNEXE 9 : Répartition des étudiants par type de diplôme en 2006/2007

| | UHA | ULP | UMB | URS | Ensemble |
|--|--------------|---------------|---------------|--------------|---------------|
| DAEU et capacité en droit | 227 | 42 | 92 | 122 | 483 |
| DUT et DEUST | 1 891 | 808 | 296 | 1 090 | 4 085 |
| Licence | 2 883 | 5 712 | 7 173 | 3 195 | 18 963 |
| Licence professionnelle | 512 | 422 | 140 | 367 | 1 441 |
| Master | 1 088 | 2 981 | 2 555 | 2 181 | 8 805 |
| Doctorat et habilitation à diriger des recherches | 158 | 1 310 | 823 | 462 | 2 753 |
| Diplôme d'ingénieur, de l'Institut européen d'études commerciales supérieures et de l'Institut d'études politiques | 512 | 804 | - | 1 267 | 2 583 |
| Santé : diplômes d'état (Médecine, Pharmacie, Odontologie de la 1ère année à la thèse d'exercice) | - | 4 158 | - | - | 4 158 |
| Santé : sage-femme, orthophonie, orthoptie | - | 233 | - | - | 233 |
| Santé : autres diplômes | 69 | 2 077 | - | - | 2 146 |
| Préparation aux concours d'agrégation | - | 42 | 129 | - | 171 |
| Préparation aux concours administratifs | 44 | - | - | 352 | 396 |
| Diplômes d'université (hors santé) | 118 | 70 | 757 | 911 | 1 856 |
| Divers | - | 188 | - | - | 188 |
| Total | 7 502 | 18 847 | 11 965 | 9 947 | 48 261 |

Source : ORESIPE

ANNEXE 10 : Part des bacheliers inscrits à l'université - rentrée 2006

| Série du baccalauréat | UHA | ULP | UMB | URS | Ensemble |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Economique et social (ES) | 24,7% | 12,6% | 28,4% | 41,7% | 24,5% |
| Littéraire (L) | 9,0% | 2,8% | 37,0% | 10,4% | 13,6% |
| Scientifique (S) | 32,3% | 74,1% | 17,6% | 29,5% | 43,5% |
| Baccalauréat international | 0,1% | 0,2% | 0,1% | 0,5% | 0,2% |
| Total baccalauréats généraux | 66,0% | 89,7% | 83,1% | 82,0% | 81,8% |
| Sciences & techniques industrielles (STI) | 9,6% | 2,8% | 2,0% | 4,0% | 4,3% |
| Sciences & technologies tertiaires (STT) | 14,0% | 2,2% | 7,5% | 9,4% | 7,3% |
| Sciences médico-sociales | 1,3% | 2,3% | 1,4% | 0,1% | 1,5% |
| Sciences & technologies de laboratoire | 2,2% | 1,7% | 0,3% | 1,0% | 1,3% |
| Autres baccalauréats sciences & technologies | 0,5% | 0,2% | 0,5% | 0,1% | 0,3% |
| Total baccalauréats sciences et technologies | 27,7% | 9,1% | 11,7% | 14,6% | 14,7% |
| Baccalauréats professionnels | 6,3% | 1,1% | 5,2% | 3,3% | 3,6% |
| Total | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Effectifs des néobacheliers | 1 561 | 2 737 | 1 772 | 1 465 | 7 535 |

Source : ORESIPE

ANNEXE 11 : Nombre de diplômes délivrés en 2005

| Type de formation | UHA | ULP | UMB | URS | Ensemble |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Formations générales | 1 322 | 4 646 | 3 740 | 1 751 | 11 459 |
| DEUG (L2) | 427 | 1 208 | 1 272 | 506 | 3 413 |
| Licence (L3) | 567 | 1 485 | 1 420 | 516 | 3 988 |
| Maîtrise (M1) | 217 | 1 154 | 764 | 515 | 2 650 |
| DEA (Master recherche 2) | 56 | 507 | 210 | 182 | 955 |
| Doctorat et habilitation à diriger des recherches | 55 | 292 | 74 | 32 | 453 |
| Formations du secteur santé | 9 | 1 440 | - | - | 1 449 |
| Doctorat d'exercice de médecine, d'odontologie et de pharmacie | - | 262 | - | - | 262 |
| Diplômes d'orthophonie, d'orthoptie | - | 3 | - | - | 3 |
| Diplômes de sage-femme | - | 26 | - | - | 26 |
| Diplômes Universitaires (DU) du secteur santé | - | 856 | - | - | 856 |
| Autres diplômes du secteur santé | 9 | 293 | - | - | 302 |
| Formations professionnelles | 2 203 | 1 324 | 479 | 1 540 | 5 546 |
| DUT, DEUST | 773 | 339 | 85 | 493 | 1 690 |
| Licence professionnelle (L3) | 338 | 94 | 80 | 96 | 608 |
| Diplômes d'ingénieur, de l'IECS et de l'IEP | 140 | 259 | - | 353 | 752 |
| DESS (Master professionnel 2) | 203 | 605 | 314 | 598 | 1 720 |
| Autres formations professionnelles (dont IUP) | 749 | 27 | - | - | 776 |
| Diplômes d'université | 139 | 72 | 847 | 483 | 1 541 |
| Autres diplômes (DAEU, capacité...) | 90 | 37 | - | 176 | 303 |
| Total | 3 763 | 7 519 | 5 066 | 3 950 | 20 298 |

Source : ORESIPE

ANNEXE 12 : Effectifs 2006 et 2007 par diplôme - Institut Universitaire et Technologique de Mulhouse

| Inscriptions Principales | 2007 | 2006 | Evolution |
|---|-------------|-------------|--------------|
| Diplôme de comptabilité et de gestion 1e année (formation continue et apprentissage) | 17 | 17 | 0,0% |
| Diplôme de comptabilité et de gestion 2e année (formation continue et apprentissage) | 25 | 23 | 8,7% |
| Total DCG | 42 | 40 | 5,0% |
| DUT S1 Génie Electrique et informatique Industrielle | 66 | 54 | 22,2% |
| DUT S1 Génie Electrique et informatique Industrielle en apprentissage | 9 | 20 | -55,0% |
| DUT S1 Génie Industrie et Maintenance | 53 | 59 | -10,2% |
| DUT S1 Génie Industrie et Maintenance Trinational | 36 | 23 | 56,5% |
| DUT S1 Science et Génie des Matériaux | 24 | 27 | -11,1% |
| DUT S2 Automatismes en apprentissage | | 14 | - |
| DUT S2 Génie Electrique et informatique Industrielle (formation continue et apprentissage) | 67 | 42 | 59,5% |
| DUT S2 Génie Industrie et Maintenance | 29 | 43 | -32,6% |
| DUT S2 Génie Industrie et Maintenance en apprentissage | 10 | 17 | -41,2% |
| DUT S2 Génie Industrie et Maintenance Trinational | 17 | 27 | -37,0% |
| DUT S2 Science et Génie des Matériaux | 22 | 29 | -24,1% |
| DUT T1 Gestion des Entreprises et des Administrations (formation continue et apprentissage) | 150 | 142 | 5,6% |
| DUT T1 Gestion, Logistique et Transport | 60 | 59 | 1,7% |
| DUT T1 Services et Réseaux de Communication | 53 | 52 | 1,9% |
| DUT T2 Finances Comptabilité | 35 | 35 | 0,0% |
| DUT T2 Finances Comptabilité en apprentissage | 10 | 14 | -28,6% |
| DUT T2 Gestion, Logistique et Transport | 32 | 39 | -17,9% |
| DUT T2 Gestion, Logistique et Transport en apprentissage | 15 | 10 | 50,0% |
| DUT T2 petites et moyennes organisations | 39 | 35 | 11,4% |
| DUT T2 Ressources Humaines | 19 | 17 | 11,8% |
| DUT T2 Ressources Humaines en apprentissage | 11 | 9 | 22,2% |
| DUT T2 Services et Réseaux de Communication | 44 | 44 | 0,0% |
| Total DUT | 801 | 811 | -1,2% |
| TOTAL NIVEAU III | 843 | 851 | -0,9% |
| Licence Professionnelle Activités et Techniques de Communication | 10 | 9 | 11,1% |
| Licence Professionnelle Gestion des Ressources Humaines (formation continue et apprentissage) | 45 | 43 | 4,7% |
| Licence Professionnelle Information organisationnelle en apprentissage | 2 | 1 | 100,0% |
| Licence Professionnelle Ingénierie simultanée | 37 | 30 | 23,3% |
| Licence Professionnelle Ingénierie simultanée en apprentissage | 41 | 27 | 51,9% |
| Licence Professionnelle Logistique | 12 | 14 | -14,3% |
| Licence Professionnelle Logistique en apprentissage | 16 | 16 | 0,0% |
| Licence Professionnelle Management de production et qualité | 12 | 16 | -25,0% |
| Licence Professionnelle Management de production et qualité en apprentissage | 28 | 21 | 33,3% |
| Licence Professionnelle Matériaux Polymères | 13 | 16 | -18,8% |
| Licence Professionnelle Métrologie | 5 | 9 | -44,4% |
| Licence Professionnelle Plasturgie en apprentissage | 4 | | - |
| Licence Professionnelle Systèmes automatisés en apprentissage | 20 | 17 | 17,6% |
| Licence Professionnelle Systèmes automatisés | 17 | 26 | -34,6% |
| Licence Professionnelle Webdesign en apprentissage | 1 | 1 | 0,0% |
| Licence Professionnelle Webdesign | 9 | 6 | 50,0% |
| Total Licence Professionnelle | 272 | 252 | 7,9% |
| <i>Dossier en attente paiement</i> | 15 | | - |
| TOTAL NIVEAU I+II | 287 | 252 | 13,9% |
| TOTAL IUT MULHOUSE | 1130 | 1103 | 2,4% |

Source : IUT Mulhouse

Dernière mise à jour : 28/09/07

ANNEXE 13 : Répartition des sortants par domaine de formation selon leur situation professionnelle au 1er février 2006

Spécialités technico-professionnelles de production

| Domaine | EN EMPLOI | | AU CHOMAGE | |
|--|------------|------------|------------|-----------|
| | Lycéens | Apprentis | Lycéens | Apprentis |
| Technologies industrielles fondamentales | 65% | 63% | 29% | 38% |
| Technologies de commande des transformations industrielles | 68% | 90% | 30% | 10% |
| Production végétale, culture spécialisé | | 83% | | 0% |
| Aménagements paysagers (parc, ...) | | 93% | | 7% |
| Spécialités pluritechnologiques des transformations | 75% | | 0% | |
| Agro-alimentaire, alimentation, cuisine | 61% | | 28% | |
| Transformations chimiques et apparentées | 76% | | 19% | |
| Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie) | 74% | | 26% | |
| Plasturgie, matériaux composites | 100% | | 0% | |
| Energie, génie climatique | | 93% | | 4% |
| Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction | 81% | 92% | 17% | 4% |
| Mines et carrières, génie civil, topographie | 100% | | 0% | |
| Travail du bois et de l'ameublement | 50% | 100% | 0% | 0% |
| Spécialités pluritechnologiques matériaux souples | 67% | | 33% | |
| Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité | 81% | 100% | 17% | 0% |
| Mécanique générale et de précision, usinage | | 100% | | 0% |
| Moteurs et mécanique automobile | 81% | 94% | 13% | 0% |
| Structures métalliques | 92% | | 8% | |
| Electricité, électronique | 85% | 95% | 11% | 5% |
| TOTAL | 77% | 93% | 20% | 5% |

Source : Région Alsace

Spécialités technico-professionnelles des services

| Domaine | EN EMPLOI | | AU CHOMAGE | |
|---|------------|------------|------------|------------|
| | Lycéens | Apprentis | Lycéens | Apprentis |
| Spécialités plurivalentes des échanges et gestion | | 88% | | 13% |
| Transport, manutention, magasinage | 67% | | 0% | |
| Commerce, vente | 72% | 75% | 2% | 22% |
| Finances, banques, assurances | 50% | 60% | 4% | 40% |
| Comptabilité, gestion | 74% | 83% | 0% | 14% |
| Ressources humaines, gestion du personnel | | 87% | | 10% |
| Spécialités plurivalentes de la communication | 84% | | 5% | |
| Techniques d'imprimerie et d'édition | 64% | 89% | 4% | 11% |
| Secrétariat, bureautique | 64% | 83% | 0% | 14% |
| Informatique, traitement de l'information | 62% | 63% | 0% | 33% |
| Santé | 86% | | 0% | |
| Travail social | 96% | 93% | 0% | 0% |
| Accueil, hôtellerie, tourisme | 86% | 91% | 2% | 9% |
| Coiffure, esthétique et autres services aux personnes | 84% | | 0% | |
| Total | 74% | 80% | 1% | 17% |

Source : Région Alsace



Observer
Anticiper
Adapter

Informer
Accompagner
Orienter

Créer
Développer
Innover



Thème n° 16

Formation professionnelle continue

Une voie d'accès supplémentaire
à la qualification

L'étude qui suit concerne la formation professionnelle continue et la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE- cf. annexe 1 : Définition) sur le territoire Sud Alsace.

1. Formation professionnelle continue

L'Alsace est une région qui favorise l'insertion professionnelle. Elle a mis en place, comme la loi l'y autorise, un programme régional regroupant diverses formations collectives, s'adressant à des publics spécifiques (demandeurs d'emploi, actifs occupés et porteurs de projets de création d'entreprise) et proposant des stages en vue d'un retour à l'emploi rapide ou d'une promotion professionnelle. En complément de ce programme, la Région finance deux types de formations professionnelles individuelles et les ateliers de pédagogie personnalisée.

Les actions de formation répertoriées dans cette partie sont des formations Région, AFPA, Assedic et Fongecif et issues du programme régional de 2006.

Sur le territoire Sud Alsace, la formation professionnelle continue bénéficie majoritairement aux demandeurs d'emploi (80%) et de nombreux stagiaires du territoire sont des femmes (53%).

La formation professionnelle continue (FPC) concerne principalement les actions visant l'accès à l'emploi (72%). Celles-ci sont en général des stages de niveau V et IV (respectivement 49% et 20%). Les actions visant à une poursuite d'étude sont souvent des stages de niveau inférieur au BEP (niveau V).

Le niveau de sortie relativement bas des actions de formation du territoire confirme la faible qualification de la population sud alsacienne. La formation professionnelle continue (FPC) reste donc à maintenir et à développer sur le territoire.

La majorité des stagiaires se qualifient dans les domaines des spécialités technico-professionnelles des services (63,5% des qualifications en 2006) tels que les spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (12,2% des qualifications), le domaine du transport et de la manutention (10,3%), le domaine de la santé (9%), ...

Parmi les 3448 stagiaires du programme régional de formation professionnelle continue résidant sur le territoire Sud Alsace, 91% sont formés dans leur territoire. De plus 19% des stagiaires du territoire de Colmar et 10% du territoire de Sélestat sont formés sur le territoire Sud Alsace. La formation professionnelle continue du Sud Alsace semble donc être attractive.

S'agissant des actions de professionnalisation, 884 personnes résidant sur le territoire Sud Alsace ont été formées en 2006 (le contrat de professionnalisation est un contrat de travail au cours duquel le salarié suit une formation sanctionnée par une

qualification professionnelle), dont 829 sur le territoire. Les trois domaines les plus représentés sont les spécialités plurivalentes de la communication (25,7% des professionnalisations), le domaine du transport et de la manutention (18,3%) et le commerce/vente (12,8%).

Au titre des actions de qualification, 1397 personnes résidant sur le territoire Sud Alsace ont été formées en 2006, dont 1199 sur le territoire. Les quatre domaines les plus représentés sont les spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (14% des professionnalisations), le domaine du transport et de la manutention (11%) les formations générales (10,2%) et la santé (8,5%). Il s'agit majoritairement de formations de niveaux de sortie IV et V.

| | Type d'action | Hommes | Femmes | Total | dont demandeurs d'emploi | Niveau de formation du stage | | | |
|--|--------------------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------------------|------------------------------|------------|------------|-------------|
| | | | | | | V | IV | III et + | Autres |
| Actions visant à une poursuite d'étude | Acquisition des savoirs de base | 11 | 16 | 27 | 27 | 0 | 0 | 0 | 27 |
| | Français Langue Etrangère | 85 | 159 | 244 | 241 | 0 | 0 | 0 | 244 |
| | Orientation | 164 | 254 | 418 | 412 | 54 | 0 | 0 | 364 |
| | Découverte de la vie professionnelle | 47 | 54 | 101 | 101 | 1 | 0 | 0 | 100 |
| | Préparation à la qualification | 77 | 103 | 180 | 166 | 114 | 24 | 0 | 42 |
| | Total | 384 | 586 | 970 | 947 | 169 | 24 | 0 | 777 |
| Actions visant l'accès à l'emploi | Création d'entreprise | 129 | 66 | 195 | 156 | 42 | 0 | 0 | 153 |
| | Professionnalisation | 403 | 481 | 884 | 825 | 509 | 119 | 4 | 252 |
| | Qualification | 700 | 699 | 1399 | 832 | 671 | 365 | 363 | 0 |
| | Total | 1232 | 1246 | 2478 | 1813 | 1222 | 484 | 367 | 405 |
| TOTAL GENERAL | | 1616 | 1832 | 3448 | 2760 | 1391 | 508 | 367 | 1182 |

Source : Région Alsace

Ces actions de formation paraissent adaptées au marché du travail local. En effet, le territoire présente une structure de l'emploi salarié privé dominé par les services (48% des effectifs en 2006 - cf. Thème n° 9 : Emploi total) ; les métiers du transport et de la manutention comptent parmi ceux qui ont le plus d'offres d'emploi (cf. Thème n° 11 : Offre et qualité de l'emploi) et les métiers de la santé connaissent des difficultés de recrutement (cf. Etude sur les mouvements d'emploi).

Que deviennent les stagiaires demandeurs d'emploi du territoire Sud Alsace ? (Source : Enquête 2006-2007 sur les stagiaires du programme régional).

Plus d'un tiers des stagiaires demandeurs d'emploi du programme régional de 2006 est en emploi suite à son stage.

Un quart des stagiaires du territoire Sud Alsace parmi les bénéficiaires des actions visant à une poursuite d'étude sont en emploi et 27% sont en formation.

Au niveau des actions visant l'accès à l'emploi, 45% des stagiaires du territoire Sud Alsace sont en emploi et 41% sont au chômage.

La création d'entreprise concerne 39% des stagiaires en emploi. 43% des stagiaires ont trouvé un emploi suite à une professionnalisation et 48% suite à une qualification.

Il y a moins de stagiaires au chômage suite à une action de qualification (34%), qu'une action de professionnalisation (48%) ou de création d'entreprise (49%). Il semble donc que les formations qualifiantes restent un des moyens les plus efficaces pour accéder à l'emploi.

| | | | | | |
|----------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| TOTAL Alsace du Sud | 354 39% | 134 15% | 389 43% | 37 4% | 914 100% |
| TOTAL Alsace | 1306 42% | 416 13% | 1284 41% | 95 3% | 3101 100% |

Source : Région Alsace

| | Type d'action | En emploi | En formation | Au chômage | En inactivité | Total |
|--|---|------------|--------------|------------|---------------|------------|
| Actions visant à une poursuite d'étude | Acquisition des savoirs de base | 2 | 3 | 3 | 1 | 9 |
| | Français Langue Etrangère | 13 | 8 | 32 | 5 | 58 |
| | Orientation et découverte de la vie professionnelle | 25 | 20 | 45 | 3 | 93 |
| | Préparation à la qualification | 27 | 42 | 43 | 1 | 113 |
| | Total | 67 | 73 | 123 | 10 | 273 |
| Actions visant l'accès à l'emploi | Création d'entreprise | 31 | 4 | 39 | 5 | 79 |
| | Professionnalisation | 117 | 15 | 130 | 11 | 273 |
| | Qualification | 139 | 42 | 97 | 11 | 289 |
| | Total | 287 | 61 | 266 | 27 | 641 |
| TOTAL Alsace du Sud | | 354 | 134 | 389 | 37 | 914 |

Source : Région Alsace

2. Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

L'évaluation de l'expérience permet d'obtenir :

- une validation complète : la totalité d'un diplôme ou d'un titre, si les compétences évaluées par le jury correspondent à la totalité des compétences exigées par le référentiel du diplôme ou du titre,
- une validation partielle : des unités constitutives du diplôme ou du titre dans le cas où les compétences évaluées ne couvrent pas tout le champ du diplôme. Dans ce cas le jury se prononce sur les compétences qui dans un délai de cinq ans à compter de la décision de notification, doivent faire l'objet de l'évaluation complémentaire nécessaire à l'obtention du diplôme. Le jury a un rôle de prescription de la formation ou de l'expérience professionnelle complémentaire qui permettra de développer ces compétences.

La mission conseil des Points Relais Conseil (PRC) consiste à :

- Vérifier la pertinence de la démarche VAE pour la personne, en lien avec son profil et son projet,
- Assurer un éclairage sur les certifications possibles et une aide au choix de la certification ou des certifications la ou les plus pertinente(s).

Un entretien conseil à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mulhouse n'engendre pas obligatoirement une demande de Validation des Acquis de l'Expérience. La personne reçue peut être dirigée vers un bilan de compétence, une formation, ...

La personne reçue au PRC de Mulhouse dans le cadre d'une Validation des Acquis de l'Expérience peut être orientée vers un ou plusieurs certificateurs : 64,3% des « conseils » de 2004 et 72,4% de 2007. Cette hausse peut notamment s'expliquer par une meilleure information du public.

Les types de certification ciblée lors de l'orientation vers une VAE sont :

- un diplôme éducation nationale : 35,6% en 2004 et 39,4% en 2007,
- un diplôme de l'enseignement supérieur : 35,1% en 2004 et 36% en 2007,
- un titre professionnel du Ministère chargé de l'emploi : 24% en 2004 et 15,2% en 2007,
- un diplôme d'Etat santé et action sociale : 2% en 2004 et 4,9% en 2007.

En Alsace, 1 727 demandes de VAE ont été jugées recevables en 2006 et plus de 56% des candidats sont passés au jury. Près de deux tiers des validations présentées sont totalement validées (cf. annexe 2). Par rapport à 2005, le nombre de validations présentées a augmenté de près de 40%. La proportion de VAE pour les diplômés d'Etat d'éducateur spécialisé (DEES) est forte. Elle représente 19,6% des validations présentées au Dispositif Académique de la VAE, 16,2% des validations totales et 28,7% des validations partielles.

L'Université Louis Pasteur (ULP), l'Université Marc Bloch (UMB), l'Université Robert Schuman (URS) et l'Université de Haute Alsace (UHA) oeuvrent ensemble au développement de la VAE et ont constitué à cet effet le pôle VAE des universités d'Alsace grâce au soutien du Fonds social européen (FSE).

2.1. Activité du Point Relais Conseil (PRC) de Mulhouse

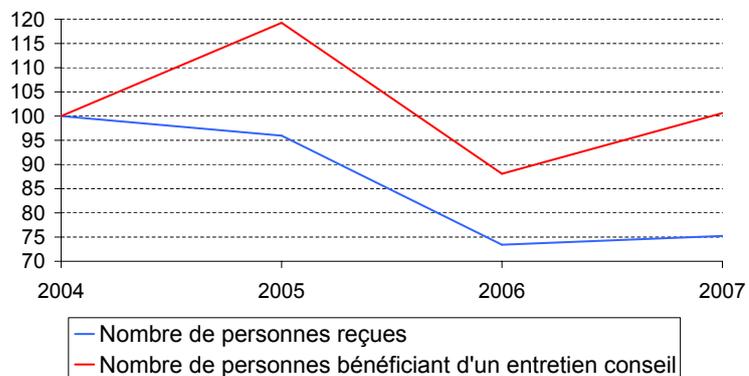
Bien que le nombre de personnes reçues au PRC de Mulhouse ait diminué entre 2004 et 2007 (-24,7%), la part de ces personnes ayant bénéficié d'un entretien a nettement augmenté (+6,5 points). Cela peut s'expliquer par une meilleure information du public quant à l'accès à la Validation des Acquis de l'Expérience. Cette augmentation peut également être due à la mise en place de mesures incitatives mais surtout à l'évolution du rôle du diplôme sur le marché du travail (d'après l'ANPE, les trois quart des offres d'emploi comportent une mention de diplôme - cf. Thème n°11 : Offre et qualité de l'emploi).

La VAE est un tremplin pour le salarié, lui permettant de consolider son expérience passée. C'est en effet une nouvelle voie d'accès aux diplômes en cours de vie professionnelle. Ce dispositif lui permet d'accéder à des emplois plus qualifiés, de s'adapter aux évolutions de son métier et diminue son risque de chômage (cf. Thème n°10 : Demande d'emploi).

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|-------|-------|-------|-------|
| Nombre de personnes reçues au PRC | 1 704 | 1 635 | 1 251 | 1 282 |
| Nombre de personnes bénéficiant d'un entretien conseil | 327 | 390 | 288 | 329 |
| | 19,2% | 23,9% | 23,0% | 25,7% |

Source : CCI Sud Alsace

Evolution (base 100) du nombre de personnes reçues au PRC de 2004 à 2007

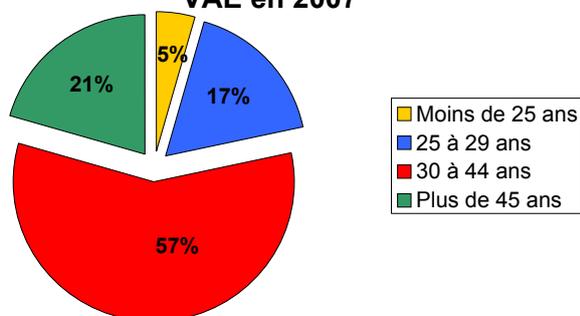


2.2. Typologie par âge du public ayant bénéficié d'un entretien conseil au PRC de Mulhouse

La Validation des Acquis de l'Expérience concerne de plus en plus les femmes (55% en 2004 et 61% en 2007 - cf. annexe 3).

Les personnes souhaitant valider les acquis de leur expérience sont majoritairement les plus de 30 ans (78% en 2007).

Structure par âge des personnes ayant bénéficié d'un entretien conseil pour une VAE en 2007



2.3. Niveau d'étude du public ayant bénéficié d'un entretien conseil

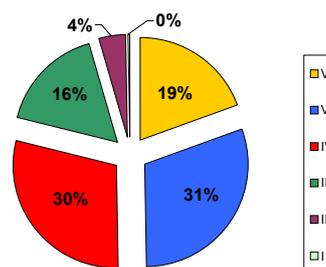
La demande de Validation des Acquis de l'Expérience concerne principalement les niveaux IV et V (61% en 2007 - cf. annexe 4). Il s'agit de personnes peu qualifiées souhaitant valoriser leur expérience afin d'évoluer au sein de leur entreprise ou se réorienter professionnellement.

On constate une augmentation des souhaits de VAE émanant des personnes de niveaux III et plus (18% en 2004 et 20% en 2007). Les demandes de VAE ne concernent donc pas uniquement les personnes pas ou peu qualifiées. La part des personnes ayant un diplôme de niveau supérieur est relativement importante sur le territoire.

Les motifs amenant à une demande de VAE sont généralement :

- l'évolution professionnelle,
- la reconnaissance personnelle,
- la sécurité de l'emploi,
- la réorientation professionnelle,
- la création d'entreprise,
- le changement d'entreprise.

Structure par niveau d'étude des personnes ayant bénéficié d'un entretien pour une VAE en 2007



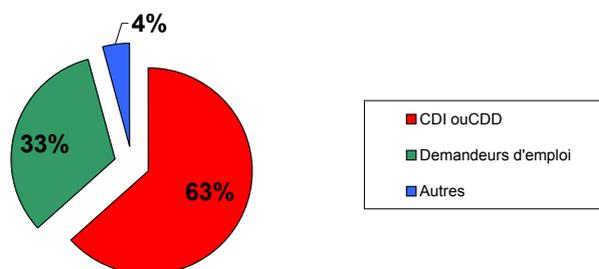
En Alsace, les Validations des Acquis de l'Expérience concernent principalement les niveaux inférieurs au Bac +2 (cf. annexe 5). Même si la proportion de validations totales est plus importante pour les niveaux III (42%), les VAE de niveau IV ont le plus fort taux de validations complètes (75,57%).

| | |
|------|-----------------------------|
| I | BAC+5 |
| II | BAC+3 ou 4 |
| III | BAC+2 (BTS, DUT, DEUG, ...) |
| IV | BAC / BP |
| V | CAP / BEP |
| Vbis | BEPC |
| VI | Aucun diplôme |

2.4 Situation professionnelle du public ayant bénéficié d'un entretien conseil

La majorité des personnes reçues pour une VAE sont en CDI (51,7% en 2007 – cf. annexe 6). Ce constat est à nuancer du fait de la nature de la structure accueillant le point relais conseil. En effet, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Sud Alsace a plutôt tendance à « attirer » les salariés (d'où la forte proportion de personnes en CDI) alors qu'une structure comme l'ANPE par exemple aurait tendance à « attirer » des demandeurs d'emploi.

Situation professionnelle des personnes ayant bénéficié d'un entretien conseil pour une VAE en 2007



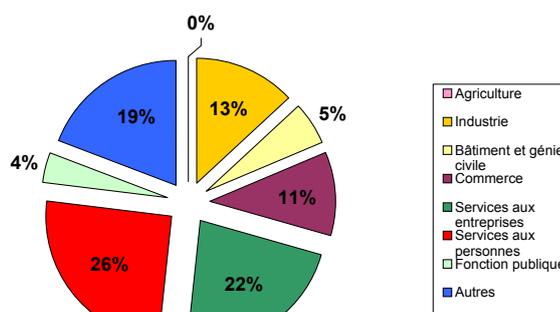
2.5. Secteur d'activité du public ayant bénéficié d'un entretien conseil

La répartition par secteur d'activité (cf. annexe 7) des personnes reçues en entretien au point relais conseil de Mulhouse reflète la situation du marché du travail local : le Pays de la région mulhousienne présente une structure de l'emploi salarié privé dominé par les services (48% des effectifs en 2006 - cf. Thème n° 9 : Emploi total).

Les secteurs les plus représentés dans la demande de VAE de 2007 sont :

- les services aux personnes : 26% en 2007, soit + 6 points par rapport à 2006,
- les services aux entreprises : 22%, soit + 5 points par rapport à 2006,
- l'industrie : 13%, soit - 8 points par rapport à 2006,
- le commerce : 11%, soit - 12 points par rapport à 2006.

Secteur d'activité des personnes ayant bénéficié d'un entretien conseil pour une VAE en 2007



Diagnostic

- La formation professionnelle continue proposée sur le territoire Sud Alsace semble être attractive.
- Les actions de formation paraissent adaptées au marché du travail local et les formations qualifiantes semblent être un des moyens les plus efficaces pour accéder à l'emploi pour les moins qualifiés.
- La part des personnes reçues au Point Relais Conseil de Mulhouse et orientées vers une Validation des Acquis de l'Expérience est en hausse en 2007 (+7,9 points par rapport à 2004). Cette croissance concerne essentiellement les VAE de niveaux IV et V.
- Les VAE permettent aux salariés comme aux demandeurs d'emploi de prétendre à des emplois plus qualifiés et donc elles diminuent le risque de chômage. En effet, les personnes qualifiées sont parmi les premières à profiter d'une reprise du marché local du travail et la proportion des jeunes demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme supérieur au bac+3 est très faible (2,6%) - (cf. Thème n°10 : La demande d'emploi).

Dimension prospective

- Le niveau de sortie relativement faible des actions de formation du territoire confirme la faible qualification de la population sud alsacienne. La formation professionnelle continue (FPC) reste donc à maintenir et à développer sur le territoire.
- La VAE peut être un tremplin pour les personnes qui se destinent à l'enseignement du français (par exemple enseignement aux migrants, aux primo arrivants, ...). Elles peuvent suivre à l'Université Haute Alsace des formations sanctionnées par des diplômes de français langue étrangère (FLE), formations accessibles par la validation des acquis de l'expérience.

ANNEXE 1 : Définition de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

La « Validation des Acquis de l'Expérience » est un droit, pour toute personne, de faire valider son expérience professionnelle en vue de l'obtention d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification de branche à condition de justifier de 3 ans, au minimum, d'expérience en relation avec les exigences d'une certification enregistrée au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP).

La loi précise que « la validation des acquis produit les mêmes effets que les autres modes de contrôle des connaissances et des aptitudes ». Un diplôme obtenu par la VAE a donc la même valeur qu'un diplôme ou un titre obtenu à l'issue d'un parcours de formation initiale, universitaire, par l'apprentissage ou par la formation professionnelle continue.

Alors que l'élévation des niveaux de qualification est une demande sociale et économique forte, l'État et la Région Alsace ont décidé ensemble de favoriser l'accès à la VAE :

- en organisant un « dispositif régional d'information conseil » en VAE dans le cadre de l'orientation tout au long de la vie,
- en contribuant au financement de la VAE pour que cette possibilité soit ouverte à tous les adultes répondant aux conditions fixées par la loi.

ANNEXE 2 : VAE 2006 par valideur en Alsace

| | Nombre dossiers recevables | Nombre candidats accompagnés | Nombre validations présentées | Validations totales | Validations partielles | Echecs |
|---|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|---------------------|------------------------|-----------------|
| Emploi | 401 | 142 | 92 | 52 | 21 | 19 |
| E.N. – Dispositif Académique de la VAE | 637 | 1 919 | 639 dont 125 DEES | 462 dont 75 DEES | 108 dont 31 DEES | 54 dont 18 DEES |
| Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt | 13 | 8 | 4 | 4 | / | / |
| Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales | 439 | 144 | 153 | 46 | 92 | 15 |
| Direction Régionale Jeunesse et Sport | 39 | 20 | 32 | 13 | 11 | 8 |
| Université Haute Alsace | 59 | 28 | 16 | 11 | 4 | 1 |
| Université Marc Bloch | 21 | 24 | 8 | 6 | 2 | / |
| Université Louis Pasteur | 65 | 28 | 13 | 9 | 3 | 1 |
| Université Robert Schuman | 31 | 15 | 12 | 7 | 3 | 2 |
| Conservatoire National des Arts et Métiers | 3 | 3 | 2 | 2 | / | / |
| Chambre des Métiers d'Alsace | 4 | 3 | 1 | 1 | / | / |
| Chambre Régionale Commerce et Industrie | 15 | 4 | 1 | / | 1 | / |
| Total | 1 727 | 2.338 | 973 | 613 | 245 | 100 |
| Rappel 2005 | | | 696 | 436 | 177 | 83 |
| Evolution 2006/2005 | | | 39,80% | 40,60% | 38,42% | 20,48% |

DEES = Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé

Source : DRTEFP

ANNEXE 3 : Typologie par âge et sexe du public ayant bénéficié d'un entretien conseil

| | | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------|-----------------|------|------|------|------|
| Hommes | Moins de 25 ans | 3 | 9 | 4 | 2 |
| | 25 à 29 ans | 17 | 21 | 17 | 25 |
| | 30 à 44 ans | 94 | 110 | 73 | 77 |
| | Plus de 45 ans | 32 | 41 | 22 | 24 |
| Femmes | Moins de 25 ans | 4 | 4 | 5 | 13 |
| | 25 à 29 ans | 21 | 23 | 21 | 31 |
| | 30 à 44 ans | 120 | 125 | 111 | 113 |
| | Plus de 45 ans | 36 | 57 | 35 | 44 |
| Total | Moins de 25 ans | 7 | 13 | 9 | 15 |
| | 25 à 29 ans | 38 | 44 | 38 | 56 |
| | 30 à 44 ans | 214 | 235 | 184 | 190 |
| | Plus de 45 ans | 68 | 98 | 57 | 68 |

Source : CCI Sud Alsace

ANNEXE 4 : Niveau d'étude du public ayant bénéficié d'un entretien conseil

| | | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------|-----|------|------|------|------|
| Hommes | VI | 24 | 32 | 20 | 23 |
| | VI | 46 | 51 | 33 | 29 |
| | IV | 47 | 56 | 34 | 42 |
| | III | 21 | 33 | 22 | 29 |
| | III | 7 | 7 | 6 | 4 |
| | I | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Femmes | VI | 33 | 36 | 21 | 41 |
| | VI | 58 | 81 | 67 | 71 |
| | IV | 60 | 59 | 60 | 54 |
| | III | 22 | 23 | 16 | 25 |
| | III | 5 | 9 | 7 | 10 |
| | I | 3 | 1 | 1 | 0 |
| Total | VI | 57 | 68 | 41 | 64 |
| | VI | 104 | 132 | 100 | 100 |
| | IV | 107 | 115 | 94 | 96 |
| | III | 43 | 56 | 38 | 54 |
| | III | 12 | 16 | 13 | 14 |
| | I | 4 | 3 | 2 | 1 |

Source : CCI Sud Alsace

ANNEXE 5 : VAE 2006 par niveau en Alsace

| | Nombre de validations présentées | Nombre de validations complètes | Nombre de validations partielles | Echec | % validations complètes/validations présentées |
|--------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|------------|--|
| Niveau V | 284 | 148 | 100 | 29 | 52,11% |
| Niveau IV | 237 | 172 | 44 | 13 | 75,57% |
| Niveau III | 373 | 251 | 74 | 45 | 67,29% |
| Niveau II | 60 | 27 | 23 | 11 | 45% |
| Niveau I | 26 | 15 | 8 | 2 | 57,69% |
| Total | 980 | 613 | 249 | 100 | 62,55% |
| | 100% | 62,55% | 25,41% | 10,20% | |

ANNEXE 6 : Situation professionnelle du public ayant bénéficié d'un entretien conseil

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|------|------|------|------|
| CDI | 161 | 217 | 175 | 170 |
| CDD | 11 | 19 | 18 | 38 |
| Intérimaires | 4 | 3 | 0 | 2 |
| Emploi-jeunes | 7 | 2 | 0 | 0 |
| Demandeurs d'emploi | 125 | 120 | 79 | 107 |
| Actifs non salariés et conjoints | 14 | 25 | 14 | 11 |
| Autres : bénévoles, personnes au foyer, retraités, ... | 5 | 4 | 2 | 1 |

Source : CCI Sud Alsace

ANNEXE 7 : Secteur d'activité du public ayant bénéficié d'un entretien conseil

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---------------------------------|------|------|------|------|
| Agriculture | 2 | 3 | 0 | 0 |
| Industrie | 72 | 97 | 61 | 43 |
| Bâtiment et génie civile | 25 | 23 | 15 | 18 |
| Commerce | 52 | 67 | 66 | 36 |
| Services aux entreprises | 67 | 70 | 48 | 73 |
| Services aux personnes | 91 | 80 | 58 | 83 |
| Fonction publique | 16 | 30 | 31 | 13 |
| Autres | 2 | 20 | 9 | 63 |

Source : CCI Sud Alsace



